



Aux grands maux, les grands remèdes —

Des chômeurs de la région de Mont-Laurier ont bloqué hier la route 11 reliant la métropole à Mont-Laurier. Le geste a été posé en guise de protestation contre la fermeture, cet été, de deux usines de transformation de

bois qui a entraîné des mises à pied importantes. Le blocus a été levé au cours de l'après-midi.
Nos informations à la page 9

(Téléphoto PC)

Grâce à la loi 45

Comment la compagnie de prêts serait l'amie des consommateurs

par André-A. BELLEMARE

Les "compagnies de finance" pourraient éventuellement devenir les meilleurs protecteurs des intérêts des consommateurs québécois.

Cette hypothèse, c'est le directeur de l'Office de protection du consommateur du Québec, M. Luc Laurin, qui l'a émise, hier soir, devant les membres du Club Vente-Publicité de Québec.

Et il a laissé entendre que le jour où cela se réaliserait n'est peut-être pas aussi éloigné qu'on pourrait le croire.

M. Laurin a expliqué que la Loi de protection du consommateur (loi no 45, adoptée le 14 juillet dernier par l'Assemblée nationale du Québec) prévoit, entre autres choses, que la "compagnie de finance" qui achète le contrat intervenu entre un commerçant et un consommateur prend en quelque sorte les responsabilités du commerçant.

En effet, si le commerçant ne respecte pas tous les termes de son contrat et tous les articles de la loi no 45, le consommateur aura des recours contre ce commerçant, ou contre la compagnie de finance qui a acheté le contrat intervenu entre le commerçant et le consommateur.

M. Laurin est convaincu que les compagnies de finance vont à ce que le commerçant donne satisfaction au consommateur, si elles ne veulent pas que le consommateur échappe à ses obligations à cause du non-respect du contrat.

Les compagnies de finance, si elles ont trop de problèmes (Suite à la page 2, 1ère col.)



C'était le début —

"Les quatre hommes armés qui ont enlevé, ce matin, l'attaché commercial britannique à Montréal, M. James Richard Cross, se réclament du Front de libération du Québec". Ainsi se lisait le communiqué de presse publié le 5 octobre 1970 par le Foreign Office à Londres. Il marquait le début des événements qu'on allait qualifier désormais de "crise d'octobre".

Nos informations en page 10

Regroupement

A Chicoutimi, Jonquière ou Port-Arthur, les projets de fusion retiennent l'attention du conseil municipal de l'endroit.

— page 3

Hockey junior "A"

La Ligue junior majeure du Québec intente des poursuites contre le Canadien junior de Montréal.

— page 26

sommaire

Annouces classées	34
Aujourd'hui	6
Bandes dessinées	30
Bridge	34
Décès	35
Documents	18
Economie-Finance	19 à 21
Horoscope	34
Mots croisés	33
Patron	34
Sport	25 à 29
Télévision	6

la météo

Périodes nuageuses. Minimum 45, maximum 65. Aperçu pour demain: beau. Détails à la page 2

Le gouvernement Bourassa n'attendra pas au printemps

Des Québécois paieront plus d'impôts

Par Normand GIRARD

Le ministre des Finances du Québec, M. Raymond Garneau, et le gouvernement Bourassa reconnaissent que certains citoyens québécois devront payer plus d'impôt, en 1972-73, même si le prochain budget ne comportera aucune hausse des impôts.

M. Garneau a expliqué au "Soleil", hier, que le gouvernement se dirige vers l'imposition des gains de capital, la disparition graduelle des droits de succession et le réaménagement des tables d'exemption et de taxation des particuliers.

Le ministre des Finances a ajouté, en guise de consolation, que les citoyens n'auront pas à attendre à la fin de mars ou au début d'avril pour savoir s'ils sont ou non touchés par cette réfor-

me de la fiscalité émanant des décisions fédérales.

Les modifications que l'on apportera aux tables d'exemption et de taxation devront être annoncées avant le 1er janvier 1972 de manière à ce que les entreprises sachent sur quelles bases nouvelles sera calculé le prélèvement à la source.

M. Garneau a indiqué que son prochain budget débouchera sur la présentation devant l'Assemblée nationale d'une abondante législation de la part du ministère du Revenu. La pièce maîtresse en sera la refonte de plusieurs lois du revenu en une seule, plus facile d'application et plus facilement compréhensible.

LES OBJECTIFS

C'est un comité du Conseil des ministres, dont la formation a été décidée à l'is-

sue des réflexions à huis clos de vendredi et samedi, qui devra conseiller le cabinet sur la façon et jusque dans quelle mesure le Québec doit aligner ses politiques fiscales sur celles prévues dans le projet de loi fédéral C-207.

"Même si le gouvernement est toujours d'avis, compte tenu de la situation économique et de celle de l'emploi, que ce n'est pas le temps d'augmenter le fardeau fiscal du contribuable, dit-il, il va falloir procéder à un réaménagement des tables de taxation et d'exemption à l'intérieur du montant que nous percevons afin d'éviter une jungle fiscale.

"Dans certains domaines, nous allons aligner nos politiques sur celles du fédéral et dans d'autres il y aura des distinctions maintenues,

de telle sorte que si nous percevons \$3 milliards en vertu des tables actuelles, nous percevons encore \$3 milliards en vertu des nouvelles tables."

C'est le jeu des exemptions de base accordé au taux d'imposition, suivant la gradation des salaires et la disparition, en tout ou en partie, de certaines allocations, comme les allocations familiales, qui feront que certains contribuables, plus fortunés que d'autres, se trouveront à payer plus d'impôt.

LES DECISIONS

Le ministre des Finances a expliqué que les questions que le gouvernement devra trancher d'ici à la fin de l'année sont les suivantes: Qu'est-ce qu'on fait avec les droits de succession? Avec le profit de capital? Les

exemptions personnelles, etc.?

L'analyse en profondeur des implications de toutes ces mesures a été confiée à un comité du conseil des ministres dont feront partie le ministre des Finances et le ministre du Revenu. Ce comité devra remettre son rapport à la mi-novembre.

En ce qui concerne l'imposition des gains de capital, le ministre des Finances a rappelé avoir indiqué à quelques reprises que le gouvernement se disposait à entrer dans ce secteur.

Seules les résidences personnelles et les fermes seront épargnées.

Quant aux droits successoraux, M. Garneau a dit favoriser personnellement le maintien des droits tout en prévoyant un dégrèvement graduel, échelonné sur cinq

ou six ans, jusqu'à la disparition complète de l'imposition sur les successions.

Il a précisé que selon cette formule, l'impôt à payer sur les successions diminuerait au fur et à mesure que la taxation sur les gains de capital augmenterait pour atteindre, après cinq ou six ans, un point de stabilisation.

Quant aux exemptions de base, il a donné à titre d'exemple que l'on devra décider si pour une personne mariée l'exemption sera la même que celle proposée par le fédéral, soit \$2,850, ou si l'exemption s'arrêtera à \$2,500 ou si elle ira jusqu'à \$3,000.

LE PPBS

Le ministre des Finances a révélé, d'autre part, que le Conseil des ministres avait approuvé en fin de se-

maine un échéancier de travail devant permettre la présentation du budget de 1973-1974 suivant la formule dite "du budget par programme".

L'administration provinciale compte environ 150 programmes dignes de ce nom. D'ici à avril-mai 1972, chacun de ces programmes sera défini, ses objectifs précis délimités et les affectations budgétaires nécessaires à sa réalisation arrêtées.

Le Conseil des ministres a également donné le mandat au Conseil du Trésor d'étudier "à fond", a signalé M. Garneau, huit programmes bien spécifiques retenus dans quatre missions, à raison de deux par mission.

On remettra en cause non seulement la définition du (Suite à la page 2, 5e col.)

Négociations sur l'énergie

Ottawa a d'autres chats à fouetter

OTTAWA (d'après PC) — Le gouvernement canadien est trop préoccupé par des problèmes économiques qui exigent une solution urgente pour poursuivre les pourparlers qu'il avait entrepris avec les Etats-Unis sur le commerce continental de l'énergie.

C'est du moins l'explication qu'a donnée, hier aux Communes, le premier ministre Trudeau à la suite d'une information, publiée dimanche dans un quotidien torontois, voulant que le Canada ait signifié à Washington la rupture des négociations sur l'énergie, par mesure de représailles au maintien de la surtaxe de 10 p.c. sur les importations.

Ces problèmes économiques aigus auxquels doit faire face le Canada, il ne fait nul doute qu'ils tirent leur origine, en partie, de la nouvelle politique économique des Etats-Unis, rendue publique le 15 août dernier. Mais M. Trudeau s'est empressé de déclarer hier que cet arrêt momentané des négociations ne cachait pas quelque attitude de représailles.

Précisant la pensée de son premier ministre, M. Mitchell Sharp a simplement dit: "Nous sommes très fatigués et nous n'avons pas le temps de nous consacrer à ces discussions".

AMBASSADE

Du côté de l'ambassade canadienne à Washington, on y est allé d'une déclaration dans le même sens, hier, en affirmant que les ministres et les hauts fonctionnaires qui doivent participer aux pourparlers sur l'énergie ne pouvaient reprendre les négociations à cause des pressions qu'ils subissent actuellement relativement à la situation économique.

Ils ne peuvent se concentrer sur de tels problèmes tant que la situation entre les deux pays sera aussi incertaine, a dit le porte-parole de l'ambassade dans la capitale américaine.

Du côté de Washington, hier, aucun commentaire n'a été formulé de qui que ce soit, quant à "l'interprétation éventuelle" de l'arrêt des négociations sur l'énergie par Ottawa.

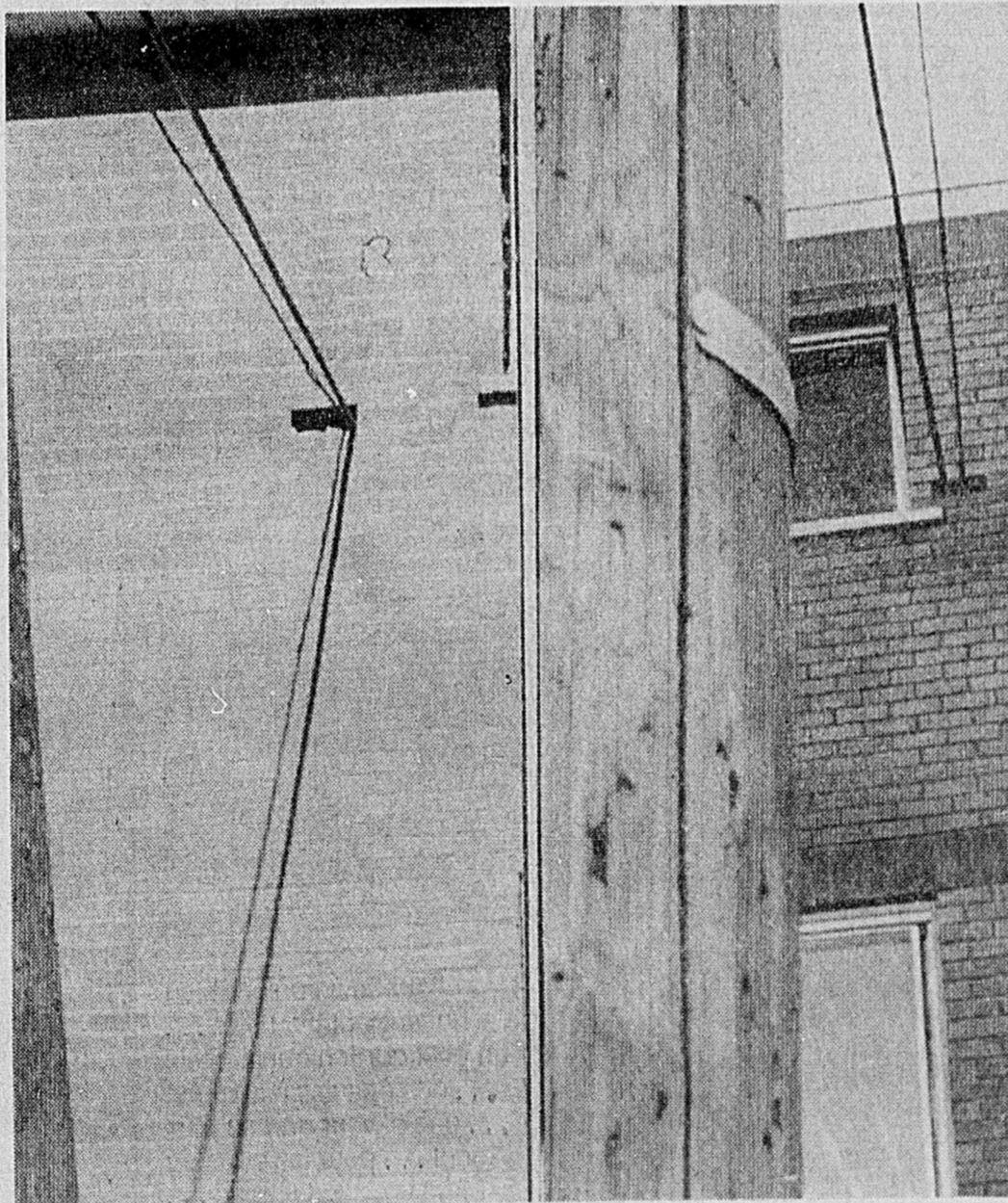
DEPUIS QUAND ?

On se rappellera que ces discussions sur l'énergie ont commencé au cours de l'été de 1970 et qu'elles ont été ajournées au printemps dernier pour reprendre cet automne.

Ces entretiens, destinés à en arriver à un accord sur l'échange de différentes formes d'énergie entre le Canada et les Etats-Unis, se sont poursuivis de façon irrégulière depuis Washington. La dernière réunion s'est tenue à Montréal.

On sait que les Etats-Unis avaient d'abord proposé une politique globale d'énergie continentale qui aurait compris le pétrole, le gaz naturel et l'énergie hydro-électrique.

Mais Ottawa avait reculé après la vive opposition suscitée par le projet au Canada, où l'on craint que les Etats-Unis n'aient une trop grande mainmise sur les ressources énergétiques vitales du Canada.



A qui la faute ? —

Avant de creuser le sol, précise-t-on dans l'annuaire téléphonique, il faut s'assurer qu'aucun câble de transmission n'y est dissimulé. Lorsqu'il s'agit de poser un câble, faut-il s'assurer qu'aucun obstacle n'entrave le déroulement de l'opération? C'est la question qu'on ne peut manquer de formu-

ler à la vue de cet ingénieux dispositif qui afflige une maison neuve de Saint-Laurent, près de Montréal. Les avocats se chicanent: qui doit défrayer l'enlèvement des câbles, le constructeur ou la compagnie de téléphone? Et qu'en pensera le futur locataire? (Téléphoto PC)

Il serait trop dispendieux

L'oléoduc canadien a peu de chances d'être réalisé

WASHINGTON (PC et UPI) — Le secrétaire à l'Intérieur des Etats-Unis a pratiquement éliminé tout espoir concernant la construction d'un pipe-line canadien qui acheminerait le pétrole de l'Alaska vers le Mid-West américain.

Au cours d'une conférence de presse, hier, M. Rogers B. Morton a carrément déclaré que la route canadienne coûterait deux fois plus cher et acheminerait le pétrole au mauvais endroit.

"En optant pour l'oléoduc canadien, nous n'aurions pas de pétrole là où nous en avons besoin, c'est-à-dire sur la côte occidentale", a-t-il dit.

Le projet d'oléoduc qui transporterait le pétrole de l'Alaska vers la côte occidentale est celui qui a été proposé par le consortium américain Alyeska, et qui a suscité de vives protestations de la part des fervents de l'écologie. Le projet américain a également suscité l'inquiétude du gouvernement canadien qui s'inquiète des dangers de pollution posés par les pétroliers qui longerait la côte de la Colombie-Britannique.

INQUIETUDE SANS EMPRESSEMENT

Le débat engagé depuis plusieurs mois est loin d'être tranché. Le gouvernement canadien, tout en exprimant son inquiétude au sujet de la pollution, n'a pas manifesté d'empressement à l'endroit de la route transcanadienne, parce que les études entreprises sur l'environnement et les autres aspects de cette route ne sont pas encore terminées.

M. Morton a spécifié hier que les compagnies de pétrole intéressées aux gisements du nord de l'Alaska ont subi des pressions destinées à la présentation de plans d'un oléoduc à travers le Canada, mais qu'elles ne s'étaient pas conformées à ces exigences et que le ministère ne pouvait pas faire davantage pour les y amener.

"Nous avons épuisé presque toutes nos ressources à moins qu'une requête ne nous soit présentée", a-t-il dit.

Il a expliqué certaines des difficultés qu'il envisage dans le transport du pétrole de l'Alaska vers les Etats-Unis, via le Canada, laissant visiblement entendre qu'il approuverait un projet de transport du pétrole à travers l'Alaska par oléoduc, et ensuite par pétrolier, jusqu'à la côte occidentale des Etats-Unis.

La véritable pénurie de pétrole se situe sur la côte occidentale et non pas au Mid-West américain où le pétrole serait livré par un pipe-line canadien, a-t-il déclaré.

M. Morton a précisé qu'une équipe de 60 spécialistes de son ministère étudie présentement une soumission du consortium Alyeska qui a déposé une requête pour la construction d'un oléoduc trans-Alaska.

Bureaux régionaux de consultation pour les citoyens

par Ken KELLY

OTTAWA (PC) — Tous les échelons de gouvernement devraient collaborer pour financer un réseau de bureaux nationaux qui informeraient les Canadiens de leurs droits dans les programmes gouvernementaux, affirme le Conseil des sciences du Canada.

Ce réseau d'information s'assurerait que chaque citoyen peut faire respecter (Suite à la page 2, 1ère col.)



Grâce à la loi 45: Comment la compagnie...

(Suite de la première page)

avec un commerçant peu scrupuleux, comprendront rapidement qu'il n'est pas dans leur intérêt d'acheter les contrats de vente de ce commerçant, à moins que ce dernier ne se décide à donner satisfaction au client.

Dans ce sens, les compagnies de finance voudront que le commerçant donne satisfaction au client, ce qui leur assurera

à elles-mêmes une protection contre tout recours possible, et deviendrait donc des alliés des consommateurs.

GARANTIE ET PUBLICITE

Pour ce qui est du respect de la garantie d'un produit, M. Laurin a souligné que le Québec est l'avant-garde de tout ce qui se produit actuellement dans ce domaine.

A son avis, le consommateur québécois sera le client le plus protégé qui soit en rapport avec la garantie d'un produit.

Il a fait remarquer qu'en vertu de la loi no 45, le commerçant est obligé de respecter tout ce qui est dit du produit, que ce soit dans le contrat, dans un catalogue, dans une circulaire ou dans tout autre moyen de publicité (journaux, radio, télévision, etc.) même si ce n'est pas spécifiquement indiqué dans le contrat ou même si le contrat affirmait le contraire.

Bien plus, le client pourra obliger le commerçant à respecter des garanties données verbalement, s'il peut produire des témoins de ces propos.

Autrement dit, à compter de maintenant, tous les éléments de la publicité d'un produit font automatiquement partie d'un contrat, même s'ils ne sont pas spécifiquement reproduits en entier dans le contrat.

M. Laurin a tenu à préciser que, dans le cas d'une plainte d'un consommateur à propos du non-respect du contrat ou de l'apublicité faite autour d'un produit, le fardeau de la preuve sera du côté du commerçant, non pas du côté du consommateur.

Il conseille donc vivement à tous les agents de publicité de porter une attention soutenue à tout ce qu'ils diffuseront dorénavant. A cette fin, il suggère aux publicitaires de forcer les commerçants à livrer une information vraie, réelle et irréfutable sur leurs produits.

INQUIETUDE

Les auditeurs de M. Laurin ont laissé poindre leur inquiétude vis-à-vis de certaines dispositions de la loi no 45, notamment en rapport avec les dispositions relatives à la publicité et aux garanties.

Certains ont fait remarquer que ces dispositions de la loi pénalisent les commerçants de plusieurs secteurs, notamment dans le domaine de la vente des automobiles, parce qu'ils ne sont pas responsables de la publicité "nationale" et des garanties données par les manufacturiers.

Ils se demandent ce qui surviendra, étant donné que la Loi de protection du consommateur ne régit que les contrats intervenus entre le commerçant (au détail) et le consommateur.

M. Laurin a alors émis le souhait que les commerçants refusent de vendre des produits non conformes à la publicité qu'on en a faite, ou dont les garanties ne sont pas respectées.

On lui a rétorqué que certains concessionnaires, notamment les vendeurs d'automobiles, n'ont pas nécessairement le choix de refuser de vendre des produits non conformes à la publicité, d'autant plus qu'on leur livre les produits avant de lancer la publicité sur ce produit.

Le directeur de l'Office de protection du consommateur n'en demeure pas moins optimiste, et il est convaincu que toutes les pressions exercées auprès des manufacturiers (pour que leurs produits soient conformes à la publicité et qu'on en respecte les garanties) porteront leurs fruits.

QUALITE

M. André Harvey, député libéral du comté de Chauveau et ministre d'Etat aux Institutions financières, compagnies et coopératives, est lui aussi convaincu que la loi no 45 est la législation qui va apporter le plus de protection au consommateur québécois, tout en assainissant le commerce.

Le député, qui a répondu à certaines questions des membres du Club Vente-Publicité, a affirmé que cette loi ne prenait pas partie en faveur du consommateur au détriment des commerçants, disant qu'elle serait plutôt à l'avantage des commerçants honnêtes. Il a expliqué que ces commerçants devront exiger des produits d'une plus grande qualité de la part des manufacturiers, parce que le consommateur exigera des produits garantis et conformes à la publicité; il est convaincu que le consommateur fera la distinction entre le commerçant honnête et celui qui ne donne pas satisfaction.

En somme, M. Harvey affirme que le consommateur, en faisant valoir ses droits reconnus dans la loi no 45, forcera le commerçant malhonnête à disparaître au profit de celui qui donne satisfaction à la clientèle. "Moins il y aura de consommateurs qui se feront prendre par des commerçants peu scrupuleux, plus il y aura d'argent en circulation au profit des commerçants honnêtes", a-t-il déclaré.

Le gouvernement Bourassa n'attendra pas...

(Suite de la première page)

programme mais son objectif, afin de s'assurer que les objectifs poursuivis sont bien ceux qui répondent aux besoins et si les moyens que l'on a pris pour y arriver sont les bons.

Les missions concernées sont la mission économique, la mission sociale, la mission administrative et la mission éducationnelle. A titre d'exemple du travail demandé, dans la mission éducationnelle, le programme concernant l'enseignement collégial a été choisi comme l'un des huit cobayes.

En ce qui concerne la mission économique, des programmes concernant l'agriculture, l'industrie et le commerce, le tourisme, la chasse et la pêche et les logements à prix modiques ont aussi été retenus.

"Ca va servir, a dit le ministre des Finances, au gouvernement pour prendre des décisions concernant l'allocation des ressources, soit indiquer s'il y a lieu de ralentir ou d'accélérer avec un programme donné.

"Ca va peut-être provoquer également des réflexions salutaires sur le partage des responsabilités administratives en fonction d'un réaménagement des services destinés à faire disparaître le chevauchement ou le double emploi".

Faisant remarquer que l'on compte à l'heure actuelle des gardes forestiers, des gardes-chasse et des gardes-pêche patrouillant le même territoire pour des fins différentes, il s'est demandé s'il ne s'est pas possible que ce soit la même équipe de personnes qui soit à la fois chargée de surveiller les feux de forêt, de donner l'alerte le cas échéant, et d'assurer la protection de la faune.

Interrogé à savoir si ça ne pouvait pas paver la voie également au regroupement de certains ministères, M. Garneau a dit qu'il ne lui appartenait pas de faire de

commentaire à ce sujet mais au premier ministre. "C'est une conclusion que vous pouvez tirer", dit-il.

Il a enfin déclaré que le budget 1972-1973 sera encore

axé sur le développement économique. "Le choix n'est pas très considérable", a-t-il fait remarquer en rappelant que l'an dernier le gouvernement avait haussé dans une proportion de 37 pour

cent le volume des investissements publics.

"Cette année, a-t-il précisé, on fera varier les droits sur lesquels on mettra notre argent".

Bureaux régionaux de...

(Suite de la première page)

droits et pourrait en même temps informer les gouvernements de la valeur de leurs programmes.

Ces réseaux, qui seraient au nombre de cinq — un par région — devraient être mis en chantier immédiatement.

Cette recommandation fait partie d'un rapport que le CSC a présenté au gouvernement fédéral. Elle vise à effacer chez le citoyen le sentiment d'aliénation qui constitue une menace croissante à la participation démocratique aux prises de décisions.

Bien que l'idée de ce réseau puisse sembler un prolongement du programme Information Canada, ils seraient conçus, explique le CSC, sur le même modèle que les bureaux britanniques de consultation pour les citoyens.

Le fossé de communication qui sépare le citoyen des gouvernements est l'un des quatre grands problèmes qu'il faut absolument régler pour édifier les cités de l'avenir.

Ces propositions sont l'oeuvre du comité d'étude sur le développement urbain, dirigé par M. Pierre Dansereau, urbaniste, de l'Université de Montréal et unique sociologue à faire partie du CSC.

TROIS GRANDS PROBLEMES

Les trois autres domaines où le Conseil a préconisé des mesures urgentes sont: le transport urbain, l'habitation et l'élimination des déchets.

De plus, le CSC préconise la création d'un institut national de l'analyse urbaine. Les urbanistes devraient pouvoir, grâce à des subsides fédéraux si besoin en est, recourir à des techniques comme l'analyse des systèmes.

L'analyse des systèmes prévoit l'identification de tous les facteurs qui touchent un système — en l'occurrence la ville — et leur manipulation en vue d'atteindre un objectif fixé.

Au chapitre de l'habitation, le CSC a conseillé aux gouvernements de cesser de jouer avec l'industrie de la construction comme d'un instrument pouvant accélérer ou ralentir l'économie.

Débarassée de ces entraves, l'industrie de la construction pourrait créer un plus grand nombre de logements et expérimenter de nouvelles techniques et de nouveaux types d'habitation.

Les gouvernements devraient également s'assurer la propriété d'une bonne partie des terrains des centres-ville, ce qui éliminerait la spéculation excessive et stimulerait sainement le développement urbain.

TRANSPORT URBAIN

Quant au transport urbain, souligne le CSC, il faut l'améliorer de toute urgence avant que l'automobile n'étrangle les centres urbains. Les gouvernements fédéral et provinciaux devraient d'ailleurs financer des expériences et des projets-pilotes dans ce domaine.

L'un de ces projets serait

la création de petits autobus à contrôle électronique qui assureraient le transport à domicile des passagers ou le déplacement jusqu'aux stations de transport rapide.

Le Conseil a également recommandé la création de systèmes d'autobus express des centres résidentiels aux centres-ville, de centraux électroniques chargés du contrôle de la circulation et de programmes de recherche sur la création de systèmes de transport urbain ultra-rapides.

Les villes n'ont pas les fonds nécessaires pour trouver des solutions au problème du transport urbain. Pour \$100 millions, les gouvernements fédéral et provinciaux pourraient se lancer dans des programmes expérimentaux et des projets-pilotes.

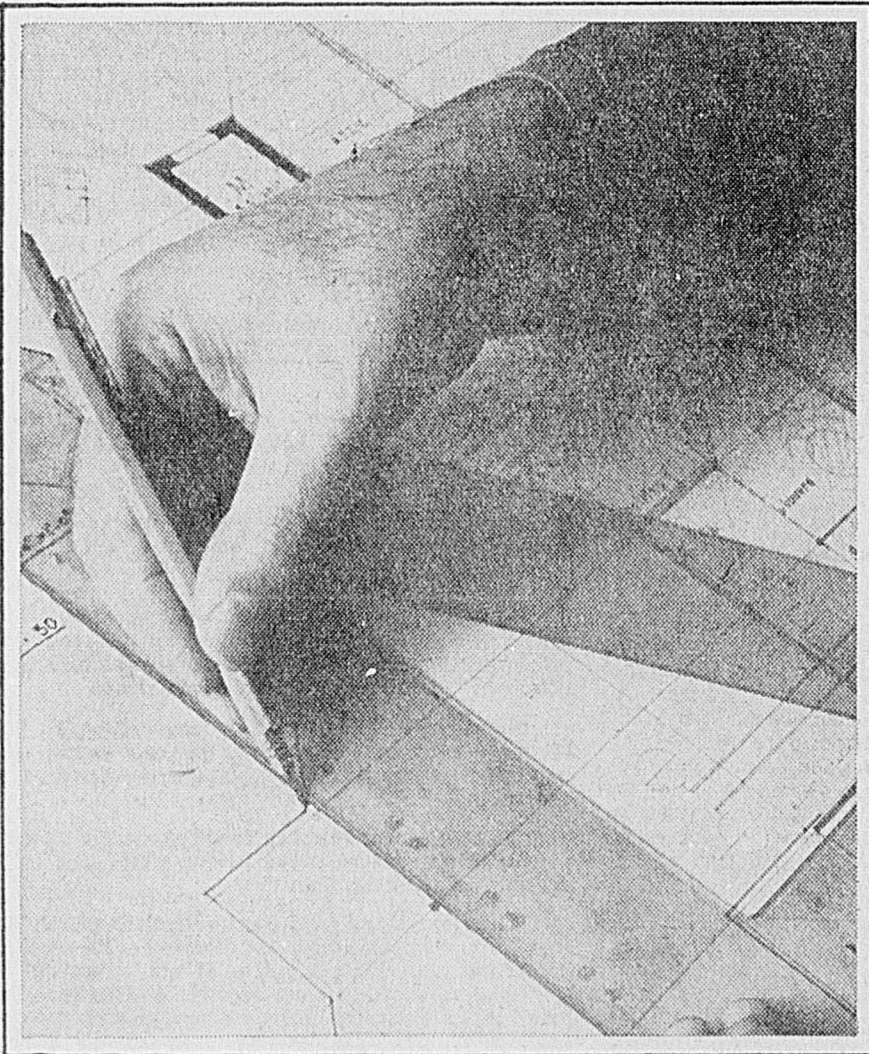
DECHETS URBAINS

D'autre part, le CSC place la priorité dans les recherches sur l'élimination des déchets. Les foyers canadiens produisent quotidiennement 25,000 tonnes de déchets solides et les institutions commerciales en produisent de cinq à 10 fois autant. Il faut y ajouter des quantités équivalentes d'eaux-vannes.

Et pourtant, rappelle le CSC, 42 pour cent de la population ne sont pas desservies par des installations élémentaires à cet égard. Là encore, les correctifs financiers qui s'imposent sont trop onéreux pour les municipalités. Celles-ci ont besoin d'aide et de conseils sur la construction d'installations efficaces et sur les moyens de réutilisation de certains déchets.

Par exemple, les empaquetages créent d'énormes problèmes de déchets qui coûtent aussi cher que le prix original du produit. Les gouvernements devraient tâcher de créer des normes d'emballage qui réduiraient les coûts d'élimination, encourager les entreprises à recourir à du matériel réutilisable et promouvoir la création des matériaux réutilisables.

Enfin, le CSC estime que les autorités fédérales, provinciales et municipales devraient clarifier leurs responsabilités respectives dans le domaine de l'élimination des déchets urbains.



Sur
mesures...

LA CROIX
BLEUE
DU QUÉBEC

Grâce à sa filiale, La Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie du Québec, la Croix Bleue offre de l'assurance-vie, des indemnités d'incapacité à court ou à long terme et de nombreux autres avantages d'assurance collective.



CORBY VIENT DE SORTIR SON DRY GIN



Une étiquette à couleur bleu ciel qui devient bleu mer... un petit cordon qui fait chic... des épaules à la mode... une saveur un peu plus cool... pour les gens du Québec...

en servant ça,
on ne peut pas
se tromper

Les Distilleries Corby Ltée, Montréal

la météo

MONTREAL (PC)—Voici les prévisions de la météo pour aujourd'hui avec un aperçu pour demain.

Régions de l'Outaouais, de Montréal et des Laurentides.

Le ciel se dégagera cette nuit. Ensoleillé avec intervalles nuageux et venteux. Minimum 45 à 50 et maximum de 60 à 65.

Aperçu pour demain: beau. Régions du Saguenay-Lac-St-Jean, de la ville de Québec, des Cantons de l'Est.

Averses cette nuit. Dégagement tôt ce matin et ensoleillé par la suite avec intervalles nuageux. Venteux. Minimum 40 à 45 et maximum de 60 à 65.

Aperçu pour demain: beau. Régions de Sept-Îles, de Rimouski, Baie Comeau et Gaspé.

Nuageux avec averses cette nuit cessant ce matin. Ensoleillé avec intervalles nuageux et venteux. Minimum 35 à 40 et maximum près de 50.

Aperçu pour demain: beau.

Courrier de la deuxième
classe - Enregistrement
No 1206.

Chicoutimi favorise un regroupement intermédiaire avant de songer à une vaste communauté urbaine

CHICOUTIMI — La majorité des membres du conseil de Chicoutimi ne semblent pas favorables au projet de former immédiatement une seule municipalité de Rivière-du-Moulin à Jonquière.

Rappelons que ce projet a été lancé, la semaine dernière, par le maire de Jonquière, M. Camille Gagné, lors du congrès de l'Union des municipalités du Québec, à Montréal. Seul le conseiller Roch Bergeron est du même avis que le maire de Jonquière.

Pour sa part, le maire Henri Girard a dit partager entièrement les propos que tenait le conseiller Émile Corneau sur cette ques-

tion. A savoir de former trois noyaux municipaux avant de créer cette grande agglomération.

"Cela ne veut pas dire que je sois contre un tel projet. Mais j'estime qu'en le réalisant, on brûle des étapes qui sont beaucoup plus importantes. A mon avis, il serait préférable de songer à former trois noyaux municipaux: Jonquière - Kénogami - Arvida; Chicoutimi - Chicoutimi - Nord et Rivière-du-Moulin; Bagotville et Port-Alfred. Après que cette étape aura été franchie et que les problèmes auront été solutionnés, on pourra alors voir plus grand", a déclaré le maire, au cours d'une discussion libre sur cette question, dans son bureau, après

la réunion du comité général d'hier après-midi.

Le conseiller Paul Decoste s'est prononcé également en ce sens tandis que son collègue Léo Favre de son côté ne montrait pas d'enthousiasme à l'endroit de ce projet du maire de Jonquière.

Quant au conseiller Bergeron, il estime que le ministre Tessier va prochainement déposer une loi rigide sur les regroupements municipaux et qu'une telle municipalité pourrait naître plus tôt qu'on ne le pense. Il a parlé aussi de la force de pression qu'une municipalité de plus de 125,000 âmes pourrait avoir sur le plan provincial.

Port-Alfred rejette le projet d'un service intermunicipal de direction du personnel

par Gilles PARADIS

PORT-ALFRED — Le projet, repris par la municipalité de Chicoutimi, d'un service intermunicipal de direction du personnel, ne rencontre pas l'approbation des conseillers municipaux de Port-Alfred qui ont fait part, hier soir, qu'ils favorisaient un certain regroupement mais non pas une solution qui n'est que de la poudre aux yeux.

A la lecture d'une lettre de la municipalité de Chicoutimi, qui demandait l'opinion de son homologue de Port-Alfred, sur l'engagement d'un directeur du personnel, dont la principale tâche serait de négocier avec les syndicats et de voir à l'application des contrats de travail en vigueur, on en est venu à la conclu-

sion que l'on commençait par la fin.

"Que l'on commence à fusionner les municipalités avant de regrouper des services", a lancé M. Lalancette. Ce dernier s'est prononcé pour la régionalisation. "Si l'on veut régionaliser, a-t-il dit, je suis d'accord. Que l'on commence par fusionner Jonquière, Kénogami - Arvida, ensuite Rivière-du-Moulin, Chicoutimi - Nord et après Bagotville et Port-Alfred. Ensuite on discutera des services".

Le bouillant conseiller municipal a dit qu'il n'était pas d'accord sur le principe des habits de grandeur 32 pour tout le monde. "Des standardisations à outrances, je ne suis pas pour ça".

Mme Lucien Babin, reprenant en ce sens, croit que l'on doit créer des communautés urbaines et s'occuper des services, par la suite.

"Le problème, a conclu M. Eddy Lalancette, c'est que l'on a trop de municipalités et que tout le monde veut conserver son entité."

ECOLE SAINT-EDOUARD

Les conseillers municipaux auront une entrevue avec les administrateurs de la commission scolaire de Port-Alfred, pour prendre certaines décisions avant de décider s'ils feront l'acquisition, au coût de \$1, de l'école Saint-Edouard.

APPUI A CHICOUTIMI

C'est à l'unanimité que les conseillers municipaux de Port-Alfred ont appuyé la candidature de Chicoutimi en vue de l'obtention des Jeux du Québec, en 1972.

"S'il arrive qu'il y a des disciplines où nous pou-

vons apporter notre collaboration, nous offrons des services", a dit M. Eddy Lalancette, rappelant que le Palais municipal pouvait être utile, à l'occasion.

Fusion: à Jonquière, on veut s'asseoir et parler avec Arvida et Kénogami

par Serge COTE

JONQUIERE — Enfin, il n'y a jamais eu de réunion "officielle" entre les trois municipalités sœurs et il serait temps que les conseils municipaux de Jonquière, de Kénogami et d'Arvida s'assoient autour d'une même table, avec leurs fonctionnaires respectifs, pour bien analyser les implications d'une fusion.

Le conseiller Victorien Gagnon, de Jonquière, croit qu'il est important que les trois conseils établissent clairement leur position, mais selon une argumentation. "Il faudra s'asseoir et se parler, car jusqu'à preuve du contraire, je ne peux dire si Arvida ou Kénogami sont contre, de façon concrète et selon des arguments réels".

Cette remarque faisait suite à une déclaration du maire Camille Gagné, réitérant sa position sur le besoin de former une seule et grande ville au Haut-Saguenay, en incluant au départ Jonquière, Kénogami, Arvida et

Chicoutimi. Le maire fit valoir les avantages qui en découleraient à plusieurs niveaux.

Quant au conseiller Yvon Dubé, il affirmait que c'était à prendre les bouchées doubles et qu'il serait préférable, dans un premier temps, d'unifier Jonquière, Kénogami et Arvida et, dans un autre mouvement, le grand Chicoutimi, et ainsi de suite.

Le conseiller Henri Vaillancourt mit un terme à l'échange disant que tant que l'évaluation municipale ne sera pas uniforme au Québec, il s'avérera très difficile de parler de fusion puisqu'on ne connaît pas la capacité d'absorption financière exacte des municipalités impliquées.

Le maire Camille Gagné conclut ainsi: "Il y a une amorce entre Jonquière, Kénogami et Arvida à propos de la paroisse de Jonquière. C'est peut-être le début d'un dialogue accru".

Deux conseillers doivent se justifier devant le maire Girard

CHICOUTIMI — Le conseiller Roch Bergeron a affirmé, hier après-midi, que ce n'était pas lui qui avait dit au journaliste du Soleil de Saguenay - Lac-Saint-Jean lors du congrès de l'Union des municipalités du Québec, que le "rhume du maire était plutôt une raison diplomatique" ou toute chose du genre.

Quant au conseiller Paul Decoste, il a affirmé, hier soir, qu'il n'avait rien à redire des propos que lui prêtait le journaliste. Dans l'après-midi, il a dit à M. Girard qu'il avait répondu au journaliste que le maire avait un gros rhume et qu'il devait normalement arriver au congrès que jeudi soir. "J'ai déploré votre absence à ces assises annuelles, d'autant plus que vous en étiez à votre première année de mandat", a dit le représentant du quartier est au maire.

Le conseiller Bergeron a fait cette mise au point, après avoir lu une lettre confidentielle qu'a fait parvenir le maire à tous les conseillers où il exprimait sa surprise devant l'affirmation rapportée voulant que son absence soit incompréhensible.

Ce conseiller déclare, dans un texte écrit à la main: "J'ai rencontré le journaliste, mercredi soir. J'étais seul avec lui lorsqu'il m'a demandé si le maire était présent. Je lui ai répété ce que vous m'avez dit dans votre bureau, lundi dernier, à savoir que vous deviez aller à Québec

pour terminer un travail pour la municipalité. Deuxièmement, que je vous attendais jeudi soir ou vendredi matin, mais, cependant, on venait de m'apprendre (Marcellin Martel) que vous ne veniez pas. Je lui ai dit que c'était tout ce que je savais. Le reste, je l'ai appris comme vous par le journal."

Mentionnons que l'article en question ne précisait pas si c'était le conseiller Bergeron qui avait affirmé que le rhume du maire était une raison diplomatique et qu'il voulait démontrer qu'il était plus économe que les autres membres du conseil.

Après ces explications, le maire fulminait moins contre ses deux conseillers.

Car il faut mentionner que M. Girard n'aurait guère apprécié de tels commentaires. Dans la lettre confidentielle aux conseillers, il déclare notamment: "Il est malheureux que l'on profite de certaines occasions pour briser l'unité de l'équipe municipale de Chicoutimi. Le ou les conseillers qui ont commenté sur mon absence à ce congrès des municipalités auraient dû agir autrement."

Le maire écrit qu'il aurait bien aimé participer au congrès, mais du travail important le retenait à Chicoutimi comme la candidature de la municipalité aux Jeux d'été du Québec en 1972, le cas Brassard et Frères et un entretien avec des investisseurs probables.

poux de reconsidérer leur demande.

SAINT-FÉLICIEN — Les administrateurs municipaux de Saint-Félicien devront envisager une fois pour toute, une solution à la demande des épiciers de la place, rôle qui actuellement dépend exclusivement de la municipalité en raison d'un règlement local en ce sens.

Les épiciers de Saint-Félicien, qui sont regroupés en association, revenaient en effet une fois de plus à la charge, hier soir, en demandant aux dirigeants municipaux de reconsidérer leur

demande. S'étant montrés assez bons princes jusqu'à maintenant, les épiciers ont toutefois laissé entendre dans cette dernière intervention qu'ils n'entendaient pas lâcher et laisser plus longtemps la municipalité jouer un rôle qui leur revient, dans la vente de la bière.

Aussi, les épiciers ont rappelé à la mémoire des administrateurs municipaux la situation qui se vivait il y a quelques années à Chicoutimi-Nord lorsqu'un juge-



LES POLICIERS A L'ECOLE — L'institut de police du Québec a entrepris, hier, sa première expérience pour le recyclage des policiers. C'est à la région du Saguenay-Lac-

Saint-Jean que revient le lancement de ces cours, grâce aux efforts déployés par le directeur Gérard Giroux, au cours des dernières années.

Premier test pour les cours de recyclage des policiers

par Guy BERGERON

CHICOUTIMI — "Si les cours de recyclage des policiers au Saguenay - Lac - Saint - Jean remportent un aussi grand succès que l'expérience TEVEC, ils seront donnés par la suite dans tout le Québec."

C'est ce qu'a affirmé, hier après-midi, M. Louis - André Lévesque, directeur pédagogique de l'Institut de police du Québec au moment où il présidait l'inauguration des cours de recyclage dispensés aux policiers de la région à compter d'hier. Ces cours se termineront le 10 décembre prochain.

Actuellement, cinq instructeurs sont chargés des cours qui sont dispensés à Chicoutimi et à

Jonquière et le seront par la suite à Alma et à Saint-Félicien.

Le maire de Chicoutimi, M. Henri Girard, a fait l'éloge du directeur Gérard Giroux lui attribuant tout le mérite de cette expérience pilote dans la région.

Parlant du plan Giroux, le premier magistrat a reconnu les mérites et la compétence du directeur de police. D'ailleurs, M. Lévesque, de même que les instructeurs, ont admis que si la région Saguenay - Lac - Saint - Jean avait été choisie pour l'expérience pilote, c'était dû à la ténacité du directeur Giroux.

Ce dernier a mentionné à l'intention de M. Lévesque que ses exigences ne s'arrêteraient pas à ces cours. "La prochaine éta-

pe consistera en la formation d'instructeurs pour nos corps policiers respectifs", a lancé M. Giroux, lors de la réception offerte à l'hôtel de ville de Chicoutimi.

En ce moment les deux classes pour les cours de policiers regroupent une cinquantaine d'élèves. Toutefois, dans les autres cours, qui débuteront lors des prochaines semaines, les classes seront plus nombreuses.

Pour l'Institut de police du Québec, les cours de recyclage, les premiers à se donner, au Québec, sont d'une importance capitale. Ils conditionneront l'Institut de police à continuer dans la même voie dépendant du succès remporté.

Retour en masse des membres du conseil municipal d'Alma devant l'électorat exception faite du conseiller Martel

par Marcel COLLARD

ALMA — Inspiré du thème de son élection, de 1968 "une administration efficace" le maire Maurice Paradis, d'Alma, a déposé un rapport "pas tout à fait" politique, hier soir, après quoi il a annoncé son intention de briser les suffrages au début de novembre.

Après lui, sept conseillers ont affirmé qu'ils solliciteraient un nouveau mandat, deux ont les yeux tournés vers le comité d'action politique de la CSN en ayant tout simplement qu'ils étaient disponibles et un dixième, M. Paul Martel veut réserver la surprise aux journalistes qui ont, à-t-il dit, spéculé sur sa décision.

Même si ce n'était pas la dernière réunion du conseil, à part l'élection, les autres sujets n'avaient rien de bien captivant. Les conseillers ont adopté rapidement un règlement dit de "permis pour occupation" des logements jugés insalubres et dont les anciens occupants sont allés demeurer dans les HLM et la réception de trois lettres, contenant des options d'achat de bâtisses pour la continuation du programme de rénovation urbaine. Ce dernier sujet fut accompagné d'une levée de boucliers de la part de deux conseillers.

ADMINISTRATION EFFICACE

En première page du rapport, le nom du maire Paradis est inscrit en lettres de sept-huitièmes de pouce et dans un cadre, sous le sous-titre "administration efficace", sont inscrits les cinq grands sujets de sa campagne de 1968: restructuration du fonctionnarisme, planification des investissements, rénovation urbaine avec l'aide des gouvernements sur une période de 15 ans, faire d'Alma la véritable métropole du Lac - Saint - Jean et faire du commerce d'Alma,

la troisième industrie de la ville.

Le maire Paradis s'est déclaré particulièrement fier de ce rapport "apolitique" quoiqu'il se ravisa plus tard en spécifiant "pas tout à fait politique" et pourtant sur les 3 dernières années. Il commenta les aspects de la restructuration du fonctionnarisme, la planification des investissements, le programme de rénovation urbaine et le leadership exercé dans le secteur du Lac - Saint - Jean.

LE COMMERCE

Le maire a révélé que les ventes au détail atteindraient \$45,000,000 en 1971, comparative-ment à \$40,000,000 en 1969, ce qui situe la ville au-dessus de la moyenne nationale dans une proportion de 34 pour-cent. On évalue à 2,350 le nombre de personnes qui vivent du commerce, obtenant en salaires la somme de \$10,120,552.

Il attribua cette situation à diverses causes, notamment au Cercle des affaires qui a regroupé les associations de marchands.

M. Paradis énuméra quelques autres réalisations se situant à l'intérieur de son règne de trois ans.

NOMBREUSES DONNEES

Par exemple, il cite dans le domaine de la construction des chiffres fort intéressants. La valeur des permis de constructions et de réparations de maisons, d'établissements commerciaux et d'institutions d'enseignement, s'élève à \$5,112,495, en 1969, à \$3,938,215 en 1970, à \$11,430,895 en 1971, et pouvant atteindre \$15,000,000 à la fin de décembre.

Dans les autres données statistiques, qui accompagnent le rapport de M. Paradis, on retrouve un tableau comparatif de l'évaluation (de 1968 à 1971), en

fonction des revenus, des dépenses à capital et de la taxe foncière qui fut de \$0.88 durant les années 1968, 1969 et 1970 et qui fut haussée "symboliquement" à \$0.90, en 1971. On compare les dépenses d'immobilisation, on y résume les points marquants de chacune des trois années et l'on retrouve la liste des règlements de façon chronologique et aussi par quartiers.

LES CONSEILLERS

Le conseiller Gabriel Fortin, qui fut le premier à signer son bulletin de présentation, au bureau du greffier, a déclaré que le rapport reflétait vraiment ce que furent les trois dernières années.

On eût pas tellement le loisir de discuter du rapport puisque le maire passa aux affaires nouvelles, immédiatement après en avoir donné lecture.

Le conseiller René Coudé a déclaré qu'il avait songé à se retirer, après avoir œuvré durant 15 ans, mais qu'il s'était ravisé à la suite de nombreuses pressions. "Je prendrai le repos du guerrier quand nous aurons terminé ce qui a été entrepris" a ajouté M. Coudé.

Les conseillers Gérard Turcotte, Yvon Mimeault, Maurice Fortin (il a déposé son bulletin dans l'après-midi), Léopold Beaulieu et Jean-Laurent Duchesne, ont affirmé qu'ils se raient sur les rangs.

MM. Roger Ouellet et Jean-Paul Dery se sont dits disponibles, mais M. Paul Martel s'est contenté de dire que les journalistes avaient spéculé sur sa décision et qu'il voulait laisser durer le plaisir.

La ronde électorale avait été lancée après que le maire eût déclaré qu'il présenterait son bulletin au début de la semaine prochaine, au plus tard, le temps de recueillir les dix signatures nécessaires.

Les épiciers de St-Félicien reviennent à la charge et revendiquent la vente de la bière

par Claude COTE

SAINT-FÉLICIEN — Les administrateurs municipaux de Saint-Félicien devront envisager une fois pour toute, une solution à la demande des épiciers de la place, rôle qui actuellement dépend exclusivement de la municipalité en raison d'un règlement local en ce sens.

Les épiciers de Saint-Félicien, qui sont regroupés en association, revenaient en effet une fois de plus à la charge, hier soir, en demandant aux dirigeants municipaux de reconsidérer leur

demande.

S'étant montrés assez bons princes jusqu'à maintenant, les épiciers ont toutefois laissé entendre dans cette dernière intervention qu'ils n'entendaient pas lâcher et laisser plus longtemps la municipalité jouer un rôle qui leur revient, dans la vente de la bière.

Aussi, les épiciers ont rappelé à la mémoire des administrateurs municipaux la situation qui se vivait il y a quelques années à Chicoutimi-Nord lorsqu'un juge-

ment de la Cour a donné raison aux épiciers de cette ville, forçant ainsi la municipalité à se défaire de ce droit de la vente de la bière. "Nous voulons éviter que le problème se règle de la même façon à Saint-Félicien de sorte que nous vous invitons prestement à étudier rapidement la situation afin de faire en sorte que la vente de la bière soit cédée aux épiciers de la place", ont-ils commenté. Les membres du conseil municipal ont donc convenu de se pencher sérieusement sur la

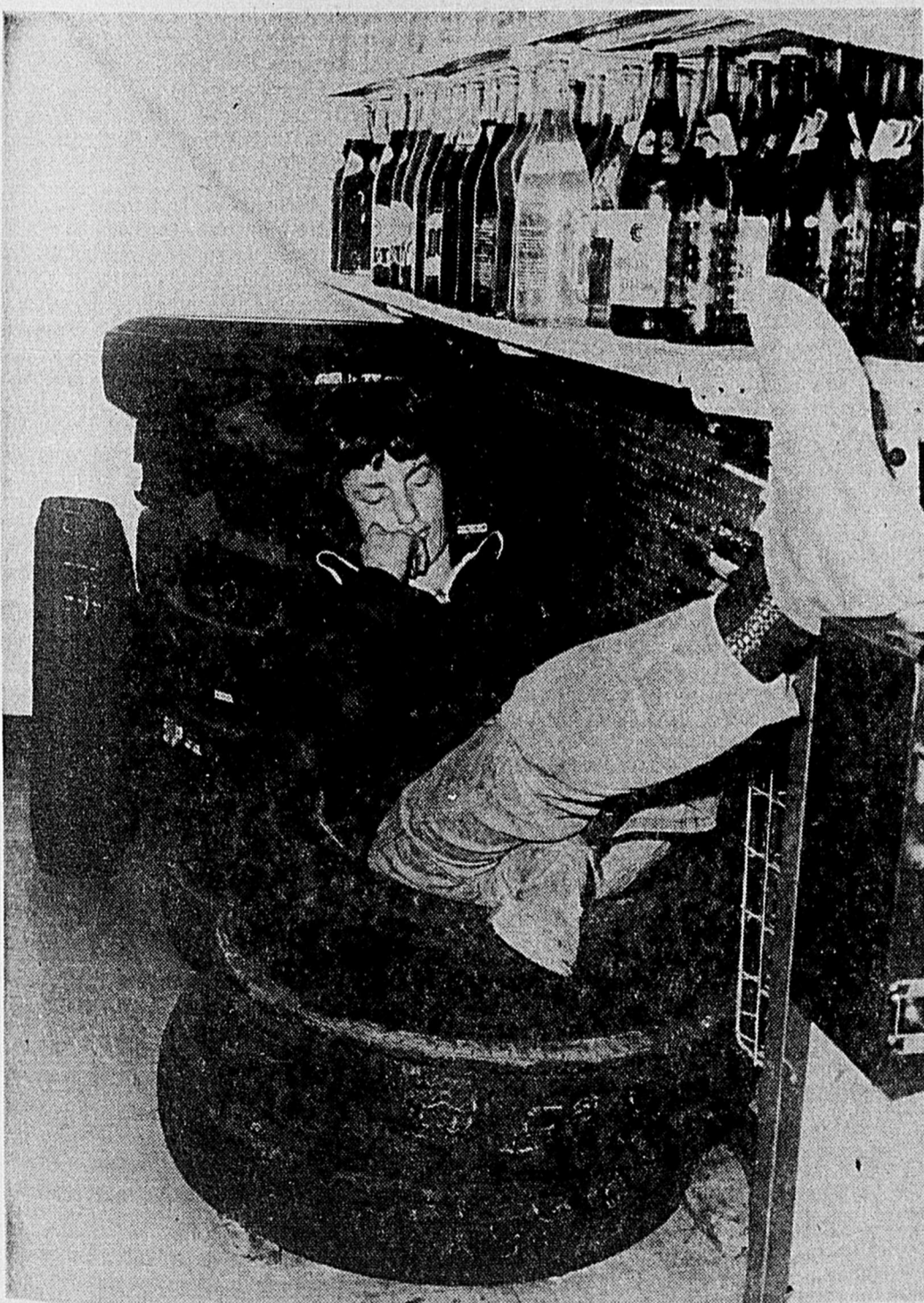
question, dès la semaine prochaine, afin de chercher notamment un palliatif aux revenus que la municipalité s'assure depuis quelques années par la vente de la bière.

BOULEVARD PÉRIPHÉRIQUE

Le conseiller Laval Boily croit qu'il serait urgent pour la municipalité de Saint-Félicien d'ouvrir à la circulation le boulevard périphérique, dont la construction inachevée avait été entreprise il y a déjà quelques années.

Selon le même conseiller, le boulevard permettrait avantagement de détourner la circulation lourde qui congestionne souvent la rue principale, tout particulièrement aux heures de pointe, sans oublier le manque d'espace que cette situation provoque au niveau du stationnement.

Le tracé du boulevard périphérique passerait entièrement en dehors de la ville en prenant naissance aux deux extrémités ouest et est de la ville.



ON ROUPILLE — Un flot d'essence coule telle une rivière dans les réservoirs, au son de la musique mélodieuse de la caisse enregistreuse et lui, le roi des pompistes, se

laisse bercer tendrement sur les ailes du rêve, assis confortablement sur son trône. C'est le rêve du pompiste qui, la nuit, doit attendre les automobilistes!

Faible départ d'Action Canada

Le premier congrès d'Action Canada n'est certainement pas à la hauteur des espoirs mis par son fondateur, M. Hellyer, dans les vertus d'un tel mouvement appelé à se convertir bientôt en parti politique. La réunion d'Action Canada à Toronto vient en quelque sorte de donner lieu à l'échec du passage du mouvement à parti parmi les partisans d'Action Canada. Mais, en ce domaine, rien n'est définitif. Pour qu'Action Canada réussisse, il ne faudrait pas seulement une défection notable à l'endroit du Parti libéral au pouvoir, il faudrait aussi que cette défection touche en même temps les partis d'opposition existants ou que ceux-ci se fassent hara-kiri en faveur du nouveau parti à naître. Rien de tel n'est perceptible à l'heure actuelle. Est perceptible, en revanche, l'insuccès d'Action Canada à miner de l'intérieur par sa puissance d'attraction les autres partis politiques.

Sur le plan idéologique, ce qui est ressorti de la réunion de Toronto, c'est la tendance passablement conservatrice des délégués attirés par le mouvement. Cette tendance idéologique semble d'ailleurs correspondre aux intentions tactiques du mouvement. Sur plusieurs points, Action Canada se situe entre les conservateurs et les créditistes. Dès lors, il est normal qu'il cherche à se recruter là une clientèle. Mais pour en arriver à cet objectif, il faudrait qu'un vide se fasse sentir chez ces deux partis, de telle sorte qu'Action Canada se présente comme naturellement apte à édifier un nouveau conservatisme canadien, plus à droite que l'actuel de façon à réunir créditistes et conservateurs.

Rien de cela n'existe. Hellyer, qui agissait de façon isolée, en tant que ministre et ensuite simple député du gouvernement Trudeau avant sa démission, paraît condamné à demeurer encore seul comme catalyseur de l'opposition, celle-ci agissant en dehors de lui. S'il prend sa revanche contre un gouvernement avec lequel il n'est plus d'accord, ce ne sera donc pas tout de suite et

de cette manière. On sait maintenant que pour Hellyer, le groupe Trudeau est trop "théoricien" et trop à "gauche" à son goût. Pour le malheur, politique, de l'ancien ministre de la Défense, il y a un autre parti pour ceux qui veulent être plus à "gauche" et deux autres pour ceux qui veulent être plus à "droite". Or, à gauche, Hellyer est une valeur mort-née et, à droite, son attrait n'est pas suffisamment fort pour provoquer l'union ou la désertion souhaitée.

Défait lors de la course au leadership libéral par un nouveau venu relativement jeune, Trudeau, au surplus libéral de fraîche date, Hellyer a eu du mal à collaborer avec le vainqueur et ceux qui l'appuyaient au sein du cabinet. D'autant plus que Hellyer est fortement ancré dans ses idées et qu'il s'opposait à un leader fort catégorique, lui aussi.

Avec M. Hellyer à sa tête, le Parti libéral, on le constate aujourd'hui par l'orientation d'Action Canada, se serait dirigé vers une sorte de créditisme à caractère plus ou moins réactionnaire, selon la liberté de mouvement que le cabinet aurait laissé au leader. Et dire qu'à l'époque de la course au leadership libéral, le directeur du Devoir, Claude Ryan, ne sachant plus vers quel saint se vouer dans son opposition émotive à Trudeau choisit (après la "défection" de M. Sharp) en désespoir de cause le candidat Hellyer, Trudeau étant jugé trop "conservateur".

L'ancien ministre Hellyer, il l'a prouvé à la Défense, possède des qualités d'énergie, de sérieux, de détermination. Sa démission, puis son militantisme anti-libéral n'ont pas cependant provoqué l'impact qu'il escomptait. L'opposition nationale au parti au pouvoir paraît devoir se manifester à l'intérieur des partis déjà existants. M. Hellyer n'a pas encore réussi à les convertir à son amalgame crédo - conservateur.

Gilles BOYER

Une piètre conjoncture

Une enquête récente sur la conjoncture par tout le pays a constaté que presque toutes les industries sont touchées par le ralentissement des affaires: produits synthétiques, électriques, tabac, autos, mines, métallurgie, journaux, chaussures, papier, textiles, etc. Les dernières statistiques sur le chômage indiquent d'autre part que le taux est passé de 6.3 à 6.5 d'une province à l'autre.

Par ailleurs, si l'on additionne le nombre de congédiements déjà faits ou annoncés pour le proche avenir, on estime qu'il y aura 10,000 chômeurs de plus d'ici au début ou au milieu de l'année prochaine. On a aussi signalé que deux provinces du Canada ont connu une diminution de leur population depuis l'an dernier: le Québec et la Saskatchewan. Dans le premier cas, la population aurait diminué de 17,000 habitants, tandis que dans le second cas, elle aurait baissé de 14,000, du 1er juin 1970 au 1er juin 1971.

On n'a pas donné d'explications immédiates à ces données, attendant peut-être qu'elles soient mieux vérifiées. Il faut dire aussi qu'on a eu tendance à accentuer certains problèmes et à minimiser la portée de certains autres. On s'est aperçu enfin que de la plus petite à la plus grande entreprise, ce qui contredit étonnamment certains pronostics, il n'y avait guère d'immunité au malaise et au chambardement. Et ce qui n'améliore pas les choses, on a dû garder sur le marché un nombre plus grand de jeunes qu'on s'attendait. D'où l'alerte au sujet des 14-24. On n'a pas expliqué non plus comment il se fait que dès l'âge de 14 ans, on cherche tant à se retirer des études, alors que tout semble relever d'une tendance contraire.

Il va sans dire que ce portrait de l'économie n'est pas attribuable à toutes les entreprises concernées; il y en a qui sont prospères et d'autres qui font faillite. Mais on craint surtout que le diagnostic ne s'étende à d'autres, comme une maladie contagieuse. De plus, un autre facteur est venu s'ajouter depuis une semaine à l'incertitude générale: la grève des débardeurs dans les ports américains.

En plusieurs milieux, on fait des analyses pour en prévoir l'impact, si elle dure longtemps. Si l'on pense que plusieurs ports canadiens peuvent bénéficier d'un surcroît de travail, et par conséquent contribuer à réduire l'indice du chômage, on ne peut aussi s'empêcher de aux produits de l'exportation, ce qui dans l'immédiat ne doit pas affliger outre mesure les autorités de Washington. On serait alors obligé d'analyser également les effets de ces arrêts de travail sur les exportations canadiennes outre-frontière.

Une grève portuaire aux Etats-Unis n'a jamais eu les mêmes répercussions au Canada qu'une grève du rail dans le même pays, les relations économiques et commerciales par voie de terre n'étant pas interrompues. Cependant, pour ceux qui s'interrogeaient sur les conséquences de la fermeture des ports de mer, le gouvernement des Etats-Unis a répondu qu'il n'y avait pas lieu de s'alarmer tout de suite ni de craindre une menace à la sécurité nationale. Mais il ne s'agit pas d'une situation normale, susceptible de s'éterniser, et il serait prudent qu'on en tienne compte au Canada.

Par ailleurs, l'OCDE signale dans son dernier rapport que le Canada a connu une baisse sensible du tourisme depuis le début de l'année. C'est le seul pays de l'Organisation pour la coopération et le développement constater que ce blocus ferme les ports des Etats-Unis économique à afficher un tel comportement. Une fois de

plus, on aura besoin de se mettre à l'étude des causes: modification du transport ou mauvaise publicité? Mauvaise politique à l'égard des Etats-Unis, pour ainsi dire le seul grand voisinage propice à déverser des flots de touristes au Canada ou retard dans l'adaptation aux nouvelles formes de tourisme? Les peuples sont toujours sensibles aux courants des politiques qui s'établissent entre les pays, nous l'avons déjà dit.

A. TREMBLAY

l'opinion du lecteur

Jeanne d'Arc et la confession

Dans LE SOLEIL du 15 septembre, on pouvait lire un article intéressant sur la confession, Jeanne d'Arc et Xainttrilles, un des compagnons d'armes de la Pucelle. L'article soulignait la ferveur de Jeanne pour les pratiques religieuses et notamment son empressement à s'approcher souvent du tribunal de la Pénitence. Sans doute était-ce là un fait qu'il convenait de signaler et un exemple qu'il n'est certes pas défendu de suivre, même de nos jours.

De l'histoire de la malheureuse Jeanne, il se dégage cependant des conclusions et des leçons d'un autre ordre non moins appropriées à notre temps, mais dont, sauf erreur, on n'entend jamais beaucoup parler. Voici.

Disons d'abord que l'empressement de Jeanne d'Arc à recevoir le sacrement de Pénitence n'est pas un argument en faveur de la confession auriculaire obligatoire sous peine de damnation éternelle et pour catholiques seulement. Cela prouve tout simplement que la Pucelle était une bonne et simple fille ayant la foi du charbonnier, qu'elle avait à un haut degré le souci du salut de son âme et qu'elle voyait dans la séance de confessionnel le seul et unique moyen de reconquérir l'état de grâce après la faute et ainsi d'aller au Ciel un jour. Ces sentiments ne sont ni étonnants ni exceptionnels. Ils sont éducatifs; voilà tout.

Les cas de réception fréquente de la Pénitence ne devaient pas être si rares que ça dans la chrétienté au temps de Jeanne. Surtout qu'à cette époque, l'autorité religieuse commandait moins timidement qu'aujourd'hui et que, pour les catholiques, la liberté de conscience était impensable dans l'Eglise et inacceptable hors de l'Eglise. Seulement chez nous, à l'heure actuelle, malgré l'évidente désaffection des confessionnaux, on compte encore par milliers les cas de confession fréquente. Cela n'est cependant pas une preuve que rien ne doit plus

changer d'ici la fin des siècles dans le domaine de la rémission des péchés.

Ce qui est vraiment étonnant et beaucoup moins édifiant toutefois dans le cas de Jeanne, c'est que, lors de son procès, une si grande dévotion pour le sacrement de Pénitence n'ait pas pesé plus lourd en sa faveur et n'ait pas empêché le tribunal — pourtant ecclésiastique — qui la jugeait de la condamner impitoyablement au bûcher com-

me sorcière, hérétique et relaps.

Depuis les récentes causeries de l'historien Henri Guillemin à la TV, on sait mieux à quoi s'en tenir sur le rôle peu reluisant qu'ont joué certains personnages dans cette affaire; à commencer par l'évêque de Beauvais, le triste Pierre Cauchon, qui présidait le tribunal et sans oublier les théologiens de l'Université de Paris, dont la plupart étaient aussi des ecclésiastiques

et dont les menées auprès du tribunal du sire Cauchon les classent définitivement dans l'histoire comme les "yes-men" d'une Inquisition plus imbue de superstition et d'invulnérabilité que d'indulgence et de largeur d'esprit et qu'il est bien difficile de dissocier totalement de l'Eglise de ce temps-là.

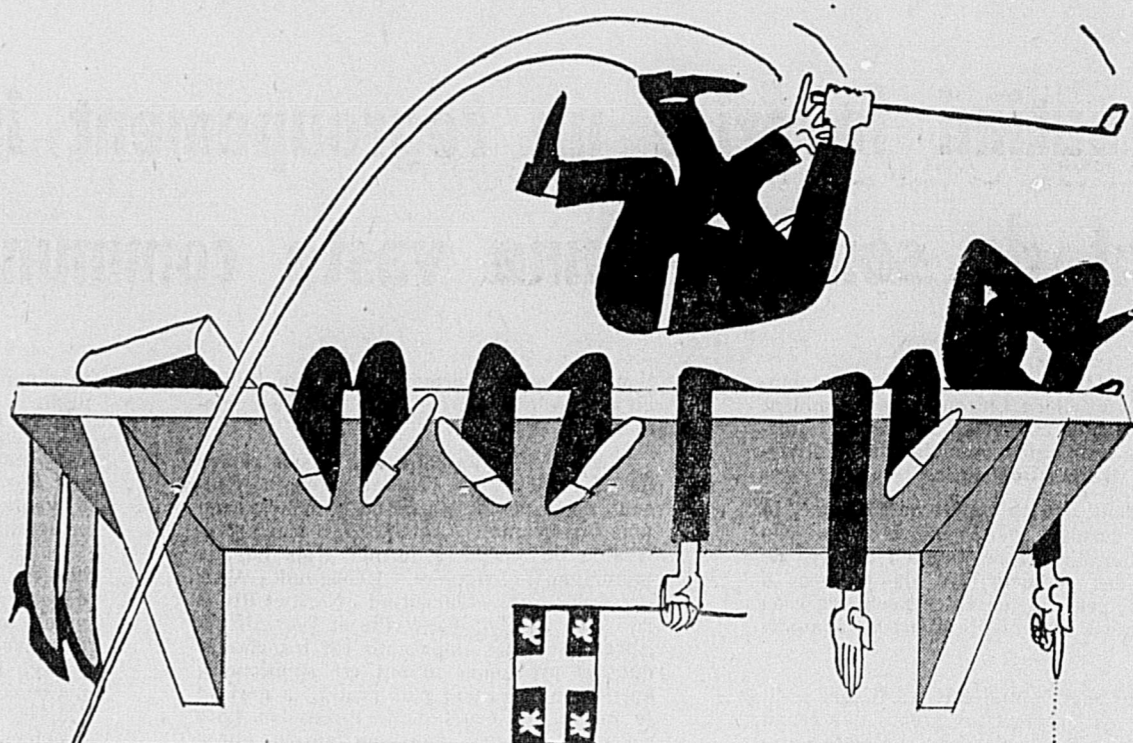
Aujourd'hui, avec ce que l'on connaît du procès inique et de la condamnation injuste de la Pucelle en 1431, des étranges circonstances de sa réhabilitation tardive quelque vingt-cinq années plus tard, de sa béatification et de sa canonisation au début de notre siècle, le cas Jeanne d'Arc reste pour plusieurs comme la preuve manifeste que Dieu, du haut de son Ciel, s'il permet les égarements des hommes ici-bas, ne ratifie heureusement pas toujours leurs jugements et leurs rigueurs, fussent-ils des ecclésiastiques et des théologiens ces hommes et fussent-elles au nom de la foi ces rigueurs.

A la lumière du cas de Jeanne et de certains autres semblables dans l'histoire, on peut se demander également jusqu'à quel point Dieu a rejeté, lui aussi, ceux que l'Eglise rejetait elle-même en bloc quand elle déclarait, par la voix de ses Pères, que hors de son sein il n'y avait pas de salut, que cela s'entendait au sens littéral, c'est-à-dire au sens absolu et exclusif, et qu'au surplus toute sa discipline pénitentielle avait été conçue dans cet esprit.

Peut-être devrait-on prendre garde que Dieu, dans son immense désir de sauver tous les hommes, ne finisse par être fatigué de se voir si souvent obligé, pour satisfaire ce désir, de passer par-dessus les exigences que l'Eglise de son Fils a imposées, les jugements qu'elle a rendus directement ou indirectement et les sanctions qu'elle a décrétées dans une veine incroyablement d'absolutisme et d'exclusivisme qui a duré des siècles.

Arthur Piché
1640 St-Cyrille ouest
Québec 6, P.Q.

Bertrand TREMBLAY



ENCORE UN HAUT-FONCTIONNAIRE SUR LA TABLETTE

l'actualité commentée du saguenay-lac-st-jean

L'avenir des croisières sur le Saguenay

Le président Paul-Arthur Fortin, du Conseil régional de développement, a pu paraître très ambitieux lorsqu'il a déclaré, devant le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, Mme Claire Kirkland-Casgrain, que la région anticipait réaliser un chiffre d'affaires de \$100,000,000 annuellement avec l'industrie du tourisme, dans une quinzaine d'années. Présentement, la contribution de cette activité à l'économie régionale se chiffre par quelque \$7,000,000.

Le mouvement est, quoi qu'il en soit, définitivement lancé. Après le sombre diagnostic de Sotar — une firme montréalaise qui, au terme d'une étude faite à la demande du CRD, concluait que le Saguenay-Lac-Saint-Jean n'avait pas de vocation touristique — les éléments du milieu ont intensifié leurs efforts pour démontrer le contraire. Ils sont en bonne voie de réussir.

Le gouvernement provincial manifeste sa foi dans l'avenir touristique du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les grandes compagnies de navigation ont repris la relève de la Canada Steamship Line et les compagnies d'autobus laissent entrevoir leur désir de déverser des flots de visiteurs dans notre région, durant la période estivale.

Au cours de la semaine dernière, nous avons pu constater l'intérêt de plus en plus marqué des spécialistes de l'industrie touristique pour notre région. La Greek Line, qui possède deux superbes paquebots de croisière, l'Olympia et le Queen Anna Maria, imite les propriétaires du Pushkin et du Bremen en insérant le fjord du Saguenay à leurs itinéraires.

L'Olympia a mouillé dans les eaux de La Baie, samedi dernier; l'an prochain, son frère aîné, le Queen Anna Maria, amènera chez nous plus de 800 touristes américains.

Le vice-président de la Greek Line a particulièrement été impressionné par la réception que les autorités régionales, avec l'actif maire Hervé Tremblay, de Bagotville, en tête, et les dynamiques délégués du Carnaval-Souvenir réservent aux participants des croisières sur le Saguenay.

Les salutations de bienvenue sont brèves, mais elles ont le mérite d'être authentiques. On a hissé la tarte aux bleuets de 250 livres sur le navire grec au grand étonnement de l'équipage. Chaque passager a pu en déguster une pointe. Notre seule déception fut d'apprendre que ces tartes géantes préparées par les cuisiniers du Manoir du Saguenay et cuites dans les fours de la Huche Sans Pareille, contenaient de la confiture aux bleuets faite... aux Etats-Unis, mais, heureusement, avec le fruit cueilli au Lac-Saint-Jean. N'allons surtout pas répéter aux touristes américains que nous avons besoin de leurs grandes confiseries pour leur offrir ainsi mets authentiquement régional.

Le caribou, que les dames du Carnaval-Souvenir servent avec beaucoup de courtoisie, est bel et bien mélangé chez nous et les touristes en apprécient le parfum.

Le clou de la petite réception de samedi fut le spectacle des Farandolles. Ces jeunes danseurs, qui se sont produits tout au cours de l'été un peu partout à travers la région, dans le cadre de "Perspective-Jeunesse", ont touché le cœur des passagers et particulièrement des 350 membres de l'équipage, y compris le vice-président de la Greek Line en incluant à leur répertoire une danse grecque. Ils ont été chaleureusement applaudis. Les visiteurs ont aussi admiré avec tout autant de sincérité les pièces d'artisanat présentées par des dames de la région et les sculptures impressionnantes que l'artiste Victor Dallaire, de Port-Alfred, a lui-même étalées dans le hall principal de l'Olympia.

Pendant 75 ans, les bateaux de la Canada Steamship Line ont fait la navette entre Montréal - Québec - Bagotville - Chicoutimi, sans que personne ne songe à symboliser ainsi l'hospitalité des gens du Saguenay-Lac - Saint-Jean. Mais depuis que le Pushkin a accepté une première invitation de s'enfoncer dans notre fjord, la région, par le truchement du Comité des croisières et du Carnaval - Souvenir, a accueilli les visiteurs avec beaucoup de chaleur. L'Olympia n'est venu qu'en éclaircir, la semaine dernière. On sait que le programme à chaque escale à Bagotville comprend une brève randonnée en autobus jusqu'au Manoir du Saguenay où les touristes savourent les mets de chez nous: la soupe aux gourganes, la tourtière et la tarte aux bleuets, tout en admirant un panorama majestueux.

La multiplication des croisières (12 l'an prochain) et le succès qu'elles obtiennent sont attribuables à un travail considérable exécuté par une poignée de bénévoles. Il a fallu d'abord convaincre les compagnies de navigation, résoudre des problèmes épineux auprès du gouvernement fédéral, sensibiliser les passagers de ces superbes paquebots aux attraits de la région pour qu'ils consentent à descendre et à défrayer la réception au Manoir, et obtenir enfin la participation des gens du Carnaval - Souvenir.

Le Comité des croisières ne pourra plus bien longtemps porter tout le fardeau. L'organisation est artisanale. Elle doit prendre un caractère professionnel et permanent. Le ministre du Tourisme lui a versé une subvention de \$1,000 cette année. C'est un témoignage de confiance, sans doute, mais bien insuffisant. Le maire Tremblay a révélé que le comité se reformerait bientôt au niveau régional. Nous espérons que tous les mouvements et personnages vraiment désireux de stimuler l'industrie touristique, y compris les énergiques voisins de Port-Alfred, répondront spontanément à son invitation.

L'industrie touristique, c'est l'affaire de tous. Il ne faut surtout pas présenter encore une fois le visage de la division, comme on en a donné l'illustration lors de la visite du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Convainquons-nous que le succès de chaque initiative touristique est bénéfique pour toute la région.

Nous avons encore énormément de travail à accomplir pour que l'industrie touristique régionale soit vraiment rentable. L'avenir est toutefois prometteur car on paraît maintenant bien convaincu, à tous les niveaux, de la vocation touristique du Saguenay-Lac - Saint-Jean.

Gel des salaires pour les cadres de Price

KENOGAMI — La compagnie Price a confirmé, hier, que tous les employés de cadres au Canada ont accepté de maintenir leurs salaires au niveau actuel pour les prochains mois, au cours desquels ils ne pourront pas accabler davantage l'entreprise qui est gravement indisposée sur le plan économique.

M. Raymond Cormier, directeur du service régional des relations publiques de Price, a déclaré, lors d'une entrevue, que ce gel volontaire de salaires ne sera pas proposé aux employés syndiqués, la compagnie ayant l'intention de se soumettre au contenu intégral des contrats de travail. Sauf si les syndicats prennent l'initiative d'intervenir à leur tour.

De n'encaisser que plus tard des augmentations de salaires prévues, de façon à dépanner de l'entreprise, n'est pas une innovation pour les cadres de Price. Mais il faut remonter au début des années 1950, à une période de crise dans l'histoire de l'industrie canadienne des pâtes et papiers, pour retrouver la mise en vigueur d'une telle formule. Des employés se souviennent qu'à

Usine	Production	Employés	Salaires et bénéfices	Achat de matériel
Kénogami	373,000 tonnes (1)	1,696	\$15,855,400	\$ 2,513,100 (2)
Alma	295,200 tonnes (3)	821	7,886,900	1,116,800
Shishaw	26,755,580 p.m.p. (4)	144	1,078,500	481,500
Centrales	221,300 h.p. (5)	61	703,800	185,600
Exploitation forestière	553,180 cunifs (6)	1,504	11,459,300	13,852,550
Chandler	189,010 tonnes (3)	540	5,400,700	860,000
Chandler (forêt)		450	2,041,700	131,700
Lachute (usine)		281	1,713,000	167,000
Lachute (service des ventes)		283	2,131,000	481,000
Série Price	24,000,000 p.m.p. (4)	167	1,225,000	240,000
Série (forêt)	9,100,000 p.m.p. (4)	73	629,000	128,000
Terre-Neuve	320,000 tonnes (3)	1,225	13,494,000	3,951,000
T.N. (forêt)	377,000 cunifs (6)	825	6,188,000	3,925,000
Mines, T.N.	109,000 tonnes (7)	699		
TOTAL :		8,769	\$69,806,300	\$28,033,250

Il faut noter que tous ces chiffres sont valides pour l'année 1970. Le tableau ne comprend pas le nombre d'employés de Price à Québec et à Montréal de même que ceux qui travaillent pour le service général des ventes.

(1) : Il s'agit de papier journal, de carton, de papier, carton et pâte craft, et de papiers spéciaux;

(2) : Achats de la compagnie dans la région où se trouve l'usine pour assurer son fonctionnement;

(3) : Papier journal unique;

(4) : p.m.p. signifie "pieds mesure de planche";

(5) : Toutes les centrales hy-

droélectriques de Price se trouvent dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Il y en a huit établies sur les rivières Shipshaw (5), Aux-Sables (2) et Chicoutimi (1); Chute-aux-Galets, Adam Cunningham, Jim Gray, Murdoch-Willson, Lac Onatchiway, Kénogami, Jonquière et Chicoutimi;

(6) : Le "cunif" représente un peu plus d'une corde;

(7) : Ici, il s'agit de concentré de minerai.

POUR 1972 : RIEN DE PRECIS

Selon M. Raymond Cormier, Price demeure quand même optimiste face à la situation des mois à venir, mais la compa-

cette époque, la paralysie des augmentations se prolonge durant environ un an.

Quant aux ouvriers, ils ne furent pas appelés à participer à cette action en faveur de l'employeur. Les derniers chiffres publiés par Price indiquent que le plus grand nombre d'employés, 1,700, se trouvent à l'usine de Kénogami, laquelle verse en salaires et en avantages sociaux près de \$16,000,000 par année. Voici, d'ailleurs, plus de détails sur les installations de Price, au Canada, à l'heure présente:

CHICOUTIMI — Au Québec, on connaît deux sortes de chiffres: romains et arabes, mais pour le maire Henri Girard, de Chicoutimi, il en existe une troisième: les chiffres politiques.

Et il a accusé, hier soir, lors de l'assemblée publique, le conseiller Léo Favre, représentant du quartier ouest, de les utiliser un peu trop fréquemment.

Le climat entre ces deux administrateurs se détériore de semaine en semaine et, hier soir, une prise de bec a eu lieu au sujet des équipements en loisirs et d'un règlement amendant celui de zonage que M. Favre a échoué dans sa tentative de faire adopter par le conseil tenu, hier soir, du maire et de trois conseillers.

M. Favre, en déposant un avis de présentation d'un règlement pour la construction d'un court de tennis dans le quartier ouest, a affirmé que son secteur était défavorisé au niveau des équipements de loisirs, tandis que les quartiers centre et est

obtenaient tout ce qu'ils désiraient.

Il a fait part qu'il réclamait ce court de tennis depuis 1961 et que le conseil trouve toujours des prétextes pour le retarder. Il a indiqué aussi qu'il avait, il y a un mois et demi, déposé un premier avis de motion mais, pour des raisons qu'il ignore, le règlement n'a jamais été déposé.

Après avoir cité plusieurs travaux présentement en cours dans le quartier ouest, le maire Girard a répondu énergiquement que si un quartier a été favorisé en 1971 au niveau des capitalisations, c'est bien celui de l'ouest. S'adressant aux quelques contribuables de ce quartier, présents à l'assemblée publique, il les a invités à ne pas laisser berner. "Prochaine-ment, nous allons faire le point sur les investissements depuis novembre 1970 et la population sera en mesure de voir les efforts que le conseil réalise afin d'en arriver à un partage équi-

table dans les capitalisations pour les trois quartiers. Ce ne seront pas des chiffres politiques que nous donnerons, mais bien des chiffres exacts", a-t-il affirmé.

Et pour 1972, le maire a parlé d'investissements allant de \$6,000,000 à \$7,000,000 pour ce quartier: la rénovation urbaine, les HLM et autres projets.

Mais pour le conseiller Favre, le maire déplaçait le problème. Ce dernier discutait de travaux municipaux en général, tandis que lui parlait d'investissements

en équipements de loisirs.

Le maire a alors répliqué en mentionnant le projet des Jeux d'été 1972 où il a indiqué que le partage des dépenses pour les aménagements en loisirs était équitable pour les trois quartiers. Ce à quoi le conseiller Favre a trouvé à redire.

D'autre part, M. Girard a déclaré que si un quartier était défavorisé, c'était bien celui du secteur est. Propos qu'a entendus le représentant de ce quartier, M. Paul Decoste.

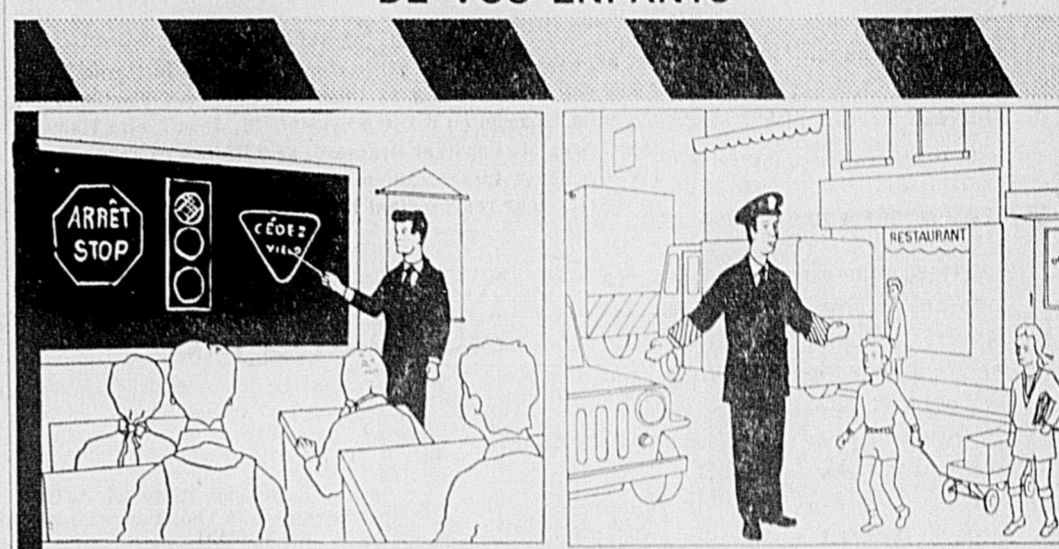
Mais la discussion, qui sem-

blait vouloir s'éterniser, a été freinée par le maire qui a même forcé le conseiller Favre au silence.

Pour ce qui est du règlement d'aménagement au zonage, le règlement n'a pas été adopté par ce que le conseil a voulu respecter un rapport de l'inspecteur en bâtiments qui s'est prononcé contre le projet de construction d'un garage pour diverses raisons. Encore là, le conseiller Favre a vu une certaine discrimination pour son quartier où le projet devait se réaliser.

Chicoutimi: il y a les chiffres arabes, romains et... politiques

PARENTS! LA LAITERIE LAVAL PENSE À LA SÉCURITÉ DE VOS ENFANTS



Encouragez-les à colorier toutes les illustrations du cahier: "Mon ami, le policier". Surtout! Dites leur de colorier la dernière page de ce cahier distribué par les policiers et de l'envoyer à la Laiterie Laval. En plus de recevoir un ensemble de sécurité, ils pourront se meriter soit une montre-bracelet ou une paire de "Walkie-Talkie", au choix.

Deux tirages: le 19 juin et fin octobre.

une autre courtoisie de

Laval et Notre

À MONTRÉAL

L'Hôtel Sheraton Mc-Royal
1455, rue Peel. Au cœur du Montréal commercial. Sept restaurants et bars-salons dont le réputé Kon-Tiki. Service de transport vers l'aéroport. Accès direct au Métro.

Le Laurentien, un hôtel Sheraton
1,000 chambres, face au Square Dominion. Stationnement gratuit. Télé-couleur. Air climatisé. Chambres simples: \$12-\$15; Chambres doubles: \$17-\$21. Locations à Québec en demandant à la téléphoniste: AOF ZE 1-1035

SHERATON MAKES IT HAPPEN

Appelez ou demandez à votre agent de voyage d'appeler pour vous.

SHERATON HOTELS AND MOTOR INNS. A WORLDWIDE SERVICE OF ITT

Le français envahit le monde de l'information technique à l'UQAC

par Alain BOUCHARD

CHICOUTIMI — Informatech vient d'envahir, pour la première fois, l'Université du Québec à Chicoutimi.

C'est quoi Informatech: "Un centre de diffusion de documentation française... qui mène une action d'information sur les techniques, les matériels et les procédés industriels français, en puisant à diverses sources des renseignements techniques et scientifiques..."

Cette phrase pourrait en être une définition, bien qu'incomplète.

Lors de l'inauguration, hier, de l'exposition qu'elle présente sur "Le français, langue de communication technique et scientifique", à l'UQAC, son président, M. Gaston Cholette, qui est sous-ministre adjoint aux Affaires culturelles, a dit qu'Informatech "veut devenir la maison de l'amitié franco-québécoise dans le domaine technique et scientifique".

Le rôle d'Informatech, dans l'immédiat: "mettre à la disposition des cadres et techniciens québécois une documentation spécialisée en français", a-t-on dit encore, hier.

On commence à s'y retrouver! Continuons.

Créé le 29 avril 1966, Informatech France - Québec poursuit une action qui s'inscrit dans le cadre de la coopération technique franco-québécoise.

Informatech; i n f o r m a t i o n technique, information technologique. Eureka! Bravo!

Le Québec assure une partie du financement d'Informatech, contrairement à la situation qui prévaut dans les autres centres de diffusion de documentation scientifique et technique française établis dans le monde. Cette participation financière lui permet de nommer quatre des huit membres du conseil d'administration et de participer à l'élaboration des politiques de l'organisme.

1,007 DOCUMENTS

Depuis hier, et jusqu'à jeudi, il se passe ceci à l'UQAC: 800 ouvrages et 200 revues sont ex-

posés à la bibliothèque tandis qu'à la salle 311, il y a projection continue de sept films scientifiques et techniques.

Ces films, présentés entre 12h et 22h sont: Organisation générale d'une calculatrice; SE-CAM, télévision couleurs; Le sixième sens; La construction du "France"; Pont de Tancarville; La grande oreille; et La Moselle, une rivière pour l'Europe.

Étaient notamment présents à la cérémonie d'hier M. André Desgagné, recteur de l'UQAC, et M. Bonhomme, un éditeur français qui est président de Meditech - Science.

Les deux cadavres de la sablière ont été étranglés

PICKERING, Ont. (PC) — Kathleen Potter, 13 ans et Lee Kirk, 15 ans, dont les cadavres ont été retrouvés dimanche dans une sablière abandonnée, à proximité de Pickering, en Ontario, ont été étranglés, annonce la police.

Pupilles de la Société d'aide à l'enfance du Toronto métropolitain, deux adolescentes ont été retrouvées 24 heures après que leurs parents adoptifs eurent informé la police de leur disparition.

Kathleen et Lee étaient étendues derrière un petit buisson. Lee avait une blessure à la tête.

Les cadavres ont été découverts par deux hommes qui traversaient la sablière pour voir évoluer de jeunes motocyclistes.

Les deux jeunes filles, qui vivaient à Toronto dans un pensionnat avec d'autres enfants, sous la surveillance de M. et Mme Robert McMaster, avaient quitté l'institut vendredi soir pour aller rendre visite au père de Lee, dans un faubourg de Toronto.

Selon M. McMaster, les fillettes étaient de "bonnes petites" qui n'ont jamais causé de problèmes. Kathleen était en 8ème année et Lee en 9ème.

Roberval réclame un inspecteur en plomberie

ROBERVAL — Le ministère provincial du Travail sera invité par les dirigeants municipaux de Roberval à établir dans cette ville un bureau permanent d'inspecteurs en plomberie.

La question a été soulevée, à la séance du conseil d'hier soir, par le conseiller Philippe - Auguste Morin, lequel a déploré le fait que le comté de Roberval était desservi en ce domaine par des inspecteurs du bureau de Chicoutimi.

Selon lui, cette situation est inacceptable, parce qu'elle occasionne des retards souvent

préjudiciables dans les constructions, et ce, parce qu'il faut deux ou trois jours et même davantage à l'inspecteur en plomberie avant de se rendre à Roberval.

Le conseiller Morin estime que le gouvernement provincial devrait songer sérieusement à établir à Roberval un bureau semblable, lequel pourrait dès lors desservir tout le Lac-Saint-Jean-Ouest, jusqu'à Chibougamau - Chapais, territoire actuellement sous la responsabilité du bureau de Chicoutimi.

Pour solutionner les problèmes du GRAND MENAGE d'automne



RIDEAUX TERGAL

100% Tergal, choix de motifs brodés. Largeur: 106". Lavables à l'eau froide.

REG. \$12.95 à \$18.95

SELON VOS MESURES

CONFECTION GRATUITE

SPE.

9 16 LA VERGE

Consultez notre personnel pour votre décoration

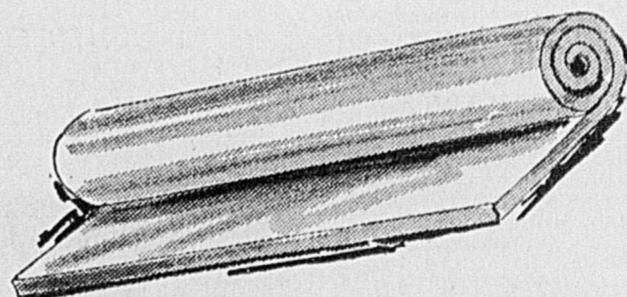
COUVERTURES



Rayonne, nylon, viscose. Choix de motifs et teintes. Grandeur: 72 x 84.

REG. \$10.95 SPE.

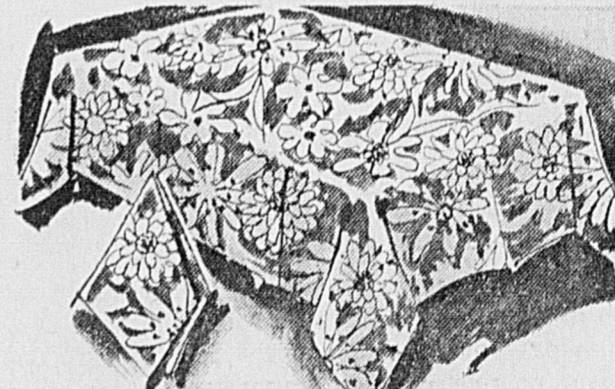
6 97



STORES DE VINYLE

Stores de vinyle opaque à l'épreuve de la lumière.

Grandeurs	Avec frange	Sans frange
27 x 58	5 ⁹⁹	3 ⁷⁹
36 x 70	6 ⁵⁹	4 ⁵⁹
42 x 70	8 ⁵⁹	5 ⁵⁹
48 x 70	10 ⁹⁹	7 ⁹⁹
54 x 70	11 ⁹⁹	8 ⁶⁹
63 x 70	17 ⁷⁹	15 ⁶⁹
72 x 70	21 ⁹⁹	17 ⁹⁹
77 x 70	32 ⁷⁹	27 ⁹⁹



NAPPES

En toile imprimée ou en ratine unie. Choix de teintes et motifs. Grandeur: 52 x 70.

REG. \$5.95 SPE.

3 86

LE PLUS VASTE CHOIX AUX PRIX LES PLUS BAS DE LA REGION

TELEVISION
CJPMCANAL: 6
MARDI

TV SAG. 5 OCTOBRE —
11.20 Bonjour CJPM
11.30 Mon ami Flicka
11.55 A votre service
12.15 Nouvelles du midi
12.30 La douzième heure
1.30 Au p'tit matin (c)
2.30 Pour vous
mesdames (c)
3.30 Pour vous
mesdames (c)
3.45 Pour vous
mesdames (c)
4.00 Le Capitaine
Bonhomme (c)
4.30 Sauve qui peut (c)
5.30 Studio Six
6.30 Madame est servie (c)
7.30 Hawaii 5-0 (c)
8.30 Symphonie (c)
9.00 Ça prend
un voleur (c)
10.00 Au secours
mon amour (c)
10.30 Nouvelles T.V.A. (c)
11.00 En fin de soirée:
"L'odyssée du
Capitaine Steve"
Aventures tropicales
avec Chips Rofferty
et Pierre Cressoy. (c)

MENU SPECIAL: \$1.24
T-BONE, 12 onces \$2.25
FILET MIGNON \$2.25
RIB STEAK \$1.95
BRASSERIE
Le Baron
549-1162 ENR.

MERcredi
11.20 Bonjour CJPM
11.30 Marine Boy (c)
11.55 A votre service
12.15 Nouvelles du midi
12.30 La douzième heure
1.30 Au p'tit matin (c)
2.30 Place du Saguenay
3.00 Pour vous
mesdames (c)
3.30 Santé à l'horizon (c)
3.45 Pour vous
mesdames (c)
4.00 Le Capitaine Bonhomme
4.30 Les Champions (c)
5.30 Studio Six
6.30 Billet populaire (c)
6.55 Madame
est servie (c)
7.30 Le Ranch à Willie (c)
8.00 Les grandes
productions:
"Le corbillard
s'emballe"
Comédie avec
Michael Caine et
Peter Cooke (c)
10.00 Enquêtes spéciales (c)
10.30 Nouvelles T.V.A. (c)
11.00 En fin de soirée:
"Tout ce que le
ciel permet"
Comédie dramatique
avec Jane Wyman
et Rock Hudson.

Horaires sujet à changements
CANAUX: 2, 4, 8, 9, 12

CKRS

CANAUX: 2, 4, 8, 9, 12
MARDI

9.00 En mouvement:
"Morphologie,
inactivité et mala-
dies coronariennes"
9.15 Les Orléans:
"Le fumeur"
9.30 Chaperonnette à pois:
"Le moka mystérieux"
(c)
9.30 Chaperonnette
à pois:
"Le moka mystérieux" (c)
10.00 Les contes
de centour:
"Le conte d'affiches" (c)
10.15 La souris verte:
"Les marionnettes"
10.30 Francis au
paradis perdu:
"L'enfant des
mines d'or" (c)
11.00 Train bleu:
"Une belle de trop"
11.30 Skippy (c)
12.00 Midi-Express
Comptoir-Express
Nécrologie
12.30 Bou-Bou dans
le métro:
"Chantal Pary,
et Robert"
Démontigny (c)
1.30 Aujourd'hui madame
2.30 Consommateurs avertis
3.00 Femme d'aujourd'hui (c)
4.00 Bobino (c)
4.30 Sol et Gobelet:
"Quand une flèche
fait la bombe" (c)
5.00 Daniel Boone:
"L'action de Grâce" (c)
6.00 Le Gourmet farfelu (c)
6.30 Caméra 12
7.30 La dynastie
des Forsythe:
"Le propriétaire"
8.30 Madame et
son fantôme (c)
9.00 Rue des Pignons (c)
9.30 Le monde de
Marcel Dubé:
"Entre midi
et soir" (c)
10.00 Prenez le volant
10.30 Téléjournal (c)
10.52 Nouvelles du Sport (c)
11.00 Ce soir:
Jean-Pierre... (c)
11.30 Dernière édition
11.55 Ciné-Art:
"Au milieu de la nuit"
Drame psychologique
américain avec
Kim Novak.

SAGUENAY
TELEVISION SERVICE
454, rue St-Hubert, Jonquière,
Tél.: 547-2673
467, rue Marin, Chicoutimi,
Tél.: 543-1618
Dépositaire autorisé
Hitachi et Sylvania

MERcredi
9.00 En mouvement:
"Conditionnement
physique général"
9.15 Les Orléans:
"Tour de rue" (c)
9.30 Chaperonnette à pois:
"Claps... silence
on tourne" (c)
10.00 Les contes
de centour:
"Dupon et Duponne" (c)
10.15 La souris verte:
"Les marionnettes"
10.30 Monsieur Pipa
Eve-Mémoire:
"Les dames en noir"

derrière les manchettes

Centre Médical

La municipalité de Péribonka vient d'organiser un centre médical dans l'ancienne résidence du Dr Rochette, qu'elle loue à ce dernier. A compter du 4 octobre, un médecin de Dolbeau s'y rendra; il fera par la suite de la consultation les lundi, mardi et vendredi, entre 15h. et 18h., et entre 19h. et 21h. La rotation sera assurée par les Dr Robert Bédard, Jean Blouin et Michel Hinse, récemment installés à Dolbeau.

Mandrou à Chicoutimi

Le grand spécialiste de l'histoire, M. Robert Mandrou, directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes études à Paris et professeur à la faculté des Lettres et Sciences humaines de Nanterre, prononcera une conférence publique, jeudi soir, à 20h30, à l'Université du Québec à Chicoutimi, à la salle C-311. Spécialiste d'histoire moderne et d'histoire sociale et des mentalités, M. Mandrou traitera de "La science historique française depuis Lucien Febvre et Marc Bloch".

Garde Saint-Louis

M. Bernard Bédard est le commandant de la Garde Saint-Louis, de Chambord, à la suite des dernières élections. M. Germain Laroche en est le président; M. Jean-Eudes Harvey, secrétaire; M. Constant Brassard, secrétaire - correspondant; six directeurs furent également choisis. M. Guy Beauseigle est le directeur représentant la section Saint-François.

aujourd'hui

ALMA

Club Richelieu — Ce soir, à 18h30, souper hebdomadaire des membres du Club Richelieu d'Alma, au Manoir du Rocher.

ARVIDA

Manoir du Saguenay — Aujourd'hui, colloque régional sur l'environnement avec le ministre Victor Goldbloom, au Manoir du Saguenay d'Arvida.

CHICOUTIMI

Club Lion — Ce soir, à 18h30, souper hebdomadaire des membres du Club Lion de Chicoutimi, à l'hôtel Chicoutimi.

Club Toastmaster

Ce soir, à 18h30, souper hebdomadaire des membres du Club Toastmaster de Chicoutimi, à l'hôtel Chicoutimi.

Jeune Chambre

Ce soir, à 20h, assemblée de la Jeune Chambre de Chicoutimi, à l'hôtel Le Parasol.

Place d'Armes

Ce soir, à 17h30, vin d'honneur offert par la ville de Chicoutimi aux 100 membres de la Société d'étude et de conférence de Québec, servi au châtelet de la Place d'Armes. Après, un dîner suivi, à l'hôtel Chicoutimi, à 18h30.

JONQUIERE

Club Richelieu — Ce soir, à 18h30, souper hebdomadaire des membres du Club Richelieu de Jonquière, à l'hôtel Bellevue.

DEMAIN

Chicoutimi — Cercle de presse — Demain, à 8h30 a.m., déjeuner hebdomadaire des membres du Cercle de Presse de Chicoutimi, à l'hôtel Chicoutimi.

CRD — Demain, à 19h,

audiences publiques du ORD, à l'hôtel de ville de Chicoutimi.

CHICOUTIMI - JONQUIERE-KENOGAMI

Art maternel — La ligue de l'art maternel invite toutes les personnes désirant se renseigner sur l'allaitement maternel à une réunion qui se tiendra demain, à 20h30, Pour Jonquière-Kénogami, une rencontre se tiendra au Centre Commémoratif Price à Kénogami. Informations: 547-0731. Pour Chicoutimi, la réunion aura lieu au 259 Hector - Champlain. Informations: 547-0734.

JONQUIERE

Hommes d'affaires — Demain, à 8h15 a.m., déjeuner hebdomadaire des Hommes d'affaires de Jonquière, à l'hôtel Jonquière.

CLINIQUE POUR DEMAIN

Chicoutimi — Clinique de vaccination et d'immunisations de DCT, polio, rougeole et varicelle, à l'école Sainte-Thérèse du Chemin Saint-Paul, de 14h à 15h.

Chicoutimi-Nord — Clinique

de vaccination et d'immunisations de DCT, polio, rougeole et varicelle, à l'hôtel de ville, pour la paroisse Sainte-Famille, de 14h à 15h30.

Jonquière — Clinique

de vaccination et d'immunisations de DCT, polio, rougeole et varicelle, à l'hôtel de ville, pour la paroisse Sainte-Famille, de 14h à 15h30.

Saint-Félicien — Clinique

de vaccination et d'immunisations de DCT, polio, rougeole et varicelle, à l'hôtel de ville, de 14h à 15h.

Saint-Prime — Clinique

de vaccination et d'immunisations de DCT, polio, rougeole et varicelle, à l'école Jeanne-Mance, de 14h à 15h.

MAREES POUR DEMAIN

Sept-Îles — La marée sera haute, à 02h20, (9' 2"). et basse, à 08h20, (0' 4"). Elle sera haute à nouveau, à 14h35, (10' 8"), et basse, à 21h, (0' 7").

Port-Alfred — La marée

sera haute, à 03h35, (19' 1"), et basse, à 09h35, (0' 2"). Elle sera haute à nouveau, à 15h50, (21'), et basse, à 22h10, (0' 4").

Chicoutimi — La marée sera haute, à 03h45, (18' 9"), et basse, à 09h45, (0' 8"). Elle sera haute à nouveau, à 16h, (18' 9"), et basse, à 22h20, (0').

Nous invitons les associations à nous faire parvenir leurs convocations à: Le Soleil, C.P. 550, Chicoutimi.

Trois des cinq papeteries de la région satisfont aux normes de la lutte à la pollution

CHICOUTIMI — Au 1er avril 1971, trois des cinq papeteries du Saguenay - Lac-Saint-Jean répondaient déjà aux normes imposées par la Régie des eaux du Québec dans sa lutte contre la pollution.

Seule l'usine Price de Kénogami, section papiers, éprouve de la difficulté à réduire les rejets de solides en suspension à moins de

trois pour cent de la production quotidienne. Quant à l'usine Consol - Bathurst de Port-Alfred, dont les pertes de résidus est de 3.3 pour cent, elle vient d'avertir la Régie que la situation n'était que temporaire. Mentionnons que cette dernière usine de la région se conformait aux directives de la Régie, un an plus tôt.

Ces détails sont tirés de la livraison septembre - octo-

bre du Papetier, organe de l'industrie des pâtes et papiers au Québec.

Selon des chiffres fournis par la Régie des eaux du Québec, au 1er avril 1970, des 54 usines productrices de pâtes et papiers, 33 avaient réussi à réduire les rejets de solides en suspension à moins de trois pour cent de la production quotidienne et 21 n'atteignaient pas l'objectif fixé par cet organisme gouvernemental.

Ainsi, les usines Price d'Alma, Domtar de Dolbeau et St. Raymond de Desbiens ont atteint leur objectif dans la lutte pour l'épuration des eaux.

L'article du Papetier explique surtout les raisons pour lesquelles les 15 usines en faute n'ont pas encore atteint les normes.

Pour l'usine Price de Kénogami, on écrit:

"A l'usine Price - Kénogami, section papiers, les pertes de fibres sont d'environ quatre pour cent de la production. Au cours des 12 derniers mois, la compagnie a approuvé des dépenses de l'ordre de \$1,000,000 pour l'installation et l'agrandissement de récupérateurs de fibres perdues dans les eaux blanches, ainsi que pour l'installation d'un système de récupération des rejets d'épurateurs.

"La compagnie a déjà dépensé environ \$300,000 de cette somme pour l'installation et l'agrandissement des récupérateurs de fibres.

Quant aux fibres de rejet des épurateurs, rien encore n'a été fait, mais le travail doit être effectué prochainement et permettra la récupération de ces fibres.

Les prévenus ont admis qu'ils avaient commis une grosse erreur en volant des pneus pour quelque \$500 au garage Shell, propriété de M. Jules Gagnon, de Kénogami.

S'adressant au futur psychologue, le juge Savard a mis en doute ses qualités pour le devenir.

Au grand désappointement du duo, ils auront jusqu'à jeudi pour parfaire leurs études en retard.

Vers 21h30, le couple a été rejoint par des agents de la Sûreté du Québec à la suite de dommages causés à la propriété de M. J.-M. Gar-

neau et également à cause d'un assaut et d'un vol sur la personne de M. Marcel Denis, un garagiste qui se serait alors fait dérober une chaîne en or d'une valeur de quelque \$20.

A ce moment, la compagnie serait intervenue en faveur du contrevenant et se serait précipitée sur les agents de police dans le but d'entraver leur travail.

C'est ce que vient de révéler le ministre fédéral des Travaux publics, M. Arthur Laing, en dévoilant que le contrat pour la réalisation de ces travaux avait été accordé à la firme André Cloutier de Roberval, qui avait présenté la plus basse soumission avec une offre de \$34,956. La plus haute s'élevait à \$54,670.

Chicoutimi — L'école de Pointe-à-Blanc, sera dotée d'un système de chauffage au mazout en remplacement d'un système à vapeur à basse pression dont l'édifice est actuellement muni.

Orphéon — Jusque au 16 octobre incl.: "Les chats bottés" 7h30. "La chaise électrique" 9h.

ROBerval — Diana: Jusque au 7 octobre incl.: Représentation à 7h30: "Un colt pour Mcgregor". "Mourir d'aimer" 9h.

ST-FÉLICIE — Cinéma Viva Enrg: Jusque au 7 octobre incl.: Comment tous les soirs à 7h30: "Tora Tora Tora". "Suède enfer et paradis".

"Les heures sont sujettes à changements."

Location: \$3, \$4, \$5, \$6

Grand Théâtre de Québec
Salle Louis-Frédéric, tél. 643-8131

70 MUSICIENS

SOLISTES: 2 des chanteurs de folklore les plus populaires de l'U.R.S.S.: Ludmila Zykina et Yuri GULYAEV; 3 artistes de l'OPERA BOLSHOI: Eugene RAIKOV, ténor, Lili NOVGORODOVA et Yuri MIRONOV, danseurs étoilés.

Location: \$3, \$4, \$5, \$6

Grand Théâtre de Québec
Salle Louis-Frédéric, tél. 643-8131

EN PLUS: UN 2e FILM ADM: 1.75

A L'AFFICHE ORPHEON - MISTASSINI

COMMENCANT VENDREDI SOIR

IMPERIAL CENTRE SAGUENAY

CANADIEN - ALMA DIANA - ROBERVAL

Son entente avec le tribunal lui vaut trois années de pénitencier

CHICOUTIMI — Jean-Paul Gagné, un jeune homme âgé de 22 ans, de Jonquière, a appris hier matin ce que c'était manquer à un engagement, lorsqu'il a été condamné à trois années de pénitencier.

Car si Gagné n'a pas tenu sa parole donnée au juge Edmond Savard, le 27 septembre dernier, il s'est rendu compte que le président du tribunal, lui, tenait la sienne.

Lors d'une comparution à cette date pour le vol d'un moteur hors-bord d'une valeur de \$1,300 propriété de M. Louis-René Bolduc, de Chicoutimi-Nord, Gagné avait fait une entente avec le juge Savard: il se conduisait bien et il demeurait en liberté.

S'il revenait devant le tribunal pour un acte criminel, il était condamné à trois années de pénitencier.

A ce moment-là, Gagné acceptait le compromis, le défilé.

Mais hier matin, il revenait devant le tribunal sous une accusation de tentative de vol avec effraction chez Bonneau réfrigération, de Jonquière, et de possession d'outils de cambrioleurs.

Gagné: "Je plaide coupable". Le juge Savard exhiba l'engagement que Gagné n'avait pris quelques jours auparavant: "Vous vous souvenez de l'engagement?"

Gagné: "Oui".

Le juge: "Donc vous connais-

sez votre sentence, elle est de trois années de pénitencier."

Ce qui faisait dire au procureur de la Couronne, Me Denys Vaillancourt, que le prévenu avait lui-même décidé de sa sentence.

AUCUNE SYMPATHIE

"Je n'ai aucune sympathie pour les voleurs, peu importe qu'ils en soient à leur premier dossier", a dit, hier matin, le juge Savard, en condamnant à huit jours de prison un jeune homme de Kénogami, qui a volé un appareil stéréophonique, propriété de M. Robert Tremblay, d'Arvida.

PSYCHOLOGUE?

Deux étudiants de Jonquière, dont l'un en psychologie, ont pris le chemin des cellules d'ici à jeudi où le juge Savard statuera sur leur cas.

Les prévenus ont admis qu'ils avaient commis une grosse erreur en volant des pneus pour quelque \$500 au garage Shell, propriété de M. Jules Gagnon, de Kénogami.

S'adressant au futur psychologue, le juge Savard a mis en doute ses qualités pour le devenir.

Au grand désappointement du duo, ils auront jusqu'à jeudi pour parfaire leurs études en retard.

le cinéma AU
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

ALMA

Alma: Dernière représentation: "Les petites chattes sont gourmandes" 6h30, 9h15. "La vierge" 7h50, 10h40.

Aristocrate: Jusque au 8 octobre incl.: Commentant tous les soirs à 7h: "Mourir d'aimer". "Technique pour un massage".

Canadien: Jusque au 7 octobre incl.: Commentant tous les soirs à 7h: "Les libertines". "Texas Addio".

ARVIDA — Palace: Jusque au 7 octobre incl.: Représentation à 8h: "Tell them Willie boy is here". "Two mules for sister Sarah".

BAGOTVILLE — Saguenay: Jusque au 7 octobre incl.: "Trois petits tours et puis s'en vont" 6h45, 10h20. "Macadam Cowboy" 8h30.

CHICOUTIMI — Capitot: Jusque au 7 octobre incl.: "Le gang de l'oiseau d'or" 7h30. "Macadam Cowboy" 9h15.

Cartier: Jusque au 7 octobre incl.: "La rose écorchée" 7h, 10h25. "Un ange pour satan" 8h55.

Impérial: Jusque au 7 octobre

incl.: "Le grand escapade", 7h, 10h25. "Madame X", 8h40.

DOLBEAU — Météore: Jusque au 6 octobre incl.: "Tueurs de filles" 7h30. "Fille et show business" 9h.

JONQUIERE — Bellevue: Jusque au 7 octobre incl.: "Macadam Cowboy". "Trois petits tours et puis s'en vont".

Centre: Jusque au 7 octobre incl.: "Le feu dans la peau". "Les péchés de l'amour".

Elysée: Jusque au 7 octobre incl.: "Autant en emporte le vent".

MISTASSINI — Orphéon: Jusque au 16 octobre incl.: "Les chats bottés" 7h30. "La chaise électrique" 9h.

ROBerval — Diana: Jusque au 7 octobre incl.: Représentation à 7h30: "Un colt pour Mcgregor". "Mourir d'aimer" 9h.

ST-FÉLICIE — Cinéma Viva Enrg: Jusque au 7 octobre incl.: Commentant tous les soirs à 7h30: "Tora Tora Tora". "Suède enfer et paradis".

"Les heures sont sujettes à changements."

PLUS DE 250 ANS DE TRADITION ET DE QUALITÉ FRANÇAISE

VENDU DANS LES MAGASINS DE LA R.A.O. - sous code 124F
pour renseignements: SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPORTATION-Tél.: 932-7249

Balalaikas
OSIOV

70 MUSICIENS

SOLISTES: 2 des chanteurs de folklore les plus populaires de l'U.R.S.S.: Ludmila Zykina et Yuri GULYAEV; 3 artistes de l'OPERA BOLSHOI: Eugene RAIKOV, ténor, Lili NOVGORODOVA et Yuri MIRONOV, danseurs étoilés.

Location: \$3, \$4, \$5, \$6

Grand Théâtre de Québec
Salle Louis-Frédéric, tél. 643-8131

EN PLUS: UN 2e FILM ADM: 1.75

A L'AFFICHE ORPHEON - MISTASSINI

COMMENCANT VENDREDI SOIR

IMPERIAL CENTRE SAGUENAY

CANADIEN - ALMA DIANA - ROBERVAL

Québec. Qu'il suffit de mentionner celles de CIP La Tuque, Consolidated - Bathurst de Trois-Rivières, Domtar de East Angus et Windsor.

Prenons l'exemple de la CIP de La Tuque. L'article du Papetier décrit ainsi la situation: Cette usine, partie à 6.1 pour cent en juillet 1970, était rendue à 5.2 pour cent en avril 1971. Toutefois, la CIP a présenté un projet d'épuration de ses eaux, projet qui se réalisera en deux étapes, au coût de \$1,700,000 et qui abaissera ses pertes de solides dans le Saint-Maurice à 1.2 pour cent de sa production, chiffre de beaucoup inférieur aux normes de la Régie des eaux du Québec.

"Enfin, pour se conformer aux normes plus sévères en vigueur de la Régie des eaux qui seront en vigueur en 1974, la Compagnie Price a déjà pris les devants et a engagé un ingénieur - conseil chargé de faire une étude et de préparer des plans pour chacune des usines de la compagnie (sauf Price-Wilson) et faire des recommandations pour arriver à ce but avec des méthodes plus efficaces. Les plans ont déjà été soumis.

Quant à la section cartons de l'usine Kénogami, les pertes actuelles sont de l'ordre de 2.3 pour cent, soit trois dixièmes au-dessus de la norme. Puisqu'il faudra éventuellement installer un clarificateur pour nettoyer les eaux des deux sections de l'usine afin d'atteindre les normes de 1974, la compagnie ne considère pas qu'il faille immédiatement dépenser beaucoup d'argent pour éliminer ce surplus qui sera éliminé avec l'installation du clarificateur."

Par ailleurs, indiquons que des compagnies à l'extérieur de la région éprouvent encore beaucoup plus de difficultés que celle de

ALMA — La Sûreté du Québec, à Alma, a ouvert une enquête pour découvrir les auteurs d'un vol d'outils au montant de \$1,035, commis dans la nuit de dimanche à lundi, à l'Institut mécanique d'Alma.

Les voleurs ont pénétré dans l'école en fracassant une vitrine. Une fois à l'intérieur, ils se sont servis dans les outils.

A CHICOUTIMI — Par ailleurs, à Chicoutimi, la Sûreté municipale détent deux collectionneurs de tableaux qu'hier matin, ont volé une œuvre du peintre Sainte-Mary évaluée à \$500 et qui était en montre dans le hall de l'hôtel Chicoutimi.

Les deux collectionneurs ont été arrêtés par les policiers après que le gardien de nuit eut donné l'alerte. Le tableau a été retrouvé intact.

A CHICOUTIMI — Par ailleurs, à Chicoutimi, la Sûreté municipale détent deux collectionneurs de tableaux qu'hier matin, ont volé une œuvre du peintre Sainte-Mary évaluée à \$500 et qui était en montre dans le hall de l'hôtel Chicoutimi.

Les deux collectionneurs ont été arrêtés par les policiers après que le gardien de nuit eut donné l'alerte. Le tableau a été retrouvé intact.

A CHICOUTIMI — Par ailleurs, à Chicoutimi, la Sûreté municipale détent deux collectionneurs de tableaux qu'hier matin, ont volé une œuvre du peintre Sainte-Mary évaluée à \$500 et qui était en montre dans le hall de l'hôtel Chicoutimi.

Les deux collectionneurs ont été arrêtés par les policiers après que le gardien de nuit eut donné l'alerte. Le tableau a été retrouvé intact.

A CHICOUTIMI — Par ailleurs, à Chicoutimi, la Sûreté municipale détent deux collectionneurs de tableaux qu'hier matin, ont volé une œuvre du peintre Sainte-Mary évaluée à \$500 et qui était en montre dans le hall de l'hôtel Chicoutimi.

Les deux collectionneurs ont été arrêtés par les policiers après que le gardien de nuit eut donné l'alerte. Le tableau a été retrouvé intact.

A CHICOUTIMI — Par ailleurs, à Chicoutimi, la Sûreté municipale détent deux collectionneurs de tableaux qu'hier matin, ont volé une œuvre du peintre Sainte-Mary évaluée à \$500 et qui était en montre dans le hall de l

de mairie en mairie

Jonquière

en temps. Nous allons demander à l'agent de présenter un plan qui paiera", a dit M. Lalancette.

Maire suppléant

Mme Lucien Babin a été nommée maire suppléant pour les prochains trois mois. Elle remplacera M. Martial Verreault, dont le terme a pris fin.

Bec-Scie

Le Club Bec-Scie, qui avait demandé une nouvelle subvention de \$500, à la suite de dépenses d'équipement, occasionnées par le programme Perspectives-Jeunesse, qui a assuré une cinquantaine d'emplois aux étudiants durant les vacances, en a obtenu \$200.

Vente d'eau

La municipalité de Port-Alfred a accepté de vendre une certaine quantité d'eau, soit environ 152,000 gallons par jour, à la municipalité de Grande-Baie, au coût de \$0.15 du 1,000 gallons. Cette municipalité s'est également portée acquiesceur des anciennes conduites d'amenée situées dans le rang Saint-Jean, au coût de \$14,933.

Taxe d'amélioration

Un règlement sera préparé par le secrétaire-trésorier, sur un projet de taxe d'amélioration locale. Ce règlement sera présenté à la prochaine séance du conseil.

Chicoutimi

Du nouveau

Selon le maire Henri Girard, de nouveaux développements sont à prévoir d'ici à un mois dans le cas de la charcuterie Brassard et Frères, de Chicoutimi, qui a dû fermer ses portes, il y a quelques semaines, à la suite de difficultés financières. Il est question qu'un groupe d'hommes d'affaires de Chicoutimi en fassent l'acquisition et y apportent des améliorations importantes à l'équipement afin d'assurer à l'usine une meilleure rentabilité.

Planification

Le conseil municipal a accepté, hier après-midi, la programmation déposée par le directeur du service d'urbanisme, M. Robert Leblond, dans la construction de HLM d'ici deux prochaines années. Ce programme est toutefois sujet à l'approbation de l'Office municipal d'habitation. Outre les 125 premiers logements déjà acceptés par la Société d'habitation du Québec, M. Leblond prévoit la construction de 125 autres pour reloger les familles qui seront affectées par la rénovation urbaine dans le quartier ouest; 150 logements pour des personnes âgées et 50 autres dans le secteur de la cathédrale pour amorcer le processus de rénovation urbaine dans ce secteur.

Protocole d'entente

La municipalité de Chicoutimi devrait signer, cette semaine ou au plus tard, la semaine prochaine, un protocole d'entente avec le ministère de la Voirie au sujet du prolongement de la rue Saint-Joseph en boulevard à quatre voies entre l'avenue Bégin et le boulevard Talbot, artère appelée à desservir les pavillons de l'Université du Québec à Chicoutimi. Il est question que le gouvernement provincial collabore jusqu'à 60 pour cent du coût de la construction de cette route.

Construction

Selon le rapport de l'inspecteur en bâtiments, M. Félix-A. Boily, la construction au cours du mois de septembre a atteint une valeur de \$329,675 et les nouveaux logements sont au nombre de 19. Réduction à comparer avec les chiffres du mois correspondant de 1970 où la valeur était de \$340,115 avec 14 nouveaux logements.

Appui

Le conseil municipal d'Alma appuie la candidature de la ville de Chicoutimi pour l'organisation des Jeux d'été de 1972, mais moralement puisqu'il ne serait pas prêt à accorder un appui financier.

La lettre du maire Henri Girard, réclamant un appui, était accompagnée de photocopies d'articles de journaux, dans lesquels il est écrit que le conseil de Chicoutimi veut faire "cavalier seul". Cela n'eût pas l'heur de plaire aux conseillers d'Alma, hier soir, mais ils ont reconnu que les Jeux d'été pouvaient apporter quelque chose à la région.

Chicoutimi-Nord retire son référendum portant sur le projet de centre sportif

CHICOUTIMI-NORD — Le maire de Chicoutimi-Nord, le Dr Roch Boivin, a confirmé, hier soir, au "Soleil", du Saguenay-Lac-Saint-Jean à l'issue de l'assemblée du conseil municipal, qu'il sera à nouveau candidat à la mairie.

À la dernière assemblée, avant les élections municipales, seuls les conseillers Yvon Gagnon, Serge-Jean Fillion et Gérard Lavoie ont confirmé eux aussi qu'ils seraient à nouveau dans la lutte municipale de novembre.

ENTERREMENT DE PREMIERE CLASSE

Auparavant cependant, les conseillers municipaux avaient décidé de retirer le règlement no 338 décrétant pour le 27 octobre un référendum pour permettre aux contribuables de se prononcer sur la construction d'un "aréna de poche".

Le conseiller Yvon Gagnon a néanmoins précisé que les contacts, faits au cours du congrès de l'Union des municipalités avec les hauts fonctionnaires, démontraient que Chicoutimi-Nord pourrait se prévaloir de subventions du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports, de même que bénéficier d'une subvention de la Commission scolaire régionale du secteur.

La résolution du conseiller Gagnon, retirant le référendum, a été appuyée par les conseillers Réal Pilote et Gérard Lavoie.

BOMBE...

Dans les milieux bien informés du conseil municipal de Chicoutimi-Nord, on s'attend à ce que le maire Boivin revienne sur la question de l'aréna de poche durant la campagne électorale. Mais cette fois, avec en main, la promesse de subventions importantes pour sa réalisation.

A la demande de Bourassa

Arthur Tremblay prépare un bilan des relations fédérales-provinciales

(D'après PC) — Au moment d'assumer hier ses nouvelles fonctions de sous-ministre des Affaires intergouvernementales, M. Arthur Tremblay a déclaré, dans une conversation, qu'à ce poste il se conformera, "comme je l'ai toujours fait, aux politiques établies par l'autorité compétente, c'est-à-dire le gouvernement".

M. Tremblay, âgé de 54 ans, l'un des plus principaux "technocrates" de l'administration québécoise, remplace aux Affaires intergouvernementales M. Claude Morin, qui a démissionné officiellement le vendredi 1er octobre.

M. Tremblay a déclaré que dans ses nouvelles fonctions il s'emploiera d'abord à "un tour d'horizon" des relations fédérales-provinciales et des négociations sur la révision de la constitution.

Il a souligné que c'est le premier ministre Robert Bourassa lui-même qui lui a demandé de produire d'ici au 1er janvier un

"bilan des relations fédérales-provinciales".

ANTECEDENTS

M. Tremblay arrive au ministère des Affaires intergouvernementales après avoir occupé depuis juillet 1969, le poste de président et directeur général de l'Office de planification et de développement du Québec.

Auparavant, M. Tremblay avait été sous-ministre de l'Éducation ayant été nommé à ce poste à la fondation du ministère, en 1964.

En réponse à une question, le nouveau sous-ministre des Affaires intergouvernementales a souligné qu'il apporte à ses nouvelles fonctions une expérience de plusieurs années de négociateur.

"Je me suis trouvé mêlé, a-t-il dit, à certaines négociations de l'Office de planification se rapportant à l'aide économique que le gouvernement fédéral apporte à des entreprises des zones dites spéciales, de même qu'à des né-

gociations découlant du programme fédéral ARDA."

Ce sigle désigne aménagement régional et développement agricole. Pour le Québec, ce pro-

gramme a surtout visé au relèvement économique et social de la population du territoire du Bas-St-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

ENFIN! NEUFCHATEL
en marche avec QUÉBEC

VOLEZ BOUCHARD-LAMONTAGNE

Comité du Progrès Civique
District Neufchâtel
25, rue St-Paul, Neufchâtel
842-9253

CETTE ANNONCE A ÉTÉ RÉSERVÉE ET PAYÉE PAR LE PROGRÈS CIVIQUE DE QUÉBEC

le Progrès Civique de Québec

Confiez vos gros problèmes à cette petite calculatrice.

Voici la Marchant I. Elle fait plus que n'importe quelle autre calculatrice électronique de sa grosseur.

1. La Marchant I ne mesure que 10 x 5 x 2 pouces. Elle est conçue pour avoir belle apparence tout en travaillant avec ardeur. En outre, elle se replie à plat de manière à se glisser parfaitement dans votre serviette.

3. Elle est la première à posséder un écran optique avec des chiffres faciles à lire, protégés par une visière anti-éblouissante relevable. Un dispositif permet de déplacer le point décimal pour un surcroît de souplesse et de précision.

5. La première à posséder une pile rechargeable incorporée garantie pour une année entière. Elle est aussi munie d'un cordon électrique ordinaire, courant alternatif, de sorte que vous pouvez la brancher lorsque vous ne voulez pas employer la pile.

6. C'est la première et la seule calculatrice électronique qu'on ait conçue et fabriquée ici même en Amérique du Nord avec bureaux de ventes et d'entretien par tout le Canada.

7. Complète pour seulement \$495.00.



Marchant.
La petite solution aux gros problèmes.



SMITH-CORONA MARCHANT
Division de SCM (Canada) Limited
1725, rue de Service Nord
Rouge-Trans-Canada, Montréal
Bureaux au Canada, aux
États-Unis et dans les principales
villes à travers le monde.

Vous pouvez maintenant profiter de calculs rapides comme l'éclair et sans erreur où que vous alliez...ou pendant que vous y allez. La puissante Marchant I ne pèse que 2 1/2 livres. Vous pouvez la tenir dans votre main, la glisser dans votre serviette, l'employer à bord du train ou de l'avion ou la poser sans encombrement sur votre bureau. Si vous désirez voir une démonstration, donnez un coup de fil à votre vendeur Marchant. Il sera vite rendu chez vous pour vous la montrer.

SUCCURSALE DE QUÉBEC: 1375 OUEST BOULEVARD CHAREST, SUITE 30, STE-FOY, QUÉBEC 10

Le grand nom du vêtement masculin au Saguenay.

Participez à la Cagnette d'or. Demandez vos coupons. Ça peut vous rapporter gros.



142 EST, RUE RACINE, CHICOUTIMI
TEL.: 549-7861

BOUTIQUE Devenesse inc.
D'AVANT-GARDE
79 EST, RUE RACINE, CHICOUTIMI.
TEL.: 549-8511

Le grand nom du vêtement masculin au Saguenay.

Participez à la Cagnette d'or. Demandez vos coupons. Ça peut vous rapporter gros.

Le grand nom du vêtement masculin au Saguenay.

Participez à la Cagnette d'or. Demandez vos coupons. Ça peut vous rapporter gros.

Le grand nom du vêtement masculin au Saguenay.

Participez à la Cagnette d'or. Demandez vos coupons. Ça peut vous rapporter gros.

Le grand nom du vêtement masculin au Saguenay.

Participez à la Cagnette d'or. Demandez vos coupons. Ça peut vous rapporter gros.

Le grand nom du vêtement masculin au Saguenay.

Participez à la Cagnette d'or. Demandez vos coupons. Ça peut vous rapporter gros.

Le grand nom du vêtement masculin au Saguenay.

Participez à la Cagnette d'or. Demandez vos coupons. Ça peut vous rapporter gros.

L'automne
CHEZ NOUS
c'est un
Renouveau!

VENTE SUR MESURE!

VALEURS
JUSQU'À \$135.00

SPECIAL
\$95⁰⁰

Confiez-nous le soin de votre personnalité.

Le grand nom du vêtement masculin au Saguenay.

Participez à la Cagnette d'or. Demandez vos coupons. Ça peut vous rapporter gros.

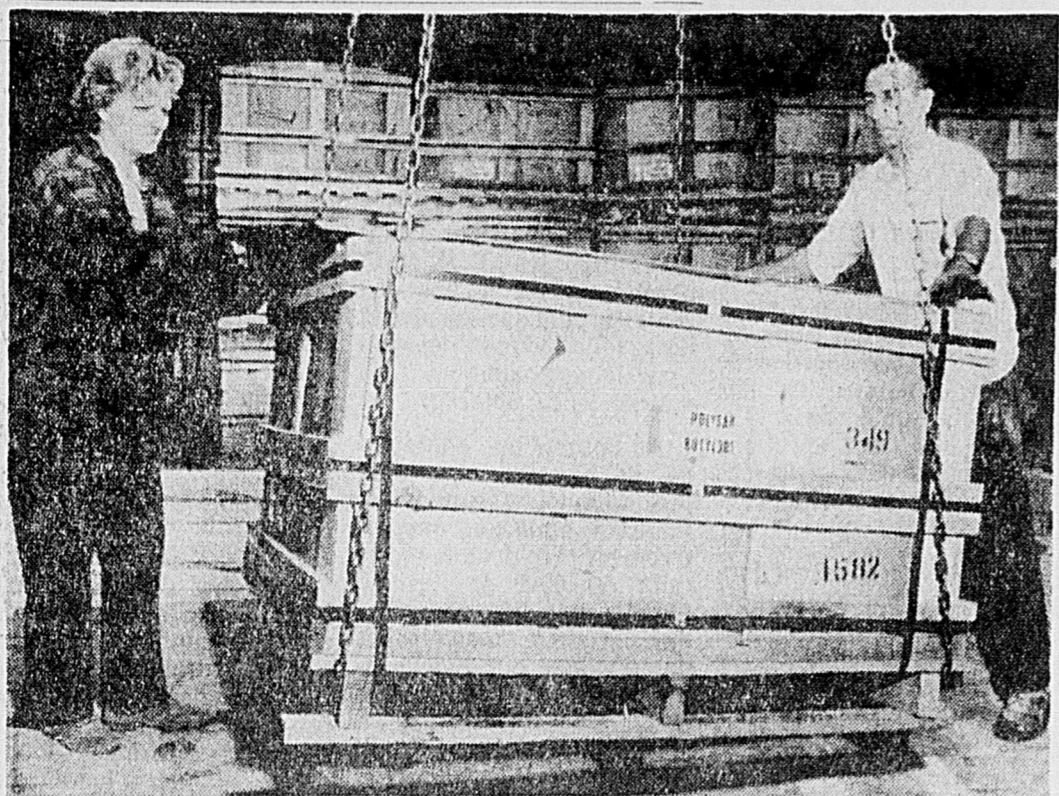
ETUDIANTS · ETUDIANTES...

CHEZ NOUS IL A TOUTS:

• Les livres de science • de culture générale
Nous avons aussi ce que vous cherchez et que vous ne trouvez ailleurs.



La Librairie Régionale Inc.
461 est, rue Racine Chicoutimi,



LORETTA LAVIOLETTE, première femme au Canada à exercer le métier de débardeur.

Une Ontarienne devient la première femme à travailler comme débardeur

SARNIA, Ont. (PC) — Dans un geste spectaculaire, destiné à marquer l'affranchissement de la femme, Loretta Laviolette, barmaid de son métier, vient de troquer son tablier blanc en dentelle contre des bleus de travail et, ses fines mains qui portaient uniquement des verres, jusque-là, vont maintenant porter des caisses, dans le port.

Mère de cinq enfants, mariée à un débardeur, Ray Laviolette, elle a décidé de se joindre à son mari. Depuis vendredi, elle est devenue la première femme au Canada à faire ce métier d'homme.

Elle a voulu, dit-elle, briser le monopole que les hommes ont acquis dans cette profession, et amener les autres femmes à se libérer de leurs vieilles conceptions du rôle de la femme sur le marché du travail.

Les femmes, affirme-t-elle,

sont aussi capables que les hommes d'acquiescer les qualifications nécessaires pour travailler sur les quais.

Pour sa première journée, vendredi, elle a eu à charger de lourdes caisses à bord d'un navire en partance pour Londres.

"C'est un sale travail, admet-elle, mais je n'en connais pas beaucoup où je puis gagner autant d'argent."

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE QUEBEC
No 1121-L

COUR SUPERIEURE
DIVISION DU DIVORCE
RITA DUBOIS, Requêteur.

ADRIEN THIBEAULT, Intimé.

ORDONNANCE

Il est ordonné à l'intimé de comparaître dans un délai de quarante (40) jours à compter de la première publication du présent ordre dans :

LE SOLEIL
(Edition Côte Nord)

PRENEZ AVIS qu'une copie de la requête en divorce a été déposée au greffe, à votre intention, Québec, le 25 septembre 1971.

(S) JACQUES FORTIN,
Régistrateur du Divorce.

COPIE CONFORME
JACQUES FORTIN,
Régistrateur du Divorce.

AVIS PUBLIC
APPEL D'OFFRES NO : 29971

HUILE A CHAUFFAGE

Des soumissions publiques sont par les présentes demandées pour la fourniture d'huile à chauffage pour les écoles élémentaires de la Commission Scolaire de Sainte-Foy pour la période du 1er décembre 1971 au 30 juin 1972.

Toute personne intéressée pourra obtenir des détails complets ainsi que les conditions établies avant de l'acheteur M. Marc Laroche, 1085 route de l'Église, Sainte-Foy, Québec 106, P.Q. (tél. 657-2017).

Les soumissions seront reçues au bureau du soumissionnaire au 1085 route de l'Église, Sainte-Foy jusqu'à quatre heures de l'après-midi (4:00 hrs P.M.) le jeudi 11 octobre 1971, sous enveloppe scellée portant la mention "Soumission", elles seront ouvertes le même jour à 8:00 hrs P.M.

La Commission Scolaire de Sainte-Foy ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues; elle se réserve également le droit d'accepter des parties de contrats, si elle le juge à propos.

Donné à Sainte-Foy, ce 25e jour de septembre 1971.

ROBERT JULIEN, c.s.,
Secrétaire-Trésorier,
par: L. TARDIF.

Hydro-Québec

APPEL D'OFFRES
GPE-71-10332

pour 10030 a.m.
heures de Montréal

le mardi 2 novembre 1971

Divers Postes
FOURNITURE DE
SOIXANTE-QUATRE (64)
SECTIONNEURS 735 KV

Toutes les conditions du présent appel d'offres sont contenues dans le document qui est disponible pour examen et peut être obtenu contre un paiement NON REMBOURSABLE de \$25 pour chaque exemplaire complet, chaque visé ou mandat payable à l'Hydro-Québec, du lundi au vendredi inclusivement de 8h.30 a.m. à 4h.30 p.m. à l'endroit suivant:

Direction des Contrats
Bureau No 809
HYDRO-QUEBEC
75 ouest, Boul. Dorchester
Montréal 128, Qué.
Canada

Un dépôt de soumission au montant de QUATRE-VINGT MILLE DOLLARS (\$80,000), chèque officiel d'une banque à charte du Canada ou chèque visé tiré sur une banque à charte du Canada ou sur une caisse populaire, payable à l'Hydro-Québec, remboursable sous condition, doit accompagner la soumission.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations ayant leur principale place d'affaires au Canada et qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de l'Hydro-Québec sont admises à soumissionner.

L'Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter l'une quelconque ou toutes les soumissions reçues.

Les cosecétaires,
B. LACASSE - W. E. JOHNSON
Montréal, le 24 septembre 1971.

Elle touche, en effet, \$4.60 par heure.

CANADA
MINISTRE
DES TRANSPORTS
ADMINISTRATION
CANADIENNE DES
TRANSPORTS AERIENS

APPEL D'OFFRES

Des soumissions sont demandées pour les travaux suivants à Dorval, Québec. OUVRAGE DE PEINTURE A L'INTERIEUR DE L'AEROPORT INTERNATIONAL DE L'AEROPORT INTERNATIONAL DE MONTREAL, DORVAL, QUEBEC.

Les soumissions cachetées portant sur l'enveloppe la mention des travaux ci-dessus et adressées à l'Agent régional des Approvisionnements, Ministère des Transports, Pièce 162, Edifice de l'Administration régionale, Aéroport international de Montréal, Dorval, Québec, seront reçues jusqu'à 3 heures de l'après-midi, heure avancée de l'Est, le 21 octobre 1971.

Les plans, devis et documents qui s'y rapportent peuvent être obtenus sur demande à l'adresse ci-dessus sur réception d'un chèque visé de \$50 fait au nom du Receveur Général du Canada. Le dépôt est remboursable sur retour des plans et devis en bon état dans un délai de 14 jours après l'avis des résultats de l'appel d'offres. Les plans et devis peuvent être examinés au Bureau des Soumissions déposées, 4970 Place de la Savane, Montréal et à l'Association de la Construction de Québec, 675 avenue Marguerite-Bourgeoys, Québec, Qué.

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

M. BARIBEAU
Directeur régional du Québec
Administration canadienne des Transports aériens.

Ministère des Transports,
Aéroport int. de Montréal,
Le 28 septembre 1971
636-3202.

AVIS PUBLIC
No : 8710

QUEBEC-TELEPHONE,
Requérant.

Avis est donné, par les présentes, que la requête s'est adressée à la REGIE DES SERVICES PUBLICS DE QUEBEC pour l'obtention d'une ordonnance approuvant le rajustement des taux de ses services auxiliaires, afin de lui permettre de :

a) charger \$0.25 pour toute demande au service de renseignements concernant l'information apparaissant déjà à l'annuaire;

b) charger \$0.25 pour tout appel de personne à personne, non complet;

c) charger \$0.25 pour toute demande de temps et train;

d) charger une mensualité de \$2.00 pour les numéros non publiés et d'ajouter des frais de service de \$7.50 chaque fois qu'un abonné demandera le changement de son numéro non publié pour un autre également non publié.

Toute personne qui désire prendre connaissance de la requête pourra le faire en s'adressant au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité, à l'un des bureaux d'affaires de la requérante ou à celui de la Régie.

Quiconque a des objections à faire valoir à l'encontre de ladite requête devra le faire, par écrit, au bureau de la Régie des Services Publics, 920, Chemin Ste-Foy, Québec, Qué., dans un délai de dix (10) jours de la publication du présent avis.

RIMOUSKI, Qué., le 29 septembre 1971.

TREMBLAY & BOUCHARD, Avocats,
Procureurs de la requérante,
6, rue St-Jean,
RIMOUSKI, Qué.

NOTICE
No : 8710

QUEBEC-TELEPHONE,
Petitionner.

Notice is hereby given that the petitioner has applied to the PUBLIC SERVICE BOARD OF QUEBEC for an ordinance approving the readjustment of rates on auxiliary services, such that:

a) a \$0.25 charge be applied on calls for information services, in cases where the information is already listed in the user's telephone directory;

b) a \$0.25 charge be applied on person-to-person calls not completed;

c) a \$2.00 monthly charge be applied on requests for time and charges;

d) a \$7.50 monthly charge be applied for non-published numbers and a service charge of \$7.50 each time the user wishes to change his non-published number to another non-published number.

Persons who to examine said petition may do so at the office of the Municipal Secretary-Treasurer, at any of the petitioner's business offices, or at the office of the Public Service Board.

Persons having objections to the present petition should address their objections, in writing, to the Public Service Board, 920 Chemin Ste-Foy, Québec, Qué., within ten (10) days of publication of this notice.

RIMOUSKI, Québec, September 29, 1971.

TREMBLAY & BOUCHARD,
Attorneys for the petitioner,
6 St. Jean Street,
RIMOUSKI, Québec.

Le nombre d'avortements thérapeutiques a augmenté sensiblement au Canada

OTTAWA (PC) — Le nombre d'avortements thérapeutiques a atteint 14,188, au cours du premier semestre de 1971, au Canada, soit une augmentation de plus de 3,000 sur celui enregistré durant toute l'année 1970.

C'est en Colombie-Britannique où le taux d'avortement thérapeutique a été le plus élevé, soit environ 19 pour 100 naissances vivantes.

Au Québec, même si le nombre de ces avortements a, comme partout ailleurs, progressé, ce taux était l'un des plus bas au pays, soit 1.7 pour 100 naissances vivantes.

C'est en Ontario que le nombre d'avortements a été le plus considérable au Canada durant le premier semestre, soit 7,310. Suivent la Colombie-Britannique 3,436, l'Alberta 1,522, le Québec 869, la Manitoba 356, la Saskatchewan 313, la Nouvelle-Écosse 278, le Nouveau-Brunswick 53, Terre-Neuve 31, Ile du Prince-Édouard 15 et Yukon 5.

D'autre part, Statistique Canada rapporte que 14 femmes sont décédées des suites d'un avortement en 1970 contre 13 en 1969.

Quant au nombre d'avortements illégaux, il a été de 5,568 en 1970 et de 11 en 1969.

Quatre blessés dès l'ouverture d'un terrain de jeux à Toronto

TORONTO (PC) — Inauguré dans la joie la semaine dernière, un terrain de jeux de Toronto, qui a coûté \$40,000, a dû fermer ses portes deux jours plus tard. En quelques heures, plusieurs enfants s'étaient fracturés des bras et des jambes.

Mme Frank MacDonald, dont le fils Bruce, âgé de 16 ans, souffre d'une fracture au bras à la suite d'une chute d'une hauteur de neuf pieds, n'hésite pas à dire que ce nouveau parc est un piège à accidents. Avant que la police n'intervienne, trois autres garçons s'étaient fracturés des membres en jouant sur un câble aérien qui ressemble à un remonte-pente. On trouve encore sur ce terrain de

jeux un mur élevé que les enfants s'amusaient à escalader, des rondins de bois, une maison hantée et un puits de sable.

L'architecte-paysagiste qui a conçu ce terrain de jeux, M. Walter Kehm, ne s'inquiète pas outre-mesure. Ces accidents, dit-il, ont été causés par l'effervescence et l'affluence des premiers jours. Trop d'enfants se bousculaient pour jouer tous à la fois. Les uns ont été renversés, les autres n'ont pas été prudents.

LA COMMISSION SCOLAIRE
"LA TOURELLE"

"APPEL D'OFFRES NO : 1"

La Commission Scolaire "La Tourelle" recevra jusqu'à 15 heures, le 29 octobre 1971, au Centre Administratif, C.P. 488, Ste-Anne des Monts, des offres sous enveloppes scellées pour l'achat d'outillage, l'appareil audio-visuel.

Chaque soumissionnaire remettra son offre sur le "Bordereau de soumission" préparé à cette fin par la Commission Scolaire auquel il joindra un bon de garantie ou un chèque de garantie équivalent à au moins 5% du montant total de son offre. Ce chèque visé sera remis à l'ordre de la Commission Scolaire "La Tourelle".

Les soumissionnaires pourront se procurer les cahiers des charges à partir de mercredi le 29 septembre 1971, en s'adressant auprès de l'acheteur de la Commission Scolaire, Monsieur François Lévesque, C.P. 488, Ste-Anne des Monts (Centre Administratif).

Les soumissionnaires sont invités à l'ouverture des offres en public, qui aura lieu à 15 heures (heure en vigueur), le 29 octobre 1971, au Centre Administratif, Collège Champagnat, C.P. 488, Ste-Anne des Monts.

La Commission Scolaire ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des offres reçues et ouvertes; elle se réserve également le droit d'accepter toute soumission en tout ou en partie.

J.-FRANÇOIS LÉVESQUE,
Directeur du Service de l'Équipement.

Ste-Anne des Monts,
le 28 septembre 1971.

LE GREFFIER DE LA VILLE
PIERRE F. COTE, avocat

Ste-Anne des Monts,
le 28 septembre 1971.

INGÉNIEUR RÉGIONAL,
Ministère des
Affaires Indiennes et
du Nord Canadien,
175 rue St-Jean,
Québec 4, Qué.

Appel d'offres

SERVICE GENERAL DES ACHATS

Pour obtenir la documentation nécessaire à la présentation de soumission pour les projets ci-après décrits, écrivez ou téléphonez au :

Gouvernement du Québec,
Ministère Industrie & Commerce,
Service Général des Achats,
Bureau des appels d'offres,
Québec.

Tél : 643-5438

IMPORTANT : Identifiez toujours le projet qui vous intéresse par son numéro de code et sa description que ce soit par écrit ou au téléphone.

Projet Description Livraison

6227 1000 uniformes pour les agents de la Montréal

Sûreté du Québec

6228 3 balais mécaniques automoteurs Montréal

6229 6 balais mécaniques remorqués Charlesbourg & Montréal

Clôture des soumissions : 19 octobre 1971 — 3:00 P.M.

LE DIRECTEUR GENERAL
PAUL BRISSETTE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Projet No 528-71

FOURNITURE ET POSE DE TAPIS COMPLEXE "G" QUEBEC.

Sont seules autorisées à soumissionner pour l'exécution des travaux les personnes, sociétés, compagnies ou corporations ayant leur principale place d'affaires dans la Province de Québec.

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir les documents de soumission sur remise d'un dépôt de 75.00 (chèque visé ou mandat-poste fait à l'ordre du Ministère des Travaux Publics) au Ministère des Travaux Publics, Edifice "E", Chambre 5, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Ce dépôt sera remboursé aux soumissionnaires qui auront retourné le jeu complet de plans et devis, en bonne condition, dans les quinze (15) jours suivant la clôture des soumissions.

Les plans et devis sont également en montre à l'Association de la Construction de Québec, 675, Marguerite-Bourgeoys, Québec et à l'Association de la Construction de Montréal, 4970, Place de la Savane, Montréal, ainsi qu'aux bureaux des architectes Fiset, Deschamps, Gauthier, Guite et Jean-Marie Roy, 7 avenue Ste-Genevieve, Québec.

Le Soumissionnaire choisi devra signer un contrat avec l'entrepreneur général responsable des travaux d'aménagements.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque visé ou d'un cautionnement de soumission, valide pour une période de 90 jours, à l'ordre du Ministère des Travaux Publics, au montant de \$70,000.00.

Les soumissions seront reçues au Ministère des Travaux Publics, Service des Contrats, Edifice "E", Chambre 5, Hôtel du Gouvernement, Québec, jusqu'à :

15:00 HEURES,
LE MERCREDI 3 NOVEMBRE 1971.

Le Ministère ne s'engage à accepter aucune des soumissions même la plus basse.

LE SOUS-MINISTRE,
pour: JACQUES CHARLAND, ing.
CLAUDE ROULEAU, ing.

GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC

CONCOURS 25^e ANNIVERSAIRE

LE SOLEIL DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN

LE SOLEIL

DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN

offre à ses lecteurs la chance de gagner

\$5,000

En certificats d'achats chez les marchands de leur choix annulant régulièrement dans Le Soleil du Saguenay-Lac-Saint-Jean. (une liste des annonceurs à contrat sera fournie à chaque gagnant). Chaque semaine durant 10 semaines, du 20 septembre au 27 novembre 1971.

12 prix de 25 ⁰⁰	2 prix de 500 ⁰⁰	1 prix de 1000 ⁰⁰
-----------------------------	-----------------------------	------------------------------

seront accordés, et les noms des gagnants seront publiés dans votre quotidien Le Soleil du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Tous les coupons (ou fac-similés) que vous aurez expédiés seront accumulés pour le

GRAND PRIX 25^e ANNIVERSAIRE

Un voyage à Miami

EN COLLABORATION AVEC

AIR CANADA

PLUS \$1000

POUR FRAIS DE SEJOUR

QUEBEC AIR TRANSPORTERA LES GAGNANTS GRATUITEMENT DE BAGOTVILLE A MONTREAL, ALLER-RETOUR.

Tous les jours vous trouverez 5 coupons de participation dans votre quotidien Le Soleil du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

TIRAGE LE VENDREDI DE CHAQUE SEMAINE.

Aucune preuve d'achat nécessaire. Vous pourrez également vous procurer des coupons de participation à nos bureaux de Chicoutimi, Jonquières et Alma.

Les employés du Soleil et les membres de leur famille ne sont pas éligibles.

NOM

ADRESSE

TEL:

Toutes les enveloppes contenant les coupons du concours doivent être adressées comme suit:

CONCOURS 25^e ANNIVERSAIRE,

C.P. 580,
CHICOUTIMI.

Les Canadiens qui travaillent aux E.-U. bénéficieront du régime d'assurance-chômage américain

Par DONAT VALOIS

OTTAWA (PC) — Le Canada a conclu une entente avec certains Etats américains dont le Maine et le New Hampshire en vertu de laquelle les Canadiens qui travaillent dans ces Etats pourront à leur retour au pays, s'ils sont sans travail, toucher des prestations d'assurance-chômage.

Ces prestations, qui seront payées par les Etats américains concernés seront toutefois moindres que celles versées aux autres chômeurs canadiens par la Commission d'assurance-chômage.

Ces précisions sont contenues dans un document que le ministre du Travail, M. Bryce Mackasey, a remis hier, à M. Adrien Lambert, député créditiste de Bellechasse.

M. Lambert avait récemment souligné au ministre que plusieurs milliers de Canadiens des comtés de Bellechasse, Beauce et Kamouraska travaillent actuellement dans les Etats du Maine et du New Hampshire et qu'ils seront mis à pied au début de l'hiver.

L'entente intervenue entre le Canada et certains Etats américains entrera en vigueur le 1er janvier 1972, précise M. Mackasey.

Selon les lois du Maine, l'échelle des prestations varie entre \$12 et \$61 par semaine. Au New Hampshire, les prestations s'échelonnent entre \$14 et \$75 par semaine. Au Canada, les prestations versées par la Commission d'assurance-chômage varient de \$20 à \$100 par semaine.

Le ministre note cette différence entre les prestations canadiennes et américaines mais révèle toutefois qu'au New Hampshire et au Maine, les programmes sont financés par les employeurs seulement tandis qu'au Canada, ils le sont par les patrons et les employés.

M. Mackasey fait aussi savoir que les fonctionnaires de la Commission d'assurance-chômage feront connaître le contenu de l'entente dans les régions où plusieurs Canadiens se rendent sur semaine travailler aux Etats-Unis.

M. Lambert a révélé, au cours d'une entrevue, qu'environ 2,000 citoyens de son comté et un nombre aussi important des comtés de Beauce et Kamouraska, travaillent en forêt dans le Maine et le New Hampshire.

Il a expliqué qu'environ la moitié d'entre eux seront affectés par les changements techniques qui seront apportés prochainement dans l'industrie fo-

restière et qu'en conséquence une forte proportion de ces travailleurs seront en chômage cet hiver.

Le député de Bellechasse entend faire certaines pressions auprès du ministre du Travail pour que la Commission d'assurance-chômage ou le gouvernement compense partiellement ou en entier la différence qui existe entre les prestations canadiennes et américaines.

MONT LAURIER (d'après PC) — Deux douzaines de d'agents de la SQ ont mis fin au blocus des travailleurs en chômage de Sogefor sur la route de Mont-Laurier, hier, en fin d'après-midi.

L'opération policière s'est déroulée sans heurt.

Le geste des travailleurs de la région de Mont-Laurier de bloquer la seule route reliant directement la région du Nord-Ouest québécois et la métropole s'inscrit dans une série de manifestations et "d'incidents" fai-

sant suite à la fermeture de deux usines du secteur.

La Sogefor, filiale de la Société générale de Financement (SGF), avait décidé de fermer les portes de ses deux usines Dupan et Dubé, il y a plusieurs mois, et depuis ce temps, les ex-employés de deux usines de centre-plaqué tentent d'obtenir du gouvernement Bourassa qu'il intervienne pour la conservation de ces emplois.

Dans un télégramme qu'il a fait parvenir au premier ministre Bourassa, le Front commun des employés de Sogefor a fait

connaître son intention de maintenir le blocage "tant et aussi longtemps que nous n'aurons pas une réponse de votre part". Le front commun avait précisé en outre que les travailleurs de Sogefor ne veulent pas "une réponse par la police".

C'est toutefois ce qui a été fait. Les agents de la SQ ont été dépêchés à Mont-Laurier après que les manifestants eurent mis le feu à des amoncellements de bois et de pneus afin d'interrompre la circulation sur la route.

Rien n'a été fait pour enlever

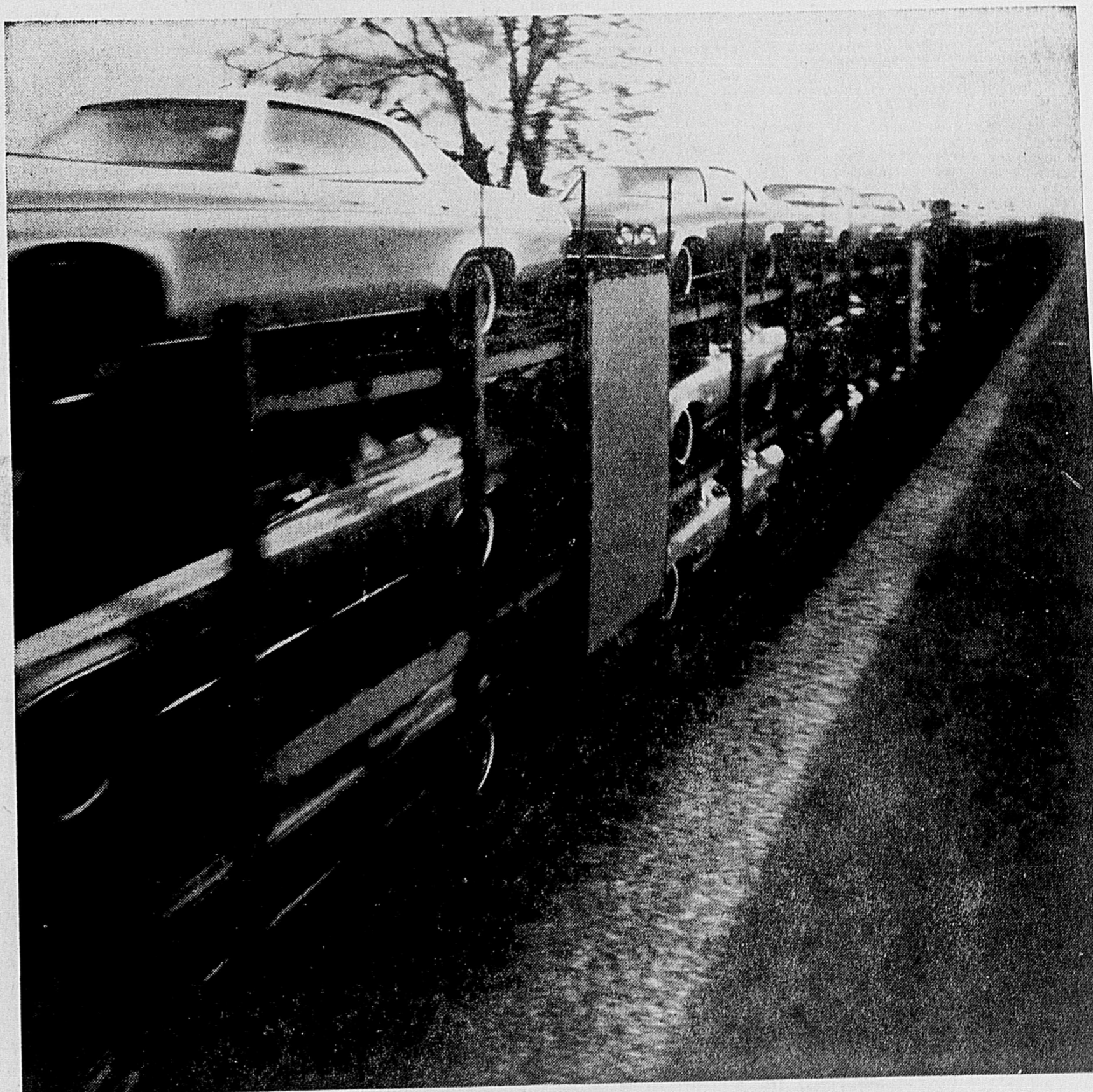
les barricades, selon la police, avant 14 heures 40. Ces barricades avaient été installées sept heures auparavant par quelque 150 travailleurs de Sogefor. Il n'y a pas eu d'arrestation.

Le télégramme des travailleurs de Sogefor réclamait également l'annulation de l'offre de vente à Bellerive & Plywood de l'une des usines et sa remise en marche. Le Front commun demande de plus une réponse à sa proposition du 1er septembre. En substance, cette proposition soumise par le Front commun demandait la réouverture des

usines à titre d'expérience avec une administration paritaire de représentants des travailleurs des usines et de la direction, le tout supervisé par un arbitre impartial nommé par le gouvernement.

Le Front commun reproche au gouvernement Bourassa d'avoir tardé à faire connaître sa réponse en dépit d'une série de manifestations, occupations, blocage de routes qui avaient pour but de sensibiliser la population d'une part et de faire pressions sur les autorités gouvernementales d'autre part.

Vous voulez acheter une voiture 1972?



La Banque de Commerce vous prêtera l'argent.

Si vous avez réellement besoin d'une nouvelle voiture, il ne sera pas nécessaire de nous en convaincre, car nous sommes tout disposés à vous avancer l'argent qu'il faut pour l'acheter.

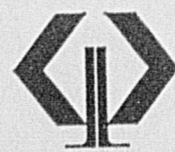
C'est aussi simple que ça. Nous savons que vous avez de bonnes raisons de le faire, et ça nous suffit. Nous savons aussi que nous pouvons établir ensemble un mode de remboursement approprié à votre budget. De cette façon, vous serez certain de pouvoir rembourser le prêt sans difficulté. Parlez-en à un directeur de succursale de la Banque de Commerce.

Parlez-lui d'un prêt bancaire Commerce: il s'agit d'un prêt personnel pour vos besoins personnels.

Nous serons heureux de vous en accorder un, même si vous n'avez jamais effectué d'opérations avec nous auparavant.

Comme vous voyez. Ça marche avec la Banque de Commerce.

Ça marche avec la Banque de Commerce.



**BANQUE DE COMMERCE
CANADIENNE IMPÉRIALE**

A la Cie Iron Ore

Quatre congédiements sur six seraient maintenus

par André DIONNE
de notre bureau
de SEPT-ÎLES

Quatre des six congédiements signifiés par la compagnie Iron Ore du Canada à Sept-Îles au début de juillet dernier, ont été maintenus par une décision arbitrale, apprenait-on hier officiellement.

Cependant, l'arbitre Jean Moisan a ordonné le retour au travail de M. Paul Thuot, avec pleine compensation et privilèges syndicaux. Comme les cinq autres, il avait été congédié pour participation à une grève illégale en dépit de l'ordonnance de la Cour supérieure.

Quant à la 6e personne, M. Paul-Emile Fortin, son grief n'avait pas été soutenu par les

membres du local 5569 des Métallurgistes Unis d'Amérique (FTQ).

Les raisons invoquées par la compagnie IOC pour le congédiement sont les mêmes dans chaque cas: "Avoir encouragé, provoqué et participé à une grève illégale qui a causé des dommages à la propriété de la compagnie..."

Les personnes dont les congédiements ont été confirmés sont les suivantes: MM. Alfred Poirier, Roger Lapointe, André Saucier et Réal Lajoie.

Les avocats des parties étaient Mes Mario Létourneau (partie syndicale) et Vincent Lefebvre (partie patronale).

POUR

EMBELLIR

vos intérieurs
Fleurissez-le!



Utilisez les plantes vertes ou séchées. Notre personnel expérimenté vous guidera dans le choix ou les soins à donner à vos plantes. Voyez nos spécialistes.



MAISON MARCHAND FLEURISTE INC.

CHICOUTIMI
16 est, rue Racine - Tél.: 543-4016

ARVIDA
299, rue Davis - Tél.: 548-4706

FLEURS LIVREES DANS LE MONDE ENTIER

Un an après la crise d'octobre

La polarisation entre fédéralistes et indépendantistes pourrait être en train de se faire

NDLR: Il y a un an aujourd'hui survenait l'enlèvement, à Montréal, de James R. Cross. Ce geste déclenchait ce qui a été appelé presque immédiatement "la crise d'octobre". Dans l'article qui suit, Joseph MacSweeney de la Presse canadienne trace un portrait politique du Québec ayant pour épigone ces événements.

MONTREAL (PC)—Beaucoup d'hypothèses ont été émises depuis la crise d'octobre 1970, quant aux implications politiques que celle-ci pourrait avoir pour le Québec.

Une aura historique entoure encore cette tragique histoire et

en fait un cas spécial. Pourtant, il est peut-être bon de se rappeler que ce ne fut pas seulement une, mais plusieurs crises qui se sont abattues sur le Québec depuis que le premier ministre libéral Robert Bourassa a prêté le serment d'office, le 12 mai 1970.

L'atmosphère politique a sans doute changé, mais les politiciens, même s'ils appartiennent quelquefois au même parti, sont souvent en désaccord sur ce qui va se passer, dans un avenir plus ou moins lointain. Certains experts signalent une désaffection de la politique parmi les jeunes Québécois, où l'âge du vote est de 18 ans. Un grand

nombre d'étudiants se sont tournés vers des sphères plus obscures, comme l'action sociale et le travail dans la rue même, plutôt que de choisir le large champ d'action de la politique.

Un sociologue a déclaré que les jeunes Canadiens français sont moins carrément nationalistes qu'ils ne l'étaient il y a quelques années. Cela est peut-être uniquement dû au fait que les deux tiers des étudiants de moins de 25 ans ont "l'impression psychologique" que l'indépendance a déjà été atteinte.

PAS ASSEZ RADICAL

Dans certains milieux, on soutient également que la jeunesse

contemporaine, préoccupée de réformes sociales éclatantes, ont l'impression que René Lévesque et son Parti québécois, qui souhaite la souveraineté du Québec au sein d'un marché commun canadien, n'ont pas le souffle radical qui convient aux années '70.

De plus, le comportement de M. Bourassa a indisposé certaines personnes, qui le considèrent comme l'enfant chéri des fédéralistes. Cependant, le "non" prononcé par le premier ministre, en juin dernier, à la charte constitutionnelle élaborée à Victoria et approuvée par le premier ministre Trudeau et tous les autres premiers ministres des provinces, contenait également un "mais" plein d'espoir, puisque Bourassa laissait la porte ouverte à une autre tentative, et réitérait explicitement l'opinion selon laquelle le fédéralisme est la meilleure ligne politique pour les Québécois.

Les fidèles de M. Bourassa espèrent voir ce dernier reprendre le rythme de croissance économique qui l'avait porté au pouvoir, mais duquel il a été détourné par les événements pénibles de l'an dernier. Il a fallu en effet attendre plusieurs mois avant que le premier ministre puisse de nouveau consacrer toute son attention au chômage, aux investissements, à la taxation et à l'ensemble de l'économie.

RECHERCHE DE CAPITAL

M. Bourassa semble saisir toutes les occasions d'effectuer des voyages aux Etats-Unis et en Europe, à la recherche d'investisseurs possibles, en particulier pour le projet de la Baie James, dont le coût est évalué à \$6 milliards.

La question du français comme principale langue de travail, qui inquiète beaucoup des électeurs anglophones qui ont ap-

puyé les libéraux aux dernières élections, est apparemment pendante, en attendant le rapport d'une commission royale qui enquête présentement sur l'ensemble des problèmes linguistiques.

Déjà, il était difficile, avant la conversion de M. Lévesque, en 1967, qui a donné au mouvement un nouveau dynamisme, de tenter une estimation de la force séparatiste au Québec. Actuellement l'Assemblée nationale, composée de 108 sièges, est ainsi répartie: libéraux 72, Union nationale 17, créditistes 12, Partis québécois 7. Mais cette répartition ne correspond pas vraiment au vote populaire, étant donné l'existence d'une carte électorale ancienne et totalement inadéquate. Le soir même des élections, d'ailleurs, M. Bourassa s'est engagé à réviser cette carte. Ce travail se fait actuellement. Le Parti québécois a recueilli 23 pour cent du vote populaire, aux élections de 1970. Les libéraux en ont recueilli 45 pour cent, tandis que l'Union nationale n'en a eu que 20 pour cent. Les créditistes ont recueilli 12 pour cent.

JEUNE PREMIER MINISTRE

Pourtant, au moment où M. Bourassa a été élu premier ministre, au printemps de 1970, plusieurs facteurs avaient contribué à l'impression générale voulant qu'on ait enfin tourné une nouvelle page dans l'histoire du Québec au sein de la Confédération. A 36 ans, M. Bourassa était le plus jeune premier ministre jamais élu. Il était le premier économiste à occuper ce poste. M. Bourassa, au cours de sa campagne électorale, avait insisté constamment sur le thème du progrès économique et des emplois, et non pas sur le nationalisme canadien-français. Tout comme M. Trudeau, il était un nouveau venu sur la scène politique. Comme lui également, il était indépendant de fortune.

Il était courant d'entendre, au cours des mois qui ont suivi, que le Québec se dirigeait sûrement vers une éclaircie, avec un premier ministre libéral et un premier ministre canadien-français et libéral à Ottawa, sans compter un Cabinet fédéral où les Canadiens français étaient bien représentés.

PREUVE DE FERMETE

Québec, semblait-il, avait abandonné sa tendance traditionnelle à placer à la tête de la province un homme décidé à combattre Ottawa, même lorsque le premier ministre fédéral était un Canadien français lui-même. La jeune équipe de Bourassa avait fait preuve de fermeté lorsque des difficultés avaient surgi sur le front domestique. Le ministre du Travail, Pierre Laporte, avait présenté une législation sévère, lorsque le premier ministre Bourassa avait été forcé de convoquer une session spéciale de l'Assemblée nationale, le 31 juillet, pour mettre fin à une grève paralysante dans la construction.

Agé de 49 ans et nanti d'une longue expérience de la politique provinciale, M. Laporte devait bientôt se montrer le parlementaire le plus habile de l'équipe Bourassa. Le ministre de la Santé, Claude Castonguay, qui ne possédait pas d'expérience politique mais avait été longtemps à la fonction publique, était également un personnage impressionnant, l'instigateur du projet de loi de Medicare.

Mais soudain, la catastrophe. Le FLQ enlève le diplomate James Cross, le 5 octobre 1970. Le 10 octobre, ils enlèvent le ministre Pierre Laporte, une demi-heure après l'annonce par le ministre de la Justice, Jérôme Choquette, du rejet des termes de rançon proposés par le FLQ, entre autres la libération de 23 soi-disant prisonniers politiques.

REGIME PROVISOIRE

Du point de vue politique, l'éclatement s'est produit après l'enlèvement de Laporte, alors que tout à coup on se mit à entendre des rumeurs concernant l'effondrement éventuel du gouvernement et un plan visant à établir un régime provisoire à Québec. Le 14 octobre, une déclaration signée par 10 Québécois éminents demandait que le

gouvernement adopte une attitude plus humaine et consente à échanger les soi-disant prisonniers politiques contre les deux captifs.

Cette déclaration, signée entre autres par le directeur du journal Le Devoir, Claude Ryan, et par René Lévesque, disait: "Un nouveau retard signifierait l'abolition des libertés sociales et politiques au Québec. La solution peut être trouvée ici, et non en dehors de la province... Certaines attitudes de l'extérieur... et l'atmosphère rigide et quasimilitaire qui existe présentement à Ottawa, risquent de couvrir de ridicule le Québec et son gouvernement, dans son impuissance tragique." Par ailleurs l'opinion publique semblait appuyer en majorité la loi des mesures de guerre invoquée par le premier ministre Trudeau, immédiatement après que le

premier ministre Bourassa et le maire de Montréal, Jean Drapeau, eurent fait rapport d'un "état d'insurrection" appréhendé au Québec. M. Lévesque, cependant, déclara qu'un danger grossièrement exagéré avait été utilisé simplement comme prétexte à écraser les éléments dissidents dans la province et dans la ville. Le maire Drapeau, de son côté, démolit complètement l'opposition contre lui, lors d'élections municipales, strictement surveillées par les forces de l'ordre, le dimanche 25 octobre.

NOUVEAU LEADER

Une autre grande question, c'est de savoir si le nouveau chef de l'Union nationale, Gabriel Loubier, âgé de 38 ans, peut redorer le blason du "bon vieux parti" formé pendant les années '30 par le défunt Maurice Duplessis.

Opération-Synode-Québec

Il s'agirait en fait d'une crise d'identité du prêtre

par Pierre MATHIEU

Au cours de la première assemblée publique d'Opération-Synode - Québec, hier soir, une soixantaine de personnes ont pu échanger sur le malaise sacerdotal actuel, malaise qui se définit dans une crise d'identité du prêtre.

On sait que, durant la période du synode, le public intéressé est invité à réagir aux déclarations présentées par la Hiérarchie à Rome. Ces rencontres se font les lundis et jeudis soir, à la salle Newman (Université Laval).

Les réactions des personnes présentes à la rencontre d'hier ont été orientées par un exposé du Père Thierry Maertens sur l'histoire de ce malaise sacerdotal. (Les prochaines réunions seront davantage centrées sur les événements synodaux des jours précédents).

DEPUIS LE CONCILE DE TRENTE

A la fin du concile de Trente (1563), le prêtre a été défini comme celui qui a des pouvoirs pour faire des rites, celui qui a des pouvoirs pour la communauté chrétienne, celui qui doit être un saint. Le curé d'Ars a été le type du prêtre idéal d'alors.

Avec la parution de l'encyclique "Mystici Corporis" (1943), ce fut le sommet d'une théologie de l'institution Ecclésiastique, dont le prêtre était un élément important.

C'est avec l'avènement des prêtres-ouvriers (1947), en France particulièrement, que la démission traditionnelle du prêtre fut secouée. Ces prêtres proclamaient que les moyens institutionnels traditionnels n'étaient plus valables pour rejoindre les gens.

Condamnés par Pie XII, ils n'avaient rien pour justifier doctrinalement cette mission du prêtre dans le monde ouvrier. Ils ont donc constitué, petit à petit, un groupe de prêtres situés en dehors de l'institution, actuellement connu sous le nom de Echanges et Dialogue.

Au moment du dernier concile, le fait de définir l'Eglise non plus comme une institution mais comme le peuple de Dieu a amené une nouvelle définition du prêtre: le prêtre est lié à la proclamation de la Parole; il est responsable de la communauté; c'est un missionnaire.

C'est à partir de cette nouvelle conception que des prêtres, aux Etats-Unis et en Amérique latine surtout, se sont lancés dans des actions qui n'étaient plus soutenues par une théologie explicite.

Le pape se réservant la question du célibat sacerdotal, son encyclique sur le sujet (1967), montrant les convenances entre célibat et sacerdoce, a alors donné l'impression d'un retour au concile de Trente.

Autre événement marquant dans cette histoire du malaise sacerdotal, l'Eglise de Hollande, en 1969, a pris position en faveur d'une séparation entre célibat et sacerdoce.

L'année dernière, dans une lettre adressée au cardinal Villot, le pape laissait entendre qu'il y aurait lieu d'étudier la possibilité d'ordonner des hommes mariés.

Le Père Maertens a jugé bon d'ajouter à son historique le malaise entourant la commission internationale de théologie, à qui le secrétariat permanent du synode avait demandé de rédiger un texte sur le sacerdoce. Même si 9 théologiens sur 10 étaient mis d'accord sur le texte en question, le secrétariat a pris l'initiative de former une autre commission qui rédigeait un autre document, dans lequel le malaise sacerdotal n'est plus traité au niveau des relations "glise-monde, comme c'était le cas dans le texte de la commission internationale.

Le conférencier a aussi rapporté la déception des membres de la commission Harvey qui valent être chargés de présenter aux évêques canadiens, réunis dernièrement à Edmonton, des propositions concernant, entre autres, le célibat sacerdotal. Ces évêques n'ont retenu qu'une seule de ces propositions, la moins engageante, concernant

la possibilité d'ordonner des hommes mariés.

LES REACTIONS DE L'ASSEMBLEE

L'abbé Gérard Dion, qui participait à la rencontre, a dit avoir beaucoup apprécié l'exposé du Père Maertens qui lui faisait voir une évolution rapide, malgré certains blocages, sur la question du sacerdoce ministériel. Cette évolution, depuis une vingtaine d'années, est pour lui une satisfaction, une espérance et un encouragement à continuer à "pousser".

Selon l'abbé Dion, l'ordination d'hommes mariés, n'est pas une demi-mesure, une sorte de tolérance, comme semblait le dire le Père Maertens, mais une solution qui répondrait à un besoin actuel de l'Eglise; elle favoriserait un ajustement mariages-sacerdoce.

Les femmes qui ont pris la parole au cours de la rencontre n'ont pas caché leur déception de voir que le synode se préoccupe si peu de la femme alors qu'il veut s'interroger sur l'identité du prêtre.

D'autres interventions ont souligné le fait que s'il y a une crise d'identité du prêtre, c'est parce que les gens ne savent pas quelle sorte de prêtres ils veulent.

On a aussi fait remarquer que, face à une baisse de la pratique sacramentelle, le prêtre aumônier se fait souvent demander ce qu'il fait de spécifique.

Si les discussions avaient pu se prolonger, c'est un débat sur les différences entre la religion et la foi qui se serait engagé, la

religion, semble-t-il étant nettement à la baisse, ainsi pas la foi.

OPERATION SYNODE INTERNATIONALE

Opération-Synode-Québec est une des quelques 40 filiales reliées à Opération - Synode - Internationale (Rome). Or, on sait que la "centrale" a violemment réagi à la suite du discours du pape avant l'ouverture du synode. A ce sujet, Opération - Synode - Québec a écrit à Opération - Synode - Internationale, pour lui faire connaître les communications qu'elle a présentées au public québécois et aussi pour lui faire la remarque suivante:

"Bon nombre de membres d'Opération - Synode - Québec regrettent qu'Opération - Synode - Internationale ait fait porter ses critiques sur des points qui nous apparaissent pour le moment du moins secondaires. C'est là, croyons-nous, favoriser plutôt le rejet, que l'accueil des propositions intéressantes, qu'une forte proportion du peuple de Dieu que nous voulons représenter pourrait formuler. Pour lui, en tout cas, c'est risquer de créer un obstacle à nos objectifs. Il ne s'agit pas, bien sûr, de ne pas se prononcer, bien au contraire, mais de vérifier si l'on frappe le clou, et l'attitude avec laquelle on le fait. La démocratie ne le demande-t-elle pas?"

"Favoriser un durcissement fait d'attitudes de contestation plus ou moins désespérées, et de mises en garde craintives venant de l'autorité, nous semble malsain et en définitive peu productif."

François Cloutier a commencé sa visite officielle en France

PARIS (AFP) — M. François Cloutier, ministre des Affaires culturelles du Québec, commence aujourd'hui une visite officielle en France au cours de laquelle il inaugurerait avec son homologue français, M. Jacques Duhamel, l'exposition "Borduas et les automatistes, Montréal 1942-1955".

Le ministre, qui est à Paris depuis deux jours en visite privée, s'est déjà entretenu avec diverses personnalités françaises. Mercredi, M. Cloutier donnera une conférence au Collège de France sur le thème "L'avenir de la langue française

au Québec". Vendredi, le ministre sera reçu par M. Joseph Fontanet, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population et il quittera la France le 9 octobre.

D'autre part, M. Pierre Bilecocoq, secrétaire d'Etat à l'Education nationale, quittera mercredi Paris pour Québec où il restera jusqu'au 9 octobre à l'invitation des autorités québécoises. M. Bilecocoq sera reçu par M. R. Bourassa, premier ministre du Québec, et aura des réunions de travail avec M. Guy Saint-Pierre, ministre de l'Education.

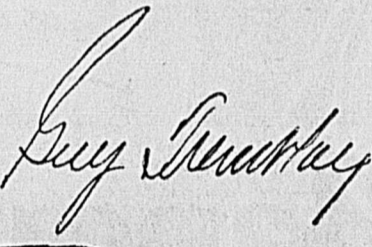
Vous ne pouvez sortir pour vous choisir du tapis


C'EST FACILE APPELEZ-MOI A 549-0466


J'IRAI VOUS LES MONTRER.

J'IRAI MEME VOUS DONNER UN ESTIME DU COUT DE LA SURFACE A COUVRIR.

SANS AUCUNE OBLIGATION DE VOTRE PART







CONCOURS 25^e ANNIVERSAIRE

LE SOLEIL DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN

LE SOLEIL

SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN

offre à ses lecteurs la chance de gagner

\$5,000

En certificats d'achats chez les marchands de leur choix annonçant régulièrement dans Le Soleil du Saguenay-Lac-Saint-Jean, (une liste des annonceurs à contrat sera fournie à chaque gagnant). Chaque semaine durant 10 semaines, du 20 septembre au 27 novembre 1971.

12 prix de 2500 2 prix de 500 1 prix de 1000

seront accordés, et les noms des gagnants seront publiés dans votre quotidien Le Soleil du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Tous les coupons (ou fac-similés) que vous aurez expédiés seront accumulés pour le

GRAND PRIX 25^e ANNIVERSAIRE

Un voyage à Miami

EN COLLABORATION AVEC

AIR CANADA

PLUS \$1000

POUR FRAIS DE SEJOUR

QUEBEC AIR TRANSPORTERA LES GAGNANTS GRATUITEMENT DE BAGOTVILLE A MONTREAL, ALLER-RETOUR.

Tous les jours vous recevrez 5 coupons de participation dans votre quotidien Le Soleil du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

TIRAGE LE VENDREDI DE CHAQUE SEMAINE.

Aucune preuve d'achat nécessaire. Vous pourrez également vous procurer des coupons de participation à nos bureaux de Chicoutimi, Jonquière et Alma.

Les employés du Soleil et les membres de leur famille ne sont pas éligibles.

NOM

ADRESSE

TEL:

Toutes les enveloppes contenant les coupons du concours doivent être adressées comme suit:

CONCOURS 25^e ANNIVERSAIRE,

C.P. 580,

CHICOUTIMI.

Un document gouvernemental contredit un haut fonctionnaire

Saint-Ferréol devait officiellement obtenir le golf du mont Sainte-Anne

Par Pierre BOULET

Un document provenant du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche démontre, hors de tout doute, que l'on avait officiellement choisi la municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges comme emplacement du terrain de golf du Mont Sainte-Anne.

Le document en question est une lettre, en date du 16 juin 1971, qu'a fait parvenir le sous-ministre du Tourisme, M. F.-A. Brown, au sous-ministre des Affaires municipales, M. Richard Beaulieu.

Le contenu de la lettre contredit clairement les propos tenus, dimanche soir, par un haut fonctionnaire du ministère du Tourisme. Ce dernier nous affirmait alors, que l'organisme gouvernemental n'avait encore pris aucune décision quant à l'emplacement du terrain de golf.

La lettre qu'envoyait le sous-ministre Brown à son homologue du ministère des Affaires municipales avait pour objet l'aménagement du mont Sainte-Anne et les travaux d'acqueduc et d'égouts municipaux de Saint-Ferréol-les-Neiges.

M. Brown explique à M. Beaulieu que le ministère des Affaires municipales devra aider financièrement et juridiquement la municipalité de Saint-Ferréol à réaliser l'implantation d'un réseau d'acqueduc et d'égouts susceptible d'entraîner une dépense de l'ordre de \$700,000.

A la page 3 de sa lettre, le sous-ministre du Tourisme ajoute: "Pour sa part, notre ministère serait prêt à intervenir de la façon suivante et à prendre à l'égard de la municipalité des engagements correspondants:

1-Redevances annuelles:
a) consommation en eau potable des installations du ministère.

Il s'agit de la consommation

des chalets du futur centre de ski, DES BATIMENTS ANNEXES DU FUTUR TERRAIN DE GOLF et du futur terrain de roulettes pour un coût de \$2,500."

Les termes de la lettre ne laissent donc planer aucun doute. Le 16 juin dernier, le sous-ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche faisait état du terrain de golf de Saint-Ferréol.

On est donc amené à se demander pourquoi un haut fonctionnaire du même ministère nous assurait, il y a deux jours, qu'aucune décision n'avait été prise quant à l'emplacement du terrain de golf... La lettre de M. Brown prouve bien le contraire.

Les citoyens de Saint-Ferréol se posent aussi des questions. "Pourquoi la machinerie était-elle rendue dans leur municipalité pour entreprendre les travaux d'implantation du golf et pour quelles raisons a-t-elle

été retirée, la semaine dernière?"

Le haut fonctionnaire à qui nous avons parlé déclare que c'est "parce que l'entrepreneur avait commencé les travaux avant de s'être vu octroyer le contrat".

Advenant la véracité de cette hypothèse, comment expliquer qu'un entrepreneur de la région de Montréal ait transporté sa machinerie jusqu'à Saint-Ferréol et qu'il ait entrepris des travaux d'aménagement sur un terrain bien précis, de sa propre initiative, sans s'être vu octroyer un contrat par le gouvernement?

C'est ce que se demandent le député de Montmorency, le conseil municipal et les contribuables de Saint-Ferréol.

C'est aussi ce qui leur fait dire que des "intérêts particuliers" ont poussé les dirigeants gouvernementaux à modifier leurs plans originaux.

Ultimatum de 2 jours lancé au gouvernement

(par P.B.) —Le maire de Saint-Ferréol-les-Neiges, M. Robert Paquet, a officiellement lancé un ultimatum de 48 heures au ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, Mme Claire Kirkland-Casgrain, hier, lui enjoignant d'expliquer clairement la position de son ministère quant à l'aménagement d'un terrain de golf dans le parc du mont Sainte-Anne.

Il ne reste donc qu'une journée au ministre pour répondre à la demande qu'a formulée le maire Paquet, par voie de télégramme. M. Paquet demande aussi à Mme Kirkland-Casgrain de recevoir les membres du conseil municipal de Saint-Ferréol, dès demain.

Advenant une réponse négative du ministre (et même une bascule de réponse), les citoyens de Saint-Ferréol passeront à l'action.

Comme première étape de cette action de contestation, le conseil municipal tiendra une assemblée publique d'information, le 11 octobre. A partir de cette date, on assistera à une escalade.

Qu'il suffise de rappeler les moyens de pression suggérés par le maire lui-même: occupation des bureaux du ministère du Tourisme et blocus des routes de la région du mont Sainte-Anne.



4 MODÈLES:
4 à 7 cv. - 4 vitesses avant, 1 arrière.
Déblaiement: 20 à 32 pouces
à partir de:
\$339.

DISTRIBUTEUR EXCLUSIF POUR LA PROVINCE DE QUÉBEC
(GRANDS SEULEMENTS)
MORIN ÉQUIPEMENT
98, route Parc Industriel, Longueuil - 2075, Brant, Québec 10

amenez-en des hivers comme l'an passé
Ariens OU RIEN

Ambassador 1972

Garantie par le "Programme de protection de l'acheteur" d'American Motors



Certains équipements illustrés sont offerts en supplément.

Voici nos deux grosses voitures pour 1972.

L'une est extrêmement luxueuse.

L'autre est extrêmement racée.

La luxueuse Ambassador.

Demandez la moins chère des

Ambassador et l'on vous montre une voiture de prix standard, construite avec un métier et un souci du détail qui la placent dans une catégorie à part. La moins chère des Ambassador possède, en équipement standard, ce qui caractérise la voiture de luxe: climatiseur d'air, transmission automatique, servo-freins, moteur V-8. Caractéristiques que vous aimez trouver sur

une grosse voiture. Faites l'essai d'une Ambassador SST ou de la Brougham, encore plus luxueuse. SST ou Brougham, vous avez le choix: toit rigide, sedan ou station-wagon.

Matador, la racée.

A l'intérieur, la Matador est spacieuse comme une voiture plus chère. Mais ses

dimensions extérieures ont été réduites pour en faire une voiture de la catégorie des intermédiaires par son prix. Comparez l'espace pour la tête, pour les jambes, pour s'asseoir et vous verrez qu'avec la Matador vous en avez pour votre argent. Au plan moteur, la Matador soutient la comparaison avec honneur: du six de 232 po. cu. (moteur standard) au V-8 de 401 po. cu. en passant par toute une gamme d'options. Le

Matador 1972

Garantie par le "Programme de protection de l'acheteur" d'American Motors



comportement de la Matador défie toute comparaison. La tenue de route de la Matador n'a pas son pareil dans les voitures intermédiaires et elle répond vite et bien, avec aisance et assurance.

Ambassador et Matador. Toutes deux garanties par le "Programme de Protection de l'acheteur" d'American Motors. Le programme qui vous assure: 1. la qualité totale de la fabrication. 2. l'intérêt réel du concessionnaire. 3. une garantie révolutionnaire de 12 mois ou 12,000 milles. 4. le prêt d'une voiture chez les concessionnaires participants. 5. l'attention immédiate d'American Motors (un numéro de téléphone direct à l'usine, à Brampton, en cas de besoin).

American Motors

PAVILLON RAMBLER INC.

2025 OUEST, BOUL. CHAREST, QUÉBEC — 681-4631

Alma J. MARTEL AUTO LTEE Route St-Bruno — 662-6667

Carleton EMILIE ALLARD LTEE 364-3181

Clermont LAJOIE & HUDON AUTOMOBILE LTEE 52, boul. Notre-Dame — 439-3966

Dolbeau AUTOMOBILE AUDET LTEE 806, 8e avenue — 276-3165

Edmundston THEO COUTURIER LTD. 391, rue St-François — 735-8888

Rivière Portneuf DESCHENES IRVING SERVICE ENR. 238-2693

St-Casimir GARAGE NORMAND-A. TESSIER R.R. No 1 — 339-2250

St-Damien BELLECHASSE AUTO PARTS ENR. 789-2108

St-Georges de Beauce GARAGE NOEL LESSARD INC. 5320, boul. Lacroix — 228-2410

St-Joseph de Beauce GARAGE ECONOMIE ENR. avenue du Palais — 397-5388

St-Pascal GARAGE HUDON & FRERE ENR. 492-3633 & 492-3634

St-Raphaël GARAGE JEAN-PAUL BEAULIEU 884-2847

Sept-Îles PROULX AUTOMOBILES INC. 498, avenue Noël — 962-9170

Trois-Pistoles GARAGE HENRI ROUSSEAU 680, rue Jean-Roux — 851-3842

Tessier indique que la formule des communautés urbaines sera abandonnée

Le ministère des Affaires municipales concentrera ses efforts sur les fusions

par André DESNOYERS
de notre bureau à Rimouski

En matière de regroupement municipal, le ministère des Affaires municipales concentrera, à l'avenir, ses efforts sur les fusions de municipalités et non plus sur la formation de communautés urbaines.

En fait, les recommandations du Livre blanc sur la réforme des structures municipales seront désormais oubliées, nous confiait hier le ministre Maurice Tessier.

Abandonnant la formule des communautés urbaines qu'il considère trop lourdes et non satisfaisantes, le ministre Tessier proposera plutôt à l'Assemblée nationale, vers le début de décembre, d'adopter des "amendements profonds" à la loi actuelle de la fusion volontaire (chapitre 56 des Statuts refondus de 1965).

Ces amendements porteront principalement sur des mesures

incitatives et des moyens de pression visant à accélérer le processus de fusion des municipalités.

M. Tessier espère que la fusion sera volontaire de la part des municipalités, mais la nouvelle loi permettra au ministre d'intervenir pour obliger le regroupement de certaines d'entre elles.

Cette nouvelle politique des Affaires municipales, à laquelle le ministre Maurice Tessier avait déjà fait allusion, vendredi dernier devant les membres de l'Union des municipalités, a été soumise à l'approbation du Conseil des ministres, samedi, à Québec.

Dans un mémoire présenté à ses collègues du Cabinet provincial, M. Tessier expliquait les raisons de son changement d'attitude. Trois points principaux ont incité le ministre des Affaires municipales à abandonner les projets de communautés urbaines qu'il défendait dans son livre blanc déposé en mars 1971.

M. Tessier s'est tout d'abord appuyé sur l'expérience des trois

communautés urbaines existant déjà depuis près de deux ans, à Québec, Montréal et dans l'Outaouais, retenant principalement, chez les deux premières, les nombreuses difficultés rencontrées.

Depuis le dépôt du livre blanc, le dialogue qui s'est établi ainsi que les réflexions, réactions et suggestions qui en ont découlé, ont également influencé les récentes décisions du ministre Tessier.

Celui-ci veut éviter qu'à l'avenir, des structures trop lourdes suscitent des conflits administratifs entre l'exécutif des communautés urbaines et les conseils municipaux concernés, et même entre les municipalités elles-mêmes.

"Plutôt que de développer un esprit de coopération, les communautés urbaines ont créé un esprit de rivalité", a commenté Me Tessier.

En deuxième lieu, le ministre a noté des augmentations de taxes à l'intérieur des communautés urbaines existantes, même

"si les contribuables sont déjà saturés d'impôt foncier". "Je ne crois pas que ces hausses de taxes soient justifiées par les améliorations de services constatées", a poursuivi le ministre des Affaires municipales.

Enfin, celui-ci ne croit pas souhaitable de créer, avec les communautés urbaines, un quatrième palier gouvernemental qui viendrait s'ajouter aux gouvernements municipaux, provinciaux et fédéral.

Alors qu'il précisait ces points de réflexion aux journalistes de Rimouski, hier, Me Maurice Tessier s'est toutefois refusé à définir plus complètement les détails des recommandations qu'il soumettra à l'Assemblée nationale d'ici deux mois, sous forme de projet de loi.

Les techniques d'incitation à la fusion de municipalités seront cependant expliquées par le ministre Maurice Tessier, vendredi soir, à Sainte-Adèle, alors qu'il prendra la parole au congrès de l'Union des conseils de comté.

Le Conseil national du bien-être:

Les services juridiques aux défavorisés doivent être aussi bons qu'aux fortunés

par Roger BELLEFEUILLE

Des services juridiques à l'intention des citoyens défavorisés devraient offrir à ces derniers, le même éventail de services, en qualité et en quantité, que ceux qui sont à la portée d'autres groupes plus fortunés de citoyens.

Telle est la principale conclusion d'une étude rendue publique aujourd'hui par le Conseil national du bien-être social, un organisme consultatif rattaché au ministre fédéral de la Santé et du Bien-être social.

On sait pertinemment que riches et pauvres ne sont pas égaux devant la loi. La Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale au Québec l'a démontré sans équivoque.

L'étude en question, qui constitue une analyse des services actuels d'assistance juridique aux économiquement faibles, porte en particulier sur la nécessité d'étendre les régimes subventionnés d'assistance judiciaire, les facteurs qui éloignent les pauvres de ces services, les pré-requis de base à l'établissement de régime adéquat et une revue des divers systèmes qui existent à l'heure actuelle dans les provinces canadiennes et à l'étranger.

UNE SPECIALISATION

Rappelons que le Conseil national du bien-être social expliquait, dans sa déclaration d'octobre 1970, jusqu'à quel point il était peu tenu compte, dans l'administration des programmes d'assistance sociale, des droits des personnes nécessiteuses, droits pourtant reconnus dans le Régime canadien d'assistance publique.

De son côté, une résolution adoptée au Congrès des pauvres, à Toronto, en janvier dernier, déplorait en ces termes, les lacunes des systèmes actuels d'assistance judiciaire:

"Le programme d'assistance judiciaire au Canada est un système mis sur pied par les avocats, au bénéfice des avocats, sans aucune considération pour le client — le pauvre.

"Nous rejetons donc le système traditionnel d'assistance judiciaire à cause de son indifférence et proposons l'élaboration de lois vigoureuses pour les pauvres. De plus, nous proposons que des cabinets d'avocats soient ouverts dans les quartiers défavorisés et mis à la disposition des pauvres".

Le document, à l'instar d'autres travaux du genre, insiste sur la nécessité que la profession légale — et par voie de conséquence, les écoles ou facultés de droit — établissent une spécialisation axée sur la défense du pauvre, et sur les lois édictées à leur intention, tout comme le Droit s'est déjà spécialisé dans certains domaines pour aider les riches, comme "le droit fiscal" et le "droit des corporations".

LE MEILLEUR DES DEUX

Le document ne propose pas la création tout d'un bloc d'un nouveau système d'assistance juridique. Il préconise plutôt la combinaison des meilleurs éléments des deux principaux systèmes qui existent de nos jours: l'assistance judiciaire traditionnelle, telle qu'on la retrouve au Québec et dans d'autres provinces canadiennes et les programmes de services juridiques collectifs tels qu'ils existent aux États-Unis depuis 1964.

Ces programmes s'insèrent dans l'Economic Opportunity Act, une législation qui vise la mobilisation de toutes les ressources locales dans un effort de lutte contre la pauvreté.

Il appert, cependant, que les services juridiques collectifs sont plus de cinq fois moins coûteux que l'assistance judiciaire, selon une étude comparative des coûts entre le régime qui existe en Ontario et la formule américaine.

Le régime ontarien le plus complet jusqu'ici au Canada, reviendrait en moyenne à quelque

\$288,00 par cause, et le programme américain à \$51.

COMPOSANTES

L'étude propose par ailleurs certains pré-requis que devrait comporter tout programme d'assistance juridique. Nous les résumons:

Subventionné: Pour être vraiment efficace, ce type de programme doit être subventionné, sinon, les personnes qui ne peuvent payer n'obtiendront tout simplement pas de services et elles dépendront de la générosité des avocats, formule, qui à l'échelle universelle, "n'a même pas réussi à commencer à répondre à la demande."

Accessibilité: Les services devraient être accessibles de deux façons: géographique et socialement, c'est-à-dire, créer un climat de confiance qui élimine les barrières psychologiques entre le requérant et l'avocat.

Diversité: L'éventail des services devrait correspondre à celui offert à la classe moyenne et aux entreprises commerciales. Ceci devrait tenir compte des éléments suivants: une approche préventive et éducative qui permettrait aux avocats d'éviter aux clients des problèmes qui découlent de transactions courantes, comme les écarts des ventes conditionnelles, la signature d'un

bail; un souci de créativité, c'est-à-dire mettre au point des moyens d'aider les pauvres à atteindre des objectifs visés: établissement de coopératives, rédaction de contrats - types, comités consultatifs pour mieux faire valoir les droits et besoins des pauvres en diverses matières, comme l'habitation, l'aide sociale; aider les individus à se former en groupe pour mieux défendre leurs intérêts; un service de représentation, comme par exemple à l'occasion de la soumission d'un mémoire à

un membre du Parlement, à une commission d'enquête ou à un comité parlementaire, comme la chose se pratique couramment de la part de divers organismes; que l'indépendance d'action de l'avocat oeuvrant au sein de tel service soit suffisamment protégée contre "les pressions de l'intérieur et de l'extérieur."

BILLOTS demandés
Pour informations,
842-8405
Loretteville

OCCASION UNIQUE

Complexe de 38 logements
Entièrement loués, comprenant des 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2 et 5 1/2 pièces, piscine, stationnement, balcon. Construction moderne, bon financement.
CLAUDE AMYOT
683-2103 656-6166
MORIN ET ASSOCIES
COURTIERS INC.

Deux villes seulement ont une assistance judiciaire organisée

(Par RB) — Il n'y a que les villes de Montréal et de Québec, dans notre province, qui ont une assistance judiciaire organisée.

Il est cependant possible, ajoute-t-on, d'obtenir des services, sur une base bénévole, un peu partout dans la province.

A ce sujet, rappelons, qu'ici même à Québec, une initiative d'avant-garde a vu le jour, dans le quartier Saint-Roch, au début de juin.

Cette clinique constitue d'ailleurs, avec le début de l'année universitaire, un endroit de stage pour les étudiants de la Faculté de droit.

Quelque 40 étudiants iront y

confronter la théorie avec la pratique, au cours de deux semestres et que ce stage aura une valeur de deux crédits académiques.

La clinique dont l'appellation officielle est "Service juridique universitaire, inc." est constituée en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies et constitue donc de ce fait une corporation privée sans but lucratif.

Elle est chancée par un conseil d'administration qui en plus d'avocats et d'étudiants compte quatre citoyens du milieu.

Un avocat y oeuvre à plein temps et la responsabilité du stage est sous la responsabilité de Me Raymond Boucher, de la Faculté de droit.

Springate affirme qu'il ne sera pas candidat au prochain scrutin

Frustré par son séjour à l'Assemblée nationale en tant que représentant du comté de Montréal - Ste-Anne, déçu du peu d'importance que l'on reconnaît aux députés d'arrière-banc au moment des prises de décisions, le député footballeur, George Springate, a annoncé qu'il ne se présenterait pas lors des prochaines élections.

A l'occasion d'une entrevue qu'il accordait à un journaliste d'un quotidien montréalais, l'avocat célibataire de 33 ans a prétendu qu'en janvier dernier, il avait été menacé par un ministre libéral de langue anglaise parce qu'il avait émis certaines opinions venant en contradiction avec celles du gouvernement sur les droits de la minorité anglophone du Québec.

Il a cependant rappelé que sa décision de ne pas se représenter aux élections avait été principalement motivée par la frustration constante qu'il ressentait depuis le début de son mandat.

"Les députés qui ne sont pas toujours en vedette n'ont absolument rien à dire", a-t-il dit, "tout se déroule sans eux... on ne les consulte jamais".

"On vous a fait venir là afin qu'il y ait quelqu'un pour voter et pour claquer son pupitre lorsqu'il y en a un qui dit quelque chose d'un peu brillant", a-t-il poursuivi. "Je ne suis pas l'homme qui aime perdre son temps".

Les menaces faites par le ministre ne sont qu'un des éléments qui l'ont persuadé de quitter la politique provinciale dès qu'il aura terminé son mandat.

Tout en refusant de nommer le ministre en question, M. Springate a dit que celui-ci était facilement reconnaissable. Selon lui, l'incident a pris naissance au moment où le ministre l'a fait venir à son bureau et lui a montré un dossier de six pages d'épais qu'on avait monté sur lui.

"Aucun homme n'aurait pu édifier seul un tel dossier", fait remarquer le député de Montréal-St-Anne. "Il a commencé à me lire des extraits de ce dossier en le feuilletant", rappelle M. Springate.

"Il m'a dit: Vous parlez contre nous ici, là... vous êtes une menace pour le parti... vous avez écrit cela dans le magazine Maclean, on a dit ça de vous dans le Times... vous m'avez attaqué personnellement..."

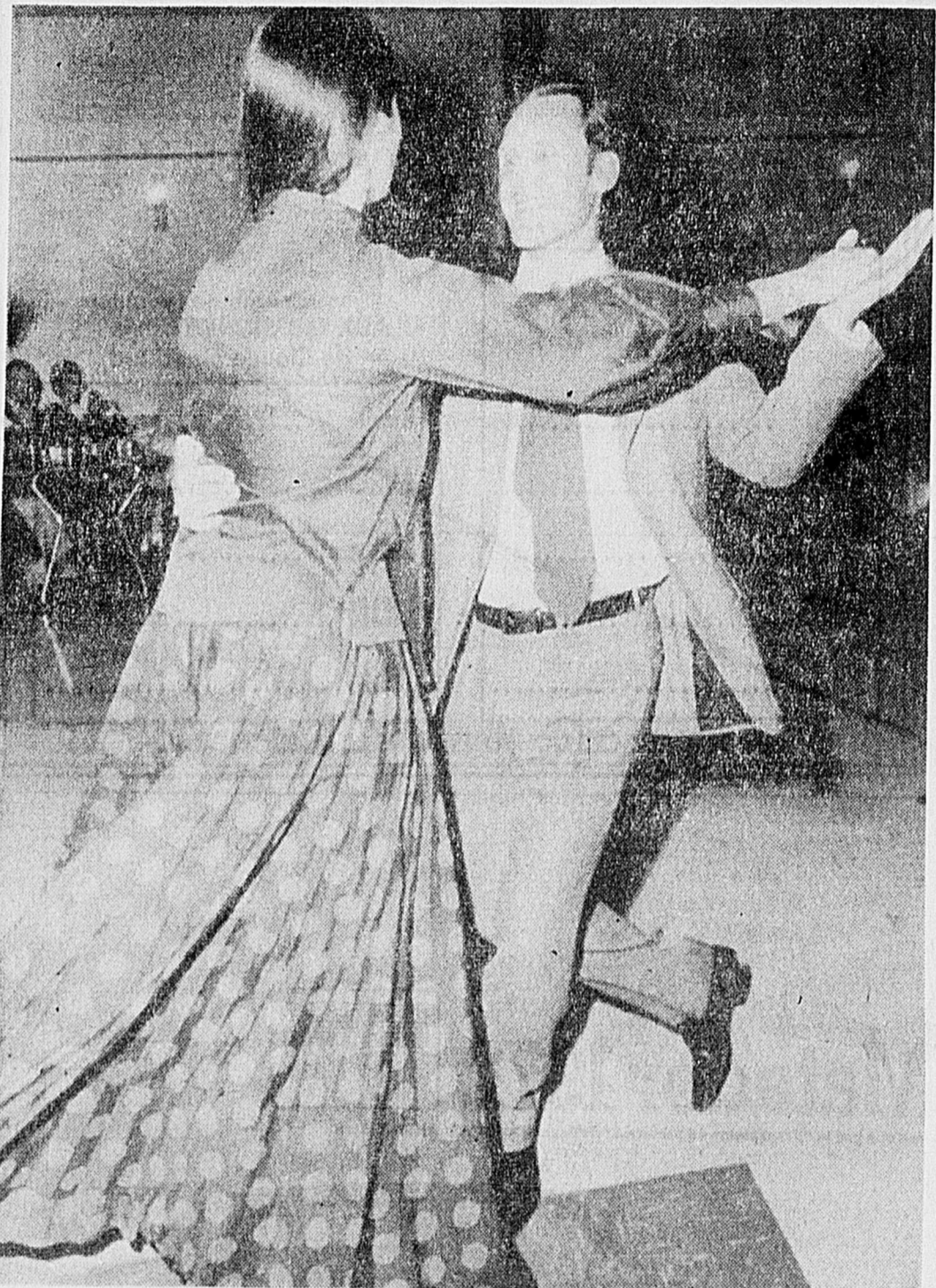
"C'était là une tactique de dissuasion", de continuer M. Springate, "il m'a menacé de rendre le dossier public. Je lui ai répondu qu'il pouvait dire ce qu'il voulait sur moi, que je n'avais rien à me reprocher, que je n'avais rien à cacher".

"Je ne sais pas si le ministre faisait cela de son propre chef ou si quelqu'un d'autre lui en avait donné la directive".

Après avoir expliqué qu'il entendait terminer son mandat à Québec, l'ancien footballeur des Alouettes a affirmé qu'il reconsidérerait la chose si lui demandait de se présenter au fédéral.

"Nous passons notre journée à l'Assemblée nationale à nous insulter réciproquement... et tout à coup on nous arrive avec un projet comme celui de l'autoroute est-ouest au sujet duquel je n'ai jamais été consulté alors qu'elle traverse mon quartier".

"En ce qui concerne les problèmes policiers par exemple, je suis celui à Québec qui a la meilleure expérience en ce domaine... et pourtant on ne m'a jamais approché pour connaître mon point de vue à ce sujet".



DU BON PIED — Stephen Lewis, chef du Nouveau parti démocratique de l'Ontario, continue sa campagne du bon pied en tournant quelque pas avec l'épouse de l'un de ses candidats, David Hughes. Mme Hughes,

dont l'époux brigue les suffrages dans la région de Thunder Bay, a annoncé qu'elle attendait son premier enfant.

(Téléphoto PC)

M. Choquette :

On peut douter que la loi des mesures de guerre ait été la bonne

MONTREAL (PC) — Le ministre québécois de la Justice, M. Jérôme Choquette, admet que, même si la loi des mesures de guerre a été d'une grande utilité lors de la crise d'octobre 1970, il ne demanderait pas qu'elle soit de nouveau appliquée.

"Il était absolument nécessaire de faire appel à une loi spéciale, en ces circonstances", a déclaré M. Choquette, lors d'une de l'anniversaire de l'enlèvement de M. James Cross, attaché commercial britannique à Montréal, le 5 octobre 1970.

"Mais on peut douter que cette loi ait été la bonne. Si nous nous trouvons de nouveau face à la même situation, je crois bien que je ne favoriserais pas tout à fait cette même solution."

La loi des mesures de guerre, mise en vigueur le 16 octobre 1970, à la demande des administrations québécoises et de la ville de Montréal, accorde les pleins pouvoirs à la police, qui peut effectuer des arrestations et des fouilles sans mandat. Plusieurs associations de citoyens l'ont vivement attaquée parce qu'elle faisait fi des droits civils.

"Il n'y a pas de doute que la société doit trouver certains moyens de défense", affirme M. Choquette.

"Maintenant, alors que toutes les émotions sont calmées, tous les gens songent aux droits fondamentaux de l'homme. Le pendule a pris la direction complètement opposée."

UN PEU TROP FORT

Dans l'interview accordée à un quotidien montréalais, le ministre de la Justice laisse entendre que la police a peut-être abusé dans la mise en pratique des pouvoirs que lui donnait la loi des mesures de guerre.

De plus, a-t-il souligné, le triste résultat des procès qui ont suivi les accusations portées dans le cadre de l'application de la loi lui ont démontré que les jurys étaient portés à reconnaître quelqu'un coupable, quand on pouvait lui attribuer des actes évidents, non pas seulement les déclarations.

Lorsqu'il jette un regard sur

les événements d'il y a un an, M. Choquette a dit qu'il n'était pas troublé outre mesure par les critiques continuelles à l'endroit du gouvernement sur sa façon de calmer la crise, provoquée par le Front de libération du Québec, qui avait enlevé MM. Cross et Pierre Laporte, ministre provincial du Travail.

Le lendemain de la mise en force de la loi des mesures de guerre, ce dernier devait être assassiné par strangulation.

Quant à M. Cross, il a été libéré par ses ravisseurs, le 3 décembre, après un marché conclu avec le gouvernement, qui a permis aux membres d'une cellule du FLQ d'être transportés par avion à Cuba, le lendemain.

"A ce moment-là, nous avons pris les décisions que nous jugeons bonnes pour répondre aux faits que nous connaissions," a dit le ministre.

UNE REELLE SEDITION

"Il était du devoir du gouvernement d'agir avec prudence, parce que l'activité terroriste devenait de plus en plus évidente et de plus en plus intense."

"Nous faisons face à une révolte qui paraissait relativement organisée. L'escalade dans les enlèvements semblaient faire partie d'un vaste plan, et leurs auteurs recevaient l'appui verbal de certains groupes."

M. Choquette a maintenu que la loi des mesures de guerre avait été utile, parce qu'elle avait permis d'appréhender certaines personnes reliées au monde criminel, et, croyez-moi, elle a porté fruit à d'autres points de vue."

Il ne serait toutefois pas en faveur d'une nouvelle application de cette loi.

"Mes relations avec la police m'ont enseigné qu'il existe une différence entre les textes juridiques, qui accordent certains pouvoirs qui d'après vous seront utilisés de manière judicieuse et avec retenue, et la mentalité des corps policiers."

"La police — et je me le blâme pas, car c'est leur travail — est souvent portée à aller un peu trop loin."

Le ministre de la Justice a rappelé qu'à la suite d'une série

d'arrestations en masse par la police, agissant selon les pouvoirs spéciaux accordés par la loi, "j'avais averti la police que je ne voulais plus de ces arrestations massives sans ma permission explicite."

UN DEFI UNIQUE

"C'est ainsi que je reçois de la police, un samedi soir à ma maison, une liste de 70 personnes qu'on voulait arrêter."

"Sur cette liste j'ai aperçu le nom d'un avocat que je connaissais assez bien, et qui avait particulièrement collaboré de façon active à la défense de contestataires politiques."

"Je le connaissais comme étant uniquement un avocat et une personne aux idées tout à fait pacifiques. J'ai répondu à la police d'éliminer leur liste au complet. Je leur ai expliqué que si cette liste avait été dressée de cette façon du début à la fin, elle n'avait pas de sens."

Bien que d'après M. Choquette, il n'y ait eu erreur lorsqu'on a porté des accusations selon la loi, il affirme qu'il a acquis une leçon des résultats plutôt décevants de ces causes lorsqu'elles ont été portées devant les tribunaux.

En août, le ministre a suspendu les procédures contre environ 40 personnes, qui devaient toujours répondre de telles accusations.

Un défi unique

"A mon point de vue, les jurys ne veulent pas reconnaître un prévenu coupable pour ce qu'il a pu dire, à moins qu'il ait posé un geste évident. C'est à cette conclusion que j'en suis venu et dont je me souviendrai, à l'avenir, lorsqu'il faudra porter des accusations."

Le ministre, qui est âgé de 43 ans, a noté que la crise de l'an dernier avait été pour lui un défi d'envergure.

"Je me voyais soudainement chargé de tant de nouvelles responsabilités, et il s'agissait d'un travail tout à fait imprévu."

"Je devais jouer la partie selon de nouvelles règles, relever un défi dont jamais personne auparavant n'avait fait l'expérience."

Une fausse bombe signée "FLQ" est retrouvée au complexe "G"

par Jos-L. HARDY

L'escouade de sécurité de Québec a institué des recherches à la suite de la découverte, sous-sol de la tour du complexe "G" de la cité parlementaire, d'une pseudo-bombe consistant d'un vieux cadran, de deux chandeliers, d'un détonateur et d'une mèche d'allumage. Une note trouvée avec ce cadran, la cellule R.S. reconnaît au nom du FLQ, la signature du colonel.

Les agents de la brigade de sécurité se demandaient, hier après-midi, si c'était la l'oeuvre de farces ou de militants du FLQ, la première fois que la SQ se serait mise au fait de l'existence de la cellule R.S., à Québec.

Les colères de deux faibles filles d'Eve les mènent devant Dame Justice

Il n'y a rien de plus terrible que la colère d'une femme exaspérée. Lorsque ses robes ne sont pas appréciées ou lorsque l'on tente de lui enlever son amant.

Voici deux exemples de ce qui est passé, hier, en Cour des sessions de la paix, à Québec:

1-Agée de 33 ans, aussi large que haute, une dame a été condamnée à \$50 d'amende pour avoir causé des lésions corporelles à deux costauds agents de la Sûreté du Québec alors que ces derniers venaient arrêter son amant, à Stoneham.

2-Une femme de Giffard qui venait d'essuyer les reproches de son époux parce qu'elle avait acheté deux robes trop dispendieuses à son goût, a décidé de lui faire une leçon en mettant le feu aux robes et en les laissant choir sur la moquette du salon.

Dans le premier cas, un garagiste de Notre-Dame-des-Laurentides n'a pas aimé du tout que sa concubine embrasse un autre homme. Il le fit savoir de façon non équivoque en flanquant une raclette à son concurrent et en brisant une distributrice automatique de liqueurs douces, causant ainsi des dommages de l'ordre de \$25.

La raclette a résulté du fait que son concurrent lui avait versé une bouteille d'huile sur la tête. L'accusé admit sa culpabilité à de simples voies de fait sur la personne de son concurrent et écopa d'une amende de \$50. Quant à l'accusation de méfaits, il nia sa culpabilité et fut libéré sous un cautionnement personnel de \$100 en attendant son procès le 15 décembre.

Avant quitté son travail et se dirigeant vers Stoneham, il fut interpellé par deux agents de la paix et pour avoir entravé leur

Deux comptables de l'I.-P.-E. recherchés pour le vol de plus de \$400,000 se sont rendus à la police

SUMMERSIDE, I.-P.-E. — (PC) — Recherchés depuis le 9 septembre pour le vol de \$414,000 commis à la succursale de la Banque Canadienne Impériale de Commerce, de Summerside, dans l'Ile-du-Prince-Édouard, Archibald MacLeod, 28 ans, et William MacDonald, 29 ans, se sont rendus à la police lundi matin à 9h.

Ainsi prend fin une dramatique chasse à l'homme menée depuis trois semaines par la Gendarmerie canadienne, le FBI américain et l'Interpol, organisme international de la police. Les deux suspects sont rentrés en fin de semaine à l'Ile-du-Prince-Édouard en provenance d'une ville des États-Unis qui n'a pas été précisée.

Leur avocat, Me Charles McQuaid, de Charlottetown, a déclaré que la police ignorait tout de leur retour jusqu'au moment de leur reddition. Le plus gros de la somme volée a été récupéré par les autorités.

MacDonald, chef comptable de la succursale et MacLeod, son adjoint, ont été libérés sous cautionnement de \$10,000 chacun. Ils comparaitront en justice la semaine prochaine.

SANS PRÉCÉDENT

Aux dires de la police, c'est le plus important vol jamais commis à l'Ile-du-Prince-Édouard. Un porte-parole de la banque a confirmé que le gros de la somme avait été récupéré, mais il s'est refusé à fournir des détails.

L'avocat, lui, a précisé que l'argent avait été renvoyé la semaine dernière par la poste et, selon les informations dont il dispose, la plus grande partie a été récupérée.

Dans la boîte à chaussures, les policiers ont trouvé un papier blanc sur lequel était écrit, en lettres moulées, la note suivante:

"Cellule R.S.: Avec les compliments du FLQ! Ce sera pour la prochaine fois. On ne manquera pas notre coup!"

La pseudo-bombe a été trouvée dans un coin reculé des garages du complexe. La découverte a été faite peu de temps après qu'une trentaine d'agents de la Sûreté du Québec eurent été alertés au sous-sol de l'immeuble de 32 étages. Sur place, la boîte a été ouverte avec précaution par des spécialistes de l'escouade de sécurité. Le vieux cadran était en mouvement

travail, il fut condamné à \$50 d'amende. De plus, il était accusé du vol d'une chaînette en or que portait son concurrent au cou. Il a déclaré qu'il n'avait aucunement l'intention de commettre le vol, mais qu'il avait trouvé la chaînette sur le parking de la station - service et qu'il voulait la remettre lui-même à la police parce qu'il ne voulait pas se faire tuer.

Explications insuffisantes, les policiers décidèrent de l'appréhender. Sa concubine ne fit ni un ni deux et sauta sur les deux policiers, leur flanquant un coup de poing au visage. Elle fut condamnée à \$50 d'amende pour avoir protégé celui qui l'accusait de l'avoir presque triché peu de temps auparavant.

Et lui n'est pas "encore sorti du bois" puisqu'il devra subir son procès le 15 décembre sous l'accusation de vol.

L'INCENDIAIRE

L'épouse d'un commerçant de Giffard subit son enquête préliminaire devant le juge Yvon Siros sous l'accusation de crime d'incendie. Le 14 août, son époux lui reprocha d'avoir acheté deux robes trop dispendieuses. Comme toute solution, elle décida de se défaire des robes en les brûlant... sur le tapis du salon.

A un certain moment, l'époux monta à l'étage et vit la fumée qui sortait de la cuisine. Il appela à l'aide un de ses employés et tous deux réussirent à éteindre les flammes. Pendant tout ce temps, la femme était assise dans le salon et se souciait peu des flammes et de la fumée.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

Pompiers et policiers arrivèrent sur les lieux (les policiers y étaient allés durant la nuit à cause d'une dispute entre les conjoints). La femme déclara qu'elle recommencerait dès qu'elle le pourrait.

La région du futur aéroport de Montréal fait l'objet d'études géoscientifiques

Le nouvel aéroport international de Montréal (NAIM) sera édifié sous le signe du modernisme et du progrès scientifique. Jamais auparavant, futur aéroport n'a fait l'objet d'une planification générale aussi intense en vue du développement régional.

Cette gigantesque entreprise requiert donc la participation de plusieurs ministères fédéraux, de divers ministères provinciaux du Québec et des autorités locales et régionales.

L'équipe scientifique a comme pied-à-terre trois maisons dans Sainte-Scholastique: l'une servant de bureaux généraux et de laboratoire, l'autre abritant les installations de l'équipe de séismologie et la troisième logeant une cafétéria.

Commencées en mars 1971, les études géoscientifiques durent environ 30 mois dans cette région argileuse qui constituait, il y a de ça plusieurs milliers d'années, le lit de la mer de Champlain. Elles portent principalement sur l'établissement du système de codification des données, la cartographie de la roche en place et de la géologie des dépôts meubles, les sources de matériaux de construction et

les couches géologiques aquifères (qui contiennent de l'eau). La seconde phase de l'étude (de 12 à 15 mois) sera orientée vers la production de cartes du potentiel agricole et forestier, des zones de dangers naturels, de capacité d'évacuation des déchets, du taux d'érosion... etc.

Les renseignements de base ainsi obtenus constitueront une source d'information sans égal sur les matériaux géologiques et les processus qui sont actifs dans ce milieu. Un tel centre de données rendra d'incommensurables services aux aménagistes, ingénieurs, architectes, urbanistes et autres, désireux de produire des plans d'aménagement basés sur les données relatives aux sources de matériaux de construction, à la localisation des dangers naturels (glissements de terrains, ravinement, inondations, etc.), aux possibilités d'utilisation des nappes d'eau souterraines, aux sites d'entreposage et aux modalités d'évacuation des déchets liquides et solides, au potentiel agricole et forestier du sol ainsi qu'aux possibilités de construction d'oeuvres de génie civil.

Couvrant une superficie d'environ 530 milles carrés, la région étudiée s'étend autour du futur aéroport, de Lachute jusqu'à Saint-Jérôme et New Glasgow au nord et de Saint-André-Est à Terrebonne au sud; la limite méridionale est marquée par la rive nord du lac des Deux-Montagnes et la rivière des Mille-Iles.

Dans certaines zones, comme

la zone prioritaire no 1 formée de la région adjacente au futur aéroport, les forages sont effectués à des intervalles d'un mille et dans toutes les directions, à des endroits bien précis et déterminés à l'avance. Les résultats sont enfin avalés par des ordinateurs qui procèdent au

dressage automatique de cartes à l'aide du procédé SYMAP.

Au fur et à mesure que l'étude progresse, l'information est mise à jour et devient accessible aux personnes intéressées tout en permettant un aménagement plus rationnel du territoire.

Substance exclusive rétracte les hémorroïdes apaise la démangeaison

Une substance cicatrisante exclusive provoque la rétraction des hémorroïdes et la cicatrisation des tissus.

Un grand institut de recherche vient de mettre au point une substance cicatrisante sans pareille pour la rétraction des hémorroïdes, le soulagement de la démangeaison et la cicatrisation des tissus.

L'une après l'autre, les histoires de cas d'hémorroïdes ont rapporté "une amélioration évidente". On a pu observer un soulagement rapide de la douleur, une rétraction notable des hémorroïdes. Mieux encore, ce soulagement s'est maintenu durant plusieurs mois.

Cette substance dont les résultats sont si merveilleux se nomme la Bio-Dyne; elle a pour effet de hâter la cicatrisation des cellules atteintes et de stimuler la

croissance des tissus nouveaux. La Bio-Dyne est offerte soit en onguent, soit en suppositoires, sous le nom de Préparation H.

En plus d'aider les hémorroïdes à se rétracter, la Préparation H agit comme lubrifiant et rend l'élimination moins douloureuse. Enfin, elle diminue les risques d'infection, l'une des causes communes d'hémorroïdes.

Demandez à votre pharmacien la Préparation H sous forme de suppositoires ou d'onguent (avec accessoire spécial). Satisfaction ou remboursement.

Préparation H

LOCAL COMMERCIAL A LOUER

- Situé coin de rues, principale artère commerciale à Chicoutimi.
- A 500 pieds d'une autogare de 350 places.
- Environ 4,000 pieds carrés de plancher, sur 2 planchers.
- Divisions de bureaux modernes, avec tapis.
- Salle de conférence avec tapis.
- Eclairage neuf.

POUR INFORMATIONS S'ADRESSER A:
CASIER 580
CHICOUTIMI, P.Q. TEL.: 549-1922
a/s JEAN-CLAUDE GERVAIS.

Tout en fêtant le

3e Anniversaire de PLACE du SAGUENAY

Tentez votre chance de **GAGNER**
Un VOYAGE à MIAMI par...

AIR CANADA

J'AIMERAIS GAGNER CE VOYAGE!

NOM:
ADRESSE:
VILLE:
TEL.:

J'aimerais également participer AUX ÉMISSIONS TÉLÉVISÉES de Claude Blanchard

NOM:
ADRESSE:
VILLE:
TEL.:

DEPOSEZ CES COUPONS DANS LE MAIL CENTRAL.

J'ai mes Obligations d'Épargne du Canada

7.19% RENDEMENT ANNUEL MOYEN À L'ÉCHÉANCE

Vous aussi, achetez-en dès aujourd'hui. Il y a tant de bonnes raisons pour s'en procurer! C'est un placement sûr et rentable qui vous permet d'envisager l'avenir avec le sourire.

Faciles à acheter! Vous pouvez en acheter de \$50 à \$50,000, au comptant ou par versements, à votre travail, auprès de votre banque, caisse populaire, société de fiducie ou chez votre courtier.

De l'argent instantané! Vous pouvez encaisser vos obligations en tout temps, à leur pleine valeur nominale plus l'intérêt couru.

Elles sont en or! Les nouvelles Obligations d'Épargne du Canada ont un rendement annuel moyen à l'échéance de 7.19%.

Chaque obligation de \$100 vous rapporte \$5.75 d'intérêt la première année, \$6.75 la deuxième, \$7.50 chacune des cinq années suivantes et \$7.75 chacune des deux dernières années. Mais en plus, vous pouvez gagner de l'intérêt sur l'intérêt et ainsi, à l'échéance, vous obtiendrez \$187.00 pour chaque obligation de \$100.00!

Les Obligations d'Épargne du Canada... un moyen en or pour faire fructifier vos économies. Des centaines de milliers de Canadiens en ont déjà.

...et vous?

Avec un octroi de \$50,000, la Petite Bastille a hébergé 45,000 jeunes l'été dernier

par Monique BRUNELLE

La Petite Bastille veut amorcer des services de dépannage pour les jeunes, avec l'aide des gouvernements, aussi, animateurs et bénévoles de l'été dernier, tous bénévoles pour le moment, attendent-ils avec espoir le "oui" du provincial pour l'usage de l'ancienne prison des Plaines, afin de maintenir la Petite Bastille ouverte durant l'hiver, et un octroi de \$54,000 du fédéral, pour y établir un service d'accueil aux jeunes, migrants et drop out.

Loin de vouloir monopoliser le secteur jeunesse, les promoteurs de la Petite Bastille favorisent le groupement et la coordination des structures d'accueil existant déjà à Québec et à leurs yeux, l'auberge n'est qu'un des services que peut développer la corporation de la Petite Bastille, expliquait hier Michel Lamontagne, membre de la corporation, lors d'une conférence de presse.

Avec un octroi de \$50,000 la Petite Bastille a hébergé 45,000 jeunes cet été, à raison d'environ 500 par soir, ce qui serait un record dans le réseau des auberges de la jeunesse du pays.

L'aide est alors venue du Secrétariat d'Etat, division des auberges, au gouvernement fédéral, et du côté du gouvernement du Québec, du Haut-Commissariat aux loisirs, aux sports et à la jeunesse, et du ministère des Travaux publics. La ville de Québec donne son appui total à la Petite Bastille; elle aimerait s'installer au conseil d'administration, mais voudrait se retirer de l'affaire, au point de vue financier.

Tout se décide actuellement entre le fédéral et le provincial, alors qu'on a demandé un octroi d'opération de \$54,000 au premier, et au second les locaux à la prison, ce qui signifie des travaux d'environ \$70,000 pour la réfection du système de chauffage et l'amélioration des

conditions sanitaires; le travail pourrait être fait en grande partie par les jeunes eux-mêmes.

ACTION DE PANACHE

Cet été, 10 animateurs rémunérés et 25 volontaires ont assuré la survie de la Petite Bastille; il ne s'agit pas pour eux d'une question d'argent, mais de faire vivre l'auberge. Des 45,000 jeunes qui y ont passé, une vingtaine sont restés; "déjà dépannés, ils peuvent aider à dépanner les autres", a dit l'un d'eux, Gaëtan Beaudet, volontaire permanent.

Actuellement, les foyers d'accueil à Québec n'offrent que 102 lits au total: la Maison Kinsmen, 18; Migration 495, 14; et l'Oeuvre Notre-Dame du Bon Conseil, 70. Ce dernier est payant et les autres gratuits. Durant l'hiver, la Petite Bastille pourrait accueillir 125 à 150 jeunes.

Il n'existe aucun centre d'assistance jeunesse à Québec et la corporation dit qu'un "service d'aide à la jeunesse migrante, dans une double optique d'hébergement et d'information-orientation, devient une priorité" dans un dossier présentant l'analyse de la structure d'accueil pour les jeunes à Québec. Une consultation faite auprès des organismes existants indique que les besoins des jeunes sont nombreux en hiver et sont de deux ordres: physique (hébergement) et psycho-social. "A titre d'individu, le migrant a besoin d'un gîte et d'un emploi; comme citoyen il a besoin d'information, d'orientation et d'assistance et en tant qu'être social, de participer à la vie de la collectivité. De son côté, le jeune drop out est à la recherche d'expériences nouvelles, physiques et spirituelles, de

gens et de modes de vie différents du sien. Il a aussi besoin d'un gîte, et souvent de soins médicaux, parce que mal alimenté. Il est aussi susceptible d'être usager des drogues; son refus de s'intégrer et la mal-adaptation des services officiels perpétuent le manque d'information à ce niveau et contribuent à rendre inefficaces les luttes entreprises à ce jour... Nous croyons que par une certaine forme d'apprentissage au travail, le marginal peut devenir un collaborateur positif à la société", dit l'étude qui a été faite pour présenter le nouveau projet de la Petite Bastille aux gouvernements.

UN AGENT DE TRANSFORMATION

"Nous nous fixons comme objectifs, non seulement de répondre aux besoins primaires de la jeunesse, mais de devenir aussi un agent de transformation capable de développer toute l'énergie positive d'une jeunesse qui ne demande qu'à s'assainir", explique le rapport en soulignant que les formes d'aide seront au niveau du dépannage pour le gîte, le couvert, les vêtements et l'aide médicale; la participation par l'apprentissage dans divers ateliers, et l'orientation - informateur.

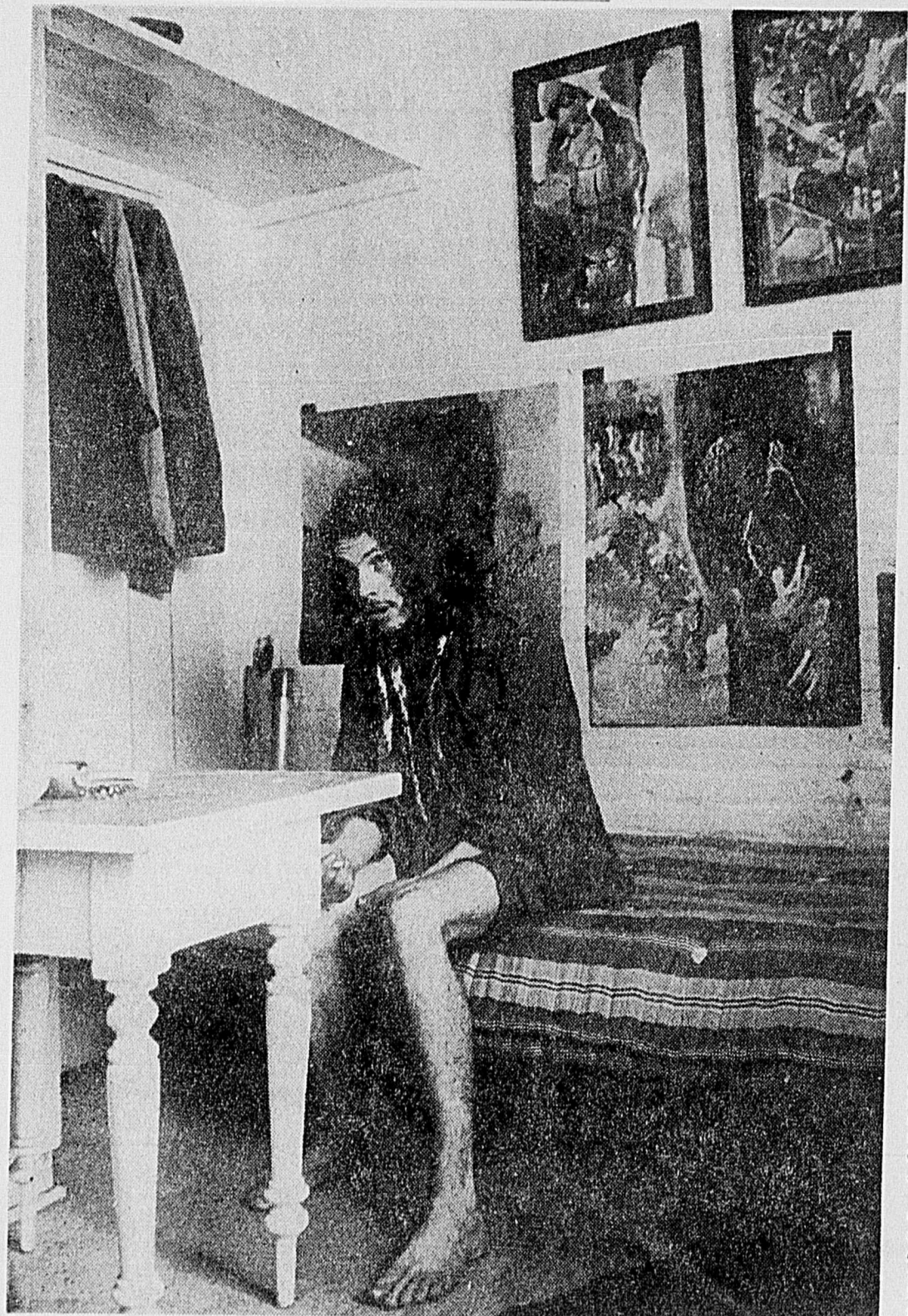
"Le besoin mène notre action", dit plus simplement Denis Levasseur, animateur, "le pilier" de la Petite Bastille, comme le présentent ses collègues. Durant une longue conversation avec le journaliste, au cours d'un dîner communautaire où l'on porte un toast à la Petite Bastille avec un verre de lait, Denis parle de ce qui se passe au cœur de l'auberge des Plaines.

De jeunes itinérants s'y tentent, découvrent une équipe restant. Comme on y a l'homme, ils se mettent à vailler au mieux - être, mun, non pour de l'argent, pour collaborer à une entreprise, à laquelle ils croient. Un prend la comptabilité, l'autre administre le service d'accueil, chacun se trouvant pour agir, prouve qu'il peut être plus sur une échelle de plus d'heures par jour que gens payés pour travailler.

Les futurs services qu'offrirait la Petite Bastille seront une réalisation du même qui ne s'appuie pas sur une valeur ancienne, mais sur les mêmes valeurs, dans un dre nouveau.

Des quelque 4,000 Québécois qui visitaient dimanche la Petite Bastille plusieurs ont senti un nouveau qui balait murs de l'ancienne prison en faire une maison d'accueil la jeunesse d'aujourd'hui, expositions et boutiques pertront à d'autres de voir et acheter les objets d'artisanat fabriqueront les jeunes dans différents ateliers.

Encore mal connue à Québec la Petite Bastille a eu cette clientèle qui effrayait des gens du quartier. "Nous nous préoccupons d'avancer nos relations avec le voisinage pour qu'ils apprennent nous connaître vraiment", Denis. Quant à ceux qui signent une pétition contre le bruit des motards, des parents qui habitent la Petite Bastille leur répondent: "seulement pas, nous aussi?"



A LA PETITE BASTILLE, le dépannage des jeunes par les jeunes.

L'Allier songe à aider les radio-amateurs

par Yves JARRETIE

Au niveau du ministère des communications, nous ne sommes pas indifférents au domaine de la radio-amateur. Nous verrons dans l'avenir de quelle façon les efforts déployés pourront recevoir l'aide nécessaire à les encourager.

Voici, en substance, l'une des phrases prononcées, hier soir, par M. Jean-Paul L'Allier, ministre des Communications, lors de l'ouverture officielle, à Québec, de la Semaine provinciale de la radio-amateur.

M. L'Allier a souligné le fait que l'on peut, au Québec, être fier de nos radio-amateurs qui, non seulement fournissent souvent une aide précieuse dans différentes occasions, mais qui, également, se tiennent au diapason par rapport aux associations étrangères oeuvrant dans le même domaine.

"La radio-amateur, un hobby pour tous", est le thème développé cette année par l'association provinciale.

Rappelons que 2,200 amateurs pratiquent ce loisir dans la province et que sur ce total, on compte 70 femmes. Les membres du club sont au nombre de 1,300 dont 117 dans la ville même de Québec. Cette année, RAOQI, autrement dit le club de Québec, fête son vingtième anniversaire.

Enfin, pour rester dans les chiffres, le Canada regroupe environ 12,000 amateurs; on estime à un demi million le nombre de radio-amateurs disséminés dans le monde; sur ce total, les

trois-quarts se trouvent aux Etats-Unis.

Le but de cette semaine provinciale de la radio-amateur? Sensibiliser le public aux communications entre les radio-amateurs; "il s'agit en fait de démontrer que la radio-amateur n'est pas passe-temps réservé à un groupe d'achemistes en vase clos, mais plutôt que c'est un hobby qui peut être intéressant pour des gens ayant des intérêts variés: technique, service public, géographie, divertissement à la fois culturel et délassant".

Durant la semaine en cours, plusieurs événements d'intérêt auront lieu.

Soulignons entre autres la journée consacrée à la femme radio-amateur, soit le 7 octobre, journée consacrée aux 70 femmes amateurs du Québec, en attendant les nouvelles recrues qui ne tarderont certainement pas à venir "papoter" sur les ondes; ceci dit sans malice, puisque les hommes ne se privent de ce plaisir de converser avec un interlocuteur se trouvant souvent à des milliers de milles - l'un d'entre eux a même avoué avoir entretenu une conversation durant quatre heures!!!

Le 8 octobre, journée de l'information, des démonstrations auront lieu dans plusieurs villes de la province, dans les endroits publics, plus particulièrement les centres d'achat.

Enfin, le 9 octobre, un rallye automobile, sous l'appellation de QSO - NAVEX rassemblera tous les amateurs possédant de l'équipement radio dans leur automobile.

Connue pour le lancement de "Inspiration et Succès"

La firme montréalaise ISI Research condamnée à quatorze amendes de \$100

par René LAGACE et Jean-Claude RIVARD

La firme montréalaise ISI Research, particulièrement connue pour avoir lancé Inspiration et Succès, dans la région de Québec, a été condamnée à des amendes totalisant \$1400, par le juge Cyrille Potvin, de la Cour des sessions de la paix.

Le juge Potvin qui a entendu la cause au cours du mois d'avril, en est venu à la conclusion que la compagnie s'est rendue coupable de 14 effractions aux lois québécoises régissant l'enseignement privé.

En d'autres mots, le juge en est venu à la conclusion que 14 des 16 plaintes portées contre la compagnie, à l'effet qu'elle aurait fait signer des contrats et qu'elle aurait dispensé des cours sans permis, sont fondées.

La compagnie a été condamnée à \$100, pour chacune des accusations dont elle a été trouvée coupable.

Au cours du procès, diverses personnes habitant plus spécialement la Côte de Beaupré, sont venues raconter à la Cour qu'elles ont personnellement signé des contrats pour acheter un cours de ISI Research.

Pour toucher des revenus appréciables, ceux-ci devaient à leur tour engager d'autres personnes à suivre ces cours. Certains empruntèrent leur \$1,500, soit de la banque, soit de compagnies de finance. Mais il y eut un revirement soudain, ont déclaré des témoins, lorsque "Le Soleil" publia une mise en garde concernant la formule d'Inspiration - Succès.

Ces premiers clients ont raconté qu'ils furent d'abord convoqués à une assemblée dans une hôtellerie de Québec; ils assistèrent à une séance de projections de films et de diapositives tendant à leur prouver qu'il leur était possible d'envisager un sort meilleur, en investissant.

Les "cours", ont raconté les témoins, comportaient des leçons de psychologie de la vente; on y apprenait qu'en recrutant un certain nombre de nouveaux contractants pour l'achat de ces cours, ils pourraient presque immédiatement se faire rembourser l'argent qu'ils avaient personnellement engagé et qu'ils pourraient entrevoir, grâce à la loi de la pyramide, des bénéfices avantageux pour les semaines à venir.

Les gens sont venus raconter qu'à plusieurs assemblées, ils ont été témoins de la signature de contrats par de nouveaux adhérents.

DES INCIDENTS

Plusieurs incidents ont marqué, à un moment ou l'autre, le déroulement de ce procès.

D'abord, l'avocat de la compagnie, Me Louis-René Maranda, de Montréal, logea en Cour supérieure, une action déclaratoire pour que le procureur spé-

cial du ministère de la Justice, Me Michel Saint-Hilaire, soit remplacé par un autre procureur. Cette cause est encore latente... Sur les entrefaites, Me Saint-Hilaire présenta sa démission mais le ministère de la Justice refusa de l'accepter, ce qui fut inscrit d'ailleurs, au procès-verbal du procès.

Le 23 avril le procès commençait, en l'absence du procureur de la compagnie. Le juge ordonna qu'il en soit ainsi étant donné que l'avocat était formellement prévenu du fait que le procès aurait lieu à cette date.

ET LES JOURNALISTES

Les journalistes n'ont pas été oubliés, au cours du procès, mais pour le mieux, cette fois...

A quelques reprises, on a loué la clairvoyance de journalistes qui ont assisté à une conférence de presse annonçant le lancement d'Inspiration - Succès, au cours d'une réception où la boisson aurait généreusement coulé...

Tant de générosité aurait piqué la méfiance de certains journalistes... Dans des écrits subséquents, ces derniers auraient communiqué leur méfiance au public.

DES POURSUITES CIVILES

Plusieurs contractants de la compagnie ISI Research songeraient à loger des actions en cassation de contrat pour se faire rembourser les sommes qu'ils ont versées à la compagnie, devant les tribunaux de juridiction civile.

Incidentement, Me Clément Richard avait été mandaté, en mai dernier, pour mettre la compagnie en demeure de rembourser l'argent investi par un groupe d'une dizaine de mineurs. Il n'a pas été possible de rejoindre Me Richard pour savoir à quel stade en sont les procédures à ce sujet.

Une nouvelle crème plastique pour les dentiers

Pour la première fois, la science offre une crème adhésive plastique pour aider à tenir en place les dentiers adaptés à la gencive supérieure ou inférieure - mieux que jamais! Elle forme une membrane élastique qui aide à tenir les dentiers plus fermement pendant des heures! Cette découverte unique, c'est la crème adhésive pour dentiers FIXODENT™...

La crème FIXODENT non seulement fait tenir les dentiers plus fermement - elle vous assure aussi un plus grand confort. Elle est si souple que vous pouvez mordre avec plus de force, mieux mâcher les aliments et manger de façon plus naturelle. Les dentiers n'ont jamais été aussi faciles à porter qu'avec FIXODENT. Faites un essai!

Ils vous minouchent!

Kayser a réinventé les bas-culotte. Câlins, parfois même câjoleurs, les tout nouveaux DUOMAILLE* font "patte de velours" et vous minouchent! Ils caressent vos jambes, à fleur de peau. Uniformément, sans un pli. Sans un changement dans le tricot. C'est le nu jusqu'à la taille! Couleurs chatoyantes! DUOMAILLE*, les bas-culotte minouchants! Essayez-les! Transparents ou opaques DUOMAILLE*.

*KAYSER
DUOMAILLE \$1.79



Style # 2105, transparent, dans toutes les couleurs à la mode. 179 LA PAIRE

Profitez de nos facilités de crédit, chargez-le. Cherchez le p'tit minou chez

Woolworth

RUE RACINE — CHICOUTIMI

SIMPSON-SEARS

PORTRAIT 8 x 10 POUCES EN COULEURS "IMPERIAL"!

POUR 5 JOURS SEULEMENT

Sautez sur l'occasion... pour avoir à prix d'aubaine un ravissant portrait de votre enfant! Visant à une parfaite fidélité des traits et des couleurs, jusqu'à leurs nuances les plus subtiles, nous utilisons le film Ektacolor "professionnel" de EASTMAN et un équipement de haute qualité! Nous atteignons ainsi à un réalisme surprenant! Faites-nous confiance une fois... et vous recommencerez...

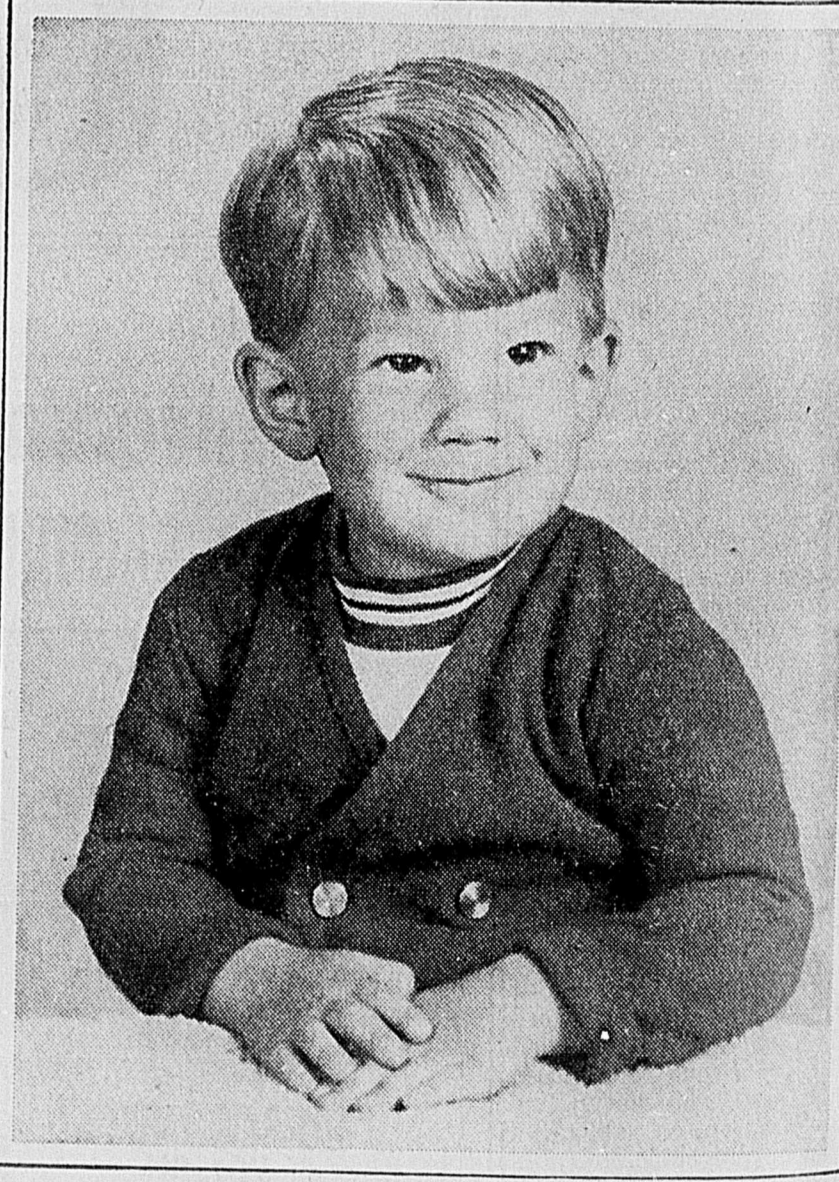
PORTRAIT 8x10 POUCES

99¢

plus 50¢ pour frais de manutention

NOTRE PHOTOGRAPHE SERA PRESENT DU 5 AU 9 OCTOBRE!

Simpsons-Sears — Vêtements pour Enfants (Rayon 29).



CES COULEURS RAVISSANTES, SI PRES DE LA VIE

- AUCUNE OBLIGATION POUR VOUS DE FAIRE D'AUTRES PORTRAITS
- A PARTIR DU MEME CLICHE, PHOTOS SUPPLEMENTAIRES A PRIX RAISONNABLE
- LIMITES: 1 PHOTO PAR ENFANT, 2 PAR FAMILLE
- AGES: 5 SEMAINES A 12 ANS
- EN GROUPE: 99¢ POUR CHAQUE ENFANT
- CHOIX DE POSES
- CHOIX A PARTIR DE PHOTOS FINIES — NON D'EPREUVES

L'amitié, c'est une question de langue.

Appelez 529-6161

Berlitz cours d'Anglais

500 Grande-Allee, Québec, 529-6161

152 est, rue Racine, Chicoutimi, 549-7474

Ouvert en semaine jusqu'à 8:30 pm, le samedi jusqu'à 1 pm.

Selon Jean-Paul L'Allier

Le ministère des Affaires culturelles déplore la destruction de Ste-Scholastique

par Monique DUVAL

Le ministère des Affaires culturelles du Québec déplore que la construction de l'aéroport international de Sainte-Scholastique, par le gouvernement fédéral, oblige ce dernier à détruire une quarantaine de vieilles maisons, selon M. Jean-Paul L'Allier, ministre des Affaires culturelles, par intérim.

Face à cette éventualité de 40 maisons qui tomberont sous le pic du démolisseur, M. L'Allier

croit qu'on devrait, avec des spécialistes en sociologie, en architecture, en urbanisme, "réinstaller ces habitations quel-que part et les faire revivre selon l'histoire de la région qui les a vues naître et vivre pendant toutes ces années."

Pour lui si l'on examine même sommairement ce qui se passe chez nous aussi bien dans le domaine de la démolition de nos vieilles maisons que dans celui des arts, la situation non seule-

ment peut être qualifiée de "peu encourageante" mais on peut reconnaître un état de sous-développement "qui prend des proportions de crise", souligne-t-il.

"Les bienfaits de l'industrialisation et le progrès technique sont maintenant connus. Les retombées dans les secteurs santé, environnement et social com-

mencent à être mesurées. Ce qui importe, maintenant, c'est de maîtriser, à des fins de développement culturel, les obligations du développement économique et le progrès technique", déclare le ministre.

Faisant allusion aux récentes réalisations du gouvernement de M. Bourassa dans le domaine de la réforme administra-

tion de l'aménagement régional de l'ensemble des régions administratives du Québec.

Enfin, une planification est possible grâce à la nomination d'un coordonnateur régional qui, au nom de son ministère, s'assure que ces plans correspondent à des réalités locales et aux besoins ressentis par les citoyens de la région".

Bêêêêê revient sur le tapis

Les adultes aussi bien que les jeunes sentent le besoin de se tourner vers le passé (C. Howarth)

Les personnes qui assument la responsabilité des lieux historiques doivent faire preuve d'imagination, d'enthousiasme, d'énergie pour mener leur travail à bonne fin et répondre aux désirs des autorités gouvernementales.

Selon M. Colin Howarth, agent de relations publiques d'Ontario, ces attributions sont nécessaires aujourd'hui plus que jamais alors que "les adultes aussi bien que les jeunes sentent le besoin de se tourner vers le passé, d'en chercher la signification et d'en tirer les leçons".

M. Howarth qui, avec des représentants des dix provinces du Canada, participe actuellement à Québec à la onzième conférence sur les lieux historiques, a donné sa version sur ce qu'il entendait par "lieux historiques de valeur".

A la lumière de son expérience et de celle de plusieurs de ses collègues, tenant compte, également, de ce qu'il en coûte aux gouvernements, partant aux contribuables pour aménager, entretenir et développer ces centres historiques et touristiques, il cite plusieurs facteurs qui doivent être pris en considération.

Le premier de ces facteurs sera la publicité. Faire connaître à la population de tel ou tel territoire, fédéral, provincial ou municipal, ce qu'elle peut voir dans ces endroits historiques, ce dont elle peut bénéficier au point de vue esthétique, culturel, intellectuel et de loisirs, cela lui sera transmis au moyen de la télévision, de la radio, des journaux, des panneaux disposés ici et là notamment dans les écoles puisque M. Howarth pense aussi aux écoliers.

A son avis — d'autres participants à la discussion devaient d'ailleurs corroborer ses affirmations — il convient d'animer ces centres, c'est-à-dire de les pourvoir d'éléments d'intérêt où les visiteurs pourraient, à l'occasion, participer directement aux activités.

Dans cet ordre d'idées, il pense à l'utilisation des sites historiques eux-mêmes dans le cas d'organisation de jeu ou de saynètes, ou lorsque, par exemple, existent des ruines, des forts, des bâtiments datant de plusieurs années.

Il pense aussi à la mise sur pied de concours, d'expositions, de musées permanents ou ambulants, de théâtre en plein air etc.

Il pense aussi à des visites d'écoliers qui, en plus de se divertir, trouveraient l'occasion de s'instruire.

Selon M. Howarth, la tenue d'événements spéciaux — l'expérience européenne ou américaine le prouve — contribuerait grandement à attirer les visiteurs et à maintenir leur intérêt. Le côté touristique aurait, également, beaucoup à gagner.

"Si vous gardez cette attitude, vous pouvez améliorer la valeur et la popularité des sites historiques canadiens," a-t-il déclaré aux membres de la conférence.

Il voit là aussi un excellent moyen de travailler à l'essor de l'industrie touristique, désormais source de revenu importante pour tous les pays.

Il est intéressant de remarquer, à la lumière des discussions qui ont suivi l'exposé de M. Howarth, que les différentes provinces n'ont pas la même façon d'agir en ce qui concerne l'accès à ces parcs ou lieux historiques.

Dans certaines provinces, l'entrée est gratuite alors que dans d'autres on impose un prix mais, détail pittoresque, dans les deux cas, la fréquentation se vaut et le nombre des habitués se maintient.

La laine, le tapis pure laine met la fibre miracle à vos pieds.

Pour bien acheter un tapis, un simple repère vous suffit: le label de la Woolmark! Les tapis pure laine n'ont pas de



mal à remettre à leur place les prétendues "fibres miracle" — ils sont tout simplement plus beaux, plus longtemps. La science n'a réussi à imiter que quelques-unes des caractéristiques miraculeuses de la laine. Quelques-unes seulement. Pas toutes. Et jamais dans une même fibre synthétique.

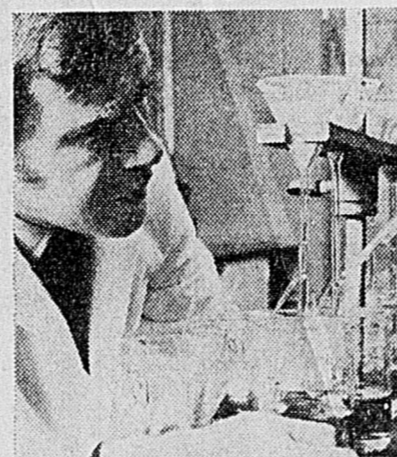
La laine met fin aux malentendus coûteux — c'est la fibre la plus avantageuse de toutes.

Un tapis à velours pure laine, garanti par le contrôle Woolmark! Vous croyez que c'est cher? Pas toujours. Bien que tous les magasins ne les tiennent pas, il existe des tapis de laine dont le prix ne dépasse pas celui des moins chers

de la catégorie moyenne. La supériorité naturelle de la laine facilite ainsi votre choix. Elle est toujours plus avantageuse pour le prix. Les vertus de la laine en font un placement-décor incomparable.

La laine combat le feu avec chacune de ses fibres.

Quand ça chauffe, la laine garde son sang-froid. Ainsi, une cigarette échappée, brûle sans flamme et s'éteint. Un bon coup de brosse fera disparaître toute trace carbonneuse. Il n'en va pas de même

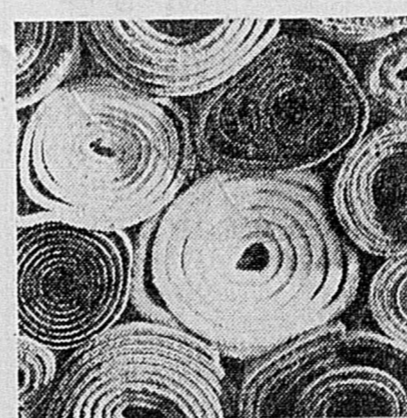


pour les synthétiques. Dans la même situation, ils bouillonnent et fondent, la marque s'étend et forme un affreux cratère de plastique durci. Car les fibres synthétiques sont, en effet, des plastiques.

Le tapis de laine joue le rôle d'isolant électrique.

Finies les poignées de portes chargées d'électricité statique qui vous font bondir par temps

froid et sec. Certains synthétiques procèdent par chocs. La laine caresse. Capable d'absorber 30% de son poids en vapeur d'eau, la laine empêche les accumulations d'électricité statique dans les tapis. Les poussières refusent de s'y fixer. Les fibres synthétiques attirent et retiennent la poussière comme des aimants. Pas la laine. Elle rejette toutes les impuretés, reste toujours belle et comme neuve.



La laine sait se défendre.

Poussières. Souillures. Impuretés. Saletés. La laine s'en moque. Rien ne pénètre, car elle rejette tout, aussitôt. Faible générateur d'électricité statique, la laine n'appelle pas les poussières volantes. Si quelque souillure s'y dépose, elle ne peut que rester en surface et sera plus facile à enlever. De plus, la laine étant une fibre opaque, les salissures sont difficilement visibles. La laine est donc le choix le plus sûr pour les endroits très pas-

sants: hôtels, bureaux, avions, etc. La laine tient ses distances et va plus loin.

Foulez la laine. Elle se ressaisit tout de suite.

Ressort. Détente. Souplesse. Ce confort et ce moelleux, vous ne les trouverez que dans un tapis de vraie laine. Déplacez un meuble, la laine se redresse d'elle-même. Chacune de ses fibres est un ressort miniature qui refuse de se laisser écraser. Cette élasticité infatigable conserve à vos tapis leur douceur et leur bel aspect, presque indéfiniment.

Bêêêê... c'est bien mieux et c'est garanti Woolmark.

Aucune matière n'est aussi douce que la laine. Le label Woolmark n'a pas de mal à dénoncer les imitateurs. Il garantit que le velours de votre tapis est de laine pure et de la meilleure qualité. Son traitement antimite résiste aux lavages et aux dégraissages. La vignette Woolmark vous permet d'acheter en toute confiance. Exigez-la toujours. Le velours pure laine c'est votre assurance de beauté et de satisfaction.

Avec la laine, vous ne risquez pas de vous tromper.

Voilà, vous êtes renseigné. Tout indique la supériorité de la laine. Une supériorité qui peut être prouvée, démontrée. Il ne vous reste plus qu'à en

faire l'essai chez vous. Vous la trouverez accommodante et facile à vivre. Tout ce que vous voulez savoir se trouve dans une petite brochure que vous pourrez demander à votre dépositaire (s'il en manque dites-lui de s'en procurer d'autres à l'Office de la laine). Apprenez vite l'A-B-C du tapis, mettez la fibre miracle à vos



pièdes. Tâtez son velours épais et moelleux. Enfoncez vos ongles dans la profondeur de sa laine chaude et douce comme une fourrure.

Vous êtes convaincu. Alors faites la guerre à tout ce qui est laid. Ne craignez pas de montrer vos couleurs. Portez l'amusant bouton "Bêêêê". Demandez-le à l'adresse ci-dessous, en envoyant 10¢ pour frais de manutention. Et n'oubliez pas le mot de passe. Bêêêê... le dernier mot de la fibre miracle!

The Wool Bureau of Canada Limited, 2200 Yonge Street, Toronto 12.

Le dernier mot de la fibre miracle



TAPIS PURE LAINE

La FCSCQ boycottera les organes d'information lors de son congrès

par Damien GAGNON

La Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec a décidé de boycotter les organes d'information.

de l'organisme qui se tiendra à Montréal du 10 au 12 octobre.

Un porte-parole de la FCSCQ, a expliqué que le Conseil d'administration a pris cette

présence, dit-on, pourrait limiter les discussions.

Une telle décision va à l'encontre du rôle que se donnent les commissaires eux-mêmes, celui de représenter la population, ayant été élus démocratiquement par les contribuables de la province.

A maintes reprises d'ailleurs, le président de la FCSCQ, M. Fernand Lefebvre a défendu le caractère démocratique des commissions scolaires.

A ceux qui désiraient la disparition totale des conseils scolaires, on a souvent entendu dire cette phrase venant du président de la FCSCQ ou d'un commissaire: "Il ne peut y avoir d'organisme plus démocratique que la commission scolaire".

C'est d'ailleurs en tenant compte de ce principe, que le ministère de l'Éducation a cru bon de maintenir les conseils scolaires tout en proposant à la population deux projets de restructuration (Les projets de loi 27 et 28).

Il est vrai que la Fédération des commissions scolaires n'est pas un conseil scolaire et que ses membres ne sont pas élus par la population.

Mais c'est à l'Assemblée générale que l'on discute des problèmes de l'éducation et des conseils scolaires. C'est d'ailleurs à cette assemblée que se dessine l'orientation de la fédération et des conseils scolaires.

Par ailleurs, les travaux en atelier permettent de connaître l'opinion de commissaires sur le thème du congrès qui est cette année "pour une école humaine".

Les organes d'information sont les moyens qui permettent de renseigner les parents qui sont intéressés à la chose scolaire et qui ne sont pas invités à de tels congrès.

Les journalistes seront toutefois admis aux séances d'information et ils pourront naturellement assister aux exposés des conférenciers.

On se souvient qu'au congrès de l'an dernier, des journalistes avaient contesté la façon dont le président de la FCSCQ, M. Fernand Lefebvre, menait l'assemblée générale. Il avait alors été accusé de dirigisme.

Certains avaient également qualifié le congrès annuel de la fédération de pique-nique dont le coût approche le million de dollars.

le monde de l'éducation

En effet, les journalistes ne seront pas admis à l'assemblée générale annuelle et aux ateliers de travail du 24e congrès

te décision à la demande de nombreuses commissions scolaires qui ne veulent pas être gérées par les journalistes. Leur

Une grève étudiante d'un mois prend fin au Nouveau-Brunswick

SAINT-LEONARD, N.B. (PC) — Les élèves de la 1ère à la 12e année sont retournés en classe hier matin. Ils mettaient ainsi fin à un boycott des cours, qui avait débuté le 24 août, en signe de protestation contre le transfert des classes supérieures à une institution de Grand-Sault, 12 milles plus loin.

Le ministre de l'Éducation, M. J. Lorne McGuigan, a rencontré dimanche les représentants d'un comité des citoyens de Saint-Léonard et a accepté de retarder d'un an le transfert.

Une protestation semblable était toutefois toujours en cours à l'école supérieure de Kedgwick.

Les élèves de 10e, 11e et 12e années auront donc leurs cours, encore cette année, à l'école de Saint-Léonard, mais ils devront en septembre 1972 fréquenter

une nouvelle aile de l'école de Grand-Sault.

M. Fernand LaPointe, maire de Saint-Léonard, a fait savoir que le ministre avait en plus promis la construction d'une nouvelle école supérieure à Saint-Léonard même, avant décembre 1973.

Entre-temps, il a été entendu avec le ministre que ce seront des citoyens de Grand-Sault qui seront engagés pour faire le transport des étudiants jusqu'à Grand-Sault.

A Kedgwick, parents et élèves ont lancé un mouvement de protestation, le 8 septembre, après avoir appris que certains étudiants devaient fréquenter l'école de Saint-Quentin, à une dizaine de milles. Le 27 septembre, les élèves des classes de 1ère à 9e années sont retournés aux cours donnés à l'école de Saint-Quentin, mais ceux des classes supérieures ont continué le boycottage des cours.

Les camionneurs ontariens font marche arrière et disent "oui"

TORONTO (PC) — Les 7.000 camionneurs ontariens qui menaçaient de faire la grève ont renoncé dimanche à cette intention en ratifiant un contrat leur garantissant une augmentation de salaire de \$1.50 répartie sur trois ans.

L'accord est intervenu entre cinq unités syndicales de la Fraternité internationale des camionneurs et le Bureau de relations industrielles du transport motorisé. L'entente s'est faite grâce à une conciliation gouvernementale, après des négociations de 31 heures.

L'ancien contrat ayant expiré jeudi soir à minuit, la grève devenait légale vendredi. Bien qu'aucune date n'ait été fixée pour le débrayage, on avait déjà assisté vendredi à plusieurs arrêts de travail à travers la province.

La nouvelle convention, qui assure une hausse des avantages sociaux, prévoit que le salaire horaire des camionneurs urbains, qui s'établissait maintenant à \$3.80, sera porté à \$5.30 au 1er avril 1974, pour un total de \$212 pour une semaine de 40 heures.

Les routiers interurbains, qui sont payés selon les distances parcourues, ont obtenu une hausse des tarifs qui leur sont versés.

L'entente couvre environ 1.250 routiers, 2.900 camionneurs urbains, 1.800 employés d'entrepôt, 1.050 préposés à l'entretien.

RATIFICATION

Après la conclusion de l'entente à Toronto, les dirigeants du syndicat des teamsters ont visité les unités syndicales de Toronto, Hamilton, London, Windsor et Kingston et ont obtenu de leurs membres un vote de ratification dont on ignore encore le détail.

A l'origine, le syndicat s'était fixé comme objectif une augmentation de \$2.18 l'heure répartie sur 21 mois, qui aurait assuré la parité avec les tarifs américains. Les employeurs s'étaient rendus à cette exigence en signant l'ancien contrat.

Toutefois, les employeurs ont déclaré qu'il était économiquement impossible pour eux d'honorer cet engagement à cause de la réduction du volume d'affaires et de profits, la perte d'une partie des cargaisons au profit des routiers non syndiqués et la concurrence exercée par les autres moyens de transport, y compris le chemin de fer.

La question de la parité avait semblé facile à régler quand le dernier contrat avait été signé en août 1968. À l'époque, l'écart entre les tarifs américain et canadien de camionnage n'était que de 13 cents l'heure.

M. Ray Taggart, président de l'unité 879 de Hamilton et président du comité mixte de négociation, s'est déclaré fort satisfait des termes de l'entente.

D'autre part, les employeurs ont consenti à porter à \$28 par mois et par membre leur contribution au régime de retraite. Au surplus, la limite des compensations pour ajustement au coût de la vie a été portée de

Selon le ministre Saint-Pierre

Le bill 28 vise à rapprocher francophones et anglophones

par Damien GAGNON

"Un rapprochement entre francophones et anglophones est l'un des objectifs du projet de loi 28 visant la restructuration scolaire de l'île de Montréal".

C'est ce qu'a déclaré, hier, devant les membres du "Montreal Board of Trade" le ministre de l'Éducation du Québec, M. Guy Saint-Pierre.

M. Saint-Pierre a tenu à faire cette précision à la suite des discussions publiques de la Commission parlementaire de l'éducation ou des francophones comme des anglophones voient dans le projet de loi un danger d'assimilation pour eux.

Le ministre de l'Éducation ne nie pas que l'essentiel des débats autour du projet de loi 28 est la question linguistique ou culturelle.

Mais il trouve extrême la position des francophones, notamment les centrales syndicales qui prônent des structures unilingues "françaises" comme celle des anglophones qui refusent l'unification scolaire.

Selon M. Saint-Pierre, le gouvernement actuel entend protéger les francophones du Québec et leur offrir des moyens d'épanouissement dont ils n'ont jamais joui. D'autre part, dit-il, le gouvernement tient au respect

intégral des droits de ce que l'on appelle parfois la minorité anglophone du Québec. Il faut toutefois constater qu'un droit ne saurait en aucun cas être un privilège.

S'il ne veut accorder aucun privilège injuste, le gouvernement a le devoir de poser certains gestes à portée sociale, dont le projet de loi 28 fait partie.

Dans le cas de Montréal, a dit le ministre Saint-Pierre, l'unification scolaire signifie plus qu'un geste administratif, même si, essentiellement, il s'agit d'une démarche administrative.

"Personnellement, je crois que les anglophones du Québec, tout comme les immigrants, ont tout intérêt à chercher un rapprochement avec la population francophone. L'heure des deux solitudes est passée au Québec. Il est temps que tous les Québécois tentent de se comprendre. En ce sens, l'unification scolaire apporte des avantages marqués".

M. Saint-Pierre a rappelé qu'au lieu de maintenir deux ou trois ou quatre groupes isolés, séparés par leurs disparités confessionnelles ou linguistiques, le projet de loi appelle un regroupement des forces vives du Québec, un partage et un

échange vital des principes sociaux, moraux, religieux, culturels des divers groupes de Québécois.

Selon le ministre Saint-Pierre, si, pour des raisons évidentes, le Québécois francophone doit se familiariser avec la langue et la culture anglaises, tout en maintenant sa propre identité d'adulte, le Québécois anglophone qui vit dans un milieu essentiellement francophone doit aussi s'approcher sans crainte de la culture et de la langue françaises qui constituent pour lui non seulement un outil de communication à l'harmonie sociale, mais une dimension supplémentaire qui s'ajoute à sa valeur personnelle.

Sur le plan de la confessionnalité, M. Saint-Pierre a fait remarquer que des années d'enseignement confessionnel n'ont pas réussi au Québec à protéger l'intégrité des groupes confessionnels qui sont décimés par une très large baisse de la pratique religieuse.

Enfin, les policiers de Laval ont porté leurs demandes devant un médiateur et demandent également la parité.

Aucune indication ne permet de croire que les policiers de Lachine déclencheront une grève ou tiendront des séances d'étude pour appuyer leurs demandes, bien qu'ils soient sans contrat depuis le mois de janvier.

Les policiers de Côte St-Luc, Dollard-des-Ormeaux, Ville Mont-Royal, Outremont, Ste-Anne-de-Bellevue et Senneville sont également en train, ou sur le point, de négocier de nouveaux contrats, et exigent eux aussi la parité avec les policiers de Montréal.

A l'exception de Ste-Anne-de-Bellevue, chacune de ces localités sera touchée par l'intégration des forces policières municipales de l'île de Montréal, qui doit en principe entrer en vigueur le 1er janvier 1972.

Les policiers de Lachine réclament la parité salariale avec la Métropole

MONTREAL (PC) — Les policiers de Lachine ont rejeté hier la plus récente offre salariale de l'administration municipale et ont demandé la parité de salaire avec leurs confrères de Montréal.

Les policiers de Lachine se joignent ainsi aux six autres forces policières de la banlieue de Montréal, dont les contrats doivent être négociés et qui ont déclaré leur intention d'exiger la parité avec les policiers montrealais.

M. Guy Plante, président de la Fraternité des policiers de Lachine, a précisé que les membres avaient rejeté l'offre de \$9.800 par an pour les agents de première classe, une augmentation de \$600 par rapport à leur salaire actuel, parce que ceux de Verdun avaient refusé une offre semblable la semaine dernière. Mais les policiers de Verdun ont accepté vendredi un salaire de \$10.400 par année.

Rappelons que les agents de Montréal ont accepté la semaine dernière un contrat leur accor-

dant \$10.620 par année, rétroactif au 1er janvier, plus la parité avec tous les avantages que les policiers de Toronto pourront obtenir au cours de leurs actuelles négociations, ces derniers s'étant fixé un objectif de \$11.500 par année.

Aucune indication ne permet de croire que les policiers de Lachine déclencheront une grève ou tiendront des séances d'étude pour appuyer leurs demandes, bien qu'ils soient sans contrat depuis le mois de janvier.

Les policiers de Côte St-Luc, Dollard-des-Ormeaux, Ville Mont-Royal, Outremont, Ste-Anne-de-Bellevue et Senneville sont également en train, ou sur le point, de négocier de nouveaux contrats, et exigent eux aussi la parité avec les policiers de Montréal.

A l'exception de Ste-Anne-de-Bellevue, chacune de ces localités sera touchée par l'intégration des forces policières municipales de l'île de Montréal, qui doit en principe entrer en vigueur le 1er janvier 1972.

FIN DES VERS AVEC L'AIL EN SUPPOSITOIRES

Les suppositoires ALL-A-VER, contenant un extrait d'ail parfaitement dosé, débarrassent des vers en trois jours, sans aucun malaise.

Traitement complet \$2.00

Demandez les suppositoires ALL-A-VER aux pharmacies ou au

LABORATOIRE MARCHAND
St-TITE, Cité Champlain, P.Q.

DISTRICT DE CHICOUTIMI, VILLE DE BAGOTVILLE

APPEL D'OFFRES

La Ville de Bagotville demande des soumissions pour l'exécution des travaux relatifs à:

CONSTRUCTION LIGNES ELECTRIQUES RUES ST-LOUIS ET PERE HONORAT

Les entrepreneurs désireux de soumissionner peuvent se procurer les plans, devis et formules de soumission au bureau du secrétaire-trésorier, Hôtel-de-Ville à Bagotville.

Pour être considérée, toute soumission devra être:

- Conforme aux plans et devis, et faite sur les formules officielles fournies.
- Accompagnée d'un chèque certifié à l'ordre de la Ville de Bagotville pour un montant au moins égal à 10% du montant de la soumission.
- Remise avant 14 heures, H.A.E., le 13 octobre 1971 au bureau des soumissions déposées au 204, rue des Oblats, à Chicoutimi.

Toutes les soumissions seront ouvertes publiquement le même jour en présence des intéressés à compter de 17 heures, H.A.E., à la Salle des réunions de l'Hôtel-de-Ville de Bagotville.

La Ville de Bagotville ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions qui lui seront présentées. Signé à Bagotville, ce trentième jour de septembre mil neuf cent soixante et onze.

Par: Joseph-Eugène Tremblay, Secrétaire-Trésorier.

Les produits d'érable Beaudry Inc.



Le 27 septembre 1971.

A TOUS NOS PRODUCTEURS CLIENTS

Une fois de plus nous avons négocié avec les compagnies que nous représentons, un rajustement de .07¢ que nous vous faisons parvenir présentement, sur toutes les classes de sirop que nous avons payé pendant nos achats aux prix de 38 - 35 - 32 - 27 - 25 - 24¢, pour faire un total de:

45¢ = AA	34¢ = C
42¢ = A	32¢ = D
39¢ = B	31¢ = NC

Vous remarquerez que nous n'avons jamais appliqué une deuxième catégorie de classe en ce qui regarde les "achats" de sirop "NC"; un seul prix est appliqué lors du paiement pour cette catégorie.

Dès le début d'octobre un prix sera publié comme nous l'avons fait en octobre 1970. Ce prix que nous publierons, dépassera peut-être la moyenne des prix totaux de 1971 après rajustement de .07¢.

Pour quelle raison insistons-nous sur la politique d'un prix énoncé six mois avant la récolte? Premièrement, pour venir un jour à atteindre le plus proche possible le prix final qui sera payé après la récolte. Deuxièmement, nous voulons que tous les producteurs bénéficient d'un prix moyen raisonnable autant dans les grosses récoltes que dans les petites.

Le Théoricien de Plessisville croit comme il le mentionne dans ses circulaires que notre théorie est fautive. Si notre politique est fautive, pourquoi que dans le passé, lors des grosses récoltes, les prix baissent et pendant les petites les prix montent. Ce n'est pas cela que les producteurs du Québec désirent: c'est de recevoir un prix régulier, quelque soit le résultat de la récolte. Et si nous réussissons cette politique, les producteurs du Québec seront sur le même pied que les compagnies. Durant les grosses récoltes, ils obtiendront un bon profit et durant les petites, un profit moindre. Leurs risques seront égaux aux nôtres.

Nous espérons que cette explication claire et nette, basée sur le bon sens d'une réalité honnête, qu'une fois pour toutes, non seulement ce sera la majorité de nos producteurs clients qui continueront à accepter notre politique (car présentement c'est le résultat que nous avons obtenu) mais que tous les producteurs du Québec qui ne sont pas nos clients, le demanderont à ceux qui ont la responsabilité d'écouler leurs produits de l'érable.

Bien à vous,

LES PRODUITS D'ERABLE BEAUDRY INC.
J.C. Beaudry, Président.

Poste de réception
La Guadeloupe, Qué. — Tél.: 418/459-3454

CONCOURS 25^e ANNIVERSAIRE

LE SOLEIL DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN

LE SOLEIL
DU
SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN
offre à ses lecteurs la chance de gagner
\$5,000

En certificats d'achats chez les marchands de leur choix annonçant régulièrement dans Le Soleil du Saguenay-Lac-Saint-Jean. (une liste des annonceurs à contrat sera fournie à chaque gagnant). Chaque semaine durant 10 semaines, du 20 septembre au 27 novembre 1971.

12 prix de 25.00 **2 prix de 50.00** **1 prix de 100.00**

seront accordés, et les noms des gagnants seront publiés dans votre quotidien Le Soleil du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Tous les coupons (ou fac-similés) que vous aurez expédiés seront accumulés pour le

GRAND PRIX 25^e ANNIVERSAIRE
Un voyage à Miami

EN COLLABORATION AVEC
AIR CANADA 
PLUS \$1000 POUR FRAIS DE SEJOUR

QUEBEC AIR TRANSPORTERA LES GAGNANTS GRATUITEMENT DE BAGOTVILLE A MONTREAL, ALLER-RETOUR.

Tous les jours vous trouverez 5 coupons de participation dans votre quotidien Le Soleil du Saguenay-Lac-Saint-Jean.
TIRAGE LE VENDREDI DE CHAQUE SEMAINE.
Aucune preuve d'achat nécessaire. Vous pourrez également vous procurer des coupons de participation à nos bureaux de Chicoutimi, Jonquière et Alma.

Les employés du Soleil et les membres de leur famille ne sont pas éligibles.

NOM

ADRESSE

TEL:

Toutes les enveloppes contenant les coupons du concours doivent être adressées comme suit:
CONCOURS 25^e ANNIVERSAIRE,
C.P. 580,
CHICOUTIMI.

Pétition de 13,141 étudiants

Gérard Pelletier est en faveur de la continuation de Perspectives-Jeunesse

MONTREAL (PC) — M. Gérard Pelletier, secrétaire d'Etat du Canada, a accepté hier des pétitions présentées par 13,141 étudiants demandant que soit maintenu dès le mois prochain le programme fédéral Perspectives-Jeunesse.

Des étudiants, membres du Parti libéral, ont fait circuler les pétitions, surtout dans les CEGEP de la région mont-réale; ils ont déclaré que le nouveau programme devrait également tenir compte des jeunes travailleurs et des jeunes chômeurs.

Les noms de 5,894 étudiants anglophones figuraient sur les pétitions.

M. Pelletier a déclaré devant des étudiants présents au

CEGEP du Bois-de-Boulogne qu'il est, quant à lui, en faveur des recommandations contenues dans les pétitions, mais il n'a pas précisé si le programme fédéral, destiné à trouver des emplois pour les étudiants en assistant financièrement des projets amorcés par des étudiants, serait poursuivi au cours de l'hiver. Les projets couverts par le programme se terminent le 30 septembre.

Il a cependant ajouté qu'un rapport devant être prêt pour le 15 octobre permettra d'évaluer les résultats obtenus grâce à Perspectives-Jeunesse et aidera à en déterminer le degré de réussite.

"De nombreux programmes sont difficiles à évaluer, a dé-

claré M. Pelletier, mais ce que nous voulons c'est déterminer les avantages qui en ont été tirés."

Quant aux possibilités d'adapter le programme à d'autres groupes de la population, il a déclaré que l'étude révélerait si le succès a été le fruit de l'enthousiasme de la jeunesse.

Il a réaffirmé que ce programme a favorisé les classes privilégiées de la population sans offrir de solution permanente aux problèmes de chômage qui confrontent les jeunes.

Environ 10,000 étudiants québécois ont participé, dans le cadre de Perspectives-Jeunesse, à 831 projets qui ont coûté \$9 millions au cours de l'été.

Goldbloom révèle l'existence d'indicateurs chargés de dénoncer au gouvernement les agents de pollution

TROIS-RIVIERES, Québec (PC) — M. Victor Goldbloom, ministre québécois de l'Environnement, a invité hier les travailleurs à appuyer l'équipe qu'il dirige dans la lutte contre la pollution en rapportant tout abus que peuvent commettre en ce domaine les entreprises qui les emploient.

Le ministre a cependant souligné qu'il existe une différence entre les odeurs désagréables et les odeurs dangereuses, tout comme les poussières qui se déposent un peu partout sont sou-

vent moins dangereuses que les particules trop petites pour être vues. Il a ainsi mis en garde contre des conclusions hâtives.

M. Goldbloom s'adressait à un groupe de syndicalistes réunis au conseil du travail de Trois-Rivières; il a assuré les travailleurs que ceux-ci n'avaient rien à craindre en faisant part à son ministère de l'existence de causes de pollution dans les usines où ils travaillent.

"Nous veillons, a-t-il dit, à faire notre enquête discrète-

ment pour ne pas compromettre nos indicateurs et, aussi, pour éviter que les responsables de la pollution fassent disparaître, avant que l'on ait le temps d'intervenir, les éléments polluants."

POINT DE NON RETOUR

Devant les pressions constantes que l'on fait auprès de son ministère et qui ont été répétées hier pour que la lutte à la pollution se fasse plus intensive, M. Goldbloom a répliqué que si son intervention est trop draconienne, cela risque d'en-

traîner des fermetures d'usines, "et ce n'est pas la notre but", a-t-il ajouté.

Le ministre a expliqué qu'il était très conscient que si on laisse la pollution s'accroître, on atteindra un jour où l'autre un point de non retour extrêmement dangereux. "Mais, a-t-il poursuivi, l'urgence n'est pas telle qu'il faille détruire l'industrie québécoise."

"Je suis convaincu que ce point tragique du non retour ne risque pas de se présenter avant 10 ans."

Pour la France, le Québec est aussi rentable qu'un pays africain en voie de développement (Loubier)

(N.G.) — Le chef de l'Opposition officielle, Me Gabriel Loubier, est sous l'impression "que le Québec, aux yeux de la France, est aussi attrayant et rentable que certains pays africains en voie de développement".

en plus irréalistes, émotionnelles et sentimentales".

M. Loubier a fait part de ses impressions dans un communiqué de presse destiné à expliquer son absence totale aux différentes cérémonies qui ont marqué l'arrivée et le séjour au Québec de M. Maurice Schumann, la semaine dernière.

GRAND CONCOURS

CAGNOTTE D'OR

DES MARCHANDS DE LA RUE RACINE

EN BAS DE LA CÔTE

Lucien Desbiens
1221 Côte Réserve
GAGNANT DE \$100.00
ACHAT JALBERT

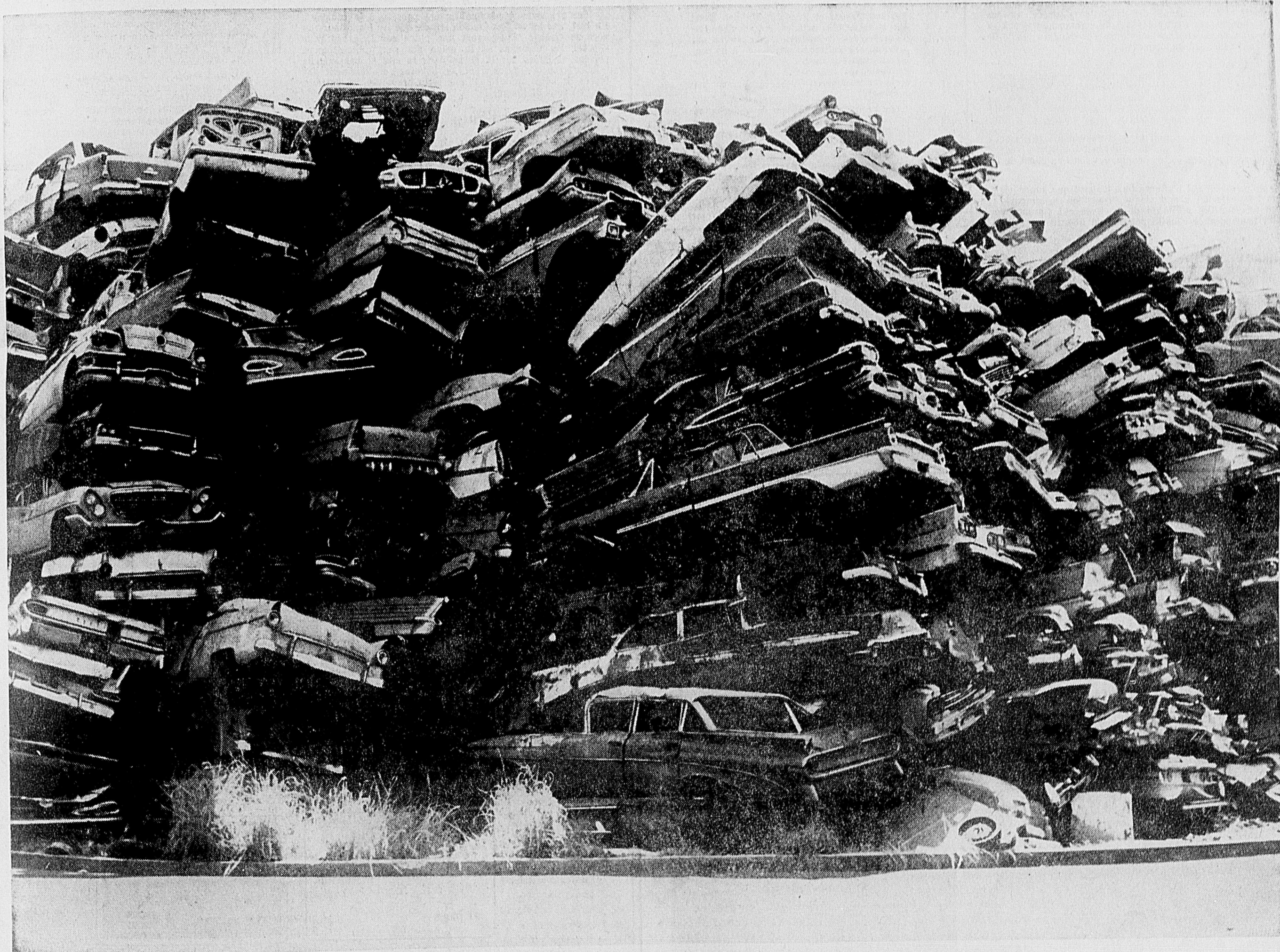
M. Rosaire Couturier
140 Larouche
Bagotville
GAGNANT DE \$150.00
ACHAT CHEZ GREEN

Mme Gilles Poulin
39 est, Smith
Chicoutimi
GAGNANTE DE \$300.00
ACHAT WOOLWORTH

1 Potvin Tire Service
2 G.-E. Ruelland & Fils
3 Bijouterie Jos Pedneault
4 Fraser & Gagnon
5 Maison Ribaud
6 Chicoutimi Couvre-Plancher
7 Thiffault & Saintange
8 Bijouterie Cyrille Savard
9 François Gravel
10 Bijouterie Capitale
11 Woolworth
12 A. L. Green
13 Lamy Prelerts

14 Pharmacie Chicoutimi
15 Syndicat de Chicoutimi
16 Lessard en Bas de la Côte
17 Au Coin des Petits
18 Adrienne Thibeault
19 Chaussures Mademoiselle
20 Zeller's
21 Jalbert Ltee
22 Nap. Côte Sport
23 Albert Menard Fourrures
24 Reitman's
25 Duchesne & Tremblay
26 Boutique Ligne d'Éve

PROMOTION CONTINUELLE



Voici les "nouveaux modèles" des années passées.

C'est la saison des nouveaux modèles. Il y en aura des tas, cette année encore.

Et aussi beaucoup de plaisir pour tout le monde dans les salles de montre: de la musique, des banderoles, des vendeurs loquaces et spirituels et même des ballons gratuits pour les enfants.

Mais, à la longue, les banderoles s'effritent, la musique et les vendeurs se taisent et les ballons se dégonflent.

Quant à ces magnifiques nouveaux modèles, ils prennent tous le même chemin. (Voir la photo ci-haut.)

Tout ceci pour dire que si on a droit à un peu de plaisir, il faut aussi penser aux choses sérieuses.

Alors, après vous être bien amusé à admirer ces splendides nouveaux modèles, passez donc chez un concessionnaire Volkswagen.

On n'y dira pas combien d'années peut durer une Volkswagen, mais vous apprendrez tout de même que

13 millions de nos voitures sont encore sur la route.

Et vous saurez aussi que nous mettons des efforts considérables à perfectionner nos petites voitures avant de songer à leur apparence.

Donc, si vous vous rendez chez un concessionnaire VW, vous n'y trouverez peut-être pas de splendides nouveaux modèles, mais vous ne verrez pas non plus de ballons se dégonfler. (Voir la photo.)



SOS Saint-Laurent (1)

La pollution du fleuve est une histoire vieille de 300 ans



La rive nord du St-Laurent, à Ste-Foy.

Le Saint-Laurent et les Grands Lacs n'ont pas toujours été le plus gigantesque égout collecteur d'Amérique. Longtemps avant l'arrivée de Jacques Cartier et plus tard des premiers colons, les rives du "chemin qui marche" étaient déjà habitées par des chasseurs aux outils primitifs qui connaissaient la valeur de l'eau.

L'homme interglaciaire qui précéda ces chasseurs dans la région des Grands Lacs et les ancêtres des Indiens d'Amérique qui occupèrent plus tard la péninsule Québec-Labrador, n'avaient pas non plus quoi que ce soit en commun avec les "hordes" de civilisés qui firent beaucoup plus tard des rives du Saint-Laurent, une colonie.

L'arrivée des Européens, en plus de signaler la disparition progressive des autochtones, fut le point de départ d'une aventure qui se traduisit 300 ans plus tard par l'industrialisation massive des rives des Grands Lacs et du Saint-Laurent.

Aujourd'hui, la région des Grands Lacs supporte une population de 35 millions d'habitants et l'activité fébrile à laquelle elle est soumise, la rend responsable d'un cinquième du produit national brut des États-Unis et de la moitié de celui du Canada. La moitié des impôts recueillis aux États-Unis proviennent des huit États riverains de cette véritable mer intérieure.

L'industrialisation des rives du Saint-Laurent s'est effectuée à un rythme beaucoup moins rapide, en raison de l'absence d'industries lourdes et de la faible importance du marché de consommation.

Encore de nos jours, le Saint-Laurent, dont le bassin de drainage est le troisième en importance en Amérique du Nord, est industriellement sous-utilisé. Ses rives et son arrière-pays immédiat n'en demeurent pas moins potentiellement la cheville ouvrière du Québec de demain.

A cet égard, le processus de détérioration auquel il est soumis systématiquement depuis le début du siècle, risque de réduire à leur plus simple expression, les nombreux usages auxquels le destin de la civilisation des loisirs.

Les timides efforts de recherche entrepris dans les universités québécoises ne nous renseignent encore que très partiellement sur l'état de santé véritable du Saint-Laurent. Inventorier et échantillonner depuis plusieurs années, les lacs Érié et Ontario, qui s'entrevoient à un rythme accéléré à sa source, sont de précieuses indications des dangers qui guettent le fleuve sur toute sa longueur.

A la situation particulièrement dramatique qui confronte ces deux nappes d'eau, s'ajoutent la fermeture progressive des plages dans les régions de Montréal et Québec, les profondes modifications qu'a connues la faune marine au cours des quinze dernières années et l'interdiction de la pêche commerciale sur presque toute la longueur du fleuve en 1970.

Ces épisodes récents sont le fruit des modifications successives qu'ont fait subir au Saint-Laurent les Blancs sédentaires qui commencèrent à en peupler les rives au début de la colonie.

La colonisation qui n'affecta tout d'abord que superficiellement l'écologie du grand fleuve, contribua néanmoins à institutionnaliser des pratiques destructrices qui prirent une ampleur insoupçonnée sous la poussée du libéralisme économique.

La grande route

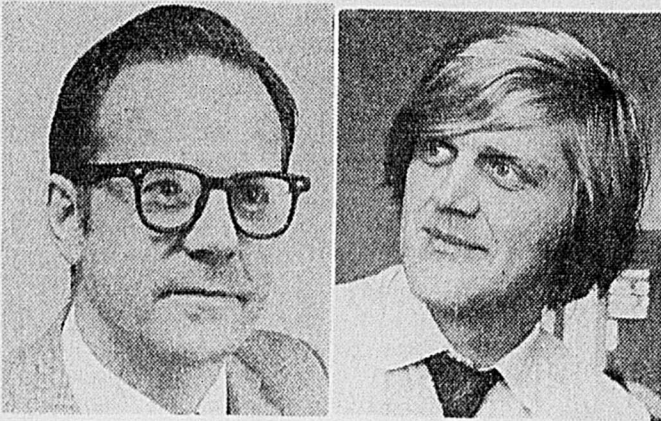
Dans son ouvrage "Pour une esquisse biogéographique du Saint-Laurent", le biologiste québécois Jacques Rousseau (décédé le 5 août 1970) situe aux environs du XVe siècle l'apparition des premiers vestiges de l'intervention de l'homme sur les rives du Saint-Laurent.

Des bandes huro-iroquoises nomades chassèrent de là les Algonquins et s'y installèrent pour pratiquer l'agriculture. À partir de cette époque, le "Grand Fleuve" ne fut plus jamais le même.

Après avoir épuisé la terre et être entrés en contact avec les Blancs porteurs de virus et de bactéries, ces agriculteurs se réfugièrent au sud des rapides de Lachine et dans la péninsule ontarienne, abandonnant leurs terres appauvries aux Français qui ne tardèrent pas à y mettre la hache afin de bâtir la colonie.

Les maladies décimèrent rapidement les Algonquins et les Hurons qui s'étaient alliés aux Français peu après leur arrivée et bientôt, l'habitant français de la Nouvelle-France, désormais maître du pays, s'intégra à l'association biologique du fleuve et de sa vallée. Partout des liens innombrables l'y attachent. Il marque l'habitat. Sa façon de vivre, ses moindres traditions soulignent son alliance avec le Saint-Laurent. Désormais, il en fait partie" (Rousseau).

Le colon français venait en Nouvelle-France pour s'y fixer. Sa maison était construite face au fleuve. Pour lui, pas de malade, il en fait partie" (Rousseau).



Norman Pascoe

François Mailhot

NDLR — Le Saint-Laurent est en très mauvaise santé en plusieurs points de son cours. On commence tout juste à s'intéresser aux moyens à prendre pour lui restituer un peu de sa beauté originale.

Nous publions, aujourd'hui, la première tranche d'un dossier constitué conjointement par les chroniqueurs de l'environnement du "Montreal Star" et du "Soleil". Norman Pascoe et François Mailhot. Dans une série de cinq articles, les deux journalistes veulent, en décrivant la situation qui prévaut, sensibiliser la population à un problème auquel il faudra rapidement trouver des solutions, au risque de voir l'avenir socio-économique du Québec gravement hypothéqué.

Les premières tentatives de colonisation le long du Saint-Laurent et le cadre juridique à l'intérieur duquel a pu se perpétuer le mépris des générations à l'égard de la ressource eau, sont abordés, aujourd'hui. Demain, on passera en revue les principales sources de pollution d'origine urbaine tout en s'interrogeant sur l'avenir des Grands Lacs qui souffrent d'un mal apparemment incurable.

question de se déplacer comme le faisaient les hordes iroquoises. "S'il est le gardien de sa maison, sa maison le garde. Ancré au sol, il enracine sa demeure" (Rousseau).

Le Saint-Laurent devient alors la seule voie de communication entre les bourgs qui prennent forme sur ses rives. Le défrichage et le labour, pratiqués le plus souvent de façon désordonnée, appauvrissent le sol et l'érosion en déverse souvent la partie la plus fertile dans le fleuve.

Le fleuve: un dépotoir consacré par la loi de 1676

Pendant que l'agriculture, l'exploitation de la forêt et la traite des fourrures contribuaient, sous le régime français, à préciser la vocation de transport du Saint-Laurent, la population des bourgs augmentait lentement et le cadre juridique, qui devait favoriser jusqu'à nos jours la détérioration du fleuve, prenait forme.

Au dire de l'avocat-historien Henri Brun (1), l'ordonnance "Des Eaux et Forêts" de 1669 et celle "De la Marine" de 1681 sont les sources du droit qui s'est intégré à la vie québécoise à partir du début du siècle dernier et ce, en dépit de la conquête.

Les bonnes intentions du législateur n'ont pas empêché la jurisprudence de consacrer une approche libérale — vis-à-vis de la ressource eau — qui voulait qu'un droit de propriété riverain ouvre un droit à l'usage de l'eau.

Le préambule de l'ordonnance "Des Eaux et Forêts" nous donne une idée de l'anarchie qui régnait déjà à l'époque et qu'on a maladroïtement tenté de corriger:

"Quoique le désordre qui s'était glissé dans les eaux et forêts de notre royaume fût si universel et invétéré, que le remède en paraissait presque impossible, (...), nous le voyons, aujourd'hui, en état de refluer plus que jamais, et de produire avec abondance au public tous les avantages qu'il en peut espérer, soit pour les commodités de la vie privée, soit pour les nécessités de la guerre, soit..."

Ces vœux pieux ne visaient cependant pas la protection de la ressource eau. On s'attachait plutôt à promouvoir les usages auxquels on la destinait: navigation, flottage du bois, la pêche et l'exploitation des produits secondaires de l'eau (foins, alluvions, épaves, etc.).

A cet égard, l'article 15 des règlements généraux de police, adoptés par le Conseil supérieur de Québec en 1676, précise la vocation de dépotoir du Grand Fleuve: "Il est enjoint à tous les bouchers que, lorsqu'ils tueront des bêtes en cette ville, d'en porter à l'instant à la rivière tout le sang et immondices, pour empêcher l'infection que cela pourrait causer, sous peine de dix livres d'amende."

Brun note que si "cet ordre est donné à une catégorie particulière de personnes, c'est afin d'être sûr que celle-ci ne s'écarte pas d'une pratique probablement généralisée".

De 1706 à 1751, ce règlement sera reformulé à quatre reprises sous forme d'ordonnances où la seule préoccupation est d'éloigner du port de Québec les amoncellements d'immondices qui jonchaient la grève.

Ces pratiques condamnables ont survécu à la conquête. En 1827, une loi du Bas-Canada stipule que les inspecteurs du port de Québec "indiqueront une place sur la grève pour déposer les vidanges et la neige qui sont ordinairement portées et jetées sur la grève dans la cité et banlieue de Québec" (encore aujourd'hui, on déverse régulièrement des tonnes de neige renfermant une forte proportion de calcium dans les eaux du fleuve).

Encore aujourd'hui

A l'époque, ces pratiques risquaient peu de mettre en péril l'équilibre écologique du fleuve. Les déchets d'un volume de population aussi restreint ne minaient pas le pouvoir autoépurgateur du Saint-Laurent et il était, comme toute, préférable de les retrouver là que dans les rues de Québec et de Montréal.

Brun note que "la véritable menace publique, à l'époque,

résidait dans les risques d'épidémies et d'incendies que faisait naître la présence d'ordures de toutes espèces dans les rues."

Le fait que cette mentalité ait persisté au cours des cent dernières années, alors que les bourgs de jadis devenaient les villes d'aujourd'hui, est de beaucoup plus significatif.

De nos jours — comme c'est le cas pour la très grande majorité des localités riveraines — les égouts ont pris la place des déchets de toutes sortes et il n'est pas rare qu'une municipalité s'approvisionne en eau potable à quelques pieds seulement d'un émissaire d'égouts.

A cet égard, le cas de la petite localité de Bouchette, où plusieurs cas de thyphoïde ont récemment été diagnostiqués, est un exemple frappant de l'insouciance manifestée vis-à-vis de la protection de la ressource eau.

Le libéralisme économique du milieu du siècle dernier est venu renforcer cette insouciance et confirmer, aux compagnies d'exploitation, des droits d'une portée incalculable, lesquels ont définitivement livré le fleuve et ses affluents aux caprices des investisseurs.

Un amendement à une loi relative à l'agriculture, adopté en 1851, ouvrait la porte à tous les abus. On y stipulait que désormais toute personne aurait le droit d'utiliser n'importe quel cours d'eau du Québec et ses deux rives "à toutes intentions quelconques". Cet amendement livrait les cours d'eau du Québec aux compagnies forestières.

En 1856, la Législature du Canada uni renchérissait dans la même perspective: "Vu que l'exploitation des cours d'eau serait un grand moyen de prospérité pour le pays, tout propriétaire est autorisé à utiliser et à exploiter tout cours d'eau qui borde, longe ou traverse sa propriété, en y construisant et y établissant des usines, moulins, manufactures et machines de toutes espèces, et pour cette fin, y faire pratiquer toutes les opérations nécessaires à son fonctionnement..."

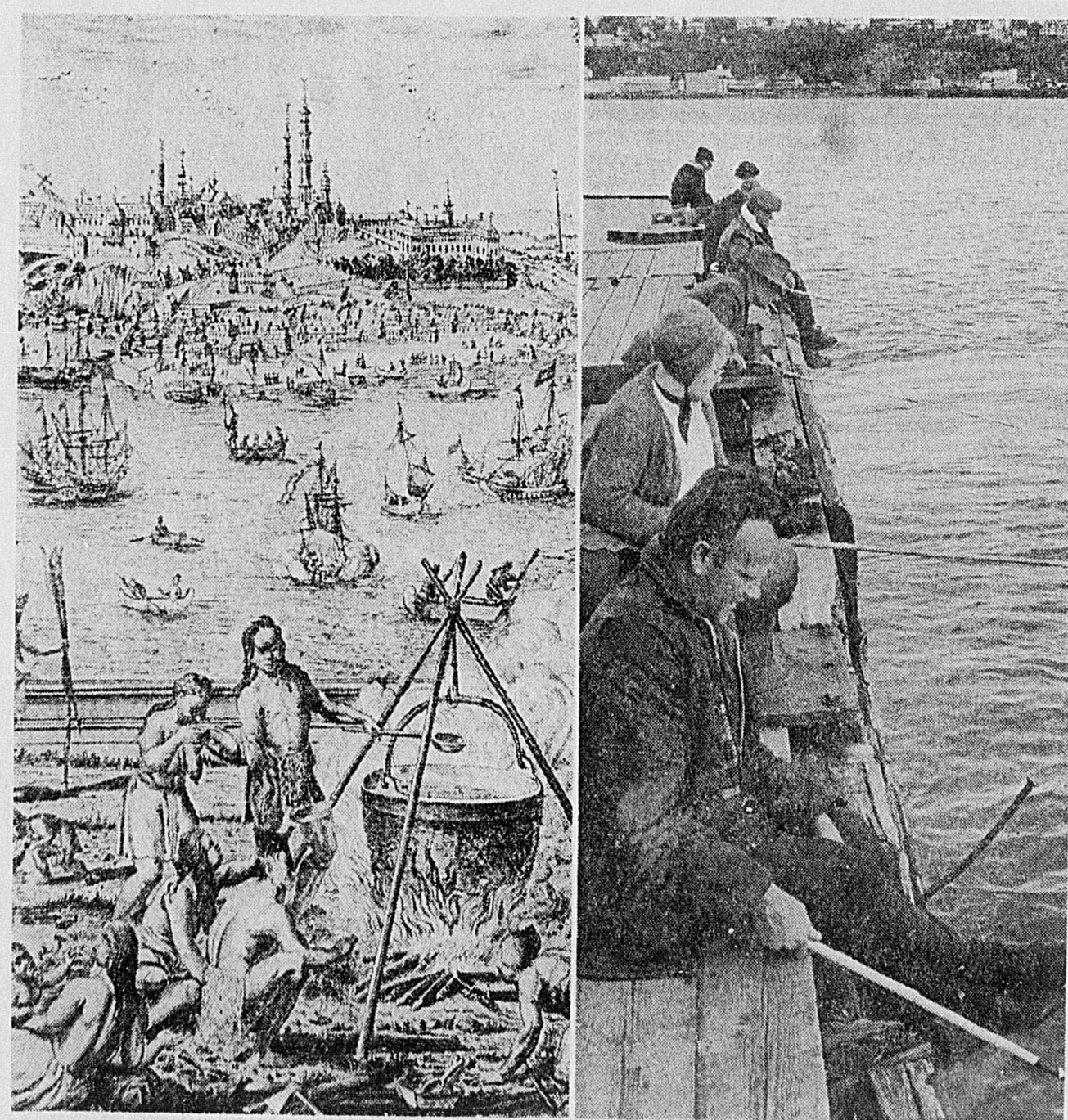
Le Parlement fédéral (en 1873) et le provincial (en 1918) émettent certaines restrictions à ces usages, mais en vue de favoriser la navigation et le règlement des problèmes de bon voisinage. Le conservation de la ressource fait encore figure de parent pauvre.

Il faut attendre 1932 avant qu'un texte de loi (Loi fédérale sur les pêcheries) ne traite de pollution comme telle. On y défend de polluer l'eau en y jetant des substances délétères.

Un peu moins de 40 ans plus tard, la Loi sur les ressources en eau du Canada fait surface (1970). Cette "pièce de résistance" fédérale et les travaux de la Commission d'étude des problèmes juridiques de l'eau (instituée au Québec en 1968) apparaissent être les deux tentatives les plus significatives pour lever le voile sur les modalités de gestion de la ressource eau.

Il aura fallu attendre plus de 300 ans avant d'être à pied d'oeuvre.

(1) "Histoire du droit québécois de l'eau, 1663-1969": Travail exécuté pour la Commission d'étude des problèmes juridiques de l'eau.



Une gravure datant du XVIIe siècle nous montre des Indiens réunis au bord du fleuve, face à Québec. Les rives du "chemin qui marche" étaient très fréquentées à l'époque. Trois siècles plus tard, cette photo de pêcheurs d'éperlans illustre bien que les choses n'ont pas changé et que le grand fleuve a toujours ses visiteurs.

(Gravure tirée des Archives du Petit Séminaire de Québec)

Location "à la carte": la nôtre...ou la leur.

TILDEN
12 3456789TPA
A. ROBERT
VANCOUVER

NATIONAL CAR RENTAL 1100 003 0001 2A J. ALLARD LOS ANGELES	AIR TRAVEL CARD AC P 0089 V AS H. BALLON TORONTO	AMERICAN EXPRESS 757 376 776 000AX G.C. MOORE 9/7/71
GULF OIL CANADA TRAVEL CARD / CARTE-VOYAGE 44 970 9120 1 S.M. GILBER 1971	Boite Blanche 941 235 678 0 JOHN MODER 1971	DINERS CLUB 1234 5678 9 DC DRCD P. CAROL 1971
ESSO 941 235 678 0 A. MARTIN 08 71	ROYALTY 94 000 0000 0 A. BROWN 1971	Shell Canada Limited 551 120 876 T.A. ROY 1971

Récemment ajoutées au groupe ci-dessus, les cartes de crédit Supertest et Texaco se joignent à celles de:

AIR CANADA CN Credit Card ACN 071 722 6 C DEC 73 R. DENIS	Canadian Pacific Credit Card CP Rail CP Air CP Ships CP Telecommunications CP 111 567890 R. GILBERT
---	---

Partout au pays, quand vous louez une voiture Tilden, la plupart des cartes de crédit reconnues sont sur le même pied que la nôtre. Elles vous permettent d'obtenir une Oldsmobile Cutlass ou autre excellente voiture flambant neuve à des

tarifs modiques, incluant l'essence. La carte de crédit Tilden est vraiment avantageuse: vous pouvez l'utiliser aux États-Unis ou partout dans le monde quand vous louez une auto par l'intermédiaire de nos amis de la National Car Rental.



Une entreprise de chez nous qui fait tout ce qu'elle peut pour vous.

Rappel: "L'essentiel, c'est l'essence". Ce principe automobile est en vigueur chez Tilden. Nos tarifs de location comprennent le coût de l'essence.

Pour réservations au Canada ou à l'étranger, composez 529-9978

Les Caisses Desjardins viendront une "semaine de la Caisse POP" pour informer le public

Pour la seconde année, les Caisses populaires Desjardins viendront une "semaine de la Caisse POP", du 17 au 23 octobre 1971, sous le thème: "C'est vous autres, al Caisse populaire Desjardins".

Selon un communiqué de la Fédération de Québec des unions régionales, M. Emile Girardin, président de cette organisation, a donné deux raisons principales qui ont amené les dirigeants à organiser cette semaine d'information populaire.

D'une part, le troisième jeudi d'octobre a été déjà choisi, en Amérique du Nord, pour commémorer chaque année le mouvement Alphonse Desjardins, fondateur du mouvement. D'autre part, le besoin d'informer les Québécois sur les activités des coopératives d'épargne et de crédit du Québec.

Le communiqué donne de plus certains chiffres concernant les membres des caisses, dont 45,7% par exemple ont entre 15 et 34 ans, ce qui confirmerait selon M. Girardin, que de plus en plus les jeunes acceptent les Caisses POP comme un "centre communautaire" plutôt qu'une institution financière.

LA PRUDENTIELLE D'AMÉRIQUE COMPAGNIE D'ASSURANCE



JEAN-PAUL LABONTÉ

Monsieur Floyd H. Bragg, C.L.U., Président, Opérations au Canada de la Prudentielle d'Amérique, Compagnie d'Assurance, annonce la nomination de Monsieur Jean-Paul Labonté au poste de Vice - Président Régional, Commercialisation, Région du Québec. La promotion de Monsieur Labonté représente le point culminant de sa brillante carrière dans la vente et la direction des ventes. Ancien Gérant du Bureau de District de Québec, Monsieur Labonté est maintenant responsable des ventes et de leur administration dans la Province. Dans ses nouvelles fonctions il dirigera le Bureau Régional de la Prudentielle à Montréal.

Réponse de M. Benson aux caisses populaires et coopératives

Plus de statut particulier en 1972

par Jean-Paul GAGNE

"A compter du 1er janvier 1972, les caisses populaires et coopératives seront imposées de la même manière que les entreprises qu'elles concurrencent à l'heure actuelle".

Ce sont les derniers mots du message que le ministre canadien des Finances, M. Edgar J. Benson, a fait parvenir récemment au directeur général du Conseil de la coopération du Québec, M. Yvon Daneau.

Pour M. Benson, les caisses populaires et les coopératives sont donc des entreprises comme les autres. Pourtant, en juillet dernier, les caisses populaires et les coopératives de toutes sortes avaient expliqué dans un mémoire ce qui les différencie des entreprises ordinaires. Ce mémoire avait été présenté par le Conseil canadien de la coopération dont est membre le Conseil de la coopération du Québec.

La réponse laconique de M.

Benson au télégramme que lui avait adressé le Conseil de la coopération le 26 juillet dernier a suscité l'ire du directeur général du Conseil de la coopération. Dans un éditorial qu'il a signé dans le journal "Ensemble", M. Daneau déplore que "le ministre des Finances persiste à assimiler les coopératives à d'autres types d'entreprises. Les dirigeants du mouvement coopératif avaient l'impression que dans les nombreux mémoires qu'ils avaient adressés à des comités... ainsi qu'à M. Benson lui-même, ils avaient établi clairement les caractères distinctifs du système coopératif".

Selon M. Daneau, les caisses populaires et les coopératives ne réclament aucun traitement de faveur. Tout au plus veulent-elles être traitées selon leurs caractéristiques propres et leurs méthodes spécifiques d'opération. Il y a là une question de justice et d'équité.

Or, le projet de loi C-259 sur

la réforme fiscale ne respecte pas ce principe de justice et d'équité, d'après le directeur général du CCQ. Parce que les charges fiscales qu'on veut leur imposer sont incompatibles avec leur nature, les caisses et les coopératives devront renoncer à leurs caractères fondamentaux, prétend M. Daneau.

D'après l'éditorialiste, non seulement le projet de loi C-259 ne tient pas compte des relations spécifiques existant entre les institutions coopératives et leurs membres, mais il intervient même dans leurs opérations en dictant la méthode selon laquelle ces institutions devront notamment distribuer leurs trop-perçus annuels.

Après avoir donné le contenu et la signification de l'article 135 du projet de loi, M. Daneau affirme que celui-ci va à l'encontre des règles d'action coopérative (pour autant sanctionnées par les législateurs) en stipulant que "les trop-perçus devraient servir à rémunérer le capital employé selon un taux fixé arbitrairement à 5 pour cent".

Il s'agit là d'après M. Daneau d'une intrusion absolument abusive puisqu'en vertu d'une disposition d'ordre fiscal on vient contredire le mode de répartition des trop-perçus (affectation d'une partie de ces surplus à la réserve générale et redistribution du reste aux membres au prorata de leurs opérations respectives avec l'entreprise) qui caractérise les coopératives (tel qu'exigé par les lois qui les régissent).

L'auteur rappelle une recommandation formulée par le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques des Communes: "Que les coopératives, les caisses populaires et les caisses de crédit n'aient aucun avantage fiscal (dans le régime à établir, mais que des dispositions appropriées soient prises pour

garantir que les activités de ces organisations ne soient pas entravées injustement et pour s'assurer qu'elles ne souffrent pas d'un désavantage fiscal".

"Or, maintient l'éditorialiste, nous constatons que le bill C-259 ne respecte pas ce principe et qu'il crée de l'iniquité à l'égard des coopératives et des caisses populaires".

Pour M. Daneau, le problème demeure entier en dépit de la lettre de M. Benson. "L'attitude du ministre des Finances, conclut-il, ne fait qu'ajouter à l'appréhension du mouvement coopératif d'être traité injustement par un gouvernement qui s'est gagné la confiance des Canadiens en promettant une "société juste".

FIDUCIE PRÊT ET REVENU

LA SEULE SOCIÉTÉ DE FIDUCIE AYANT SON SIÈGE SOCIAL À QUÉBEC



NOUVEAU - UNIQUE

INTERETS PAYES MENSUELLEMENT

sur dépôts garantis de 5 ans
\$15,000.00 et plus

N'attendez plus 3, 6 et même 12 mois pour jouir de l'intérêt de votre argent. Regroupez vos placements ET faites un dépôt garanti à FIDUCIE PRÊT ET REVENU. Nous garantissons un chèque mensuel d'intérêts dans votre courrier.

POUR TOUT AUTRE DÉPÔT
SUPÉRIEUR À \$500.00
COMMUNIQUEZ AVEC NOUS.

TAUX ACTUELS *

30 à 59 jours	4 1/4%
60 à 89 jours	4 1/2%
90 à 179 jours	4 3/4%
180 à 269 jours	5 3/4%
270 à 364 jours	5 3/4%
1 an	6 1/4%
2 ans	6 1/2%
3 ans	7 1/4%
4 ans	7 1/2%
5 ans	8 %

* Sujets à changement sans avis.

Institution inscrite à
l'Assurance-Dépôts du Québec

**FIDUCIE
Prêt et Revenu**

SIÈGE SOCIAL: QUÉBEC, QUÉ.

Membre du Groupe Prêt et Revenu

CERTIFICAT DE DÉPÔT GARANTI
S.V.P. Complétez ce coupon et
passez votre chèque à:

FIDUCIE Prêt et Revenu

QUÉBEC / 850 Place d'Youville

Tél.: 529-6821 / Jean-Guy Fillon

MONTREAL / 225 St-Jacques

Tél.: 268-1221 / Roland Hamel

(TÉLÉPHONEZ-NOUS À FRAIS
VIRÉS)

Montant: \$

Durée: ans.

Nom: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____

Minimum: \$500.00. Un certificat
officiel vous sera transmis.

économie et finance

Légère avance de la Bourse de New York

NEW YORK (AFP) — La Bourse a clôturé sur une note irrégulière hier, après avoir ouvert nettement à la hausse, sur un marché relativement calme. Cependant, en clôture, les hausses continuèrent de l'emporter sur les baisses, confirmant la légère reprise amorcée la semaine dernière, qui semble avoir redonné confiance aux investisseurs, dans l'attente des nouveaux développements que ne manquera pas de produire l'annonce dans les prochaines semaines de la phase deux de la lutte contre l'inflation. L'indice Dow Jones de 30 titres industriels a monté de 1,68 à 895,66. Au cours de la séance, l'indice avait gagné jusqu'à environ six points. Les transactions ont été modérément nombreuses alors que 14,59 millions d'actions ont changé de main par rapport à 13,41 millions vendredi.

MONTREAL (PC) — Les cours étaient généralement en hausse mais les transactions ont été restreintes hier à la Bourse de Montréal. Les observateurs ont signalé que l'allure des transactions reflète l'hésitation des investisseurs canadiens relativement aux gestes posés par les États-Unis en ce qui a trait au problème de la balance des paiements de ce pays. Il en résulte donc un effrètement malgré la tendance à la hausse de la Bourse de New York. Au total, à la Bourse de Montréal et à la Bourse Canadienne, 948,100 actions ont changé de main hier, par rapport à 1,350,600 vendredi.

TORONTO (PC) — Les cours, à la Bourse de Toronto, ont continué hier, de récupérer les pertes subies la semaine dernière, lors de la forte baisse. La plupart des compartiments ont fermé en hausse, mais l'allure des transactions a été lente. À l'indice, les titres industriels ont monté de 73 à 171,55, les métaux non ferreux de 91 à 79,63 et les pétroles de l'Ouest de 1,97 à 234,86. Les valeurs d'or ont flechi de 2,06 à 166,21. Au début de la séance de fortes avances ont été notées, aidées par la tendance à la hausse à la Bourse de New York.

TORONTO (PC) — Les prix étaient à la hausse au cours d'une séance modérément active hier, sur le marché canadien des obligations. Les fonds d'Etat canadiens à court terme ont monté d'environ 10 cents, les fonds d'Etat à moyen terme ont gagné 1-8 de point; les fonds d'Etat à long terme et les émissions industrielles ont progressé d'environ 1-8 à 1-4 de point. Les prêts d'accommodation étaient disponibles à un taux d'intérêt de 4 1-4 pour cent.

Tendance des marchés

Titres les plus actifs sur les marchés de Montréal			
Titres	Ventes	Haut Bas Fer. Chang.	
Walc GW	20100	326 1/2	+ 1/2
Com Hol	25600	810	+ 1/2
Com Ind	24000	812 1/2	+ 1/2
Com Imp	19800	809 1/2	+ 1/2
Imp Oil	16200	830 1/2	+ 1/2
Bertram	13700	83 1/2	+ 1/2
Bank NS	6700	828 1/2	+ 1/2
MacMillan	6111	829 1/2	+ 1/2
Simmons	8500	820 1/2	+ 1/2
Koffler St	5100	814 1/2	+ 1/2
MINES			
Kontiki	121500	7 1/2	+ 1/2
Dumont	41800	55	+ 1/2
Avila	23000	27	+ 1/2
Total Pet	21700	720	+ 1/2
James Bay	20800	30	+ 1/2
Volume des transactions:	928,921		
actions, comprenant 308,011 industrielles, et 202,020 minières et pétrolières.			

Cours moyens à Montréal			
Ind.	13	7	8
Ind.	178.68	150.93	211.38
Vend.	177.90	150.70	211.40
INDUSTRIES			
Ind.	177.90	150.70	211.40
Vend.	177.90	150.70	211.40
MINES			
Ind.	177.90	150.70	211.40
Vend.	177.90	150.70	211.40

Cours moyens à Toronto			
Ind.	13	7	8
Ind.	178.68	150.93	211.38
Vend.	177.90	150.70	211.40
INDUSTRIES			
Ind.	177.90	150.70	211.40
Vend.	177.90	150.70	211.40
MINES			
Ind.	177.90	150.70	211.40
Vend.	177.90	150.70	211.40

Cours moyens à Toronto			
Ind.	13	7	8
Ind.	178.68	150.93	211.38
Vend.	177.90	150.70	211.40
INDUSTRIES			
Ind.	177.90	150.70	211.40
Vend.	177.90	150.70	211.40
MINES			
Ind.	177.90	150.70	211.40
Vend.	177.90	150.70	211.40

Cours moyens à Toronto			
Ind.	13	7	8
Ind.	178.68	150.93	211.38
Vend.	177.90	150.70	211.40
INDUSTRIES			
Ind.	177.90	150.70	211.40
Vend.	177.90	150.70	211.40
MINES			
Ind.	177.90	150.70	211.40
Vend.	177.90	150.70	211.40

Ne laissez pas dormir votre argent, quand vous pouvez acheter des obligations 5 ans du Crédit Foncier. C'est plus payant. Et c'est vraiment sûr. Après tout...

...notre 8 1/4 % est garanti par \$45 millions de capital et réserves

**Crédit Foncier
Franco-Canadien**

Fondé en 1880

Québec: 1135, Chemin St-Louis (418) 681 0277
Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

COMMERCE A VENDRE

En opération à Québec depuis plus de 10 ans. Profit net de l'année en cours \$25,000 et plus. Comptant requies \$50,000, balance à discuter. Pour informations additionnelles écrire: DEPT 4174, LE SOLEIL

bourse de toronto

Cours transmis par la Presse Canadienne. A

Thres	Ventes	Haut	Bas	Fern.	Chang.	A
MINES						
Agnico	3200	225	207	288	7	Al
Akathite	1500	44	44	44	1	Al
Alcan	3000	330	330	330	3	Al
Ang Rymn	1000	38	37	37	3	Al
Arco	2600	38	36	36	2	Al
At C	242	44	44	44	1	Al
Barrick	3000	330	330	330	3	Al
Banckroft	2750	690	670	690	+20	Al
Bary Expl	1000	98	98	98	+2	Al
Bell	3000	330	330	330	3	Al
Bl Hawk	500	43	43	43	-1	Al
Brai Can F	350	175	175	175	1	Al
Brampton	820	118	118	118	1	Al
Brenda M	1600	410	410	410	-5	Al
Crans	2510	350	345	360	+10	Al
Cum Mine	1000	100	100	100	-10	Al
Cumfio	1000	275	270	270	-10	Al
Cumfio RL	1000	275	275	275	-10	Al
C Tung	2100	175	167	175	+5	Al
Cumfio RL	1000	275	275	275	-10	Al
C Merrill	2000	26	24	26	+1	Al
C Merrill	213	650	650	650	-1	Al
Cassidy	1000	171	171	171	-1	Al
Cent Pat	500	171	171	171	-1	Al
Chenly	10000	152	183	183	+4	Al
Chib Ray	4000	7	7	7	+1	Al
Chimco	3500	120	110	110	-3	Al
Columb M	7000	42	40	42	-2	Al
Columbia	820	118	118	118	-1	Al
C Durr	11500	102	100	102	-2	Al
C Marben	8200	163	153	163	+10	Al
C Marben	8200	163	153	163	+10	Al
C Respar	3000	22	22	22	-1	Al
Copcor	3000	800	780	800	+20	Al
Con Fields	800	116	116	116	-1	Al
Con Fields	800	116	116	116	-1	Al
Craigmont	1700	825	810	820	+10	Al
Crowbank	1000	10	9	9	-2	Al
Dellhi Pac	500	8	8	8	+1/2	Al
Denison	1000	224	22	22	-2	Al
D Expior	2000	133	132	133	-1	Al
Dona	2000	505	505	505	-1	Al
Dona	2000	505	505	505	-1	Al
East Sul	1470	242	236	242	+2	Al
East Sul	1470	242	236	242	+2	Al
F Nat Urn	297	18	18	18	-1	Al
F Nat Urn	297	18	18	18	-1	Al
Fort Reinc	7280	92	49	49	-4	Al
Gat	18500	505	495	505	+10	Al
Grandroy	3000	104	104	104	-1	Al
Grandroy	3000	104	104	104	-1	Al
Granite	2500	104	104	104	-1	Al
Green Pat	6000	28	27	27	-1/2	Al
Headway	500	71	71	71	-1	Al
Highmont	1000	225	225	225	-1	Al
Hudbay	3000	204	204	204	-1	Al
Hudbay	3000	204	204	204	-1	Al
Int Molu	4700	23	15	15	-1	Al
Int Molu	4700	23	15	15	-1	Al
Jelco	1000	12	12	12	-1	Al
Jelco	1000	12	12	12	-1	Al
Kan Kotia	2300	38	36	38	-1	Al
Kerr	721	710	700	700	-10	Al
Kerr	721	710	700	700	-10	Al
Lab Min	320	34	34	34	-1/2	Al
Lakehead	1000	10	10	10	-1/2	Al
Lakehead	1000	10	10	10	-1/2	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	Al
Long River	23500	1	9	10	+2	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Lutton M	300	151	151	151	-1	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Luz	2000	300	300	300	-10	Al
Louis	2100	10	10	10	-1	

第 10 章 数据库系统 10.1 数据库系统概述 10.2 数据库系统的组成 10.3 数据库系统的层次结构 10.4 数据库系统的功能 10.5 数据库系统的性能 10.6 数据库系统的维护 10.7 数据库系统的管理 10.8 数据库系统的开发 10.9 数据库系统的测试 10.10 数据库系统的部署 10.11 数据库系统的迁移 10.12 数据库系统的备份与恢复 10.13 数据库系统的灾难恢复 10.14 数据库系统的其他问题

[illegible]

bourse de new york

100

[illegible][illegible]

bourse

Cours transmis par la Presse Canadienne					
Titres Ventes Haut Bas Firm. Chang.					
Albita	1500	835	5%	5%	+1
Abita Gas T	2190	549	49%	49%	+1
C N S rts	10275	335	3%	3%	-1
Alcan	4565	37%	17%	17%	-1
Alkoma St	70	312	12%	12%	-1
Almco	460	826	9%	9%	-1
Aquitaine	1228	324	27%	28	-1
QNT	62	829	2%	2%	-1
Bank Mt	4938	56%	16%	16	-1
Bank NS	6760	824	28	28	+1
Bank CN	10275	335	3%	3%	-1
Bq Deprz	2363	314	14%	14	-1
Bq Pn Can	1134	324	12%	12	-1
Bell A pr	175	850	50%	50	+1
Bell C pr	175	850	50%	50	+1
Bombardier	725	812	12%	12	-1
Bondar C	1250	87	6%	7	-1
Bonifant	460	826	9%	9%	-1
Brascan	324	815	18%	18	-1
Brinco	500	534	5%	5	-1
Can Cen B	10275	335	3%	3%	-1
Cent Perm	150	516	16%	16	-1
OSL	4290	838	58%	58	+1
Can Brew	1375	89%	6%	6	+1
Can Cable	2175	3124	134	134	-1
Can Cel	150	835	9%	9	-1
C Im	3465	233%	23%	23	-1
CIL	822	111%	11%	11	-1
CJN Javln	100	831	24%	24	-1
CPI pr	144	825	25%	25	-1
P Intve W	1120	590	83%	83	+1
Can Tire A	400	832	12%	12	-1
ePLtd	24050	313%	13%	13	+1
CPJ 3 p	520	810%	104	104	-1
Cent Dyn	500	80	80	80	-1
Chemical	1800	400	230	230	-1
Cheney	1500	865	18%	18	-1
Commco	2173	821%	134	134	-1
Con Bath	16025	381%	6%	6	+1
Con Bath w	150	45	45	45	-1
C Text	550	85%	5%	5	+1
Cons Gas	175	819	19%	19	-1
Crash Int	180	818	18%	18	-1
Cyprus A	2160	875	57%	57	+1
Dome Secd	1500	342	500	500	-1
Dome Petr	1500	342	500	500	-1
Eaton Bridge	400	824	22%	22	-1
Falcon	500	824	22%	22	-1
Fin Col	1777	8154	14%	14	-1
Fuelco	200	845	25	25	-1
Fuelor 6p	925	88%	8%	8	-1
Gensico L	250	160	160	160	-1
Kearlgr	500	175	175	175	-1
Nor Oil Gas	460	838	670	682	-1

bour
ca

Cours transmis par la Presse Canadienne					
INDUSTRIES					
Titres Ventes Haut Bas Firm. Chang.					
Amh Db	1000	150	170	170	-10
Aquabl	2688	340	305	305	-15
Bele Stand	850	153	154	154	-10
Blue Bon	500	815	155	155	-5
Canlot	1000	400	400	400	-5
Canadian Dyn	2000	365	365	365	-5
Commodor	200	874	74	74	-14
Dallens	100	810	10	10	-5
Domeco	400	415	410	410	-5
Drum Die	2960	50	25	25	+2
Drum Brak	500	302	500	500	-10
Eaton Drac	300	363	350	350	-5
Hubb Drv	50	837	37	37	-5
Imperial	100	845	25	25	+5
Proflex	2550	310	300	300	-5
RDR	100	89	9	9	-5
RDR w/s	1608	215	275	310	+10
S Law D	100	78	76	76	-2
SXL Div	100	874	74	74	-14
suptes Pt	1000	831	240	240	-14
Unican Sec	1500	400	385	400	-10
Ut Fund	200	155	155	155	+10
Wand A	100	160	160	160	-10
Wabasso	100	15	15	15	-5

bour
an

MINES ET PETROLES					
Titres Ventes Haut Bas Firm. Chang.					
Acrocl Ltd	7300	81	50	60	+2
ALS	700	550	520	550	-10
Amercan	1000				
Amstar	2000	12	12	12	-12
Atro	500	9%	9%	9%	-12
Alt Tung	8750	39	38	38	-12
Baker	2500	9%	9%	9%	+5
Basic Res	100	350	350	350	-10
Baker Fil	1000	38%	38	38	+12
Bell	2608	100	100	100	-10
Buffalo Gas	1000	350	350	350	+5
Cadillac Exc	2000	150	150	150	-10
Canad Pot	2000	350	350	350	-10
CS Pete	500	625	625	625	+15
C LI Pete	500	61	61	61	-1
Canad Pot	2000	350	350	350	-10
Canad Mines	900	41	41	41	-1
Chipman	2000	350	350	350	-15
C Can Exc	500	15	15	15	-10
Comstar	1000	912	912	912	+112
Conor Ex	13500	45	40	42%	+112
Copar	500	10	10	10	-10
Corge	1000	22	22	22	-10
Credo Min	500	13	12	12	-10
Cresco	2500	10	10	10	-10
D Lease	1124	102	100	105	-10
Dyneco	1500	85	81	85	+10
Dynco	2000	350	350	350	+10
Eaton Min	5700	350	345	345	+10
Emp Min	500	6	6	6	+12

bour
an

Cours fournis par la Presse Associee et transmis par la Presse Canadienne					
Ventes					
Alta. Div.	en 10 haut bas firm. chang.				
Alkoma	284	27%	28	6	+ 1%
AO Ind	32	2	1%	1%	- 1%
Almco	14	3%	2%	2%	- 1%
Arkus	18	2	1%	1%	- 1%
Asasmera O	235	17%	16%	16%	- 1%
INCO	20	4	2%	2%	- 1%
Australo	28	18%	10%	13%	- 1%
AutoRad	17	6%	6%	6%	- 1%
Barrick	10	4	2%	2%	- 1%
Bovt 19	45	32%	31%	32	- 1%
Brinfa	244	14%	13%	13%	- 1%
Brascan	60	4%	3%	4	- 1%
Battles Co	71	13%	14%	13%	- 1%
CampCh	70	74	13-16	15-16	+16
Canad &AO	100	4	3%	4	- 1%
CinHome	84	10%	10%	10%	- 1%
CinCine 44f	54	12	11%	11%	- 1%
CJN	20	2	2%	2%	- 1%
Can Occ	1	9%	9%	9%	- 1%
CJN 44f	2	41%	41%	41%	- 1%
Carerra	48				- 1%
Castleton	23	2%	2%	2%	- 1%
INCO	82	4%	4%	4%	- 1%
Christiana	87	9%	8%	9%	+ 5%
Cinram	41	3%	3%	3%	- 1%
Can 19	17	4	4%	4%	+ 1%
Colmn 49	24	31%	30%	30%	+ 1%
Conc Par	41	13-16	13-16	13-16	+ 1%
Crustal	17	4	4%	4%	- 1%
Crestint	24	4%	4%	4%	+ 1%
Cryst 1	3	1%	1%	1%	- 1%
Data P	67	4%	4%	4%	- 1%
CADA Dev	16	12%	12%	12%	- 1%
Dyneco	20	12%	12%	12%	+ 1%
Divray 50	12	18%	17%	18%	- 1%
CSB	20	2	2%	2%	- 1%
Dome Pet	89	37%	36%	37	+ 1%
Dometar 60	5	10%	10%	10%	- 1%
Eckman	21	3%	3%	3%	- 1%
Equic 06g	278	3%	3%	3%	+ 1%
Front Air	12	5%	5%	5%	- 1%
Gren Bat	181	30%	29%	29%	+ 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
Great 40	50	1%	1%	1%	- 1%
Greys 20e	19	8	7%	7%	- 1%
Gulf 60	22	2%	2%	2%	- 1%
Gurdon	173	38%	36%	37%	- 1%
Guilfo 60	1	27	27	27	- 1%
Husky 50	112	17%	17%	17%	- 1%
Husky 15	95	17%	17%	17%	+ 1%
Instale	712	30%	28%	30%	- 1%
Jetrone	20	3%	3%	3%	- 1%
Kaiser 19	27	36	36	36	- 1%
Kalveex 60t	30	4%	4%	4%	- 1%
Kin Air	37	3%	3%	3%	- 1%
Kin Air	37	3%	3%	3%	- 1%
Kinny C 03	124	11%	10%	11%	+ 1%
Loews w	380	23%	24%	24%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%
LTVA 40	22	2%	2%	2%	- 1%

100

[illegible]

Un élément de plus dans l'expansion de Québec

Simpsons-Sears inaugureront demain son magasin de Place Laurier

par Roch DESGAGNE

La région métropolitaine de Québec constitue, sans conteste, le plus dynamique pôle de développement économique de la province, actuellement.

L'expansion phénoménale dans le secteur de la construction et le relèvement du niveau général de salaire, accompagnés d'un rythme normal d'augmentation de la population, sont les facteurs marquants de ce boom économique qui impressionne et attire les investisseurs.

Ce sont, du moins, les principales raisons qui ont déterminé l'implantation du 40e magasin de Simpsons-Sears, le troisième au Québec, dans le centre commercial de Place Laurier. Le nouvel établissement ouvrira ses portes au public demain matin.

Déjà, Simpsons-Sears possède un magasin à rayons à Place Fleur-de-Lys, un à Chicoutimi, et maintenant un deuxième à Québec. Le quatrième de ces centres sera inauguré le 13 octobre prochain à Trois-Rivières, et l'entreprise projette un cin-

quième magasin d'ici à un an, à Hull. Le magasin de Chicoutimi célèbre son troisième anniversaire, cette semaine.

L'ouverture de ce nouveau magasin à Place Laurier est une autre preuve tangible de la confiance continue que la maison Simpsons-Sears met dans l'avenir de la province de Québec et aussi son intention d'y prendre une part active.

Le directeur général des magasins, M. Jean Fugère, lors de l'avant-première de l'ouverture du nouveau magasin.

DEVELOPPEMENTS PREVUS

Selon les projections des administrateurs de la compagnie Simpsons-Sears, la population du Québec métropolitain augmentera d'au moins 65.000 habitants dans les cinq prochaines années, si le rythme actuel se maintient.

Egalement, c'est dans cette région économique que les salaires connaissent présentement une majoration sensible, dans le secteur des employés gouvernemen-

taux, principalement. Le niveau de vie y est même supérieur à des centres comme Halifax et Winnipeg, selon les moyennes des salaires. L'industrie de la construction connaît un développement extraordinaire, dans la région de Québec.

Selon le directeur général de Simpsons-Sears pour la province, Québec figure donc parmi les meilleurs endroits de la province et du pays où l'explosion économique se poursuit d'une façon intense.

Sans vouloir se prononcer catégoriquement sur les conditions actuelles de l'économie au Québec et sur les perspectives, M. Sauvè se dit très confiant en l'avenir économique du Québec.

\$5 MILLIONS

Au bas mot, Simpsons-Sears versera 5 millions de dollars en salaires, dans la région de Québec, au cours des 12 prochains mois, selon les renseignements fournis par M. Jean Fugère, gérant du nouveau magasin de Place Laurier.

Avec ses 715 employés réguliers, 650 à temps partiel, et son

personnel du centre de service, la main-d'œuvre locale utilisée par les deux centres Simpsons-Sears formera un volume impressionnant.

UN DEBUT

Aménagé au coût de plusieurs millions de dollars, le nouveau magasin de Place Laurier, qui compte 58 départements constituant ce qu'il y a de plus moderne dans ce domaine de la vente au détail, dit-on. L'accent est mis sur l'étalage attrayant de la marchandise, car l'idée générale dans la disposition de la marchandise a subi une évolution considérable, note le directeur général du nouveau magasin.

Et selon M. Fugère, "c'est un commencement, car nous adapterons notre magasin et notre marchandise aux désirs de la clientèle".

Dividendes déclarés

Hand Chemical Industries Ltd., dividende de cinq cents l'action ordinaire; cinq cents l'action privilégiée, les deux payables le 1er novembre, inscription le 8 octobre.

Cambridge Leaseholds Limited, dividende annuel de quinze cents par action, payable le 29 octobre 1971, inscription le 13 octobre.

Gulf Oil Canada, dividende de 15 cents l'action ordinaire, payable, en argent canadien, le 3 janvier 1972, inscription le 3 décembre 1971.

Massachusetts Income Development Fund, distribution de capital au montant de 28 cents par action, représentant les gains réalisés à la vente de valeurs mobilières; ce dividende est payable le 29 octobre 1971, en actions additionnelles à leur valeur comptable nette ou en argent comptant, au choix des actionnaires enregistrés aux livres le 30 septembre 1971.



SIMPSON-SEARS ouvre son deuxième centre commercial à Québec demain matin, à Place Laurier. Les événements marquant l'inauguration ont été présidés par M. C. Paul Sauvé, directeur général pour le Québec des magasins Simpsons-Sears (deuxième sur la photo) que l'on voit ici en compagnie

de MM. Jacques Villeneuve, directeur de la mise en marché pour la province de Québec, Jean Fugère, gérant général du magasin Laurier de Simpsons-Sears, et J.-Louis Lamirande, surintendant des opérations du nouveau magasin.



MARCEL CHENETTE, F.I.A.C. Monsieur Robert Parizeau, directeur général de la Blanc Eldridge Parizeau, Inc., courtiers d'assurance, a le plaisir d'annoncer la nomination de Monsieur Marcel Chenette, F.I.A.C., au poste de directeur adjoint du service des facultaires. Monsieur Chenette compte vingt et une années d'expérience dans le domaine de l'assurance générale.

Une fraction importante des produits vendus par Simpsons-Sears sont des produits du Québec

Simpsons-Sears contribue à l'économie du Québec, puisque la moitié des articles fabriqués au Canada et vendus dans ses magasins à rayons et par cata-

logues sont produits dans la province de Québec. Quelque 500 manufacturiers québécois ont déjà bénéficié de commandes placées par le nouveau ma-

gasin Simpsons-Sears de Place Laurier.

Plus de 85 pour cent des produits vendus par cette chaîne nationale sont fabriqués au Canada.

Parmi les milliers d'articles fabriqués au Québec et présentés dans le nouveau magasin, on remarque les vêtements pour toute la famille, la lingerie et vêtements de base, les vêtements et articles de sport, les meubles et matelas, la literie, les radios et les téléviseurs.

En plus des importantes commandes données aux manufacturiers québécois par les 40 magasins à rayons de Simpsons-Sears, la division de la vente par catalogue et les magasins à

rayons Robert Simpsons placent aussi pour des millions de dollars de commandes de produits canadiens et québécois.

Ceci est un témoignage de confiance de la part de ces compagnies envers les manufacturiers du Québec et une reconnaissance de la qualité des marchandises qu'ils produisent, notent les administrateurs de Simpsons-Sears.

En achetant les produits québécois ces compagnies contribuent à faire connaître toujours plus ces produits d'un océan à l'autre, tout en assurant une augmentation des bénéfices pour les fabricants du Québec. De ce fait, ces magasins aident à la prospérité économique de la province.



FOURNISSEURS QUEBÉCOIS — Voici un exemple typique de l'encouragement que Simpsons-Sears donne aux manufacturiers québécois. M. Jacques Caron, président de Caron Limitée, de Batiscan, près de Québec, inspecte une expédition de robes de chambre destinée à des magasins Simpsons-Sears dans différentes provinces.

Allende se montre exigeant

Les producteurs de cuivre des E.-U. se tournent vers la Maison Blanche

NEW YORK (PA) — Les producteurs de cuivre des Etats-Unis, affectés par la nationalisation de leurs propriétés au Chili avec peu ou pas de compensation semblent n'avoir plus maintenant qu'un lieu vers lequel se tourner: la Maison Blanche.

Le département d'Etat a déjà exprimé sa vive inquiétude au sujet de la déduction du gouvernement chilien de déduire \$774.000.000 au titre de profits présumés excessifs sur toute compensation qui sera fixée pour les mines de cuivre partiellement propriété des Américains, qu'il a nationalisées le 16 juillet 1971, déclare l'American Metal Market, quotidien de l'industrie des métaux aux Etats-Unis.

On considère que le geste du

gouvernement du Chili élimine à toutes fins pratiques, la possibilité de paiement des mines de cuivre Chucumata, El Salvador et El Teniente, dont la valeur totale est estimée à \$500.000.000, et ce en dépit des promesses chiliennes d'indemniser les producteurs pour leurs propriétés saisies.

Voici les prix des principaux métaux non ferreux:

Cuivre — 52 3/4 à 53 cents la livre, livrée; métal étranger 45,98 cents la livre, à New York (prix nominal).

Plomb — 14,00 à 14,50 cents la livre à New York; 13,80 à 14,30 cents la livre à Saint-Louis.

Zinc — 17 cents la livre.

Aluminium — 29 cents la livre, en lingots, excluant les alliages livrés.

Antimoine — 59 cents la livre en vrac d'une teneur de 99,5% en lots de wagons à l'usine du producteur.

Magnésium — 36 1/4 à 37 cents la livre, en lingots.

Minerai de manganèse — 63 à 68 cents l'unité de tonne, avec une teneur minimum de 45 à 50%.

Nickel — \$1,33 la livre, en cathodes électrolytiques à Port Colborne, Ontario.

Platine — \$1,20 à \$1,25 l'once.

Minerai de tungstène — \$60,75 à \$63,27 l'unité de tonne courte, droits non compris.

Mercur — \$281,00 le contenant de 76 livres à New York.

Argent — \$1,343 l'once à New York.

Etain — \$1,67 1/4 la livre, à New York.

La nouvelle usine d'ASEA à Varennes

Une manifestation du mouvement dans l'économie du Québec

Bourassa

par Claude TESSIER,
envoyé du Soleil
à Varennes

C'est une usine belle comme suédoise que le premier ministre Robert Bourassa a inaugurée hier midi à Varennes en présence de 500 invités et d'un membre de la célèbre famille des banquiers industriels Wallenberg de Suède, M. Marcus Wallenberg, président du conseil de Allmanna Svenska Elektriska Aktiebolaget (ASEA).

Succombant au charme du bâtiment peint à l'intérieur aux couleurs chatoyantes suggérées par la décoration des usines ASEA de Suède, notant la propreté impeccable des dalles de béton capables de résister à des charges mobiles de 3.100 livres au pied carré, retenant que cet investissement de \$12.000.000 dans la fabrication de transformateurs de puissance procurera dans quelques mois 275 emplois réguliers, le premier ministre a eu ces mots:

"Si le public savait les entreprises qui ouvrent leurs portes, on aurait une image plus exacte de ce qui se passe au Québec. C'est une économie en mouvement. Sans doute, elle a ses points faibles, mais depuis un an, il y a une nette amélioration au niveau des emplois." Puis il a rappelé que le Québec n'est pas seul à affronter le chômage. La Suède a aussi ce problème. Le gouvernement du Québec a mis en route des travaux dans le secteur public. Il a encouragé le secteur privé et des investissements comme ceux de la ASEA permettent d'être "raisonnablement optimiste" sur l'orientation de notre économie.

Prenant la parole à son tour, M. Marcus Wallenberg qui est aussi président de Atlas Cop Co. et de Scandinavian Airlines a dit comment le gouvernement par une subvention de \$2 millions et l'Hydro-Québec, "un précurseur du développement technique dans la transmission d'énergie électrique", ont été d'un précieux support dans l'implantation de la nouvelle usine située à Varennes, à 15 milles à l'est de Montréal.

M. Wallenberg a dit que le groupe ASEA avait choisi cet endroit parce que la société suédoise veut profiter du voisinage du laboratoire de recherches de l'Hydro-Québec et parce que ASEA veut s'attaquer au marché des transformateurs et des réactances et

ensuite au marché des deux Amériques et à ceux des pays du Commonwealth.

Comme il sied à un président de sa taille, M. Marcus Wallenberg a commenté la situation internationale en disant qu'elle était maintenant difficile à la suite des décisions du président Nixon des Etats-Unis. "Il faudra du temps pour trouver de nouveaux ajustements, a-t-il dit, et de nouvelles formules de collaboration internationales. Cette responsabilité revient aux hommes d'affaires, aux banquiers et aux gouvernements. Des pas encourageants ont été faits récemment à Washington lors de la réunion de la Banque mondiale et d'autres organismes internationaux." M. Wallenberg a dit que le mouvement de réforme amorcé doit reposer plus sur la modération que sur l'agressivité.

Il revient à un ingénieur diplômé en métallurgie et bien connu des Saguenayens, M. Jean-Yves Côté, d'agir comme président de ASEA Industries Ltée et comme directeur général de la nouvelle usine. Avant d'assumer ces nouvelles fonctions, M. Côté, âgé de 35 ans, était responsable de la production à l'usine de Chicoutimi Silicon Ltée et à celle de Smelter Power Corporation, une filiale en propriété exclusive de l'Union Carbide.

Présentement, l'usine de Varennes emploie 108 personnes. L'emploi sera porté à 275 quand la fabrication des transformateurs sera devenue chose régulière l'an prochain. Le français comme langue de travail et le système métrique seront en usage à cette usine. Un groupe de 70 personnes est allé suivre un entraînement approprié en Suède où ASEA possède aussi des installations pour la fabrication de transformateurs à très grande puissance. L'usine de Varennes a déjà reçu une commande pour la Colombie, en Amérique du Sud.

Le président de ASEA de Suède, M. Curt René Nicolin au cours d'une conférence de presse hier midi, a souligné les relations harmonieuses qui existent en Suède entre patron et ouvriers. "En s'installant au Québec, a-t-il dit, la compagnie n'a pas l'intention d'imposer les concepts en vigueur en Suède, mais elle entend être bon citoyen dans ce pays, et être prête à accepter et à faire face aux situations."

nouvelles brèves des sociétés

La CVMQ autorise Sanair à vendre des actions

MONTREAL (PC) — Les actions de Sanair Drag Strip ont été enregistrées à la Commission des valeurs mobilières, ce qui permet d'en faire la vente au public. C'est ce qu'a fait savoir le président de Sanair, M. Jacques Guertin.

M. Guertin a confirmé que les actions avaient été enregistrées pour la vente au public. Sanair sera autorisée à vendre 300.000 actions qui rapporteront \$600.000.

Hausse des prix des voitures Toyota

TORONTO (PC) — La réévaluation du yen japonais a entraîné des hausses de prix allant jusqu'à \$251 sur les voitures Toyota.

Canadian Motor Industries, distributeur de ces voitures au Canada, a dit que les augmentations de prix sur le modèle Corolla, la voiture la moins chère de la compagnie, varient entre \$100 et \$180 tandis que les prix des modèles plus dispendieux augmentent par \$201 à \$251.

CP Rail achète 40 locomotives

MONTREAL (PC) — CP Rail fera l'achat de 40 locomotives, au coût total approximatif de \$17.000.000, de General Motors of Canada Ltd. C'est ce qu'a annoncé hier la compagnie de chemins de fer.

Les unités à moteur diesel-électrique d'une puissance de 3.000 chevaux-vapeur seront utilisées sur la ligne principale de CP Rail entre Montréal, Toronto et Calgary.

Panarctic Oils Ltd. découvre du gaz naturel

Panarctic Oils Ltd., un consortium gouvernement-industriel a confirmé, avec le forage

d'un puits hors du champ gazéifié prouvé, la découverte d'un important gisement de gaz naturel sur le territoire lointain de King Christian Island, dans l'Arctique canadien.

Le récent puits, situé à deux milles du puits d'essai initial, a permis d'échapper pas moins de 165 millions de pieds cubes de gaz naturel par jour à travers un tuyau ouvert sans aucune restriction du débit. Le groupe, rapporte le Wall Street Journal, a dit que l'échappement maintenait un rythme stable, mais que ce n'était pas le taux maximum auquel le puits pourrait fonctionner.

Panarctic, dans laquelle le gouvernement du Canada détient une participation de 45 pour cent, 20 compagnies possèdent la balance, a également découvert un autre gisement gazéifié dans l'Arctique, à Melville Island.

Zodiac Ltée diminue ses pertes

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 1971, les pertes nettes de Zodiac Ltée se sont élevées à \$117.510 en comparaison de pertes de \$248.225 durant la même période l'année précédente. Les chiffres sous réserve de vérification montrent que pour les trois mois clos le 31 juillet 1971, les pertes ont été de \$6.501 à comparer à \$55.961 durant le trimestre correspondant un an plus tôt.

La compagnie anticipe que l'année se terminant au 31 octobre 1971 affichera un profit, comparativement à une perte d'environ \$230.000 en 1970.

Shelter Bay Mining Corporation

Shelter Bay Mining Corporation poursuit activement un programme de mise en valeur complète de la propriété située dans le comté de Temiscamingue. Cette propriété couvre une étendue de 2.000 acres sur un contact entre des rhyolites et de l'andésine. C'est sur ce même contact qu'ont été découverts les gites de cuivre-nickel de Midrim et Kelly Lake.

Sur la propriété de Shelter Bay Mining, une anomalie magnétique de 2.500 pieds de long sur 250 pieds de large a été repérée dans les rhyolites, atteignant 4.400 gammes d'intensité.

obligations canadiennes

TORONTO (PC) — On trouvera ci-dessous une liste de titres à revenu fixe selon le rapport de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières.

EMPRUNTS GARANTIS PAR LE PAYS	Off.	Dem.
6 1/2 % dec. 1971	100,15	100,30
7 1/4 % avr. 1972	101,25	101,40
6 1/2 % avr. 1972	100,80	100,95
4 1/2 % sept. 1972	99,70	99,90
5 1/4 % dec. 1972	100,10	100,30
8 1/2 % avr. 1973	103,50	103,70
8 1/2 % avr. 1973	102,20	102,50
7 1/2 % avr. 1973	102,55	102,85
6 1/2 % juil. 1973	102,00	102,30
6 1/2 % juil. 1973	102,20	102,50
6 1/2 % oct. 1973	99,65	99,95
6 1/2 % oct. 1973	102,05	102,35
6 1/2 % oct. 1973	99,05	99,35
5 1/4 % dec. 1973	99,35	99,65
5 1/4 % avr. 1974	101,10	101,40
7 1/4 % avr. 1974	103,80	104,10
7 1/4 % juil. 1974	102,20	102,50
8 1/2 % oct. 1974	100,00	100,30
8 1/2 % oct. 1974	101,50	101,80
8 1/2 % oct. 1974	99,25	99,55
6 1/2 % avr. 1975	101,00	101,30
6 1/2 % oct. 1975	101,00	101,30
7 1/4 % avr. 1975	104,00	104,30
7 1/4 % juil. 1975	103,75	104,00
7 1/4 % dec. 1975	99,00	99,30
5 1/4 % avr. 1976	100,00	100,30
5 1/4 % juil. 1976	100,00	100,30
5 1/4 % juil. 1976	80,25	80,55
5 1/4 % sept. 1977	100,00	100,30
8 1/2 % janv. 1978	87,50	88,20
8 1/2 % juil. 1978	108,00	108,30
8 1/2 % oct. 1979	81,00	81,75
6 1/2 % juil. 1979	100,25	100,55
5 1/2 % avr. 1980	94,25	94,55
5 1/2 % sept. 1983	83,75	84,25
5 1/2 % juil. 1988	80,50	81,50
5 1/2 % juil. 1988	82,25	82,55
5 1/2 % juil. 1988	81,00	82,00
5 1/2 % juil. 1988	83,00	86,00
5 1/2 % juil. 1988	84,50	85,50
5 1/2 % juil. 1988	57,00	58,00
5 1/2 % juil. 1988	59,00	60,00
5 1/2 % juil. 1988	100,05	100,25
CNR 5 1/2 % dec. 1971	96,20	96,50
CNR 5 1/2 % juil. 1974	92,00	92,30
CNR 5 1/2 % mai 1977	81,00	82,00
4 1/2 % juil. 1981	82,00	83,00
C.B. Hyd 5 1/2 % avr. 1981	88,00	89,00
Man Tel 8 1/2 % sept. 1974	103,50	103,80
Man Tel 7 1/2 % juil. 1981	100,50	100,80
Man Hyd 8 1/2 % avr. 1981	99,75	100,05
Man Hyd 8 1/2 % avr. 1981	99,00	99,30
N.E. 9 1/4 % 15 oct. 1980	96,00	96,30
N.E. 9 1/4 % 15 oct. 1980	108,00	108,30
N.E. 9 1/4 % 15 oct. 1980	92,50	92,80
N.E. 7 1/4 % 15 oct. 1980	94,00	94,30

EMISSIONS DES PROVINCES Y COMPRIS LES EMPRUNTS GARANTIS	Off.	Dem.
Alta 8 1/4 % 15 juin 1981	101,00	101,30
Alta 8 1/4 % 15 avr. 1980	108,00	108,30
Alta Tel A 15 sept. 1974	102,50	102,80
Alta Tel B 15 sept. 1974	88,50	88,80
AMEC 8 1/4 % 15 juin 1980	107,00	107,30
AMEC 8 1/4 % 15 sept. 1980	92,50	92,80
C.B. Hyd 5 1/2 % avr. 1981	81,00	82,00
Man Tel 8 1/2 % sept. 1974	103,50	103,80
Man Tel 7 1/2 % juil. 1981	100,50	100,80
Man Hyd 8 1/2 % avr. 1981	99,75	100,05
Man Hyd 8 1/2 % avr. 1981	99,00	99,30
N.E. 9 1/4 % 15 oct. 1980	96,00	96,30
N.E. 9 1/4 % 15 oct. 1980	108,00	108,30
N.E. 9 1/4 % 15 oct. 1980	92,50	92,80
N.E. 7 1/4 % 15 oct. 1980	94,00	94,30

Ont 5 1/4 % 15 oct. 1985	\$4,00	\$3,50
Ont 7 1/2 % 15 fev. 1988	93,50	93,50
Ont Hyd 8 1/4 % 1er oct. 1978	104,00	103,50
Ont Hyd 8 1/4 % 1er oct. 1978	103,00	102,50
Ont Hyd 7 1/2 % 4 fev. 1986	87,50	88,50
Ont Hyd 7 1/2 % 4 fev. 1986	88,50	89,50
Ont Hyd 9 1/2 % 30 juil. 1985	106,00	105,50
Ont Hyd 9 1/2 % 30 juil. 1985	110,00	109,50
Pei 9 1/2 % 15 mars 1980	104,50	104,00
TPR 8 1/4 % 1er oct. 1978	105,00	104,50
Que 9 1/2 % 1er oct. 1985	105,50	105,00
Que 8 1/2 % 1er oct. 1985	96,00	96,00
Que Hyd 9 1/2 % 1er fev. 1973	107,00	106,50
Sask 9 1/2 % 1er mars 1987	83,50	87,50
Sask 7 1/2 % 15 août 1988	94,50	96,00
Sask 8 1/2 % 1er dec. 1989	106,00	107,50
Sask 8 1/2 % 15 juin 1991	101,00	102,00
Alta 7 1/4 % 15 oct. 1991	89,75	100,50

Bill sur le blé des Prairies

Les conservateurs abandonnent la lutte

par Elie LALANCETTE

OTTAWA (PC) — Les conservateurs ont décidé de ne plus s'opposer au projet de loi C-244 sur la stabilisation du produit de la vente du blé des Prairies, même s'ils ne peuvent appuyer le projet actuel sans amendements substantiels.

Selon une communication en provenance du bureau de M. Robert Stanfield, signée de sa main et distribuée hier en soirée, les conservateurs déclarent qu'il est vital que les fermiers de l'Ouest reçoivent l'argent que le gouvernement leur doit et qu'en conséquence ils n'empêcheront plus les Communes d'en arriver à un accord.

Hier après-midi, ils avaient déjà décidé de mettre en application cette politique lorsqu'ils ont voté contre un ajournement des débats proposé par le leader néo-démocrate, M. David Lewis. Au moment de ce vote, toutefois, quatre des leurs avaient décidé de suivre les néo-démocrates.

La déclaration stipule que lors des prochaines élections, le projet de loi sera jugé selon son mérite.

Après avoir mentionné qu'ils sont déçus de constater que le gouvernement a rejeté l'idée de tout changement, les conservateurs affirment que le gouvernement Trudeau paiera cher ce refus d'amender un projet de loi que le premier ministre Trudeau avoue lui-même être imparfait.

En contrepartie, les conservateurs assurent que, lorsqu'ils seront au pouvoir, ils sauront pourvoir les fermiers de lois honnêtes, après consultation avec eux.

Enfin, le communiqué mentionne que "ni eux" ni les "provinces" ne pouvaient forcer le gouvernement à accepter des amendements pour améliorer le projet de loi C-244.

DEBATS

Au cours de la soirée, l'ex-leader du NPD M. Tommy Douglas a accusé le ministre responsable de la Commission ca-

nadienne du blé M. Otto Lang de se croire le seul à défendre les fermiers des Prairies et à leur vouloir du bien.

Il a ajouté que, selon M. Lang, tous ceux qui proposent des amendements ne font que de l'obstruction systématique.

M. Douglas a indiqué que pour un gouvernement libéral essayer de faire en sorte que les fermiers de l'Ouest reçoivent un revenu stabilisé, c'est déjà un pas en avant. Par contre, a-t-il affirmé, si ce projet de loi manque à la tâche, c'est un pas en arrière.

Si le ministre veut réellement aider les fermiers il devrait, a poursuivi M. Douglas, trouver d'ici deux ou trois jours, une formule pouvant permettre aux fermiers de l'Ouest de recevoir l'argent que le gouvernement leur doit.

Quant à lui, il est prêt à aller dans la circonscription même du ministre (Saskatoon - Humbolt) pour démontrer la justesse de ses arguments.

M. Jerry Pringle (L. - Fraser Valley East) accepte le plan que propose le projet de loi.

Malgré la décision des Conservateurs, il semble que les députés néo-démocrates vont mener la lutte jusqu'aux limites des batailles sur un projet de loi ne possédant que leur offre des règles de procédure.

Quant au président des Communes, M. Lucien Lamoureux, il a déclaré hier, que les députés néo-démocrates ont des devoirs à l'égard de la loi ne possédant que leur offre des règles de procédure.

Divers autres points d'ordre ont été soulevés au cours des débats d'hier, de sorte que le véritable débat n'a commencé qu'à 17h alors qu'il devait commencer à 15h.

Il faut ajouter également que le président suppléant des Communes, M. Laniel L. - Beauharnois, a déclaré hier, que les députés néo-démocrates ont des devoirs à l'égard de la loi ne possédant que leur offre des règles de procédure.

Priorité de la croissance économique sur la qualité de l'environnement

OTTAWA (Selon PC) — Dans le débat mettant en opposition la croissance économique et la qualité de l'environnement, l'essentiel serait la croissance économique.

C'est du moins l'opinion que fera connaître le Canada aux autres pays du monde lorsqu'il présentera un résumé de sa position sur cette question au moment de la conférence de l'ONU sur l'environnement, qui se tiendra à Stockholm en juin prochain.

Aussi longtemps qu'un ou deux membres d'une famille se chercheront un emploi, c'est la croissance économique qui restera nécessaire, prétend l'économiste.

Cependant presque en même temps on annonce qu'au Canada il est prévu qu'au cours des prochaines décennies, il sera possible de faire un agencement des deux tendances et qu'on mettra ainsi fin au conflit.

Le point de vue du Canada qui a été rendu public hier, vient en totale opposition avec l'opinion qu'a émise le Conseil des Sciences du Canada dans un rapport publié aussi hier.

Le docteur Pierre Dansereau, qui dirigeait le comité de recherches qui est à l'origine de ce rapport, a déclaré durant une conférence de presse qu'il ne croit pas qu'il soit possible de faire coïncider la croissance économique telle qu'on la comprend actuellement avec l'amélioration de la qualité de l'environnement.

Il a révélé que le Conseil canadien des Sciences entretient plusieurs réserves relativement à la croissance économique en

tant que but primordial au Canada.

Le docteur O.M. Solandt, président du Conseil des Sciences du Canada, a déclaré qu'à l'origine, le CSC avait accepté sans discuter les objectifs de croissance économique mis de l'avant par le Conseil Economique du Canada.

"Depuis lors," dit-il, "l'opinion du CSC a beaucoup évolué sur ce sujet et cette évolution est apparue dans les rapports re-

mis par le Conseil au gouvernement pour conseiller celui-ci."

Dans une lettre jointe au rapport sur le développement urbain le docteur Dansereau, qui est professeur à l'Université de Montréal, attaque le concept de la croissance économique parce qu'on n'y tient pas compte des sous-produits dommageables de la consommation tels que le gaspillage et la pollution.

Il estime que la restructura-

tion et le développement du milieu urbain sont impossibles dans le système social et économique qui prévaut actuellement.

D'autre part, à la conférence de l'ONU sur l'environnement, le Canada fera valoir qu'au moyen d'une opinion publique plus éveillée et par d'autres facteurs, il sera possible de réconcilier la croissance économique et la protection de l'environnement après une période de temps assez longue.

Il est à noter que la restructura-

tion et le développement du milieu urbain sont impossibles dans le système social et économique qui prévaut actuellement.

D'autre part, à la conférence de l'ONU sur l'environnement, le Canada fera valoir qu'au moyen d'une opinion publique plus éveillée et par d'autres facteurs, il sera possible de réconcilier la croissance économique et la protection de l'environnement après une période de temps assez longue.

Il est à noter que la restructura-

tion et le développement du milieu urbain sont impossibles dans le système social et économique qui prévaut actuellement.

D'autre part, à la conférence de l'ONU sur l'environnement, le Canada fera valoir qu'au moyen d'une opinion publique plus éveillée et par d'autres facteurs, il sera possible de réconcilier la croissance économique et la protection de l'environnement après une période de temps assez longue.

Il est à noter que la restructura-

tion et le développement du milieu urbain sont impossibles dans le système social et économique qui prévaut actuellement.

D'autre part, à la conférence de l'ONU sur l'environnement, le Canada fera valoir qu'au moyen d'une opinion publique plus éveillée et par d'autres facteurs, il sera possible de réconcilier la croissance économique et la protection de l'environnement après une période de temps assez longue.

Il est à noter que la restructura-

tion et le développement du milieu urbain sont impossibles dans le système social et économique qui prévaut actuellement.

D'autre part, à la conférence de l'ONU sur l'environnement, le Canada fera valoir qu'au moyen d'une opinion publique plus éveillée et par d'autres facteurs, il sera possible de réconcilier la croissance économique et la protection de l'environnement après une période de temps assez longue.

Il est à noter que la restructura-

tion et le développement du milieu urbain sont impossibles dans le système social et économique qui prévaut actuellement.

D'autre part, à la conférence de l'ONU sur l'environnement, le Canada fera valoir qu'au moyen d'une opinion publique plus éveillée et par d'autres facteurs, il sera possible de réconcilier la croissance économique et la protection de l'environnement après une période de temps assez longue.

Création prochaine d'un Conseil national de Santé

Munro dit vouloir connaître les besoins des Canadiens

EDMONTON (D'après PC) — Le ministre de la Santé nationale, M. John Munro, a déclaré hier qu'il mettra bientôt sur pied un organisme national qui aura la tâche de conseiller le gouvernement et de l'aider à connaître tous les besoins de santé des Canadiens.

Cet organisme consultatif, a dit le ministre Munro, permettra ainsi au gouvernement de s'assurer que les clients et consommateurs des services de santé au Canada seront consultés et que leurs avis seront entendus.

Prenant la parole devant l'Association canadienne des Collèges de médecins, M. Munro a dit que beaucoup a été ou sera fait dans le domaine de la santé mais que l'on avait maintenant besoin d'idées nouvelles.

Et pour obtenir ces idées nouvelles, a dit le ministre de la Santé, nous ne devons pas consulter nos fonctionnaires gouvernementaux ou les organisations nationales de santé; ce que nous désirons, c'est connaître les opinions des premiers concernés.

Le nouvel organisme qui verra le jour, le Conseil canadien de la Santé, ne remplacera pas toutefois, a dit M. Munro, les voies normales de communications entre Ottawa

et les ministères provinciaux de la Santé et les organismes de santé déjà institués.

Le Conseil aura comme tâche de recueillir les recommandations, plaintes ou suggestions des citoyens en général, des professionnels de la santé et des autres concernés par le ministère de M. Munro.

PAYER LA FACTURE

S'adressant aux 250 délégués réunis à Edmonton, un psychiatre d'Ottawa, le Dr Charles Roberts, a déclaré hier que le gouvernement fédéral ne devrait avoir d'autre rôle dans les soins de santé que celui de payer la note qu'entraîne ces services.

Les décisions réelles concernant ces soins, a dit M. Roberts, ne devraient pas être prises par Ottawa ou les provinces mais par des autorités régionales.

A l'appui de sa thèse de décentralisation, le Dr Roberts a dit qu'il y a un fossé immense entre les régimes de soins et ceux auxquels ils doivent s'adresser.

Puis, il a dit qu'il n'impressionne pas les services de santé n'existent plus pour leur plus grand bénéfice parce qu'ils ne savent pas comment et à qui ils doivent en théorie s'appliquer.

La surtaxe: inéquitable pour le Canada, disent les experts

WASHINGTON (D'après PC) — La surtaxe américaine de 10 p.c. sur les importations a un effet disproportionné et inéquitable sur l'économie canadienne et Washington devrait exempter rapidement son voisin du nord de ces tarifs douaniers supplémentaires.

Tel est l'avis exprimé hier par un comité canado-américain, composé des membres les plus influents, dit-on, du monde industriel et syndical des Etats-Unis et du Canada, à la suite d'un colloque de deux jours, tenu la semaine dernière à Montréal, dont le thème était les problèmes économiques mondiaux actuels.

Dans un second temps, le comité insiste pour que le Canada fasse sa part et qu'il se dise prêt à réexaminer les termes du pacte de l'automobile qui, selon les plaintes des Américains, causerait de sérieux déficits à la balance des paiements

de l'administration de Washington.

En rendant public hier dans la capitale américaine le fruit de ses considérations, le comité a dit qu'il n'avait pas été facile d'en arriver à une entente pour ses membres canadiens et américains sur le sujet de la surtaxe, mais que tous et chacun s'étaient finalement mis d'accord sur trois thèmes principaux:

— Appui aux objectifs à long terme de la nouvelle politique économique américaine décrétée le 15 août pour un système monétaire international mieux équilibré;

— Un soutien canado-américain des effets à court terme des nouvelles définitions économiques de l'administration Nixon sur les deux pays;

— La certitude que des négociations bilatérales pourront s'ouvrir d'une très grande utilité

dans un processus général XX levée de la surtaxe américaine sur les produits canadiens, et, nécessité de ces consultations pour en arriver à un établissement des nouvelles règles monétaires internationales.

OUI A NIXON

Le comité affirme par ailleurs que le président Nixon avait de bonnes raisons pour imposer une nouvelle philosophie économique. Pour justifier ses allégations, le comité déclare que la solution aux problèmes économiques ne servira, non seulement les intérêts du Canada de Washington, mais aussi la communauté commerciale internationale.

En termes de produit national brut, dit encore le comité, la surtaxe américaine affecte le plus le Canada que la Communauté économique européenne et, substantiellement, que le Japon.

L'ancien comté de Louis Robichaud passe aux mains des conservateurs

RICHIBUCTO, N.B. (PC) — Un

conservateur s'est emparé hier, au cours d'une élection partielle, du siège de l'Assemblée législative, occupé durant près de 19 ans par l'ancien premier ministre libéral M. Louis J. Robichaud.

M. Omer Léger, 40 ans, agent d'assurance de St-Anthony, a défait le candidat libéral Omer Cormier, 48 ans, fermier de Ste-Marie, brisant la tradition libérale du comté de Kent depuis 1917. Les deux hommes étaient les seuls candidats.

Les derniers résultats indiquaient hier soir que le candidat élu jouissait d'une majorité de 2,048 votes alors qu'il en avait recueillis 6,658.

C'était la première élection partielle au Nouveau-Brunswick depuis que le premier ministre Richard Hatfield a défait M. Robichaud, lors des élections générales du 26 octobre, mettant ainsi fin à 10 ans de gouvernement libéral dans la province.

M. Robichaud, qui détenait le siège depuis 1952, a quitté la politique au printemps dernier afin de devenir le président canadien de la Commission conjointe internationale sur les eaux limitrophes.

La victoire portée à 33 le nombre de sièges détenus à l'Assemblée législative par les conservateurs et réduit à 25 ceux détenus par les libéraux.

C'était aussi la première fois que des adolescents de 18 ans votaient lors d'une élection au Nouveau-Brunswick. La loi leur donnant le droit de vote avait été adoptée le printemps dernier.

TROIS DEPUTES

Le comté rural de Kt est représenté à l'Assemblée par trois députés. Les deux autres sont le leader libéral intérimaire M. André F. Richard et M. Alan Graham, de Rexton.

Les conservateurs avaient remporté le comté pour la dernière fois en 1912 alors qu'ils avaient fait élire les trois députés. Le comté était devenu libéral en 1917 et des libéraux y ont toujours été élus jusqu'à hier.

Nombre de bureaux de scrutin, fortement libéraux l'automne dernier, ont voté conservateur

hier, y compris celui de St-Anthony, où demeure M. Robichaud. Alors que celui-ci avait remporté l'an dernier une confortable majorité, le candidat conservateur M. Léger y a reçu trois fois plus de vote que M. Cormier.

Au cours de la campagne qui a été plutôt tranquille, le premier ministre et les membres du cabinet avaient annoncé que M. Léger était le candidat du gouvernement. Aucune grande question politique n'a été débattue.

M. Cormier a critiqué le gouvernement disant que c'était une administration d'inaction et de retranchement.

Le nouveau leader libéral doit être choisi lors d'une convention qui sera tenue à Fredericton les 15 et 16 octobre prochains.

La vogue Tanqueray monte comme une marée!



Pourquoi?
Dégustez-le... vous comprendrez! La qualité subtile de cette importation raffinée explique sa popularité croissante.
Si c'était du gin ordinaire, nous l'aurions mis en bouteille ordinaire.

Gin Tanqueray
Distillé et embouteillé à Londres.
Représentant: The Distillers Company (Canada) Limited

La Chambre de commerce: créer une espèce de marché commun entre le Canada et les E.-U.

TORONTO (PC) — Le président de la Chambre de commerce du Canada a suggéré hier que le Canada s'entende avec les Etats-Unis pour la création d'une sorte de marché commun, qui aiderait grandement au progrès de l'économie canadienne.

"Les Etats-Unis ont besoin de nos matières premières et ils en auront besoin aussi longtemps que nous pourrions prévoir. Il conviendrait que la politique canadienne vise à l'adoption de rapports commerciaux d'une nature spéciale, qui seraient appuyés par des lois et un traité, et qui au début n'aurait que des effets partiels, touchant une industrie après l'autre."

Telle est l'opinion qu'a émise M. Neil V. German, de Calgary,

devant les membres du Canadian Club de Toronto.

M. German a rappelé une résolution adoptée par la Chambre, au cours de son congrès annuel, la semaine dernière. La Chambre avait en effet jugé que le Canada était le seul des grands pays industriels qui n'avait pas accès direct à un marché de 100 millions d'habitants et plus.

La Chambre avait ajouté que le Canada devait accorder la priorité au développement de son commerce avec les Etats-Unis.

M. German a souligné qu'il serait irréfléchi de suggérer le libre échange entre les deux pays. Il a énuméré quelques conséquences politiques et culturelles

qui découleraient d'un tel changement.

UN FAIT PATENT

"Un fait de l'actualité quotidienne demeure toutefois clair et net: le Canada dépend entièrement du marché américain."

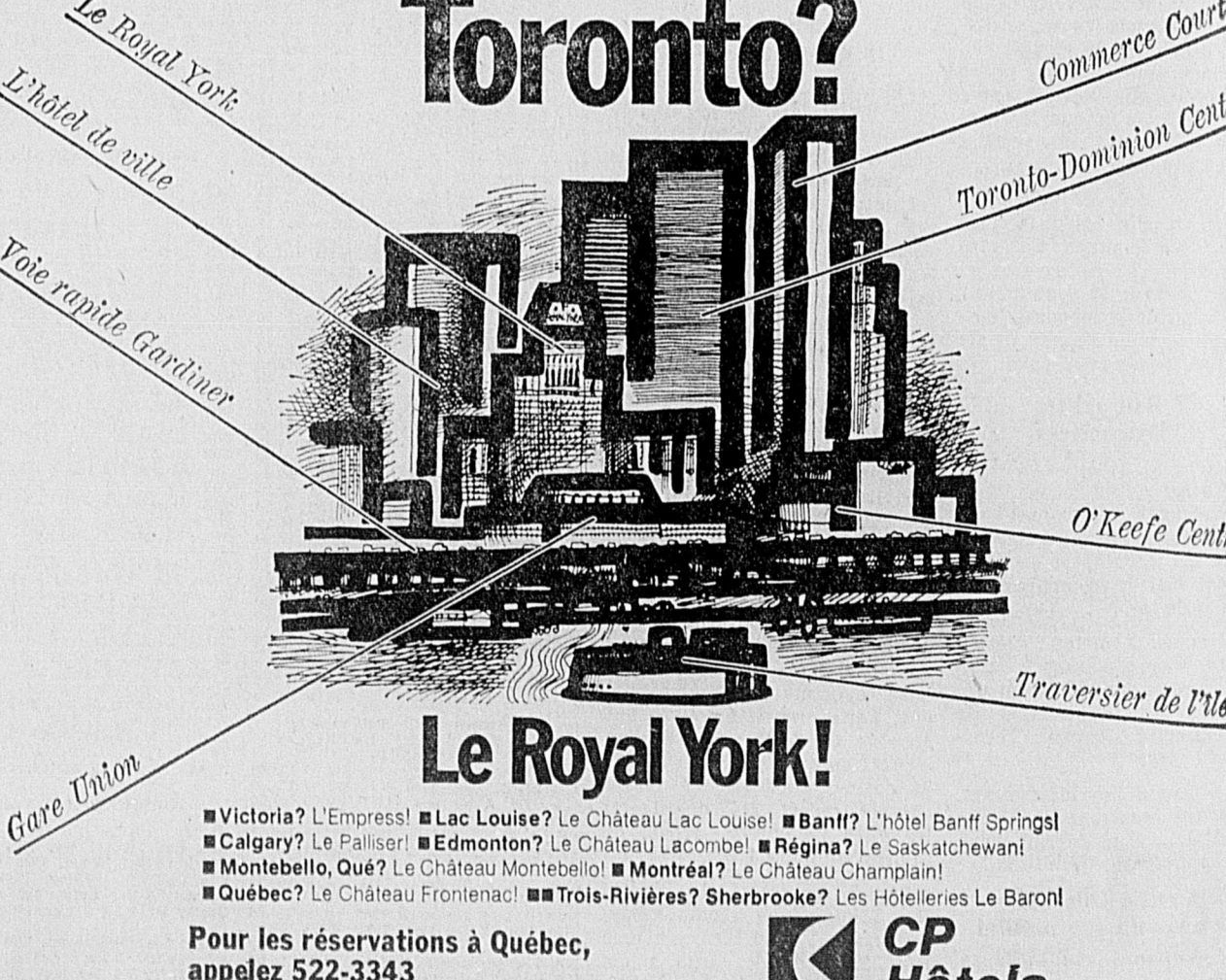
Des accords commerciaux avec les Etats-Unis permettraient la création et l'expansion d'industries manufacturières, au Canada.

"Un effort dans cette direction entraînera les résultats économiques suivants pour le Canada: un marché plus vaste, une plus grande production, des prix plus bas, des salaires plus élevés avec une plus grande mobilité du capital et de la main-d'œuvre."

M. German a dit qu'à son avis il n'y avait aucune autre alternative attrayante, alors que le Canada et les autres pays industrialisés traversent difficilement une période de transition. Ces pays cherchent de plus en plus à s'organiser en blocs commerciaux bien déterminés.

Une autre cause d'inquiétude pour le Canada est l'expansion du sentiment protectionnisme aux Etats-Unis.

"Tout cela survient à un moment où les marchés pour nos produits manufacturés deviennent de plus en plus compétitifs et rares. Or, le secteur manufacturier est dans l'économie canadienne celui qui emploie le plus de main-d'œuvre."



Toronto?

Le Royal York
L'hôtel de ville
Voie rapide Gardiner
Commerce Court
Toronto-Dominion Centre
O'Keefe Centre
Traversier de Vito

Le Royal York!

■ Victoria? L'Empress! ■ Lac Louise? Le Château Lac Louise! ■ Banff? L'hôtel Banff Springs!
■ Calgary? Le Palliser! ■ Edmonton? Le Château Lacombe! ■ Regina? Le Saskatchewani
■ Montebello, Qué? Le Château Montebello! ■ Montréal? Le Château Champlain!
■ Québec? Le Château Frontenac! ■ Trois-Rivières? Sherbrooke? Les Hôtels Le Baron!

Pour les réservations à Québec, appelez 522-3343

CP Hôtels

CARRIERES et PROFESSIONS

Consultez
régulièrement

SONDAGE & LABORATOIRE STE-FOY INC.

2600, rue Dalton, Ste-Foy

demande

INGENIEUR

avec expérience
en sols et matériaux

TECHNICIENS

avec expérience
en sols et matériaux

TEL.: 653-8387



GAUTHIER, POULIN, THERIAULT ET ASSOCIÉS
915, AV. CASOT, QUEBEC 6

TECHNICIEN - MECANIQUE

BUREAU D'INGENIEURS-CONSEILS
RECHERCHE

Un technicien en mécanique du bâtiment ayant 5 à 8 ans d'expérience dans bureau d'ingénieurs-conseils. Le candidat devra dessiner et avoir de l'expérience en construction d'usine.

POSTE: Technicien-dessinateur des systèmes mécaniques (chauffage, plomberie, air comprimé, etc...) des usines de sciage.

TELEPHONER à Québec - 418-681-7321
pour prendre rendez-vous, et demander M. Jacques Séguin.



GAUTHIER, POULIN, THERIAULT ET ASSOCIÉS
915, AV. CASOT, QUEBEC 6

SURVEILLANT DE CHANTIER COORDONNATEUR DES TRAVAUX

BUREAU D'INGENIEURS-CONSEILS RECHERCHE

Un surveillant de chantiers ayant un minimum de 5 années d'expérience en surveillance de chantiers.

Le candidat devra avoir des connaissances techniques en charpente, fondations, béton, mécanique, électricité, estimations et en relations ingénieurs-contracteurs.

POSTE: Surveillant de chantiers et coordonnateur de travaux pour construction d'usines de sciage.

TELEPHONER à Québec - 418-681-7321 pour
prendre rendez-vous et demander M. Jacques Séguin.

LE SERVICE FAMILIAL DE QUEBEC

DEUX POSTES EN

SERVICE SOCIAL SCOLAIRE

FONCTION: assumer des responsabilités conformes aux priorités établies par le comité conjoint et selon les ententes intervenues entre la commission scolaire régionale et l'agence.

QUALIFICATIONS: formation universitaire en service social - de préférence 3 ans d'expérience dans le domaine clinique; si possible, une expérience de travail multidisciplinaire sera considérée - facilité pour le travail en équipe et capacité de partager ses propres expériences.

LIEU DE TRAVAIL: 1er - Commission Scolaire Régionale de Charlevoix, 2e - Commission Scolaire Régionale d'Orléans.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae, en même temps qu'une demande écrite, à:

Directeur du personnel
Case postale 3156, Québec 2

REPRESENTANT MEDICAL

LE POSTE: il s'agit de visiter les médecins, pharmaciens détaillants et le personnel des hôpitaux, pour leur présenter nos spécialités pharmaceutiques. Le poste vacant comprend une partie de la ville de Québec et environs. Il y aura un stage d'entraînement scientifique de 7 semaines, suivi d'un entraînement pratique dans la présentation des produits aux médecins résidents, internes et pharmaciens.

LE CANDIDAT: il est âgé de 25 à 35 ans. Toute expérience antérieure dans la vente de produits pharmaceutiques est un avantage. Il a formation universitaire en science, en médecine, pharmacie, biologie, physiologie ou toute autre discipline connexe. Il est aussi parfaitement bilingue.

AVANTAGES: salaire en fonction de l'expérience, avantages sociaux particulièrement intéressants et complets. Voiture fournie.

L'ENTREPRISE: une des plus importantes sociétés internationales orientées depuis plus de 100 ans dans la recherche médicale.

Prière d'écrire en incluant votre curriculum vitae complet à:

M. J.S. Harrison, gérant de l'embauchage
HOECHST DU CANADA LTEE
4045, Côte Vertu, Montréal 383, P.Q.
Tél.: 333-3783

TRAITEMENT JUSQU'À \$14,134

Sur directives du Chef de district, appliquer la politique et les procédures d'un programme complet de services sociaux offerts aux Indiens du District; superviser le personnel des Affaires indiennes qui assure les services offerts par le programme; là où les Conseils de bande ont assumé la responsabilité d'administrer une partie ou l'ensemble du programme de services sociaux, jouer le rôle de consultant auprès du Conseil de bande quant aux aspects techniques du programme; assurer la supervision administrative des assistants sociaux du Conseil de bande qui appliquent la politique du Conseil; encourager et aider les Conseils de bande à établir la liaison avec le gouvernement provincial et avec les organismes sociaux privés; rédiger des rapports et proposer des modifications au programme et à la politique en se fondant sur les besoins nouveaux créés par l'évolution des réserves.

CONDITIONS DE CANDIDATURE
Maîtrise en service social décernée par une école reconnue de service social

OU
admissibilité à l'Association canadienne des travailleurs sociaux.

Le traitement à la nomination sera fonction de la spécialisation universitaire et de l'expérience du candidat.

MODALITES D'INSCRIPTION

Veillez adresser comme suit (discretion garantie) votre curriculum vitae complet, en mentionnant votre traitement actuel ou votre dernier traitement:

CONSEILLER EN MATIERE DE PERSONNEL
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET ESQUIMAUTES
MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
PIECE 505, TOUR DU CENTENAIRE
400, AVENUE LAURIER OUEST
OTTAWA (ONTARIO)
K1A 0H4

REFERENCE A RAPPER: PROGRAMME No 71-490-1.

HOTEL-DIEU DE MONTREAL Hôpital général de 640 lits RECHERCHE PHYSIOTHERAPEUTES LICENCIEES membres de l'Association Canadienne de Physiothérapie TECHNICIENS (NES) INNOTHERAPEUTES diplômés (es)

Pour renseignements veuillez écrire ou téléphoner à:

Mme Guérette
Hôtel-Dieu de Montréal
3840, rue St-Urbain
Montréal, tél.: 844-0161 poste 436

DESSINATEUR en architecture

10 ans d'expérience et plus, \$200.00 et plus par semaine suivant compétence. Pour bureau d'architectes à Québec.

Ecrire Dépt
4186, LE SOLEIL

ANDRE chaussures

Pour future gérance cherchons un

JEUNE COUPLE

dynamique de préférence bilingue pour faire un stage de gérant dans la chaussure. Grande rapidité d'avancement.

S'adresser à:

CHAUSSURES ANDRE
PLACE FLEUR DE LYS, QUE.
Tél.: 522-8035

INSTITUTRICE d'expérience

LE POSTE:

Dans le but d'individualiser les services d'enseignement, la Commission Scolaire de Ste-Anne de Beupré recherche une institutrice d'expérience pour assumer la responsabilité des séances de récupération dispensées aux étudiants des classes régulières de l'élémentaire. Elle travaillera en collaboration avec les titulaires de classes afin de récupérer des individus ou de très petits groupes sur des notions précises des disciplines de base.

LA CANDIDATE:

Ayant plusieurs années d'expérience, elle a déjà travaillé aux deux cycles de l'élémentaire. Les nouvelles méthodes d'apprentissage lui sont connues, et l'aptitude aux diagnostics est une de ses principales qualités. Bien que la compétence, l'expérience et les références soient primordiales, le choix tiendra compte aussi de la douceur, de l'ingéniosité et de la disponibilité de la candidate.

Faire parvenir son curriculum vitae, avant le 12 octobre 1971, à:

COMMISSION SCOLAIRE STE-ANNE DE BEUPRE
10258, avenue Royale, comté de Montmorency
c/s M. Joseph Bluteau, sec.-trés.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION DU QUEBEC SERVICE DE LA COOPERATION AVEC L'EXTERIEUR

REQUIERT:

DES PROFESSEURS DE SCIENCES ET DE MATHÉMATIQUES

FONCTIONS: Enseigner en Australie pendant deux (2) ans, de janvier 1972 à décembre 1973 grâce à l'International Teaching Fellowship.

QUALIFICATIONS REQUISES:

- un diplôme universitaire en chimie, physique, biologie ou mathématiques;
- un brevet d'enseignement;
- quatre (4) ans d'expérience dans l'enseignement;
- être bilingue (anglais, français).

TRAITEMENT:

La rémunération totale sera de \$18,700 pour deux ans. Ce montant comprend les allocations de voyage, les frais de séjour et toutes autres indemnités. Cette somme n'est pas imposable en Australie.

INSCRIPTION:

Adresser votre curriculum vitae avant le 31 OCTOBRE 1971 à:

Service de la Coopération avec l'extérieur
Ministère de l'Éducation
625, rue Saint-Amable,
Québec.



GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC

LE TRADUCTEUR...

a une bonne connaissance des langues française et anglaise et une notion du vocabulaire commercial et technique, ayant acquis son expérience de préférence dans l'industrie. Le candidat doit posséder des qualifications reconnues en traduction, ou l'équivalent. Il est de préférence un diplômé universitaire.

Dans le cadre d'un programme de bilinguisme, le titulaire doit pouvoir établir un service efficace de traduction, en collaboration avec les autres services de la société. Il est apte à s'intéresser aux questions techniques et commerciales dans le domaine des télécommunications. Lieu de travail: Montréal.

Veillez adresser votre demande, qui sera traitée confidentiellement, à M. R.A. Vallière (514) 866-4961.

kates, peat, marwick & co.

Montreal: 1155 Dorchester Blvd. W.

Halifax • Ottawa • Toronto • Winnipeg
Calgary • Vancouver • Trinidad

CHEF, SECTION DES INTERPRETATIONS TECHNIQUES

\$20,360 - \$22,800

AGENT SUPERIEUR DES INTERPRETATIONS

\$17,800 - \$20,170

La Direction de la législation de ce ministère doit pouvoir, dès maintenant, à Ottawa, à deux postes de comptables professionnels. Les titulaires de ces postes doivent avoir une longue et solide expérience dans le secteur de la fiscalité.

Les principales fonctions sont les suivantes: interpréter la Loi et le Règlement de l'impôt sur le revenu et fournir des conseils relatifs à des opérations commerciales complexes, à des questions comptables ou juridiques qui sortent de l'ordinaire et aux aspects de la législation de l'impôt sur le revenu qui n'ont pas été interprétés antérieurement. Les titulaires devront également donner des conseils techniques lors de rencontres entre les représentants des contribuables et du ministère.

Les candidats doivent posséder les qualités requises, en ce qui concerne la connaissance et l'usage tant de l'anglais que du français pour occuper le poste de chef de la Section des interprétations techniques.

La connaissance du français est essentielle pour occuper le poste d'agent supérieur des interprétations.

Faites parvenir votre curriculum vitae à l'adresse suivante:



Fonction
publique
du
Canada

DIVISION DE LA DOTATION EN PERSONNEL
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL
MINISTRE DU REVENU NATIONAL, IMPOT
875, CHEMIN HERON, OTTAWA (ONTARIO)
K1A 0L8
REFERENCE A RAPPER: 71-610-T-100.

LE SECRETAIRE ET CONSEILLER JURIDIQUE...

a acquis une solide expérience juridique dans une étude légale ou dans l'entreprise privée. Cet avocat veut se créer un avenir brillant dans le domaine très dynamique des télécommunications. Sa compétence lui permet de traiter efficacement avec les cadres supérieurs. Il peut assumer des responsabilités de plus en plus importantes quant à la définition des objectifs, politiques et programmes d'action de la société.

Relevant du Président, les responsabilités générales du secrétaire et conseiller juridique sont de remplir toutes les fonctions afférentes au secrétariat et au service juridique auprès des membres de la direction, du conseil d'administration de la société et des divers services de la société. Le titulaire conseille la haute direction, sur demande, concernant les aspects juridiques des activités de la compagnie. Il assiste aux réunions du conseil d'administration, est responsable de la tenue des procès-verbaux et des documents et dossiers relatifs à l'existence corporative de la société. Lieu de travail: Montréal.

Veillez adresser votre demande, qui sera traitée confidentiellement, à M. R.-A. Vallières (514) 866-4961.

kates, peat, marwick & co.

Montreal: 1155 Dorchester Blvd. W.

Fredericton • Halifax • Ottawa • Toronto
Winnipeg • Calgary • Vancouver • Trinidad

DIRECTEUR ADJOINT

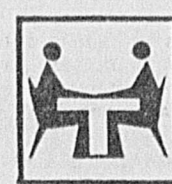
Investigation clinique, jusqu'à \$20,000

Notre client, une compagnie internationale progressive, recherche un médecin, de préférence avec quelques années d'expérience dans l'industrie pharmaceutique, la pharmacologie ou dans le domaine de l'investigation clinique relative aux nouveaux produits pharmaceutiques. Relevant directement du Directeur de la Division, le candidat choisi participera aux recherches et enquêtes cliniques et clinico-pharmacologiques reliées aux nouveaux projets et produits. Il assistera également les départements de mise en marché et préparera les projets de soumissions au Directeur des Aliments et Drogues à Ottawa. La préférence sera accordée aux candidats couramment bilingues et possédant des connaissances suffisantes pour lire l'allemand. Le salaire sera basé sur l'expérience du candidat. La compagnie offre de généreux bénéfices marginaux et d'excellentes chances de promotion au sein de l'entreprise. Prière d'écrire confidentiellement à M. G. Maurice Gilbert, référant au dossier LS-514M.

Division Administrative

LE CONSEIL DE
PLACEMENT PROFESSIONNEL

555 avest, boul. Dorchester, Montréal 128 • 865-2807
Conseillers en Personnel depuis 1927



CARRIERES
et
PROFESSIONS

REPRESENTANT TAPIS

Architectes - contrats - projets - appartements - marchands. Manufacturier connu et établi. Salaire, commission, bénéfices usuels. Occasion exceptionnelle pour personne expérimentée ayant connaissance dans cette industrie.

ECRIRE
DEPT 4183, LE SOLEIL

La Commission scolaire régionale Tardivel requiert les services de PROFESSEURS SUPPLEANTS

S.V.P., adresser toute demande par écrit à:

C.S.R. TARDIVEL,

A/S: M. Jacques Bhéret,
Dir.-adj. de l'ens. sec.,
Rue de l'Eglise,
Danacona (Portneuf).

TRAVAILLEUR SOCIAL

MINISTRE DES
AFFAIRES INDIENNES
ET DU
NORD CANADIEN

SEPT-ILES
(QUEBEC)

Fonction
publique
du
Canada

JAT Les "PRIX CHAMPION" ... ça c'est du vrai!

... Depuis près de 2 ans, il vous permettent d'économiser
chaque jour, chaque semaine, à l'année longue!

**Venez, Vérifiez
et Vous Verrez!**

ACHAT SPECIAL

OEUFs
FRAIS - CATEGORIE "A"
CANADA - GROSSEUR GROS

49¢ DZ

ACHAT SPECIAL

"Coke"
LIQUEUR EN CANETTE
24 CAN. 10 OZ

\$2.39

ACHAT SPECIAL

JUS
DE TOMATE
AYLMER - BTE 19 OZ

15¢

ACHAT SPECIAL

Jus de fruits
F.B.I. 6 BTES 6 OZ **.59**

Margarine
COLOREE MERRY - 1 LB **.31**

Macédoine
LA FERLANDIERE BOITE 19 OZ **.19**

ACHAT SPECIAL

SAUMON
Sockeye 1/2 lb
Clover Leaf **.74**

BEURRE
d'Arachides croquant
York 16 oz **.48**

ACHAT SPECIAL

CACAO
"FRY" BTE 16 OZ **.78**

SOUPE
A L'OIGNON LIPTON
2 ENV. **.36**



LONGE de PORC
Bout des Côtes

63¢ lb

Bout du Filet lb. **.69**

Jambon fumé

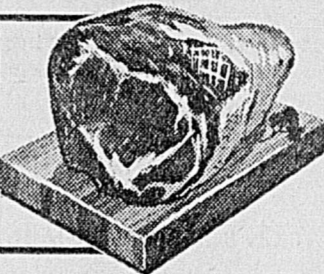
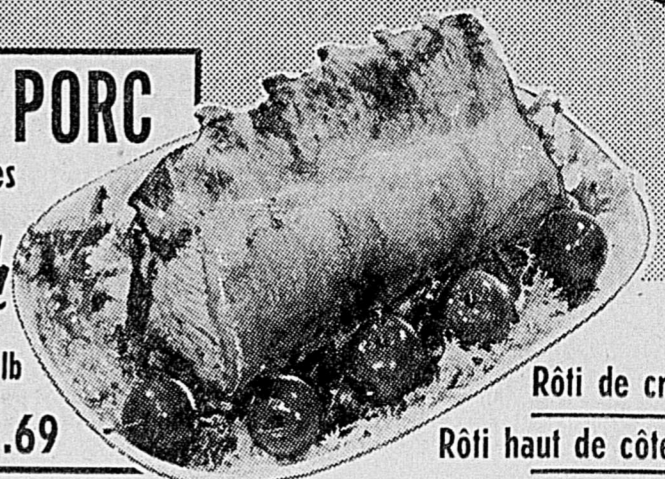
DANS L'EPAULE C.C.S. **41¢** lb

Bacon Tranché

"C.C.S." PQT 1 LB **53¢**

Truite de Mer

CONGEEE 1/2 OU ENTIERE **85¢** lb



Rôti de croupe	Marque Rouge	lb	\$1.49
Rôti haut de côtes	MARQUE ROUGE	lb	.69
Boeuf haché frais	LA LIVRE	lb	.69
Jambon demi-collage	RAY-JEAN LA LIVRE	lb	.69
Bologna Ray-Jean	BLANC OU FUME 1/2 OU ENTIER	lb	.39
Saucisse fumée Ray-Jean		lb	.59
Saucisse fraîche 4 Etoiles		lb	.49
Cretons 4 Etoiles	BOCAL 16 OZ	lb	.69
Saucisse pur porc	BELLE FERMIERE	lb	.69
Smoked meat Her Pack	4 POTS 2 OZ	lb	.89
Jambon cuit Maple Leaf		6 OZ	.59
Tête fromagée Maison		12 OZ	.49

Procurez-vous une Magnifique BATTERIE de CUISINE Navarra



AVEC NOTRE NOUVEAU PLAN MISE de CÔTÉ

Qui comprend un Service Initial de 6 PIECES
ou un Service à compléter 6 PIECES

Sera Vôtre Pour
20 CERTIFICATS
DE MISE DE COTE A...

99¢ AVEC CHAQUE \$5.00 D'ACHAT

UN TOTAL DE SEULEMENT \$19.80
VOYEZ L'ETALAGE CHEZ JAT DES AUJOURD'HUI ET PROCUREZ-VOUS VOTRE CARTE DE RESERVATION GRATUITE.

"Prix Champion" BAS TOUS LES JOURS DE LA SEMAINE

Mélasses Grandma	.29	Dr Ballard	.24
CARTON 26 ONCES		POUR CHATS - BTE 26 OZ	
Moutarde préparée	.24	Essence à briquet	.27
PROVIGO - BOCAL 24 OZ		"IT" - BOUT. 8 ONCES	
Farine Provigo	.69	Fixatif Provigo	.67
TOUT USAGE - SAC 7 LB		REGULIER - ULTRA-SEC - 10 OZ	
Huile végétale	.77	Rince-crème	.88
PROVIGO - BOUT. 32 OZ		PROVIGO - BOUT. 17 OZ	
Eau de Javel	.44	Shampooing Provigo	.88
PROVIGO - BOUT. 64 OZ		SEC - NORMAUX - OEUFS - 17 OZ	
Papier Aluminium	.33	Serviettes Kotex	.50
PROVIGO - ROUL. 25 pi.		BOITE DE 12 SERVIETTES	

SUPER "PRIX CHAMPION"

BISCUITS SODA	.37	BLE SOUFFLE	.57
MCCORMICK - BTE 16 OZ		NEWPORT - A-2 - 8 OZ	
CAFE INSTANTANE	\$1.74	FEVES AU LARD	.33
MAXWELL HOUSE - 10 OZ		CLARK - S.T. - BTE 19 OZ	
CRISTAUX ORANGE	.23	PECHES EN DEMIES	.43
TANG - ENV. 3 1/2 OZ		AYLMER - BTE 19 OZ	
MELANGE à GATEAUX	.46	TISSUS TOILETTE	.68
DUNCAN HINES - 19 OZ		WHITE SWAN - 4 ROUL.	
CERISES ROUGES	.60	STRETCH'N SEAL	.73
AYLMER - BOCAL 12 OZ		ESSO - ROUL. 133 pi.	
FARINE A PAIN	.58	ESSUIE-TOUIT	.63
SPRUANCE - 3 LB		ROYALE - 2 ROUL.	

Fruits et Légumes

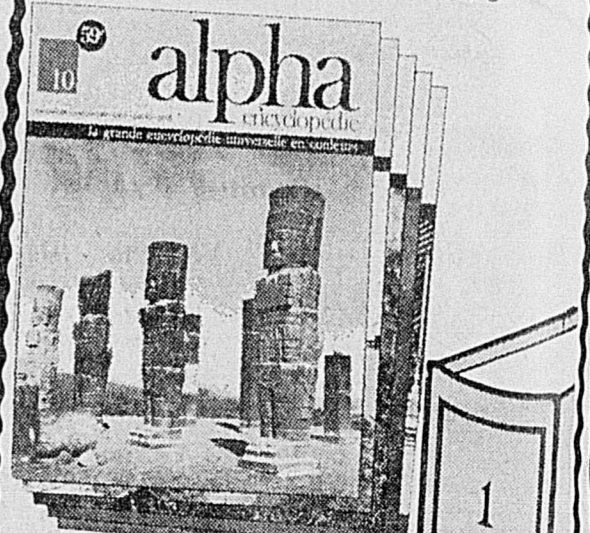
Pommes de terre du Québec

SAC 50 LIVRES No 1

87¢

Pamplemousses	DE FLORIDE - No 1 GROSSEUR 48	4 POUR	.59
Canneberges fraîches	CAPE COD - No 1 CASSEAU 1 LB		.39
Brocoli frais	ETATS-UNIS NO 1 GROSSEUR 14	CH.	.49
Bananes "Amigo"	ETATS-UNIS NO 1 MURIES A POINT	LB	.12

VOYAGEZ DANS LE TEMPS AVEC: **Alpha** LA MEMOIRE DU TEMPS



59¢ par fascicule

Achetez le No 1
et obtenez le No 2
GRATUITEMENT!
Il y a un nouveau numéro
en vente chaque semaine.

Alpha, c'est l'encyclopédie
qu'on lit facilement, fascicu-
le par fascicule, semaine
après semaine.
Tout le savoir de
l'homme compilé par
des écrivains, des his-
toriens et des scienti-
fiques renommés.
Agrémenté par des mil-
liers d'illustrations tout
couleurs, Alpha c'est tout l'homme
et son univers à la portée de tous.
Pour quelques cents seulement par
semaine.

Conservez vos fascicules Alpha
en les reliant FACILEMENT au
moyen de reliures de luxe. Chaque
reliure Alpha peut contenir jusqu'à
18 fascicules.
OFFRE DE LANCEMENT: 99¢



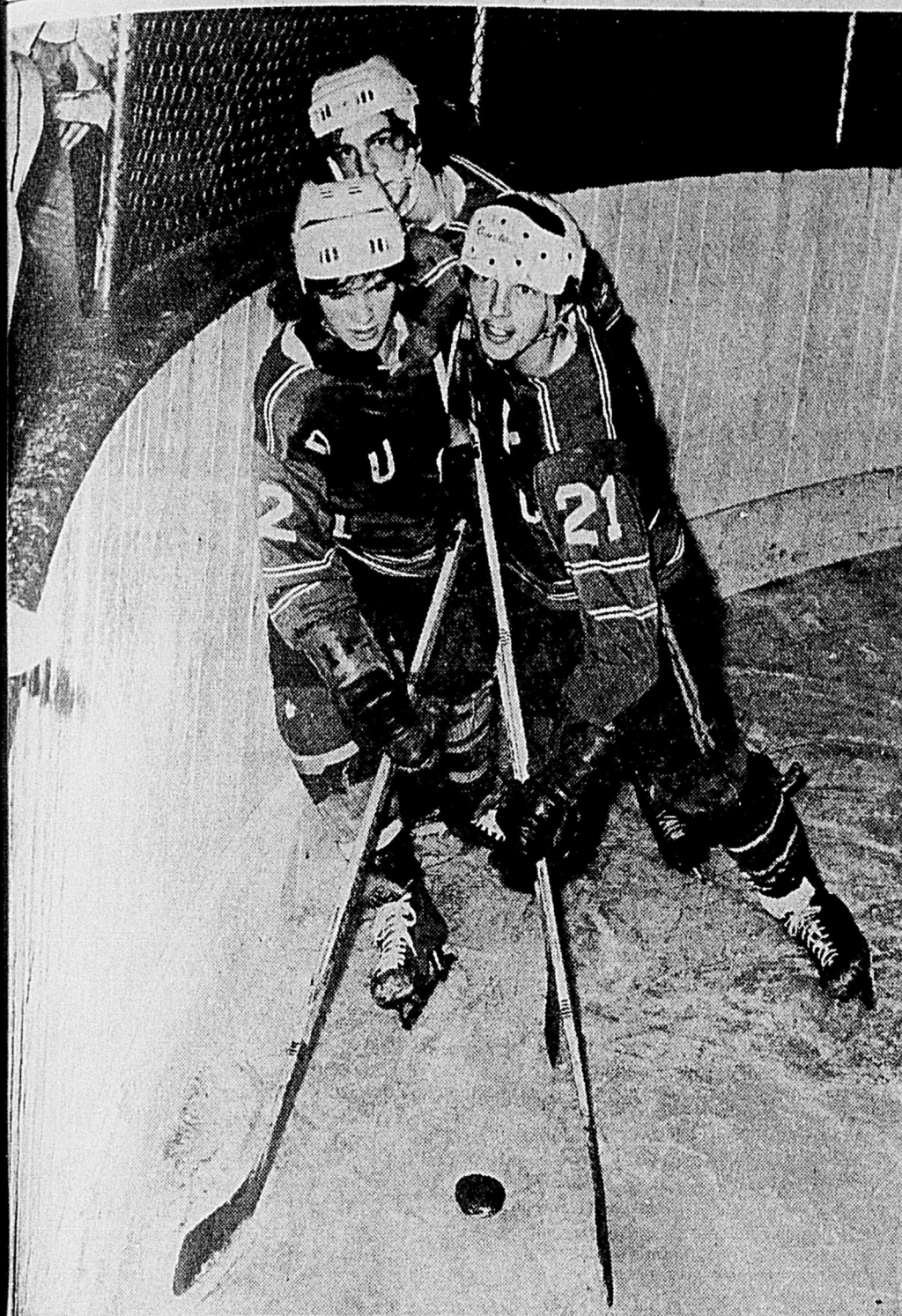
ENCYCLOPEDIE UNIVERSELLE
FRANCAISE ILLUSTRÉE - CETTE SEMAINE

Volume
No- 5

\$1.99
ch.

CAISSE de NOEL

GARDEZ VOS CARTES A DATE - AYEZ 44 SEMAINES
DE PAYEES LE 30 OCTOBRE ET SOYEZ ELIGIBLE
AU TIRAGE DE 2 TELECOULEURS WESTINGHOUSE



QUI L'EMPORTERA? Trois joueurs pour se disputer une seule rondelle. Et encore dans un espace relativement réduit. Chez les

Marquis, la mise en échec est particulièrement à l'honneur. Texte en page 27.

Et si les poignets de Powell avaient été en bonne santé...

BALTIMORE (PA) — Jim Hunter a insisté après la partie d'hier sur le fait qu'on ne peut se permettre d'erreur quand on fait face à Boog Powell, qui a cogné deux circuits pour aider les Orioles à l'emporter au compte de 5-1.

"J'ai exécuté de mauvais lancers et Baltimore a profité de mes erreurs", a dit Hunter, qui a remporté 21 victoires durant

la saison régulière. "On peut s'en tirer avec plusieurs frappeurs ordinaires, mais pas contre les Orioles".

Le gérant Dick Williams a insisté sur les chances que son club a ratées au début de la

partie. "Et il n'y a rien pour arrêter un circuit. Je n'aimerais pas jouer contre Boog Powell

quand ses poignets sont en bon état".

"Nous savons comment lancer à Boog, mais nous n'avons pu placer la balle où elle aurait dû aller. Nous n'avons pas suivi le rapport de Mayo Smith".

RAPPORT SMITH

Mayo Smith, ancien gérant des majeurs, était un éclaircir spécial des Athlétiques contre

Baltimore pendant le dernier mois de la saison.

SEGUI LANCERA

Williams a dit que son lanceur débutant aujourd'hui sera Diego Segui, 10-8. Si la série nécessite une quatrième partie, Vida Blue reviendra au monticule, le perdant du match de dimanche.

Williams a aussi déclaré qu'il n'avait pas donné le signal du coup retenu à Davis à la sixième après le double de Reggie Jackson.

"Davis a fait de son mieux, voulant faire avancer Jackson. Nous avions un coureur au deuxième et seulement un retrait, mais nous avons été incapables de compter".

Aucun joueur des Orioles n'a prédit un balayage de la série, mais Don Buford a déclaré: "Quand vous gagnez deux par-

ties, c'est comme une douzaine de roses. Et cela sent bien bon".

Boog Powell, avec ses deux circuits, a fait compter trois des cinq points des Orioles, hier, en deuxième partie de la série trois de cinq des Orioles contre Oakland pour le championnat de la Ligue américaine.

Son second circuit a été réussi après qu'il eut vainement tenté un coup retenu pour protéger son poignet droit.

"J'y sens encore des douleurs, a-t-il dit, mais je m'en préoccupe peu du moment où j'obtiens des résultats".

Le gérant Earl Weaver téléphona à Powell à 9 h 30 pour lui demander s'il voulait participer à la partie. Powell, qui pèse 260 livres, se blesse aux poignets presque à chaque saison. Cette année il s'est blessé en juin, lui faisant perdre trois semaines d'action.

claudio
larochelle



Rapport ultra-secret qui a l'effet d'une bombe

Quand le président Clarence Campbell déclara publiquement au début de l'été que les Bruins de Boston n'avaient pas les moyens de payer deux grandes vedettes et qu'il recommanda aux Bruins de se séparer de l'une de ces vedettes, en l'occurrence Phil Esposito, nombre d'amateurs de hockey furent pris de stupeur.

Boston est sans doute la meilleure ville de hockey aux États-Unis. Si l'assaut impétueux des athlètes se faisait sentir à un tel point, qu'en était-il des autres clubs de la Ligue nationale de hockey? N'allait-on pas devant la gourmandise accrue des athlètes vers un désastre financier?

On scrutait les abîmes que frôlaient les équipes de hockey jusqu'à ce qu'un rapport ultra-confidentiel vienne révéler, tout au contraire que la Ligue nationale n'avait jamais été aussi florissante financièrement, et que les joueurs malgré les retentissants \$700,000 pour quatre ans qu'aurait décrochés Phil Esposito, ne menaçaient pas du tout les coffres-forts des clubs de hockey.

La révélation de ce rapport ultra-secret a eu l'effet d'une bombe dans les milieux du hockey. L'exposé était de la plume du président Clarence Campbell lui-même et était destiné aux propriétaires d'équipes du grand circuit. Comment le rapport annuel du président à l'intention des gouverneurs de la LNH est-il arrivé entre les mains du confère montréalais Red Fisher, personne ne le sait. Fisher, comme tout bon journaliste, prend soin de ne pas révéler ses sources et protège ses informateurs. Mais depuis lors, le journaliste montréalais a ses problèmes et l'on dit qu'il pourrait perdre son rôle d'analyste à la télévision des toutes de hockey. Fisher n'aura pas une participation régulière à tout le moins.

Les joueurs ne sont pas une menace

Mes confrères de la métropole me disent que ce durcissement vis-à-vis de Fisher, n'a pas Campbell comme point d'origine. Le président a le respect de la liberté d'expression. Quoi qu'il en soit, les révélations du rapport ne sont pas prises. Mais que dit-il de si explosif?

Il dit ceci: "Depuis l'élargissement des cadres, en 1967, les profits de la LNH ont fait un bond de \$10,715,000 à \$35,915,880 alors que le circuit passait de six à quatorze équipes. Une montée fort accentuée des profits".

Mais le point le plus délicat de l'exposé de Campbell est celui-ci et c'est aussi le plus renversant. Les bénéfices des joueurs

ne se sont pas élevés proportionnellement aux revenus. Depuis l'expansion, les bénéfices des joueurs ont décliné de 1.4 pour cent par rapport à la croissance brute des revenus du circuit.

En d'autres termes, les exigences galopantes des athlètes n'ont pas été une menace pour la santé du circuit ces dernières saisons. Bien au contraire, le hockey affiche encore de ces inégalités fort senties en comparaison avec d'autres sports.

L'exemple présenté est le suivant. Au football, l'an dernier, les Colts de Baltimore ont joué trois matches hors calendrier régulier, soit deux parties éliminatoires et la toute décisive du Super Bowl. Pour ces trois joutes supplémentaires, chaque joueur des Colts a empoché \$23,500.

L'an dernier également, mais cette fois au hockey, les porte-couleurs des Canadiens de Montréal s'embarquaient dans 20 parties éliminatoires à la suite du calendrier régulier avec une compensation de \$7,500 pour chaque joueur dans la conquête de la coupe Stanley.

Dans son rapport, Clarence Campbell s'inquiétait en outre du fossé qui s'était accentué entre les vieux clubs et les forces de l'expansion précisant qu'il existait même peu de chances de voir les jeunes équipes rattraper le calibre des anciennes dans l'avenir. Campbell ajoutait à son exposé que le hockey télévisé aux États-Unis était encore stagnant avec une très faible cote d'écoute de 5.1 et des commanditaires toujours difficiles à dénicher.

En somme la Ligue nationale, malgré certains problèmes, réalise une excellente poussée sur le plan revenus. Mais les avertissements de Campbell sont sérieux.

Il faut se réjouir du fait que le public ait pu connaître certaines données de l'exploitation du hockey majeur. Quand les Blues de Saint-Louis, par exemple, invoqueront des difficultés financières pour augmenter le prix de leurs billets, on saura à quoi s'en tenir.

Raymond victime d'une injustice?

Claude Raymond n'a pas l'intention, mais pas du tout, de s'éloigner du baseball en 1972 et il soutient qu'il démontrera qu'il a encore des ressources si on lui donne la chance de lancer plus souvent... Quand j'ai bavardé avec Raymond, la semaine dernière, ce dernier s'est refusé à tout commentaire sur Gene Mauch mais il est bien évident qu'il considère que le gérant des Expos a été injuste envers lui en le limitant à 33 manches de relève... De m'assurer Claude: "C'est moi qui suis le mieux placé pour savoir qu'il me reste quelque chose dans ce bras-là. Et il en reste pas mal à part ça. Je suis loin d'être fini"... Le lanceur de Saint-Jean a 34 ans.

Jean Béliveau n'a vu Guy Lafleur à l'œuvre que dans quatre joutes, deux avec le Canadien et deux avec les Remparts... De commenter Jean: "Ce n'est pas beaucoup pour se former un jugement. Mais je l'ai vu compter un but contre Chicago, à Halifax, qui m'a ébahi. Cette rondelle a quitté son bâton sans avertissement à une vitesse foudroyante. Peu de joueurs dans la Ligue nationale sont capables de laisser partir une rondelle de cette façon".

Les Giants misent sur Bonds et Marichal

PITTSBURGH (PA)—Nelson Briles a pris des traitements hydrothermiques pour sa cuisse droite: Juan Marichal s'est réchauffé le bras avec le coach Ossie Virgil; et pendant ce temps, les gérants Danny Murtaugh et Charlie Fox donnaient audience aux chroniqueurs de sport.

Pas plus d'action que cela, alors que les deux clubs ont pris une journée de repos avant leur troisième match en éliminatoires pour le championnat de la Ligue nationale. Les deux clubs sont sur un pied d'égalité ayant gagné chacun une fois.

Evidemment, la partie aura lieu à Pittsburgh.

Briles, 28 ans, tantôt débutant tantôt utilisé en relève, est le choix du gérant Danny Murtaugh, des Pirates, pour aujourd'hui.

Briles a déclaré qu'il avait eu mal à la cuisse

durant les trois manches qu'il a lancées jeudi dernier à Philadelphie.

"Je ne crois pas que cela me gêne", a-t-il dit hier. Briles est venu aux Pirates des Cards de St-Louis l'hiver dernier. Il a conservé une fiche de 8-4 et une partie sauvegardée.

CONFIANCE

Ayant participé déjà à deux Séries mondiales, il n'éprouve aucune tension.

"J'ai dû batailler à contre courant, dit-il. J'aurais aimé faire partie de la rotation régulière des lanceurs débutants, mais j'ai été relégué à la relève. J'ai accepté parce que la direction a cru que je pourrais ainsi aider le club".

"Briles, selon Murtaugh, a été un pilier durant la dernière partie de la saison. Il mérite bien le troisième choix dans cette série".

Les Pirates comptent sur leur puissance au bâton

pour avoir raison du fameux Juan Marichal détenteur de 18 victoires alors que les Giants ont remporté les honneurs de leur division au dernier jour de la saison régulière.

Marichal, qui s'était blessé à la hanche, au cours d'une collision avec Lee May, des Reds de Cincinnati, le 26 septembre, dit qu'il n'est pas à son meilleur mais que sa hanche ne l'ennuie plus.

Charlie Fox, des Giants, croit avoir le meilleur parce qu'il aligne un Marichal et un Gaylord Perry.

"Dans une série de cette importance, ce sont les lanceurs qui ont le rôle le plus important", dit Fox.

RETOUR DE BONDS

L'offensive des Giants sera renforcée par le retour de Bobby Bonds, qui a cogné 33 circuits durant la saison.

Oakland ne peut résoudre les offrandes de Cuellar

BALTIMORE (PA) — Boog Powell a claqué deux coups de circuits au cours d'une attaque de quatre points contre le lanceur débutant Jim "Catfish" Hunter pour donner aux Orioles de Baltimore, qui défendent leur championnat mondial, une victoire de 5-1 sur les Athlétiques d'Oakland.

Cette victoire a porté à huit le nombre de leurs gains en trois saisons éliminatoires et leur a donné une confortable avance de 2-0 dans leur actuelle série pour le championnat de la Ligue américaine.

La série se déplace aujourd'hui alors que la troisième partie sera disputée à Oakland. Le gérant Dick Williams fera lancer Diego Segui, un lanceur de 10 victoires, contre le troisième artilleur de 20 gains des Orioles, Jim Palmer.

Williams, qui croyait avoir un as en réserve, a vu hier Brooks Robinson et Elie Hendricks frapper aussi des circuits en plus des deux de Powell.

Mike Cuellar, pendant ce temps, a tenu ses adversaires à six coups sûrs, se sortant de plusieurs impasses.

CHANCE RATEE

Les vaincus n'ont pu résoudre les offrandes de Cuellar qu'une fois, à la quatrième manche, sur un double de Sal Bando et un simple par Dave Duncan, même si à trois reprises les Athlétiques ont envoyé leur premier frappeur sur les sentiers.

Par exemple, à la sixième, alors que Baltimore menait par 2-1, Reggie Jackson a accueilli Cuellar par un double, et ce dernier paraissait en danger devant les trois gros frappeurs suivants. Mais Dick Williams ordonna à son gros frappeur Tom Davis de se sacrifier. Jackson, toutefois ne put bouger, alors que Bando fut retiré au troisième but et Angel Mangual fut retiré au champ centre.

Par la suite, Cuellar a retiré les 12 derniers frappeurs à se présenter devant lui.

Les Orioles ont ouvert le pointage à la deuxième manche grâce au circuit de Brooks Robinson.

Powell, qui a maintenant quatre circuits dans ces séries éliminatoires qui datent de 1969, en fit autant à la troisième manche.

Après le coup de Powell, Hunter retira 12 frappeurs dans l'ordre jusqu'à ce que Hendricks cogne un circuit au champ centre droit à la septième manche. Powell compléta ensuite le pointage avec son deuxième circuit après un but sur balles à Dave Johnson.

ASSISTANCE

Les Athlétiques tentèrent en vain de s'inscrire au tableau de pointage. A la deuxième, Davis cogna un double mais ne put avancer quand les trois frappeurs suivants furent retirés sur des coups de routine.

A la troisième, Dick Green réussit un coup retenu bon pour un simple et passa au deuxième à la suite d'un but sur balles, mais Reggie Jackson fut retiré

pour mettre fin à la manche.

A la cinquième manche, Bert Campaneris réussit un simple, après un retrait, mais fut retiré par Cuellar alors qu'il s'était éloigné du coussin.

OAKLAND	Ab	P	Cs	Pd
Campaneris, ac	4	0	1	0
Rudi, cc	3	0	0	0
R. Jackson, cd	4	0	1	0
T. Davis, lb	3	0	1	0
Bando, 3b	4	1	1	0
Mangual, cc	4	0	0	0
Duncan, rec	3	0	1	1
D. Green, 2b	3	0	1	0
Hunter, lanc.	3	0	0	0
Total	31	1	6	1

BALTIMORE	Ab	P	Cs	Pd
Buford, cc	3	0	0	0
Rudi, cc	3	0	0	0
D. Johnson, 2b	3	1	0	0
J. Powell, lb	4	2	2	3
F. Robinson, cd	4	0	0	0
Rettenmund, cc	4	0	1	0
R. Robinson, 3b	2	1	1	1
Hendricks, rec	3	1	2	1
Belanger, ac	3	0	0	0
Cuellar, lanc.	3	0	1	0
Total	30	5	7	5

Laissez sur les buts: Oakland 5, Baltimore 3. Deux buts: T. Davis, Bando, R. Jackson. Circuits: B. Robinson, J. Powell (2), 1er et 2e, Hendricks 1er. Sacrifice: T. Davis. Lanceurs: M. C. P. P. P. B. B. B. Hunter (P: 9-1) 5 2 5 3 2 4 Cuellar (G: 1-0) 9 6 1 1 1 2 Durée de la joute: 2h 03. Assistance: 35,003.

Entre amis

...un p'tit coup c'est un **BEAU GESTE**

Les Distillateurs du Québec Ltée, à Valleyfield, le cœur canadien-français de l'industrie de la distillation.

\$466 PAR SEMAINE AUCUN COMPTANT

Commencez à payer en décembre seulement sans frais additionnels.

Le seul télécouleur entièrement **GARANTI** pour **2 ANS** ouvrage et pièces.

LE SERVICE ET LA QUALITÉ PRIMENT CHEZ: **POTVIN & TREMBLAY Ltée** MEUBLES

Sur la côte, rue Racine — Tél.: 543-0201 (Face à l'Hôtel Chicoutimi)

Nous finançons nos propres comptes

Poursuite en dommages et injonction contre les Canadiens juniors

par Jacques ARTEAU

Réalisant que l'arbitrage avait épuisé ses moyens de médiation, la Ligue junior majeure du Québec a décidé hier d'avoir recours à des procédures élargies pour réclamer des droits qu'elle dit lui appartenir et sont brimés par le Canadien junior.

ATTAQUE DECISIVE

A l'issue de deux heures de délibération hier soir au Collège, les gouverneurs de la Ligue junior majeure du Québec ont adopté unaniment deux résolutions prévoyant des procédures en conséquence pour que les joueurs Richard Lacoste, Jacques Cossette et Firmin Royer soient retournés aux équipes de la Ligue junior majeure du Québec.

Dans une première résolution, les gouverneurs ont décidé que des procédures appropriées, poursuites en dommages et injonction, soient intentées incessamment contre le Canadien junior et son président Phil Whimmet et dans une seconde résolution, que l'Association de hockey amateur du Québec suspende immédiatement les joueurs impliqués dans le conflit, devant le refus du Canadien junior d'en arriver à un compromis sur les points en litige.

Deux équipes, Cornwall et Laval n'étaient pas représentées à la réunion spéciale de la ligue mais avaient quand même con-

firmé leur solidarité aux décisions du bureau des gouverneurs.

DROITS RECLAMES

La décision radicale des gouverneurs de la Ligue junior majeure du Québec fut pour le moins surprenante car l'on s'attendait généralement à l'annonce d'une forme de compromis.

"Ce n'est pas que nous déclarons la guerre au Canadien junior, ça doit être bien interprété, nous réclamons tout simplement des droits qui appartiennent à la Ligue junior majeure du Québec", a expliqué Paul Dumont, président du bureau des gouverneurs de la ligue. "Une entente a été signée entre la ligue et le Canadien junior dont M. Phil Whimmet est le président en date du 25 septembre 1970 et cette entente doit être respectée. Elle ne l'a pas été et la ligue prend les moyens pour qu'elle soit respectée" a-t-il ajouté sur un ton catégorique.

Les droits réclamés par la Ligue junior majeure du Québec se résument à l'ordonnance émise par l'Association de hockey amateur du Québec stipulant que les deux premiers joueurs concernés, Cossette et Lacoste soient retournés respectivement à Sorel et à Québec. En revanche à la présumée intransigence du Canadien junior d'entendre toute tentative de conciliation, la Ligue junior majeure du Québec réclame également le retour de Firmin Royer à Québec, conformément à l'entente conclue entre la ligue et le Canadien junior sur le mode de

sélection des joueurs au repêchage.

COMMENTAIRES

"J'avais toujours gardé l'espoir d'un règlement dans cette affaire, nous avons été jusqu'au bout et ce sont les gouverneurs qui ont finalement pris la décision que vous connaissez", a commenté Robert Lebel, président de la Ligue junior majeure du Québec.

De son côté, Roger Plouffe, président de l'Association de hockey amateur du Québec qui avait été convoqué à la réunion spéciale d'hier, a déclaré: "Je ne vois vraiment pas comment l'AHQA pourrait intervenir d'une autre façon". Quant à la suspension des joueurs réclamés par les gouverneurs de la ligue du Québec, il a ajouté: "Actuellement, les cartes des deux joueurs sont gelées, ils ne peuvent donc pas jouer avec le Canadien junior. Suspendre les deux joueurs impliqués, c'est une possibilité mais l'exécutif de l'AHQA devra prendre cette requête en considération".

Expliquant que les Remparts de Québec avaient tenté de leur côté d'en arriver à un compromis avec le Canadien junior dans le cas de Lacoste, via le libération de Serge Gauthier par le Canadien junior, Paul Dumont a déclaré: "Le Canadien junior n'a rien voulu entendre des négociations au niveau des clubs. Le hockey junior au Québec n'a jamais été dans une telle situation depuis l'affaire de Ronnie Attwell. Nous ne voulons pas que le hockey junior soit ainsi victime d'un seul homme voulant imposer ses volontés".

La semaine du 4 au 13 août 1972

serait mémorable pour Chicoutimi

Jeux du Québec, Traversée du lac, Marathon du Saguenay

par Julien GAGNON

CHICOUTIMI — Une fois de plus, les dirigeants de la municipalité de Chicoutimi sont lancés dans l'aventure des finales provinciales des Jeux du Québec.

Leur demande fut refusée en 1971 et Rivière-du-Loup fut le choix officiel de la Corporation des Jeux du Québec. Pour 1972, on ne veut pas rater le bateau et nous avons pu constater à la suite de la présentation hier après-midi, des documents qui ont servi à mousser la candida-

ture de la municipalité de Chicoutimi, que l'on n'a pas cherché seulement à épater mais à mettre en évidence la potentialité de la Ville-reine et des environs.

Une impression favorable se dégage. Quatre facteurs très importants ont impressionné favorablement les autorités de la Corporation des Jeux qui ont la tâche de choisir la ville hôte. disciplines, au moins 18 d'entre elles seront disputées dans un rayon de 2.2 milles à l'intérieur de la municipalité.

La recommandation faite par

Chicoutimi à l'effet que les Jeux soient présentés dans la période du 4 au 13 août 1972, a été jugée comme très acceptable. Les motifs de ce choix coïncident avec la présentation de deux événements majeurs qui font affluer un nombre assez imposant de touristes dans la région. Il s'agit de la Traversée internationale du lac Saint-Jean le 5 août et du Marathon du Saguenay le 12 août. Le fait de joindre à ce calendrier les compétitions des Jeux du Québec aiderait certes à intéresser beaucoup de visiteurs.

Sur une capitalisation globale possible de l'ordre de \$750,000, tous les quartiers de la municipalité bénéficieraient des travaux et des améliorations projetées. On prévoit environ \$75,000 pour le parc Murdoch; \$25,000 au parc Saint-Joachim; \$150,000 dans le quartier Ouest sur la côte de la Réserve; \$50,000 dans le quartier Hamel et Fradette; \$200,000 au parc Jean Béliveau dans le secteur Christ-Roi. Comme on peut le constater, ce sont des projets d'une assez grande envergure qui ne pourront qu'être que profitable à la fin des Jeux.

L'appui et le désir de collaboration manifestés par les autorités du campus du Saguenay-Lac-St-Jean à Chicoutimi, par l'Université du Québec, par les commissions scolaires, par le CRL, a permis à Chicoutimi d'ajouter un autre bon point dans la colonne des avantages.

Ces institutions possèdent des facilités déjà existantes en assez grand nombre qu'elles sont prêtes à mettre au service des responsables des Jeux si la nécessité l'exige. La collaboration entière est assurée sur ce point-là.

BUDGET ASSEZ REALISTE

Le budget d'opération totale est de l'ordre de \$335,000. De cette somme, la municipalité de Chicoutimi souscrit un montant initial de \$25,000. La balance des revenus provient de l'organisation d'un banquet, bénéfices, de dons et de souscriptions diverses.

Sur le plan capitalisation, la part de la municipalité est évaluée à \$100,000. Par contre, on prévoit une participation gouvernementale estimée à \$650,000. On ne prévoit pas trop de difficulté sur ce point principal car selon les informations fournies, un précédent aurait été créé pour Rivière-du-Loup et Chicoutimi a bien l'intention de se servir de cet argument en sa faveur.

Jonquière attend la réponse de la Commission des loisirs

JONQUIERE — "J'ai peur qu'on noie le poisson avant de l'embarquer dans la chaloupe. Nous avons l'esprit régional et c'est le temps de le montrer en appuyant immédiatement la municipalité de Chicoutimi et sa demande d'être l'hôte des Jeux d'été du Québec, en 1972".

Le conseiller Henri Vaillancourt, de Jonquière, en avait long à dire, hier soir, à ce sujet. Dans une lettre, le maire de Chicoutimi sollicitait l'appui de

Jonquière auprès de la Corporation des Jeux du Québec. Or, les conseillers Vaillancourt et Yvon Dubé voulaient que la situation ne souffre d'aucun retard.

Par ailleurs, d'autres conseillers préféreraient que la Commission des loisirs donne son opinion sur ce sujet, quitte à ce que le conseil prenne la décision finale.

"Bien souvent, il y a des oppositions entre Chicoutimi et Jon-

quière. Dans le cas qui nous concerne, je ne vois aucun point pouvant nous opposer dans cette affaire. Si les Jeux ont lieu à Chicoutimi, ce sera profitable pour toute la région. Pour une fois que tout est clair et que Jonquière n'aspire pas à obtenir ces Jeux en 1972, qu'on montre donc l'esprit régional que nous avons", dit au départ M. Vaillancourt.

M. Victorien Gagnon, conseiller, qui siège à la Commission des loisirs, expliqua par la suite que le groupement n'était que consultatif et qu'il y avait lieu qu'il fournisse son avis sur la question.

Et finalement, après plusieurs échanges, dont certains plus directs que les autres, on convint de demander l'opinion de la commission et de la recevoir au cours d'une assemblée spéciale qui permettra au conseil de se prononcer.

La proposition initiale de M. Vaillancourt fut retirée, de même que l'amendement voulant qu'on réfère le tout à la commission. Pour éviter que tout cela ne se termine sur une note discordante, on s'entendit, sans résolution, pour que la commission fournisse son appui.

ENCORE...

M. Vaillancourt en avait, quelques minutes plus tard, contre la même commission, disant que ce n'était pas de son ressort d'engager une firme pour préparer un plan global de loisirs. Il mentionna qu'une première fois on avait refusé une telle procédure et que maintenant on donnait un chèque en blanc à la commission.

M. Gagnon, là encore, amena des éclaircissements, alléguant notamment l'importance de préparer un tel plan pour permettre à Jonquière de répondre aux exigences gouvernementales.

Enfin, le gérant municipal, M. Lionel Harvey, précisa que la Commission des loisirs, de par sa constitution même, ne pouvait prendre une telle décision et qu'elle devait en référer au conseil pour approbation.

Question d'étude avant tout

Claude Reid revient avec les Marquis

JONQUIERE — Claude Reid a quitté le camp des Alouettes de Saint-Jérôme, de la Ligue majeure du Québec, pour rejoindre celui des Marquis de Jonquière de la Ligue junior Saguenay-Lac-Saint-Jean.

"J'avais des difficultés à pour suivre mes études et craignais ne pouvoir joindre les deux bouts avec un calendrier de 62 matches", a expliqué Reid au cours d'un entretien téléphonique.

Ce dernier séjourait au camp des Alouettes depuis le début de septembre. Hier soir, il s'est présenté à l'instructeur Donat Deschênes et tout porte à croire qu'il signera un contrat avec les Marquis dès aujourd'hui.

"Il me faut compléter avec succès ma 1^{re} année si je veux fréquenter l'université l'an prochain. J'estime que l'objectif sera plus facile à atteindre dans un milieu familial. D'autant plus que la Ligue junior régionale s'en tient cette année à un calendrier de 40 rencontres", a dit le jeune joueur.

Chez les dirigeants des

Alouettes, on s'est dit désagréablement surpris de l'attitude Reid qui aurait vidé la place sans mot dire.

"J'ai bien l'impression que la carrière de hockeyeur sera très courte pour Reid", a précisé Yvon Prud'Homme, gérant général de l'équipe. Ce dernier n'a pas d'objection à sa présence dans l'uniforme des Marquis mais ne veut aucunement entendre parler de transfert avec une autre formation de la Ligue majeure du Québec.

Roger Violette est toujours premier

JONQUIERE — Pour une quatrième semaine consécutive, Roger Violette détient la position de commandeur chez les conducteurs de la Piste Saguenay. Il maintient présentement une moyenne de .444, tentant de remporter son premier titre de genre. Pour les gains, Réné Marquis domine avec une somme de \$5,833.

Dock Ellis en furie contre ses patrons

PITTSBURGH (PA) — Controversé depuis longtemps, le lanceur Dock Ellis des Pirates, a qualifié hier la direction du club de pingre et il a ajouté qu'elle ne mérite pas de gagner le championnat.

Ellis était en furie parce qu'il a dû changer d'hôtel à ses propres frais quand les Pirates ont joué leurs deux parties éliminatoires à San Francisco.

Le lanceur des Pirates a dit que les lits étaient trop petits dans le premier hôtel. "Je me suis rendu dans un autre hôtel — j'y ai été reçu comme un prince — mais j'ai dû payer \$50 par jour de mon propre argent. Et pour vous dire combien cette chambre était spacieuse, ma femme, notre bébé et moi avons couché dans le même lit".

"La direction des Pirates ne mérite pas de gagner le championnat, ni la Série mondiale". Ellis a lancé cinq manches dimanche alors que

Pittsburgh a vaincu les Giants de San Francisco.

GRIEFS

"Cependant, a-t-il ajouté, nous allons gagner cette série parce que nous avons le meilleur club. Ce n'est pas la direction qui joue sur le losange".

Ellis, et un autre lanceur qui désire garder l'anonymat, ont dit que les joueurs avaient été particulièrement ennuyés pendant leur voyage à San Francisco, à cause d'un arrêt de 45 minutes à Omaha, Nebraska pour refaire le plein d'essence. Il en aurait coûté \$6,000 de plus à la direction du club pour louer un plus gros avion.

L'autre lanceur des Pirates a fait remarquer que pour le retour à Pittsburgh, sur 98 sièges de l'avion, 94 étaient occupés, par toutes sortes de gens, des gens de la télévision, des enfants des directeurs et d'autres personnes. "Il n'y avait pas moyen de bouger".

"Pittsburgh, dit Ellis, c'est toujours la même chose. Si nous devions jouer de la façon dont nous sommes traités, nous ne gagnerions jamais un match".

Durant la saison, Ellis a été mis deux fois à l'amende pour avoir refusé de signer des autographes. Il fut aussi impliqué dans une controverse, lors de la partie d'Étoiles, en prédisant que le gérant Sparky Anderson ne l'utiliserait pas parce qu'il est Noir.

Toutefois, c'est lui qui fut le lanceur débutant, et en fait, il en fut le lanceur pendant.

Est-ce que Ellis aimerait à être échangé?

"Diable, non, répond-il. Je crois que nous avons un bon club, peut-être le meilleur".

"Mais je ne suis plus un enfant d'école. Je suis un joueur de baseball. Je ne puis m'attirer des ennuis à cause de ce que je dis. Je dis ce que je veux et je fais ce que je veux".

La Ligue senior ne songe pas à l'expansion, pour l'instant

CHICOUTIMI — Plutôt maigre pour ne pas dire inexistante cette chance de voir des clubs de Baie-Comeau et de Haute-Rive joindre les rangs de la Ligue intermédiaire de hockey Saguenay-Lac-Saint-Jean-Mauricie.

"La demande nous arrive sur le tard. Et par ailleurs, l'expérience que nous voulons vivre

cette saison avec l'utilisation de cinq joueurs de 25 ans et plus ne milite pas en faveur d'une expansion trop rapide", a dit Me Roger Page au cours d'une entrevue.

Mais ce dernier d'ajouter rapidement que la réponse définitive appartient aux clubs membres qui se prononceront aujourd'hui même au cours d'une

conférence téléphonique. L'extension des cadres réclame l'unanimité des voix. Or, Le Soleil a appris en fin de soirée que deux clubs au moins n'étaient pas intéressés au projet, du moins pour la saison de hockey qui prendra le départ en fin de semaine.

Le président de la Ligue intermédiaire de hockey a eu, en fin de semaine dernière, un entretien de plus de deux heures avec des représentants des clubs de Baie-Comeau et de Haute-Rive.

"Il ne pouvait être question d'une adhésion complète à notre ligue, du moins pour cette année", a précisé Me Page. "Aussi, avons-nous élaboré un projet permettant un échange de rencontres susceptibles d'influer le classement de chaque ligue. Nous avons parlé d'une série maison pour chaque équipe, matches disputés durant le week-end".

Selon le succès que remportera la Ligue intermédiaire de hockey au cours des prochains mois, il sera possible de songer à l'expansion. "Et nous avons dit aux gens de Haute-Rive et de Baie-Comeau qu'indépendamment de l'issue des pourparlers en cours, nous serions toujours intéressés à discuter avec eux de l'avenir du hockey", a mentionné le président.

Marcotte affrontera Paduano

MONTREAL (PC) — Le promoteur Régis Lévesque a annoncé, lundi, que le boxeur invaincu Fernand Marcotte, de Québec, affrontera, lors d'un combat de 10 rounds pour poids moyens, le 4 novembre, Donato Paduano, de Montréal.

Un match nul contre le Vénézuélien Guerra Chavez il y a deux semaines, a mis fin à une série de 19 victoires consécutives pour Marcotte.

Paduano, dont la fiche est de 26-3, a récemment battu Denis Riggs, à Jacksonville, Floride.

COMBATTEZ LES RIGUEURS DE L'HIVER

Votre voiture en a besoin. Demandez la

PRÉPARATION POUR L'AUTOMNE

HÂTEZ-VOUS!

ATTENTION...

Le mauvais temps n'attendra pas que vous soyez prêt. Venez vite, et roulez en toute confiance pendant les mois qui viennent.



235, DU PONT, ALMA — TEL.: 662-3451

Octobre...

LE MOIS DE LA

COULEUR

PAR EXCELLENCE

Ce sont aussi les mois de la belle photographie. Pour tout renseignement concernant vos photos de paysages d'automne, consultez le maître de la photographie.

Pour tout achat en ce qui concerne la photographie, ciné-caméra, projecteur et le reste. Nous vendons toutes les marques de films à prix compétitifs.

Possédons caméras et accessoires de haute qualité.

STUDIO
Elonneau
ENR.

MAÎTRE-PHOTOGRAPHE

467 est, Racine, Chicoutimi - Tél.: 543-4791

Lucien
émond



Une autre comme celle-là et je te fais expulser de l'aréna

Avec un club d'expérience, les Marquis devraient connaître un succès fou, avens-nous lancé à l'instructeur Donat Deschesnes.

"Une autre comme celle-là et je te fais expulser du Palais des Sports", a-t-il rétorqué avec une moue indescriptible. Et le voilà parti à la chasse d'un jeune joueur qui venait de passer outre à la consigne donnée.

Mais l'instant d'après, Deschesnes reprenait le dialogue. "Cette histoire d'expérience vient du fait qu'on a vaincu le club de Loretteville. Et le lendemain, dans un journal de Québec, quelqu'un a écrit que les Marquis formaient une équipe d'expérience. La belle affaire quand on sait que nous alignons un seul joueur de 19 ans cette saison".

Des camps d'entraînement visionnés entre deux attaques de grippe automnale, il n'en demeure pas moins que celui de Jonquière m'a laissé la meilleure impression. Celle d'un bon équilibre des forces susceptible de propulser les Marquis au classement général.

Remontée anticipée qui sera certes la bienvenue dans ce milieu qu'il y eut de la vache maigre au menu de la dernière saison.

Mais l'histoire d'un camp d'entraînement n'est pas nécessairement celle d'une saison. Et Deschesnes a certes raison d'affirmer que les plus affamés arracheront le meilleur morceau.

"La ligue de démarcation du talent à la disposition des clubs demeure souvent floue. La différence provient avant tout du travail, de la détermination des joueurs. Peut-être intervenir également d'autres facteurs comme celui des blessures par exemple."

Cette détermination dont cause Donat Deschesnes se retrouve aisément dans les exercices pré-saison, dans les matches hors concours. Ce qui pourrait être l'indice d'un jeu agressif débouchant sur la rudesse, du moins pour les premières rencontres du calendrier.

Ainsi, chez les Aiglons d'Alma, Yvan Gingras prépare sa troupe au ferraillement. "Nous serons agressifs, nous utiliserons les procédés du bord". Ce qui explique la présence de quelques solides gaillards et motive cette volonté de former un club représentatif pour cette année.

On a vu par ailleurs les Saguenéens juniors de Chicoutimi et le National de Port-Alfred profiter du dernier week-end pour tâter quelque peu de leur valeur et surtout de leurs muscles. Même au cœur de la reconstruction, le National apportera encore une contribution fort intéressante.

Chez les Citadins d'Arvida, chez les Castors de Dolbeau, les tenants du titre, les préparatifs vont bon train. Là aussi, on croit que l'intimidation pourrait être un recours populaire. On se prépare donc en conséquence. Il faut voir un Marc Bonenfant à l'entraînement pour constater qu'il n'entend céder à personne sur le plan de la robustesse.

Une histoire de pesées

A la "patte" des Aiglons, un poids de deux livres pour vous délier les muscles de la jambe. Yvan Gingras récidive.

"On a voulu se payer ma tête avec cette histoire découlant du camp d'entraînement de l'an dernier. N'empêche que deux ou trois joueurs n'auraient jamais fait le club sans ce procédé qui vous permet d'y regagner sur le plan de la rapidité".

Yvan Gingras n'ignore pas que sa méthode de personnel d'entraînement est source de taquinerie. Même chez certains instructeurs plus expérimentés. Mais il n'en est pas déroulé pour autant. Estimant non sans raison que les jeunes se balancent aujourd'hui du conventionnel, préférant une motivation axée sur la nouveauté. La routine, le mécanisme n'est donc pas l'apanage du camp des Aiglons.

La montée des jeunes

L'élément jeunesse est une autre dominante des camps d'entraînement de la Ligue de hockey junior régionale. Avec la participation aux exercices de jeunes joueurs de 14 et 15 ans démontrant de fort belles aptitudes.

"Et de là provient une autre source de soucis pour un instructeur", m'a dit Gaston Sénéchal, des Citadins d'Arvida. "A savoir qu'il vous faut faire un choix entre le jeune joueur plein de promesse et le garçon plus expérimenté, vous assurant au départ d'un rendement plus rentable. Ce n'est pas toujours facile".

Surtout en sachant que le garçon de 15 ans talentueux aiguillera facilement l'appétit de quiconque est à la recherche de nouveaux talents pour la Ligue junior du Québec. Déjà responsable d'une saignée importante des meilleures ressources et qui mijote présentement en recrutement encore plus raffiné. Mais j'y reviendrai.

Se pose toutefois pour ces jeunes le problème de la réglementation (celle de l'AHMQ) voulant que le joueur ait obligatoirement évolué un an dans la catégorie de son âge. Évidemment qu'on ne manquera pas d'invoquer moult raisons pour y passer outre, à commencer par celle de la perte de temps pour le joueur lui-même. Mais j'estime qu'il vaut mieux faire montre de réserve sous ce chapitre. Préférant une législation même imparfaite à une exploitation éhontée du jeune hockeyeur.



UN NOUVEL INSTRUCTEUR — Les Saguenéens de Chicoutimi comptent un nouvel instructeur avec la présence de Réjean Maltais derrière le banc. Il cause avec trois vétérans du club, Michel Gagnon, Albin Tremblay et Roger Simard.



LA BONNE MANIERE — Gaston Sénéchal y va d'un conseil à l'intention de quelques protégés dont Louis Tremblay (16).

Problème du hockey junior: six équipes termineront en 1re place

par Lucien ÉMOND

(CHICOUTIMI) — A quatre jours d'un 19e départ, la Ligue de hockey junior régionale ne rencontre qu'un seul véritable problème, celui de compter six équipes championnes dans son giron.

C'est dire que l'espoir est grand dans les divers camps d'entraînement. Peu importe les pertes encourues en fin de saison dernière, soit pour raison d'âge ou razzias exercées par les divers clubs de la Ligue majeure du Québec, chacun manifeste une confiance inébranlable à l'aurore de la nouvelle saison.

Ainsi, le National de Port-Alfred, drôlement amoché avec la perte de plusieurs joueurs dont Pierre Laganère et Carlo Torresan, n'a pas tardé à refaire "le plein". Et ceux qui ont vu les protégés de l'instructeur Paul Dufour à l'oeuvre contre les Saguenéens de Chicoutimi (deux matches d'exhibition) assurent que la nouvelle édition du National saura bien maintenir la réputation de l'équipe.

On fait appel à de jeunes éléments pour combler les vides. Lorsque l'opération rodage sera complétée, le National parviendra aisément à tirer son épingle du jeu.

Chez les Saguenéens, un nouvel instructeur, quelques figures inconnues de l'amateur. On se plaît à mentionner que la défensive sera le point fort du club avec un Marcel Dufour toujours aussi efficace dans son filet.

Les efforts de l'instructeur Réjean Maltais portent présentement sur l'amélioration de la structure offensive. Avec une attention particulière accordée aux joueurs de centre.

CLUBS BIEN ÉQUILIBRÉS

Du moins à l'entraînement, Marquis de Jonquière et Citadins d'Arvida offrent des points de similitude. Un bon équilibre des forces, la présence de jeunes hockeyeurs prometteurs et des vétérans qui ont un mal fou à se gagner un poste.

L'instructeur Donat Desches-

nes a déjà offert une dizaine de contrats. On dit grand bien de ce trio formé de Jean Lamoureux, David Lamothe et Bernard Vigneault. Par ailleurs, Serge Gaudreault est revenu avec les Marquis. Mais il ne sera peut-être pas envoyé dans le filet au départ puisqu'il lui faut se remettre d'une intervention chirurgicale mineure à un pied. Claude Reid est également de retour avec l'équipe.

Pendant ce temps, dans le camp des Citadins d'Arvida, l'instructeur Gaston Sénéchal jongle avec un mélange de vétérans et de recrues.

"Je n'ai de prédiction à faire si ce n'est celle que nous aurons un club agressif qui ne se comptera jamais pour battu", a dit Sénéchal.

Les Citadins ont encore d'excellents marqueurs de buts à la disposition. Pour autant que la défensive tienne le coup, ils devraient faire tout aussi bien sinon mieux que la saison dernière.

DANS LE CAMP DES CASTORS

Avec un nouvel instructeur derrière le banc, les Castors constitueront à nouveau une menace à l'offensive avec les Simard, Lemieux, Lamontagne et compagnie.

L'instructeur Robert Sasseville cherche à resserrer le système défensif du club quelque peu ébranlé par le départ du gardien de buts Paul Ménard. L'agressivité n'a pas fait défaut au cours des exercices.

Chez les Aiglons d'Alma, on se dit prêt pour ce calendrier de 40 matches avec la présence d'une dizaine de recrues venues combler les rangs.

Là également, on parle d'agressivité, de combativité, avec une formation assez lourde mais qui entretient néanmoins recourir à la rapidité. L'instructeur Yvan Gingras n'a pas à s'en faire sur le plan offensif mais il lui faudra étoffer sa

brigade défensive pour obtenir des succès constants.

Bref, chacun se dit prêt à amorcer un nouveau calendrier à compter de vendredi soir

alors que tous les clubs seront à l'oeuvre. Les Saguenéens, les Marquis et les Aiglons seront les hôtes du National, des Castors et des Citadins.

sport éclair

L'activité ne fait pas défaut à la CLJ

JONQUIÈRE — L'activité ne manque pas à la Commission des loisirs de Jonquière. Avec la mise en place d'un programme d'athlétisme, de patinage artistique et de conditionnement physique, tant pour hommes que pour femmes. Pour ces dames, le conditionnement physique se fait à l'école Sacré-Cœur alors que pour les hommes, le tout a lieu à l'Institut de technologie.

15 joueurs avec les Alliés

JONQUIÈRE — Les Alliés AJK comptent déjà une quinzaine de joueurs sous contrat. Relevons les noms de Jean-Yves Cormier, André Tremblay, Gaston Vandal, Jocelyn Bélanger, Jean-Guy Villeneuve, Claude Simard, Jean-Guy Lapierre, Gaetan Fortin, Pierre Dallaire, Denis Pilote, Jacques Cormier, Jacques Boivin et Michel Bouchard.

Le conducteur du mois de septembre

JONQUIÈRE — Eugène Lambert, un vétérinaire conducteur à la Piste Saguenay, a été proclamé le jockey par excellence du mois de septembre. En plus d'être actif avec 27 départs, Lambert a conduit neuf coursiers à

la victoire alors que huit autres obtenaient une deuxième place.

17 joueurs avec les Marquis

JONQUIÈRE — D'autres contrats ont été offerts, hier soir, par les dirigeants des Marquis de Jonquière. Serge Tremblay, David Lamothe et Denis Tremblay, toutes des recrues de même que les vétérans Jean-Jacques Lessard, Richard Savard, Serge Thibault, Carol Gagnon et Noël Chouinard ont accepté les conditions de l'équipe. Pour aujourd'hui, on prévoit la signature de Claude Reid.

Le 10 octobre, la classique du 2 milles

JONQUIÈRE — La classique annuelle du deux milles à la Piste Saguenay sera présentée le 10 de ce mois. Ce sera la dernière grande épreuve disputée cette saison sur le tracé régional mais la saison de courses se poursuivra jusqu'au début de décembre.

Des améliorations au Palais municipal

PORT-ALFRED — En vertu de décisions prises par les autorités municipales, une centaine de sièges seront ajoutés au Palais municipal de Port-Alfred en prévision de la prochaine saison de hockey. De même le système d'amplificateurs sera complètement rénové.

Pssst... pssst...
Voulez-vous une motoneige Ski-Doo '71 neuve au prix d'une usagée?

RABAIS DE \$200.00

Chez nous, c'est **ski-doo** à prix d'aubaine!

*Marque de commerce de Bombardier Limitée

J. MARTEL AUTO
Route St-Bruno, Alma — Tél.: 662-6669

LE PNEU D'HIVER

QUI VOUS RAMENE EN TOUTE SECURITE!

MICHELIN XM+S

Pour votre CONFORT et votre SECURITE
Équipez votre voiture de pneus à neige
MICHELIN XM+S
RADIAL A CEINTURE D'ACIER.

Partez du bon pneu! Roulez sur des Michelin XM+S

Service de Pneus FORTIN

149 rue Fortier
Kénogami
Tél.: 542-6586

269 avenue du Pont
Alma
Tél.: 662-2227

426 boul. Marcotte
Roberval
Tél.: 275-2299

144 CRAMPONS POUR UNE SECURITE ACCRUE

Pour les instructeurs

Gagner la coupe Stanley, un rêve devenu cauchemar

par la PC

Gagner la coupe Stanley, autrefois le rêve de tout coach, est devenu un cauchemar depuis l'expansion de la Ligue nationale en 1967-1968.

Pour toutes sortes de raisons, la mainmise sur ce trophée n'a pas porté chance à ses quatre derniers détenteurs.

En 1966-67, Punch Imlach conduisit ses Leafs à leur quatrième coupe. Deux ans plus tard, il fut congédié, mais il revint à la surface avec les Sabres de Buffalo. Imlach est le seul coach est le seul coach actuel dont le nom est gravé sur la coupe Stanley.

La première année de l'expansion, Toe Blake donna au Canadien un huitième coupe Stanley. Puis il prit sa retraite.

Claude Ruel lui succéda et conserva la coupe. Quand il

quitta le club en décembre 1970, il déclara: "Je préfère être éclairé dans cette ville". Aujourd'hui il est dépisteur en chef du club.

CHANGEMENTS

Le suivant à inscrire son nom sur la coupe est Harry Sinden qui, en 1969-70, donna à Boston son premier titre depuis la saison 1940-41. Sinden a abandonné la partie pour se lancer en affaires.

L'année suivante, tous croyaient voir gagner les Bruins sous la tutelle de Tom Johnson, mais les Canadiens rebondirent sous Al McNeil, qui pour toute promotion, a été nommé gérant des Voyageurs de Halifax, de la Ligue américaine.

Johnson aura une autre chance cette saison.

Scotty Bowman, bilingue alors que McNeil ne l'était pas, est

venu des Blues de St. Louis prendra la direction des Canadiens.

Sid Abel, qui a quitté Détroit en claquant les portes, a pris charge des Blues. Ned Harkness a remplacé Abel comme gérant général et a confié la gérance des Red Wings à Doug Barkley.

Ailleurs, il n'y a aucun changement; John McLellan à Toronto; Emile Francis à New York et Hal Laycoe à Vancouver.

Et tous, nouveaux ou anciens, n'ont qu'un désir: décrocher la coupe Stanley. Voici leurs chances.

PREVISIONS

Et voici nos choix:

1-Canadiens, parce qu'on doit favoriser un club champion. Malgré le départ du grand Jean Béliveau, Pete Mahovlich s'est retrouvé et la recrue Guy Lafleur sera un formidable atout. Et puis, il y a tous les autres bons joueurs, dont Frank Mahovlich, Yvan Cournoyer, Serge Savard et Ken Dryden.

2-BOSTON. Quand on pense à Phil Esposito, Johnny Bucyk, Bobby Orr, Ken Hodge, Ed

Westfall, Derek Sanderson, plus des jeunes talentueux, il y a tout pour le succès, malgré une certaine faiblesse devant le filet.

3-RANGERS—Une agglomération de joueurs agressifs, sans super vedette, mais qui donne toujours du fil à retordre à Montréal et à Boston. Deux bons gardiens de buts, Ed Giacomin et Gilles Villemure. Enfin, il faut mentionner le retour en forme de Bob Rousseau et la venue d'une recrue prometteuse, Pierre Jarry.

4-TORONTO—La quatrième position de nouveau? Oui, avec des vétérans au talent reconnu comme Dave Keon, Norm Ullman, Paul Henderson, Ron Ellis et les gardiens Bernard Parent et Jacques Plante, on est certain de beaucoup de combativité. Mais Toronto a besoin de renforts.

5-VANCOUVER—Les Canucks, l'an dernier, ont fini sept points derrière Buffalo et un point en avant de Détroit. Le club compte sur André Boudrias, Orland Kurtenbach, Wayne Maki, Rosaire Paiement, Jocelyn Guevremont, Dale Tallon, Pat Quinn et Garry Doak pour offrir une bonne compétition.

hockey

SAMEDI

Ligue nationale (Joutes hors-concours)
Toronto 1, St-Louis 3
Montréal 3, Boston 5
Vancouver 8, Los Angeles 4
Chicago 2, Minnesota 2
Pittsburgh 2, Buffalo 2
New York 3, Detroit 1
Philadelphie 4, Hershey 2

DIMANCHE

Ligue nationale (Joutes hors-concours)
Californie 2, Detroit 3
Montréal 1, Philadelphie 2
Toronto 2, Chicago 0
Buffalo 5, Cincinnati 4
Ligue junior majeure du Québec (Saison régulière 1971-1972)
Cornwall 3, Québec 5
Sorel 4, Drummondville 5
Sherbrooke 7, St-Jérôme 13
Shawinigan 6, Trois-Rivières 3
Laval 4, Verdun 6

MER

Ligue nationale (Joutes hors-concours)
Boston 1, New York 4
Ligue junior majeure du Québec
Verdun 5, Laval 4 (suppl.)

AUJOURD'HUI

Ligue nationale

(Joutes hors-concours)
Californie à Los Angeles
Toronto à Vancouver
Chicago vs Minnesota (Winnipeg)

DEMAIN

Ligue nationale (Joutes hors-concours)
Minnesota à St-Louis
Detroit à Buffalo
Ligue junior majeure du Québec
St-Jérôme à Cornwall

JEUDI

Ligue nationale (Joutes hors-concours)
New York à Boston
Ligue junior majeure du Québec
Drummondville à Sherbrooke

VENREDI

Ligue nationale (Saison régulière)
Toronto à Vancouver
Los Angeles à Californie
Ligue junior majeure du Québec
Sherbrooke à Québec
Cornwall à Shawinigan
Trois-Rivières à Drummondville
Sorel à Verdun

LIGUE JUNIOR MAJEURE DU QUÉBEC

	P	G	P	N	Pp	Pc	Pt
Verdun	3	2	1	0	15	14	4
St-Jérôme	1	1	0	0	13	7	2
Québec	1	1	0	0	5	3	2
Drumville	1	1	0	0	5	4	2
Cornwall	2	1	1	0	9	5	2
T-Rivières	2	1	1	0	9	10	2
Shawinigan	2	1	1	0	8	7	2
Sorel	1	0	1	0	4	5	0
Laval	3	0	3	0	8	17	0

Suspension de 2 mois à Charles-Edouard Dufour

JONQUIERE — Une fin de saison de courses abrupte pour Charles-Edouard Dufour et le cheval Idaho Pine car tous deux viennent d'être suspendus pour une période de deux mois par le comité des Juges de la Piste Saguenay.

Le rapport du comité des juges stipule que Dufour est suspendu par suite d'un test positif de la nature phenylbutazone ou un dérivatif sur le coursier Idaho Pine, a été fait lors du programme du 22 septembre nier.

Charles - Edouard Dufour a été suspendu comme entraîneur et parfenier et devra quitter le terrain de la Piste Saguenay. De plus, cette suspension sera respectée sur toutes les pistes tombant sous la juridiction de l'Association canadienne du trot et amble.

La lutte de retour à LA TOUR

DEMAIN SOIR 8h. 30

MERCREDI

FINALE - 2 de 3 A FINIR

JOS LEDUC

vs

MICHEL DUBOIS

PRIX D'ADMISSION

Pour les enfants: \$1.25 - Entrée générale: \$2.00 - Sièges réservés: \$2.50

TEL: 529-0524

OUVERTURE - 20 MINUTES

Peppe Villa vs Gerry Gosselin

PRELIMINAIRE - 30 MINUTES

Paul Leduc - vs Del Skinner

SPECIAL DE LA SOIRÉE - 30 MINUTES

Ant. Baillargeon vs Sugi Sito

PRELIMINAIRE - 30 MINUTES

Carlos Rocha vs Don Seranno

Champion du Portugal

SEMI-FINALE (PAR EQUIPES) - 45 MINUTES

Gino Brito

vs Carl Kramer

et Jacques Rougeau

vs Abdullah le Boucher

Les Browns subissent un premier revers

CLEVELAND (UPI) — Daryle Lamonica a complété une passe de touché de 13 verges à Ray Chester avec encore 10:54 et une minute plus tard, Clarence Davis effectuait une course de cinq verges pour un autre touché, permettant aux Raiders d'Oakland de combler un déficit et infliger une première défaite aux Browns de Cleveland, par le pointage de 34-20, devant 84,285 amateurs.

Tirant de l'arrière par 20-10, Lamonica, qui a complété 11 de ses 21 passes, pour des gains de 184 verges, a gagné 72 verges en huit essais, complétant la poussée avec la passe de touché à Chester et réduisant l'avance de Cleveland à 20-17.

Avec 10:34 minutes à faire, le demi défensif George Atkinson, du Oakland, a intercepté une passe de Bill

Nelsen et une punition contre les Browns plaçant le ballon à la ligne de 13 verges du Cleveland.

Marv Hubbard, qui a gagné 102 verges en 15 tentatives, a gagné trois verges sur le jeu suivant, et une punition pour avoir retenu à Cleveland, plaçant le ballon à la ligne de cinq verges. La course de Davis a finalement donné l'avance à Oakland pour la première fois de la partie.

Cette victoire, la deuxième de la saison pour les Raiders, leur permet de rejoindre les Chiefs de Kansas City en première position de la division Ouest de la conférence américaine.

Par contre, la défaite du Cleveland permet aux Steelers de Pittsburgh de grimper au premier rang, sur un pied d'égalité avec les Browns.

Maintenant, chez HFC vous pouvez emprunter jusqu'à \$5,000 ou même plus

(vous aurez jusqu'à 60 mois pour rembourser)

C'est possible que vous n'ayez jamais pensé à HFC comme étant un bon endroit pour régler vos gros "problèmes d'argent"... comme l'achat d'une nouvelle voiture, ou de nouveaux appareils ménagers...ou pour faire d'importantes réparations à votre maison. Maintenant que nous avons haussé le plafond de nos prêts jusqu'à \$5,000 ou même plus, nous pouvons vous offrir assez d'argent comptant pour vous permettre d'acheter toutes les choses dont vous avez besoin...dès maintenant. Donc, si vous avez besoin d'argent en grosse quantité, adressez-vous à HFC, en personne, par téléphone ou par lettre. Et souvenez-vous...une bonne raison pour emprunter est une bonne raison de prêter chez Household Finance.

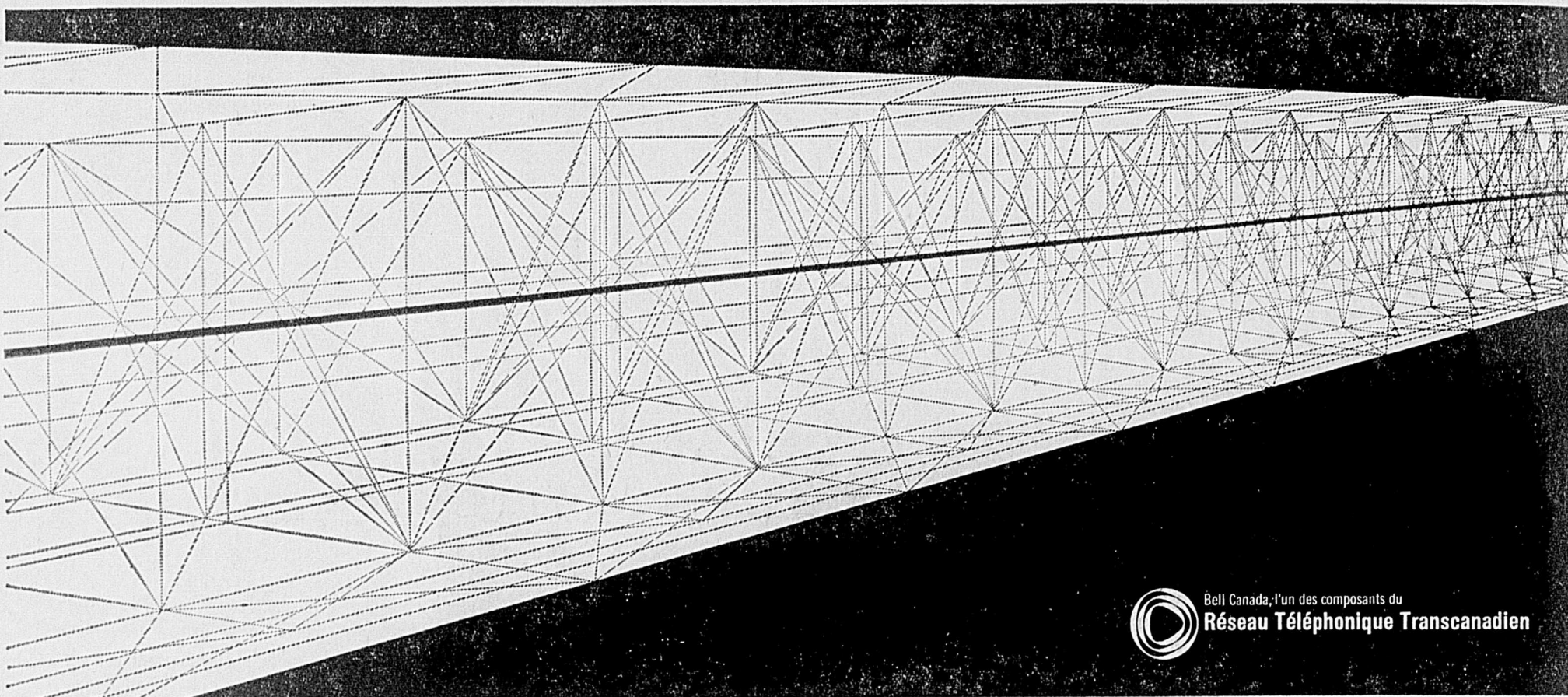


HOUSEHOLD FINANCE
Corporation of Canada

8 succursales dans la région de Québec.

Votre annuaire du téléphone vous dira

où est la plus proche.



Bell Canada, l'un des composants du Réseau Téléphonique Transcanadien

MULTICOM est le service spécialement conçu par Bell Canada pour la transmission des données par commutation à l'échelle du pays. Il fonctionne séparément tout en étant intégré au réseau de télécommunications.

Et c'est précisément parce que le service

MULTICOM fonctionne par commutation que les installations en place se prêtent plus facilement aux transformations et à l'extension que nécessitent les besoins changeants de l'utilisateur. Par conséquent, l'abonné a accès à tous les points reliés à son réseau et peut transmettre

à haute vitesse sans avoir à déboursier les frais élevés qu'entraîne la location de lignes privées; de plus, il profite de tarifs économiques proportionnels à l'usage. Si vous désirez plus de renseignements sur MULTICOM, le service qui est

à la fine pointe d'une nouvelle technique de transmission des données, communiquez avec le représentant du service des Communications Informatiques de Bell Canada en composant l'indicatif d'accès, 1 ou 112, et 800-361-8441. (sans frais).

Multicom.

Synonyme de supériorité en communications informatiques



LES COMMUNICATIONS INFORMATIQUES

Bell Canada

inscrits
et choix commentés

CE SOIR

Course No 1 — A réclamer \$1,250-\$1,500 Bourse \$700

4-Kilgus	N. Tremblay	Ne peut manquer	8-5
1-Beckwith Prince	A. Jean	Dans son dos	2-1
1-Cote Mir	Y. Catellier	Peut tout prendre	5-2
1-Tapart Bailey	R. Belanger	S'il pleut	4-1
1-Queen Valley	E. White	Semble fatigué	7-1
1-Queen Valley Ref	Y. Pelchat	Part trop loin	10-1
1-My Scotch	J.-A. Verret	Suivra de loin	12-1
1-Ambro Earl	R. Marcotte	Passez pas	14-1

Course No 2 — Amble à réclamer \$800 cond. Bourse \$500

1-Jake Melburn	J. Cyrenne	Du double	8-5
1-Robert Drummond	G. Lachance	Bien placé	2-1
1-Sweet Harmony	Y. Fontaine	Devra faire vite	5-2
1-Flyal	Y. Lefebvre	Dangereux	5-1
1-Joe Joe	F. Nadeau	Difficile	8-1
1-Dean's Champ	Y. Boly	Pas un cadeau	10-1
1-Charmin Drummond	Y. Pelchat	Obéissance	14-1
1-Doctor Croft	M. Cournoyer	Bon dernier	14-1

Course No 3 — Trot à réclamer \$1,000 cond. Bourse \$500

1-Chapman Hanover	A. Jean	Enfin sa chance	8-5
1-Tranquil Elise	R. Guérard	A l'aise	2-1
1-Sundaydale Roxy	L. Duquette	Pas encore battu	4-1
1-Fairdale Star	J.-M. Marcoux	Une surprise?	7-1
1-Lusty Counsel	R. Beaudoin	Improbable	10-1
1-Homestead Peter	G. Smith	A son voyage	12-1
1-Dean Way	B. Gervais	A sa place	14-1

Course No 4 — Amble à réclamer \$1,000 Bourse \$500

4-Sunny Brier	A. Jean	Entre bonnes mains	8-5
1-Lady Senator	Y. Roger	Son compagnon	2-1
1-Mighty Que	G. Smith	Faites roulette	4-1
1-Tovelle	J. Lefebvre	Levra de souffler	5-2
1-Balmy Spring	Y. Boly	A change de main	10-1
1-Pearl Boy	F. Nadeau	A vos risques	12-1
1-Lescaisoy	P. Noël	Vaut un petit 2	14-1
1-Annie Counsel	M. Cournoyer	Passons	14-1

Course No 5 — Amble n.g. \$3,000-71 cond. Bourse \$1,400

1-Abe Senator	Pas nommé	Sera meilleur ce soir	8-5
1-Abe Mohawk Adios	N. Tremblay	Dans sa classe	2-1
1-Marmouset	R. Desjardins	Derrière bonne	5-2
1-Iron Fleuret	R. Samson	Se tiendra tranquille	4-1
1-Circle Amy	M. Cournoyer	Vaut un petit 2	10-1
1-Miss Adèle Patch	C. Rochelleau	Aucune chance	14-1
1-Jackpot Mir			

Course No 6 — Amble n.g. \$1,000-71 cond. Bourse \$900

1-Chief Barkwin	L. Duquette	Ce soir ou jamais	8-5
1-Blazer State	Y. Catellier	Pera son possible	2-1
1-Prizati	A. Jean	Longue route à faire	5-2
1-Mark Bill	B. Gervais	Nouveau venu	4-1
1-Nelson	J. Cyrenne	Se rapprochera	7-1
1-Meadow Secret	M. Giguere	Ne veut plus	10-1
1-Mr Cartier	J. Guenette	Pas de secret ce soir	12-1
	F. Nadeau	Une autre fois	14-1

Course No 7 — Trot n.g. \$1,500-71 cond. Bourse \$1,100

1-Yukonora	J.-A. Verret	Va répéter	8-5
1-Lady Flomington	M. Cournoyer	Si l'autre casse	2-1
1-Fabroni	L. Duquette	Bon vétéran	5-2
1-Golden R. Scott	J. Cyrenne	S'annule	7-1
1-Little Lou	R. Page	Surprendrait	10-1
1-Marlene Mir	M. Poulin	Pas régulière	14-1

Course No 8 — Amble à réclamer \$1,000-\$1,250 Bourse \$600

1-Art's Call	R. GrandMaison	Malgré sa position	8-5
1-Sony Arden	N. Tremblay	Même chose	2-1
1-Success Knox	M. Aubin	Si chauceux	5-2
1-Addie Majesty	L. Normandin	Petit fort	5-1
1-Sunshine Tony	G. Robert	Aime sa vie	8-1
1-Avalon	J. Cyrenne	A la veille d'éclater	10-1
1-Willow Brooke Jaque	C. Desjardins	Baisse de classe	12-1
1-Caudle Abe	J. Quessy	Gauserait surprise	14-1

Course No 9 — Amble n.g. \$2,000-71 cond. Bourse \$1,200

1-Mr Big Time	L. Duquette	N'est pas seul	8-5
1-Senza Rascal	G. Labonté	Aimerait gagner	2-1
1-Touskege	Pas nommé	Qui conduira?	5-2
1-Tiger Herbert	Y. Pelchat	Bien placé	4-1
1-Richelleu Fleuret	C. Rochelleau	Pole aidera	7-1
1-Henry Tar	A. Jean	Trop fort pour lui	12-1

Course No 10 — Amble à réclamer \$2,000-\$2,500 Bourse \$800

1-Derek	Y. Catellier	Pas sûr	8-5
1-Rey Win Sparkle	N. Tremblay	A cause de lui	2-1
1-Superior Paddy	F. Nadeau	Sera proche	4-1
1-Beautiful Katy	Y. Fontaine	Vendra de loin	6-1
1-Scotty Tommie	R. GrandMaison	Mérita un bon	7-1
1-My Right	G. Lachance	Monte de classe	12-1
1-Mimale Sandy	A. Jean	Plus de miracle	14-1
1-In Touch	M. Poulin	Touchera à rien	14-1

football



SAMEDI

Ligue canadienne
Montréal 0, Vancouver 28
Saskatchewan 2, Winnipeg 35

DIMANCHE

Ligue canadienne
Toronto 12, Ottawa 3
Hamilton 1, Calgary 17Ligue nationale
Atlanta 38, Detroit 41
Baltimore 23, New-Angleterre 3
Buffalo 0, Minnesota 15
Chicago 3, Los Angeles 17
Cincinnati 17, Green Bay 20
Kansas City 16, Denver 3
New-Orléans 12, Houston 13
New York Giants 21, Miami 10
San Diego 17, Pittsburgh 21
San Francisco 31, Philadelphia 3
Washington 20, Dallas 16

MERCREDI

Ligue nationale
Oakland 34, Cleveland 20

JEUDI

Ligue canadienne
Hamilton à Saskatchewan

SAMEDI

Ligue canadienne
Col-Britannique à Ottawa

DIMANCHE

Ligue canadienne
Toronto à Montréal

LIGUE CANADIENNE

Conférence de l'Est

	G	P	N	Pp	Pe	Pts
Toronto	9	2	0	235	192	18
Hamilton	5	4	0	133	142	10
Montréal	5	5	0	170	181	10
Ottawa	3	8	0	157	233	6

Conférence de l'Ouest

	G	P	N	Pp	Pe	Pts
Calgary	9	3	0	247	122	18
Saskatchewan	6	5	0	226	226	12
Col-Britannique	5	5	0	205	216	11
Winnipeg	5	7	0	1315	305	11
Edmonton	2	10	0	144	263	4

LIGUE NATIONALE

Conférences américaines

Division Est

	G	P	N	Pp	Pe	Moy.
Baltimore	2	1	0	58	17	.667
Miami	1	1	1	49	38	.500
N.-Angleterre	0	20	0	30	63	.233
New York Jets	1	2	0	24	49	.333
Buffalo	0	3	0	51	97	.000

Division Centrale

	G	P	N	Pp	Pe	Moy.
Cleveland	2	1	0	65	47	.667
Pittsburgh	2	1	0	57	44	.667
Cincinnati	1	2	0	64	55	.333
Houston	0	2	1	29	64	.000

Division Ouest

	G	P	N	Pp	Pe	Moy.
Oakland	2	1	0	74	40	.667
Kansas City	2	1	0	50	40	.667
San Diego	1	2	0	38	69	.333
Denver	0	3	1	28	69	.000

Conférence nationale

Division Est

	G	P	N	Pp	Pe	Moy.
Washington	3	0	0	74	36	1.000
Dallas	2	1	0	107	61	.667
New York Giants	2	1	0	66	50	.667
St-Louis	1	2	0	54	55	.333
Philadelphia	0	3	0	24	110	.000

Division Centrale

	G	P	N	Pp	Pe	Moy.
Chicago	2	1	0	40	49	.667
Minnesota	2	1	0	52	33	.667
Detroit	1	1	0	88	61	.667
Green Bay	2	1	0	94	72	.667

Division Ouest

	G	P	N	Pp	Pe	Moy.
San Francisco	2	1	0	86	43	.667
Atlanta	1	1	1	78	78	.500
New-Orléans	1	1	1	57	71	.500
Los Angeles	1	1	1	57	47	.500

Voici la partenaire idéale des laveuses-essoreuses mobiles.

Voici notre nouvelle sècheuse Hoover. Elle se rend "sur le lieu de travail", se branche dans une simple prise électrique, puis se range et occupe alors un espace de 31 1/4" de hauteur, de 16 1/4" de profondeur et de 24" de largeur.

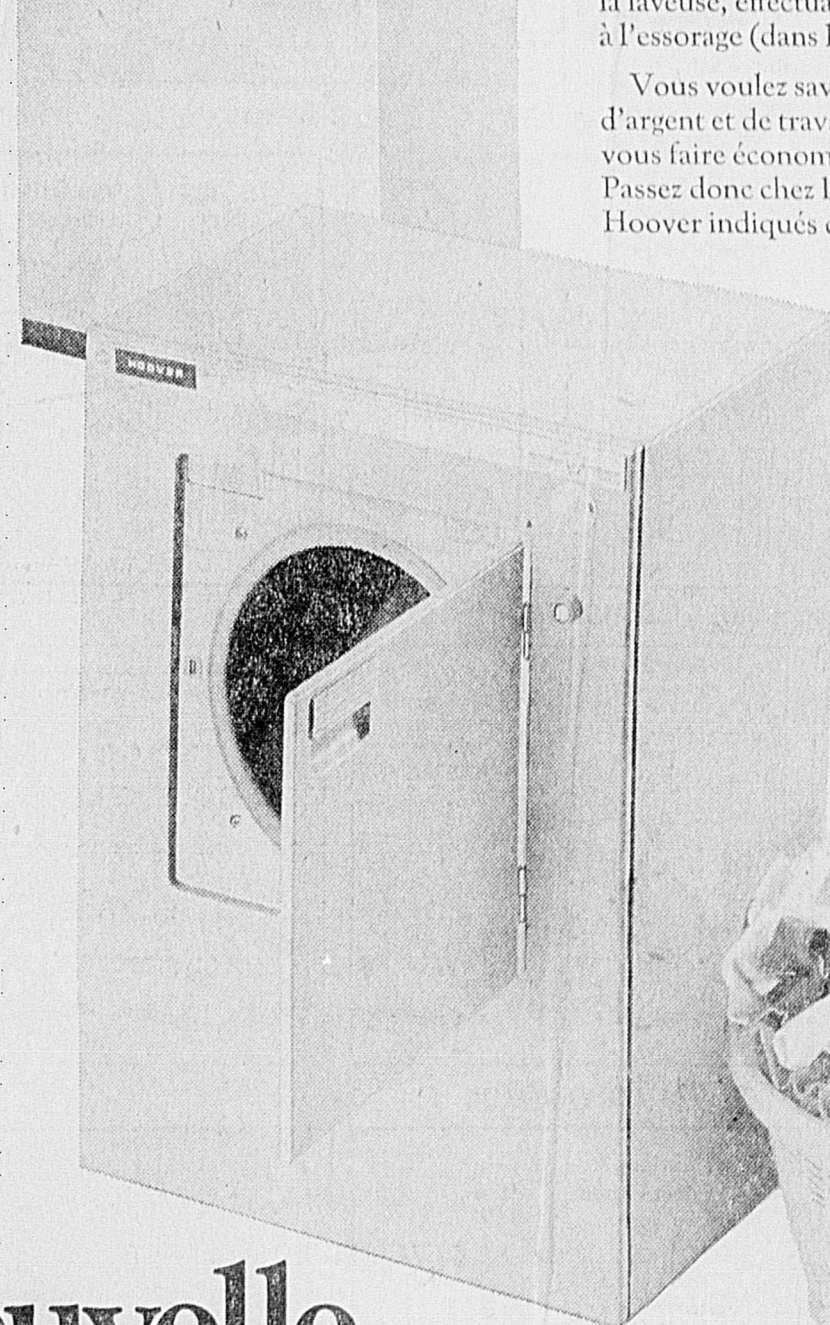
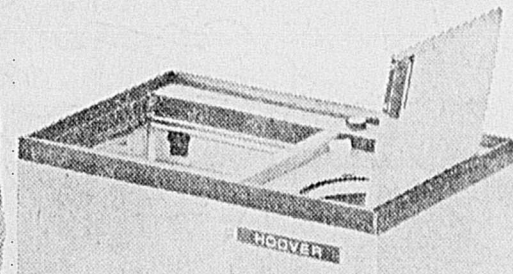
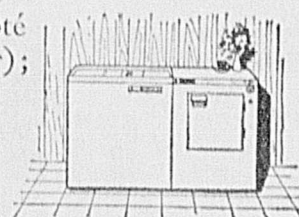


La sècheuse mobile Hoover est dotée de beaucoup des caractéristiques propres aux grosses sècheuses, en particulier des trois cycles de séchage qu'on peut choisir sur le grand cadran facile à lire, monté à l'avant: cycle pour tissus sans repassage, cycle normal ou cycle d'aération à froid de 30 minutes.

Pour votre sécurité (et pour celle des enfants), le chauffage et le mouvement du tambour s'arrêtent dès l'ouverture de la porte. Le filtre à charpie est d'une grande efficacité. Enfin, l'élégante sècheuse mobile Hoover est offerte en blanc, or ou avocat.

La nouvelle sècheuse mobile Hoover complète à merveille toute laveuse-essoreuse. Toutefois, s'il vous faut une machine de ce genre, voyez les nouveaux modèles améliorés Hoover avec cuve en acier inoxydable super-lisse. Leur longue durée d'usage sans ennui est garantie par une série incomparable de perfectionnements et de qualités: pulsateur monté sur le côté (exclusivité Hoover); filtre à charpie; déplacement facile; rapidité étonnante (la lessive d'une famille moyenne se fait en moins d'une demi-heure); économie importante d'eau chaude et de savon; essoreuse centrifuge montée avec la laveuse, effectuant un rinçage automatique à l'essorage (dans le modèle de luxe).

Vous voulez savoir combien de temps, d'argent et de travail ces appareils peuvent vous faire économiser? C'est simple. Passez donc chez l'un des marchands Hoover indiqués ci-dessous.



Sècheuse mobile modèle 0914.

\$169⁹⁵

(En blanc; léger supplément pour couleur.)



Nous travaillons dur pour vous faire la vie plus douce.

La nouvelle sècheuse mobile Hoover.

Laquet
205 rue MONTMAGNY
Québec 8, P. Q.
C. P.
340 St-Sauveur
Tél.: 524-5121
Piste Laurier
Tél.: 651-7070

Wagon & John Ltd.
Accessoires et Appareils
Électriques en Gros
Vente et Location d'outillage
Peinture. Tél.: 529-2161

J.-P. CHABOT INC.
St-Charles
Cré Bellechasse
Tél.: 887-3495

GASTON Levesque
100 rue Chabot
Ville Vanier
Tél.: 683-3471

RENE DION REFRIGERATION
2854, 1re avenue
Québec
Tél.: 623-3826

GERARD RUEL MEUBLES
St-Malachie
Cité Dorchester
Tél.: 642-2112

MARCEL MASSE MEUBLES
5 rue Hermine
Québec
Tél.: 523-9804

Semieux
Magasin Prestige

gagnon MEUBLES
400, Racine
Chicoutimi
Tél.: 543-1501

CROTEAU LTEE
175 est, St-Joseph
Québec
Tél.: 525-8155

J.-L. LAMONTAGNE
631, 10e Rue
Charny
Tél.: 832-8340

R. B. TAPIS DRAPERIES
464 Place Du Commerce
Sept-Îles
Tél.: 962-6529

AGENCE L. BLOUIN INC.
242 av. Royale
St-Pierre, Ile d'Orléans
Tél.: 828-2170

Paul Bégin
4 chemin de Charny
Tél.: 839-4171



LE SOLEIL

DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN

offre à ses lecteurs la chance de gagner

\$5,000

En certificats d'achats chez les marchands de leur choix annonçant régulièrement dans Le Soleil du Saguenay-Lac-Saint-Jean. (une liste des annonceurs à contrat sera fournie à chaque gagnant). Chaque semaine durant 10 semaines, du 20 septembre au 27 novembre 1971.

12 prix de 25⁰⁰ 2 prix de 50⁰⁰ 1 prix de 100⁰⁰

seront accordés, et les noms des gagnants seront publiés dans votre quotidien Le Soleil du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Tous les coupons (ou fac-similés) que vous aurez expédiés seront accumulés pour le

GRAND PRIX 25e ANNIVERSAIRE

Un voyage à Miami

EN COLLABORATION AVEC

AIR CANADA

PLUS \$1000

POUR FRAIS DE SEJOUR

QUEBEC AIR TRANSPORTERA LES GAGNANTS GRATUITEMENT DE BAGOTVILLE A MONTREAL, ALLER-RETOUR.

Tous les jours vous trouverez 5 coupons de participation dans votre quotidien Le Soleil du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

TIRAGE LE VENDREDI DE CHAQUE SEMAINE.

Aucune preuve d'achat nécessaire. Vous pourrez également vous procurer des coupons de participation à nos bureaux de Chicoutimi, Jonquière et Alma.

Les employés du Soleil et les membres de leur famille ne sont pas éligibles.

NOM

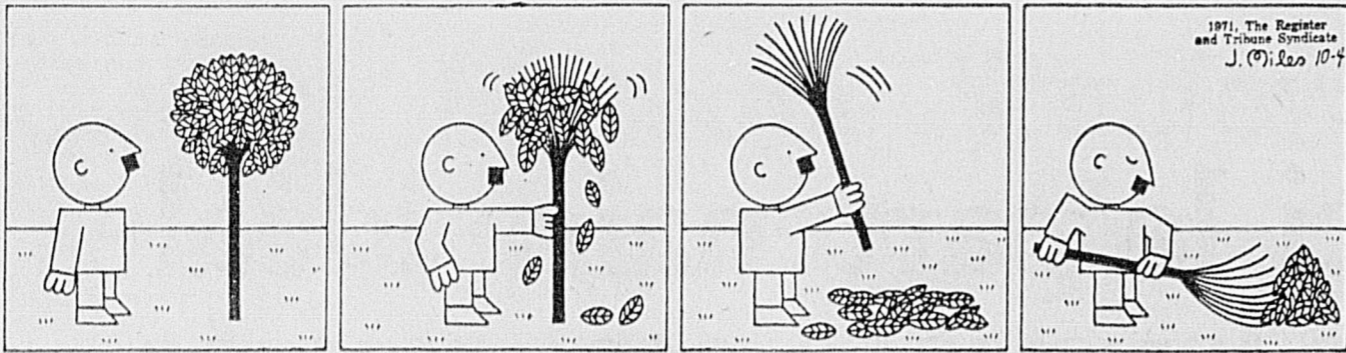
ADRESSE

TEL:

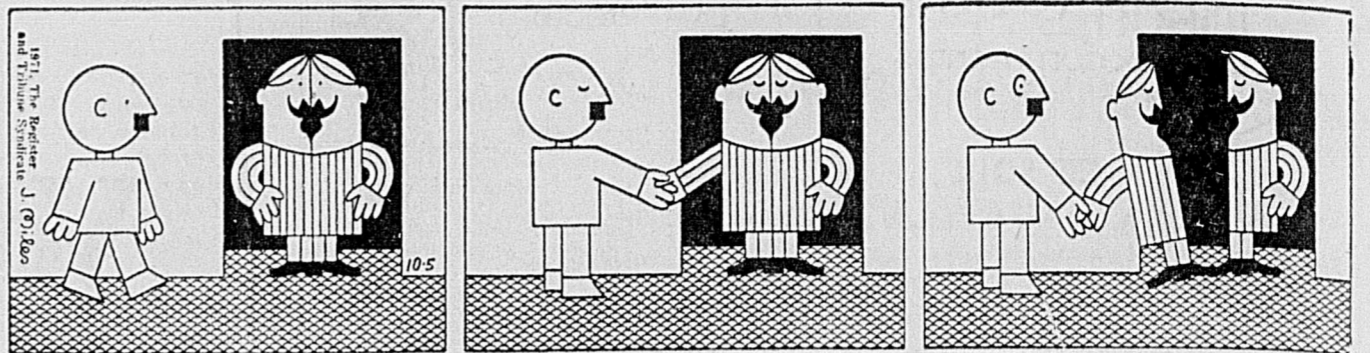
Toutes les enveloppes contenant les coupons du concours doivent être adressées comme suit:

CONCOURS 25e ANNIVERSAIRE,
C.P. 580,
CHICOUTIMI.

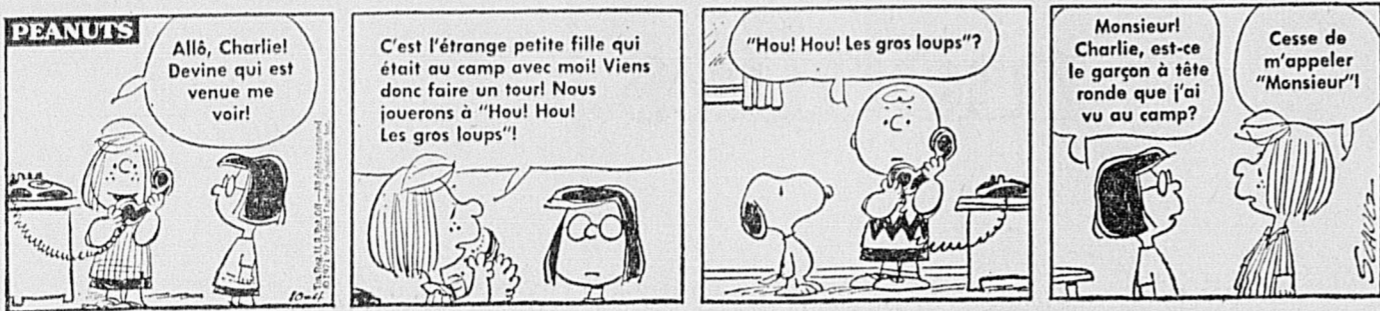
MONSIEUR PERKINS



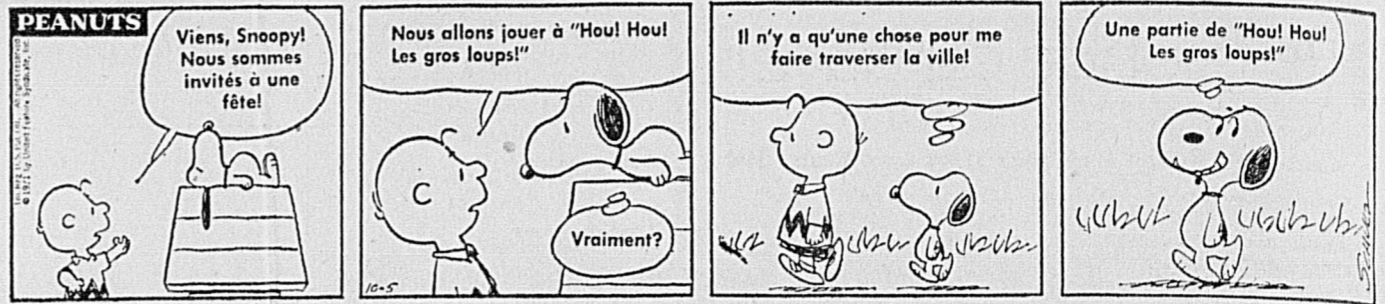
MONSIEUR PERKINS



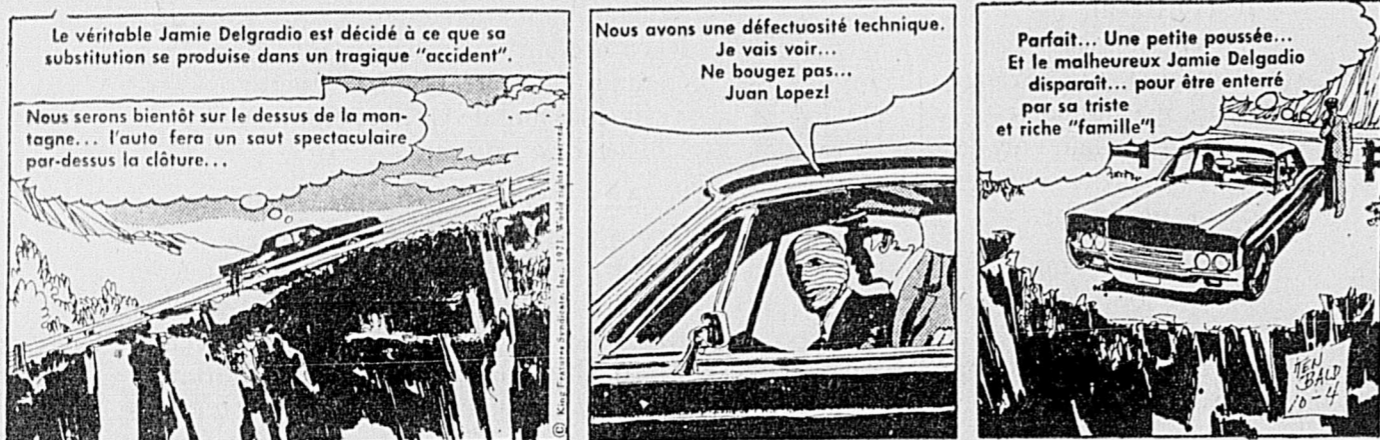
PEANUTS



PEANUTS



Dr BEAUDOC



Dr BEAUDOC



MANDRAKE, LE MAGICIEN



MANDRAKE, LE MAGICIEN



MUTT et JEFF



MUTT et JEFF



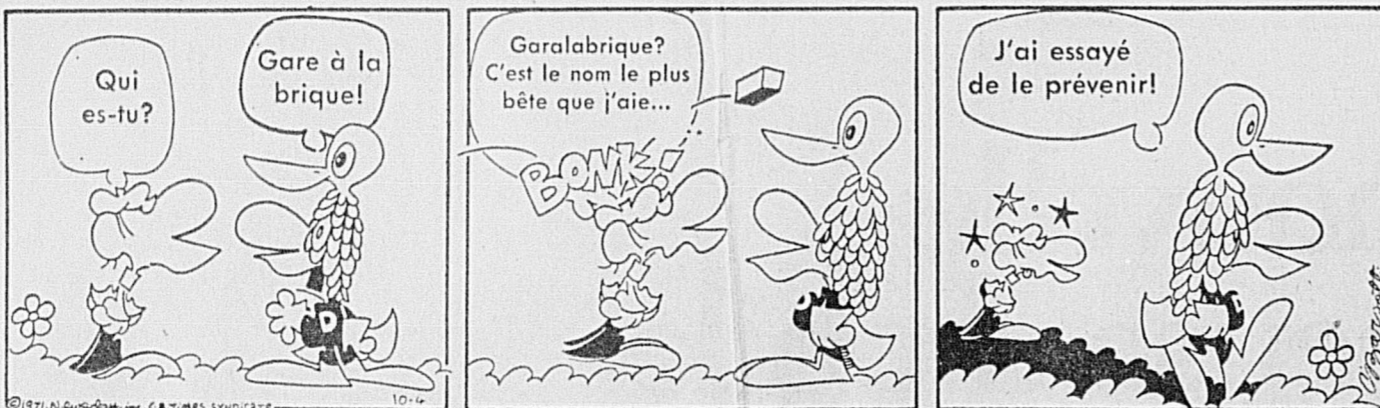
GALOPIN



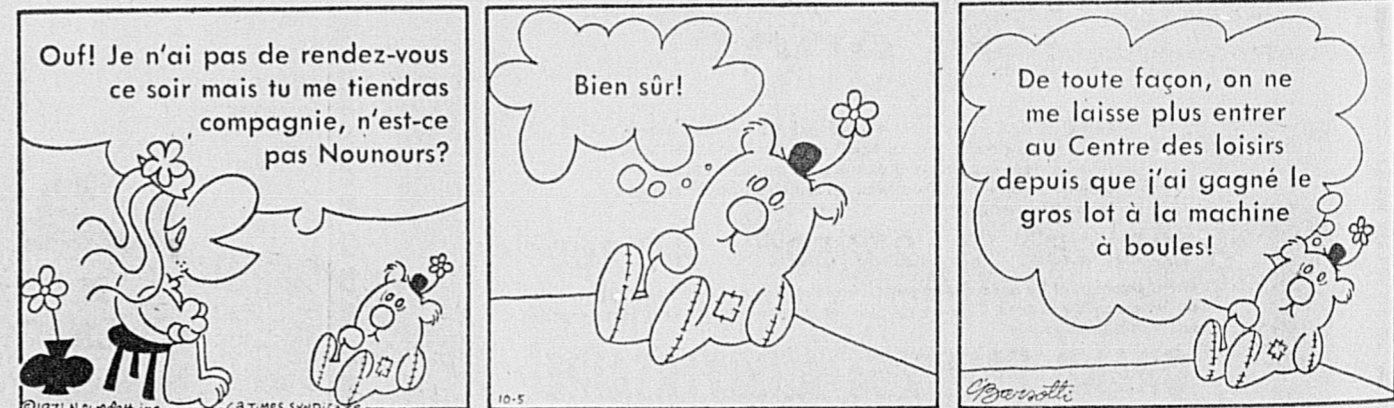
GALOPIN



LES FARFELUS



LES FARFELUS



BATMAN et ROBIN



BATMAN et ROBIN



C'est toujours l'impasse à la compagnie Domtar de Donnacona

par Vincent CLICHE

Les négociations sont au point mort entre la compagnie "Les matériaux Domtar Ltée", de Donnacona, et ses 183 employés, membres du Syndicat des employés de la planche isolante de

d'opération continue soit intégrée au salaire horaire comme cela existe à l'usine de papier journal.

6) Augmentation de salaires: Le syndicat demande une augmentation de \$0,60 l'heure pour

mier ministre Trudeau, aux ministres Jean Marchand et Bryce MacKassey, aux députés fédéraux de la région et au président de la Domtar, M. T. N. Beaupré.

Dans cette lettre, le Conseil central rappelle que M. Beaupré était président de la Commission de rajustement des honoraires des membres du parlement fédéral dont le rapport a permis une hausse de traitement des députés et ministres de près de 50%.

un contrat d'une durée de 24 mois et la compagnie offre une augmentation de \$0,40 répartie sur la même période.

LES APPUIS

Malgré le peu d'espoir d'un règlement prochain du conflit, le moral des grévistes est excellent, selon M. Ferdinand Pouliot, directeur de la grève.

"Nous avons reçu un appui considérable des autres syndicats et de la population de Donnacona", a déclaré le vice-président du syndicat, M. Jean-Paul Desrosiers.

Ainsi les travailleurs de l'usine de papier journal et les employés de bureau de Domtar donnent une heure de salaire par personne par semaine. Le syndicat de Portneuf - Station contribue pour \$1 par semaine par membre. Le syndicat de St-Raymond Paper a fait un don de \$100 et celui de Donohue Brothers, à Clermont, a donné \$350 et un camion de marchandises. Enfin, la population de Donnacona a contribué pour plus de \$2,350.

"Nous sommes organisés pour tenir aussi longtemps qu'il faudra", a ajouté M. Desrosiers.

Les grévistes ont aussi obtenu l'appui moral du curé de Donnacona et du Conseil central des syndicats nationaux de Québec.

Ce dernier a fait parvenir, le 10 septembre, une lettre au pré-

L'Université de Montréal est paralysée par la grève

MONTREAL (PC) — L'Université de Montréal est paralysée par la grève, et des piquets ont été installés à toutes les entrées par les quelque 950 employés qui ne sont pas affectés à l'enseignement.

Membres du syndicat canadien de la Fonction publique, les employés protestent contre la lenteur des négociations contractuelles avec l'administration.

Tous les cours ont été suspendus et personne ne peut pénétrer dans les immeubles. Environ 25,000 étudiants, fréquentant

les cours du jour et du soir, sont touchés par cet arrêt de travail.

M. Louis-Martin Tard, directeur de l'Information de l'Université, a déclaré que l'institution entend demeurer ouverte aussi longtemps que possible.

L'administration est prête à reprendre les négociations n'importe quand avec les employés en grève.

Les tâches des protestataires vont d'employés de bureau aux techniciens, aux commis et autres fonctions indépendantes de l'enseignement.

Un porte-parole des travailleurs a déclaré que les piquets de grève vont continuer indéfiniment.

APPUI

Parmi les groupes qui appuient les grévistes, on remarque l'Association des professeurs de l'Université de Montréal, le syndicat des professeurs de l'Université de Montréal et 16 autres groupements d'étudiants et d'organismes des employés.

Un porte-parole syndical a déclaré que les seules personnes admises dans les immeubles de l'Université sont le personnel de sécurité et les employés affectés au soin des animaux et des services essentiels.

Des laissez-passer spéciaux ont été émis aux étudiants et autres personnes, voulant péné-

trer temporairement dans l'université, par le quartier général de grève du syndicat.

Le syndicat réclame la parité de salaire avec les employés de l'Université Laval de Québec, la sécurité de l'emploi et le statut professionnel. Les négociations étaient en cours depuis plus de six mois.

Entre temps, les 70 ouvriers, gardiens et techniciens de l'Ecole de médecine vétérinaire de Ste-Hyacinthe, une faculté de l'Université de Montréal, se sont également mis en grève. Ils sont eux aussi membres du Syndicat canadien de la fonction publique.

Cet arrêt de travail a mis en congé les 180 étudiants de l'Ecole de médecine vétérinaire.

le monde du travail

Donnacona (CSN), en grève depuis le 27 août dernier.

La dernière séance de conciliation a eu lieu le 13 septembre et aucune autre n'est prévue pour le moment.

Six points principaux sont en litige dans ce conflit qui dure depuis près de six semaines:

1) Système d'aération: Depuis huit ans, les travailleurs réclament l'installation d'un système d'aération dans l'usine afin de ne plus avoir à travailler à une température de 100 degrés.

2) Calendrier de travail pour les employés de la transformation: Les employés réclament une semaine de travail de 40 heures avec temps et demi le samedi.

3) Durée du contrat: Les travailleurs réclament une durée de contrat de deux ans. Cela leur donnerait la même échéance de contrat que celle des syndicats du papier journal (l'autre usine de Domtar, à Donnacona) et permettrait ainsi aux deux groupes de négocier ensemble.

4) Assurance collective: La compagnie offre une contribution mensuelle de \$18 pour l'homme marié et de \$12,50 pour le célibataire alors qu'à l'usine de papier journal, elle accorde depuis un an \$20 et \$15.

5) Intégration de la prime d'opération continue: Les travailleurs réclament que la prime

Vous cherchez de bonnes raisons d'acheter une voiture neuve?

Pontiac vous en donne 20.

Simple aperçu des équipements standard de nos grandes Pontiac 72.

1. Les coups et les chocs à vitesse limitée, comme ceux qui se produisent dans les terrains de stationnement, ne laissent pas de trace...grâce au nouveau pare-chocs avant à grand pouvoir amortissant. Un pare-chocs capable d'en prendre!
2. Le sel ne s'accumule pas dans les profilés de bas de caisse: ceux-ci sont du type ouvert. Echec à la rouille!
3. Les doublures d'ailes et la peinture laque acrylique de la carrosserie protègent votre voiture...et votre mise de fonds.
4. Toutes les portes renferment d'épaisses membrures de renfort en acier.
5. Devant le coffre, une cloison de protection en acier.
6. Le pavillon à double paroi robuste, contribue à isoler le bruit.
7. Les poignées de portes sont encastrées: lignes plus élégantes, ouverture facile, d'une simple traction. En quittant la voiture, pressez sur le bouton de verrouillage et claquez la porte: elle est verrouillée.
8. Facilité d'accès, grâce à la forme incurvée des parois de la carrosserie et des glaces latérales.
9. Le siège avant et le dossier du siège arrière sont en mousse moulée mono-

pièce très confortable et de longue durée.

10. Le tableau de bord, de forme enveloppante, est entièrement rembourré et de ce fait très pratique.

Il porte une ornementation similiteck.

11. Tous les modèles V8 ont une boîte Turbo Hydra-Matic à trois rapports en équipement standard.

12. Les servo-freins avec disques à l'avant sont également standard.

13. La servo-direction de type à rapport variable, c'est-à-dire précise et à réactions vives, est standard aussi. Qui dit mieux pour ce prix!

14. Dès que vous mettez le contact, la ventilation à air pulsé fonctionne et fournit un débit réglable d'air frais, même lorsque la voiture est arrêtée.

15. Voie large, cela veut dire excellente tenue de route. La timonerie de direction est montée en position avancée, ce qui améliore encore la stabilité directionnelle.

16. Les essuie-glaces sont escamotables et, si vous commandez une radio, ne cherchez pas l'antenne, elle est dissimulée dans le pare-brise. Encore deux innovations Pontiac.

17. Les moteurs Pontiac consomment de l'essence ordinaire, sans plomb ou à faible teneur en plomb.

18. En équipement standard, tous les dispositifs antipollution et antiévaporation de l'essence. Ils donnent leur meilleur rendement si votre moteur est parfaitement mis au point.

19. Chacune des Pontiac possède des équipements standard destinés à la protection des occupants, la prévention des accidents et la protection contre le vol. Outre l'antivol sur la colonne de direction et l'avertisseur d'oubli de la clé de contact, les grandes Pontiac ont également une commande de déverrouillage du capot placée à l'intérieur...autre excellente précaution antivol.

20. Une grande Pontiac 1972 se distingue. C'est une voiture dont vous serez fier, après tout, c'est une Pontiac.

Vous en voulez, bien sûr, pour votre argent. Alors, demandez au concessionnaire Pontiac de vous donner une liste *complète* de tout ce que vous obtenez pour le prix d'une Pontiac.

Pontiac
la qualité
avantageuse que
vous attendiez.

Certains des équipements représentés sont fournis en option, moyennant supplément de prix.



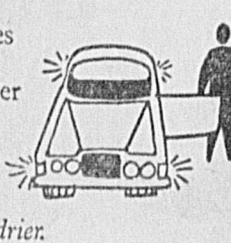
Pontiac et la prévention des accidents

Une voiture ne peut, en soi, prévenir les accidents. Mais chacune des Pontiac 72 possède un équipement conçu pour éviter que certains accidents ne se produisent. Par exemple, si vous devez vous arrêter sur le bas côté d'une route la nuit, le système multiclignotant signalera efficacement la présence de votre voiture aux autres

conducteurs. La commande des clignotants a une position "changement de voie". Les feux de position latéraux avant clignotent lorsque vous signalez un changement de direction. Parmi les nombreux autres dispositifs de prévention des accidents se trouvent le système de freinage à deux maîtres-cylindres, avec témoin lumineux d'alerte, les freins autorégulateurs, le verrouillage double de

sûreté du capot, le rétroviseur intérieur large et les phares de recul. Mais ce sont surtout les conducteurs qui peuvent le plus efficacement éviter les accidents. Conduisez toujours prudemment. Soyez toujours sur la défensive et en état de sobriété. Enfin, faites entretenir et régler votre voiture régulièrement.

Sécurité d'abord...bouclez toujours ceinture et baudrier.



Le gouvernement Benneff menace 2,000 grévistes de représailles

VANCOUVER (d'après PC, UPI) — La Commission de médiation de Colombie-Britannique doit siéger toute la journée, aujourd'hui, afin de scruter le conflit opposant 2,000 électriciens de l'Hydro et le gouvernement de cette province, qui a menacé les grévistes de sévères représailles.

L'objectif de la commission est tout d'abord de faire un bilan de cette querelle, qui dure depuis neuf mois. Cette mission est cependant contestée au départ par les chefs syndicaux, qui ont l'intention avouée de boycotter toutes les réunions.

En plus, les responsables syndicaux n'ont pas donné suite à l'avertissement lancé, hier, par le ministre provincial du Travail, M. James Chabot, qui leur a demandé de faire revenir à leur poste les 2,000 grévistes, sous peine de sévères punitions. "Je considère le comportement des travailleurs comme illégal, comme un défi direct aux lois de la Colombie-Britannique", a dit hier le ministre.

Quant aux punitions possibles, M. Chabot n'a pas voulu en préciser la nature, affirmant que cela relevait de la compétence du cabinet provincial.

Les 2,000 électriciens ont commencé leur grève générale, hier matin, à cause d'une mésestimation sur la négociation d'un contrat de travail. On sait que cet été déjà, ils avaient déclenché des grèves rotatives, mais sans obtenir gain de cause.

La grève d'hier est venue sans autre avertissement qu'un mandat de grève du local 258 de la Fraternité internationale des électriciens, qui tenait une assemblée générale, dimanche.

LEVIS

Bar Salon avec salle de réception - Clientèle de choix.
Comptant \$25,000.00

STONEHAM

Restaurant licencié avec "Gas Bar" - Service jour et nuit.
COMPTANT \$25,000.00

Ivon Gagnon 651-6987
René Hébert 656-0641

Montreal Trust
529-0981 Courtier

ESPACES DE BUREAUX
A LOUER
CENTRE INDUSTRIEL VANIER
CONSTRUCTION NEUVE
RENSEIGNEMENTS: M. DIONNE
688-1297

Le grand gin.

BOLS
Une sacrée
bonne boisson.

COMMERCE A VENDRE

Confection et mercerie pour hommes. Très bonne réputation. Clientèle des plus sélects. Plus de 10 ans d'opération. Chiffre d'affaires 1/4 de million. Revenu net possible de 20 à 30,000 dollars par année. Directement du propriétaire.

Pour plus amples renseignements écrire à:
DEPT 4185, LE SOLEIL

Dr HENRI PELLETIER, D.C.N.D.
CHIROPATICIEN

Nouvelle adresse:

ST-BASILE: Bureau mardi toute la journée, jeudi 2 P.M. à 9 P.M.
Samedi 9:30 à midi. Tél.: 322-2030 mardi et jeudi p.m.

QUEBEC: 381-A Canadienne (voisin Cité Electronique). Lundi: 2 P.M. à 7 P.M. Vendredi: 3 P.M. à 7 P.M.
Tél.: 524-6330 lundi et vendredi.

Quelque chose serait arrivé à Lin Piao

(D'après UPI et AFP) — Le consensus général des observateurs étrangers à Pékin et à l'extérieur de la Chine veut que "quelque chose" soit arrivé au ministre chinois de la Défense, Lin Piao.

Selon des milieux diplomatiques fiables à Ottawa, le décès ou une maladie sérieuse du ministre de la Défense est l'explication la plus logique des événements mystérieux survenus en Chine au cours des dernières semaines.

Comme conséquence, les milieux déjà cités ont déclaré que le premier ministre Chou En-lai paraissait amasser des appuis, de façon à pouvoir remplacer Lin comme l'homme numéro deux dans la hiérarchie de Pékin et comme "l'héritier apparent" du président Mao Tsé Toun.

Ils ont insisté cependant sur le fait que cette conclusion était seulement le consensus à partir de conjectures et qu'il pourrait y avoir beaucoup d'autres explications aux récents événements.

Mais à leurs yeux, la disparition de Lin Piao serait probablement le plus sérieux des événements possibles qui pourraient avoir causé la présente crise.

On sait que sous Lin Piao, l'armée est devenue le corps politique le plus important de Chine et a étendu son rôle bien au-delà de la défense conventionnelle.

En effet, son départ créerait deux vacances aux plus hauts échelons du gouvernement de Pékin — celle de "successeur" annoncé de Mao, et celle de ministre de la Défense.

D'autre part, le décès de Mao ou sa retraite ne créerait aucune vacance dans la direction du pays étant donné que Lin a déjà été nommé comme son successeur.

La théorie que "quelque chose" est arrivé à Lin Piao est également appuyée par des rapports voulant que Chou rassemble ses amis et ses partisans à Pékin, spécialement ceux de l'armée, ont ajouté les milieux diplomatiques.

Chou a été le principal partisan des récents gestes en vue d'améliorer les relations étrangères de la Chine, et la continuation de cette politique étrangère dans les dernières semaines semble indiquer qu'il est solidement en place, d'ajouter les sources en question.

LIN PIAO

On fait remarquer que dans les différents textes officiels ou officieux commémorant ou relatant la fête du premier octobre, le nom de Lin Piao n'apparaît que dans un contexte protocolaire, comme l'un des destinataires des messages de félicitations adressés de l'étranger aux dirigeants chinois.

Thieu soutient que sa majorité est une victoire pour la démocratie

SAIGON (D'après AP, AFP et UPI) — Le président Nguyen Van Thieu a soutenu hier que son écrasante majorité obtenue aux présidentielles de dimanche était une défaite pour le communisme au Sud-Vietnam et une victoire pour la démocratie.

Mais les accusations de fraude sont venues aussi rapidement que les résultats des élections au candidat unique étaient connus.

Le Comité de coordination des forces populaires contre la dictature a adressé un message au Congrès et au peuple américains, ainsi qu'aux "peuples du monde entier", dénonçant les élections et niant leur constitutionnalité, leur légalité et le résultat préfabriqué du scrutin organisé et contrôlé par le système policier de M. Thieu.

Dans une autre proclamation, ce comité, dont la création a été inspirée par le vice-président Nguyen Cao Ky, demande au Sénat sud-vietnamien de convoquer une session extraordinaire pour nier ces résultats frauduleux, et à la Cour suprême de se tenir aux côtés du peuple en invalidant la farce du 3 octobre pour ne pas être complice de la dictature.

Dans l'entourage de l'ancien général Duong Van Minh, on affirme également que les élections ont été visiblement truquées. Toutefois, ni le vice-président Ky, ni le général Minh, n'ont encore fait de déclarations.

DISCRETION

Aux Etats-Unis, la première réaction du département d'Etat, exprimée par le porte-parole Charles Bray, en a été une de grande discrétion. On s'est borné à se montrer satisfait que les élections n'aient pas été troublées par davantage de violence et qu'une très forte proportion des électeurs soit allée aux urnes malgré les efforts d'intimidation des communistes.

Le Centre sud-vietnamien des élections a accordé à Thieu 91,5 pour cent des suffrages enregistrés. Son secrétaire de presse a estimé le vote contre

Thieu à 5,5 pour cent. On n'a pas expliqué l'autre 3 pour cent.

Le résultat a largement dépassé le 50 pour cent de voix que Thieu avait dit vouloir considérer comme un vote minimum de confiance pour rester à son poste.

Dans une déclaration radio-télédiffusée présentée comme étant les premières impressions de Thieu sur le scrutin, le président a attiré l'attention sur le fait que 6,3 millions des 7,2 millions d'électeurs éligibles — un record de 83,7 pour cent — ont voté.

Il a ensuite indiqué que les attaques communistes pour troubler les élections dans tout le pays, avaient "totalement échoué", bien qu'elles aient été préparées par le Vietcong depuis plus d'un an.

Il a souligné qu'il s'agissait là "d'un très grand succès pour la nation et le peuple".

Le nouveau mandat de quatre ans de Thieu commence le 31 octobre.

MANIFESTATIONS

Au moment où les résultats finaux étaient compilés dans les 44 provinces, dans 11 villes et parmi les soldats sud-vietnamiens au Cambodge, des manifestations anti-gouvernementales mineures se sont déroulées à Saigon et à Qui Nhon, mais ne furent en rien comparables aux troubles de Danang, où au moins trois personnes ont été tuées et près de 60 blessées au cours du week-end.

Sur le front militaire, entre-temps, une force sud-vietnamienne précédée de tanks a tenté hier pour une troisième fois d'atteindre une base d'artillerie assiégée à l'intérieur du Cambodge mais a rencontré une résistance nord-vietnamienne au moment où elle approchait de son objectif.

Le poste, la base d'appui-feu Alpha, est sous le feu de l'ennemi depuis que les communistes ont entrepris il y a dix jours une offensive des deux côtés de la frontière Cambodge - Sud-Vietnam, de 60 à 90 milles au nord-ouest de Saigon.

Sadate d'Egypte est élu président de la nouvelle Fédération des républiques arabes

(D'après AFP, AP et UPI) — Les leaders de l'Egypte, de la Syrie et de la Libye ont prêté hier au Caire le serment constitutionnel relatif à la création de la fédération de leurs pays et ont élu le président Anouar El Sadate à la présidence pour un mandat de deux ans.

En même temps que Sadate, Kadhafi de Libye et Hassad de Syrie ont promis "de lutter au service des intérêts du peuple et des objectifs de la nation arabe".

Le nouveau président avaient rencontré séparément les deux hommes avant la première réunion officielle à huis-clos du Conseil de la présidence de la Fédération des républiques arabes.

Après avoir élu le président de l'Union, les trois présidents ont examiné la situation politique et militaire au Moyen-Orient et le problème des guerriers palestiniens. Le chef des commandos, Yasser Arafat, était arrivé au Caire dimanche pour les renseigner.

Les trois chefs d'Etat devaient reprendre leurs discussions ce matin en compagnie de certains de leurs collaborateurs.

Par ailleurs, le journal Al-Ahram a dit que Sadate se rendra en URSS pour une visite de trois jours la semaine prochaine et à cause de cela a dû reporter à plus tard une rencontre qu'il devait avoir avec Tito de Yougoslavie.

Entre-temps, à l'ONU, hier, le

secrétaire d'Etat William Rogers a déclaré que les Etats-Unis poursuivraient leurs efforts en vue de conduire Israël et l'Egypte à signer un accord. Rogers a de nouveau préconisé la réouverture du canal de Suez comme étape initiale.

A la même tribune, le ministre jordanien des Affaires étrangères, M. Abdullah Salah, a soutenu pour sa part que la route de la paix au Moyen-Orient peut s'ouvrir mais jamais "tant que la ville sainte de Jérusalem demeure sous la domination d'Israël".

De son côté, le ministre des Affaires étrangères de Belgique, M. Pierre Harmel, a soutenu que les circonstances sont plus favorables que jamais à des né-

gociations au Moyen-Orient "mais tout indique, a-t-il ajouté, que le délai pour arriver à un accord est court".

M. Harmel a demandé la relance de la mission Jarring et la conclusion rapide de l'initiative américaine pour obtenir un accord préliminaire sur le canal de Suez.

Quant à M. David Ben Gourion, dont le 85e anniversaire est célébré ces jours-ci en grande pompe par le gouvernement et la nation israélienne, il a déclaré à la radio de son pays qu'il ne croit pas que la paix soit actuellement possible entre Israël et les Etats arabes, mais il a exprimé la conviction que dans huit ou dix ans, celle-ci deviendra une réalité.

DISTRICT DE CHICOUTIMI
VILLE DE BAGOTVILLE

APPEL D'OFFRES

La Ville de Bagotville demande des soumissions pour l'exécution des travaux relatifs à:

DEPLACEMENT DE POTEAUX ET LIGNES ELECTRIQUES — RUE DE LA BAIE

Les entrepreneurs désireux de soumissionner peuvent se procurer les plans, devis et formules de soumission au bureau du secrétaire-trésorier, Hôtel-de-Ville à Bagotville.

Pour être considérée, toute soumission devra être:

- Conforme aux plans et devis, et faite sur les formules officielles fournies.
- Accompagnée d'un chèque certifié à l'ordre de la Ville de Bagotville pour un montant au moins égal à 10% du montant de la soumission.
- Remise avant 14 heures, H.A.E., le 13 octobre 1971 au bureau des soumissions déposées, au 204, des Oblats à Chicoutimi.

Toutes les soumissions seront ouvertes publiquement le même jour en présence des intéressés à compter de 17 heures, H.A.E., à la Salle des réunions de l'Hôtel-de-Ville de Bagotville.

La Ville de Bagotville ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions qui lui seront présentées. Signé à Bagotville, ce 30e jour de septembre mil neuf cent soixante et onze.

Par: Joseph-Eugène Tremblay,
Secrétaire-Trésorier.

DISTRICT DE CHICOUTIMI
VILLE DE BAGOTVILLE

APPEL D'OFFRES

La Ville de Bagotville demande des soumissions pour l'exécution des travaux relatifs à:

L'ECLAIRAGE DES RUES PERE-HONORAT ET ST-LOUIS

Les entrepreneurs désireux de soumissionner peuvent se procurer les plans, devis et formules de soumission au bureau des ingénieurs-conseils Tremblay, Rinfret, Tremblay, 323 est, rue Racine, Chicoutimi, moyennant un dépôt de \$100.00 qui sera entièrement remboursé sur remise en bon ordre des documents, dans les 10 jours suivant la date d'ouverture des soumissions à tous ceux qui auront soumissionné.

Pour être considérée, toute soumission devra être:

- Conforme aux plans et devis, et faite sur les formules officielles fournies.
- Accompagnée d'un chèque certifié à l'ordre de la Ville de Bagotville pour un montant au moins égal à 10% du montant de la soumission.
- Remise avant 14 heures, H.A.E., le 13 octobre 1971 au bureau des soumissions déposées, au 204, rue des Oblats, à Chicoutimi.

Toutes les soumissions seront ouvertes le même jour en présence des intéressés à compter de 17 heures, H.A.E., à la Salle des réunions de l'Hôtel-de-Ville de Bagotville. La Ville de Bagotville ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions qui lui seront présentées. Signé à Bagotville, ce 30e jour de septembre mil neuf cent soixante et onze.

Par: Joseph-Eugène Tremblay,
Secrétaire-Trésorier.

Les questions restent sans réponses au Synode

VATICAN (D'après UPI) — Avec encore seulement quelques évêques à prendre la parole au troisième Synode, les questions cruciales restent sans réponses.

Les prêtres devraient-ils pouvoir se marier? Devraient-ils s'opposer à la guerre quelle qu'elle soit? Peuvent-ils s'engager politiquement? Peuvent-ils se prononcer sur les droits civils ou sur les grands problèmes de l'heure?

Ces questions et une douzaine d'autres devaient être abordées en comité aujourd'hui par les 210 cardinaux, évêques et autres délégués.

Déjà 77 personnes ont pris la parole et quelques autres s'adresseront encore aujourd'hui aux délégués. Mais le vrai travail au Synode, selon des sources au Vatican, se fait véritablement lors des rencontres en ateliers.

Réunis selon leur langue, les délégués tenteront de répondre aux divers questions qui définissent le sacerdoce.

Le principal sujet à être abordé demeure le célibat des prêtres. Déjà la majorité des évêques à prendre la parole jusqu'à présent se sont prononcés en sa faveur.

Toutefois, Mgr Paul Grégoire, archevêque de Montréal, a mis en garde les délégués contre les risques de perdre contact avec la réalité à moins de s'attaquer au cœur du problème en réalisant une vaste étude sur la sacerdoce.

VENTE FIN DE SAISON



QUELQUES "PICK UP" SEULEMENT A ECOULER

Construction Heavy Duty, engin économique, 8 cylindres, confort de route.

Le pouvoir d'un camion doublé de l'extérieur, classique, à votre portée avec les PICK UP INTERNATIONAL.



**HARVESTER
INTERNATIONAL**

1600 boul. Talbot
Chicoutimi
549-8830

Endurance et longévité

FONT LEUR RENOMMEE!

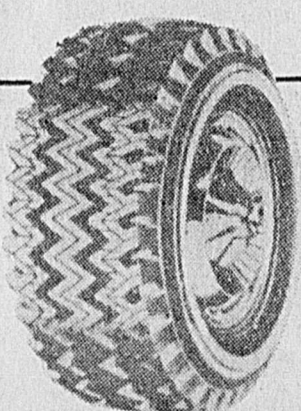
ACCESSOIRES POUR
AUTOMOBILES, CAMIONS
ET TRACTEURS!
Le grand nord CO-OP



HUILE
de qualité CO-OP



ACCEPTÉE
PAR
L'A.P.I.



PNEUS
CO-OP
et
FIRESTONE

**SOCIETE COOPERATIVE
AGRICOLE**

BOUL. LAMARCHE — CHICOUTIMI — TEL.: 549-1366

SI VOUS AVEZ UN PEU

DE TOUT
ET DE
RIEN
A
VENDRE

DITES-LE EN 10 MOTS

3 JOURS \$1.35
pour
seulement

POSTEZ CE COUPON IMMEDIATEMENT...

1	2	3	4	5
6	7	8	9	10

Postez à:

LES ANNONCES CLASSEES

LE SOLEIL (TÉE - C.P. 580, CHICOUTIMI)

LE SOLEIL

NOM.....

VILLE.....

ADRESSE.....

TELEPHONE.....

LE SOLEIL
DU
SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN

549-9111

N'OUBLIEZ PAS DE PARTICIPER A NOTRE CONCOURS 25e ANNIVERSAIRE!

Nixon intervient dans la grève des débardeurs

WASHINGTON (AFP et UPI) — Le président Nixon est intervenu hier soir dans la grève des débardeurs qui a causé la fermeture de tous les ports importants des États-Unis, et a posé le premier geste légal qui mènera au retour au travail.

Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, le chef d'État américain a eu recours à la loi Taft-Hartley selon laquelle les travailleurs peuvent être forcés de reprendre le travail pour une période de 90 jours.

Aucun juge fédéral n'a refusé au cours de l'histoire d'émettre une injonction invoquée sous cette loi qui date de 1947, et qu'on désigne également sous le nom de Loi des relations de travail.

Le premier geste légal posé par le président, hier soir, a été de signer un ordre exécutif désignant une commission de cinq membres pour enquêter sur la grève qui paralyse les ports américains de l'Atlantique au Pacifique.

La commission devra présenter son rapport demain, et c'est à ce moment que le président décidera de demander ou non une injonction contre les grévistes de la côte Ouest. L'injonction pourrait également s'appliquer aux 45,000 grévistes de la côte Est et du Golfe du Mexique. Il étudiera également l'impact économique de l'arrêt de travail, avant d'appliquer la loi Taft-Hartley.

Ce sera la huitième fois depuis la 2e guerre mondiale que cette loi est invoquée contre la "International Longshoremen's Association" (ILA), le mouvement syndical qui regroupe les débardeurs des trois côtes des États-Unis.

PRECEDENT

La présente grève crée un précédent puisque c'est la première fois que les débardeurs de la côte du Pacifique et de l'Atlantique entrent en grève simultanément. Elle survient également à un moment crucial, soit celui qui coïncide avec la nouvelle politique économique du président Nixon qui vise à redresser la balance des paiements.

L'arrêt de travail affecte non seulement les importations américaines mais touche également les exportations américaines outre-Atlantique. Le directeur-général de l'Association des exportateurs britanniques a déclaré hier que cette grève était désastreuse, et a affirmé que les exportateurs britanniques avaient déjà perdu plusieurs millions de dollars. Le flot des exportations européennes vers le marché américain a été interrompu, et cette situation risque de créer des arrières de travail dans les ports européens.

A Sacramento, en Californie, les cargaisons s'accumulent depuis trois mois: 100,000 tonnes de riz, 1,6 million de tonnes de grains, 400,000 tonnes de safran brut et une valeur de \$14 millions de coton attendent entre autres, d'être chargés. Les débardeurs de la côte du Pacifique sont entrés en grève le 1er juillet dernier. Ils appartiennent à la International Longshoremen's Association et désirent obtenir la juridiction sur le chargement et le déchargement des cargos de "containers". Actuellement, certains débardeurs appartenant au syndicat des Routiers effectuent ce travail.

CONTRASTE

Les ports de la côte Atlantique et du golfe du Mexique se trouvent au contraire dégagés puisque la grève était attendue. Le président de la IILA, Thomas Gleason, a précisé que les Chambres de commerce à travers les États-Unis avaient collaboré, et avaient conseillé aux hommes d'affaires d'envoyer les cargaisons jusqu'à trois mois avant le déclenchement de la grève.

M. Gleason a également précisé que les cargaisons acheminées vers les États-Unis mais détournées vers le Canada avaient été boycottées par les débardeurs des ports de Halifax, Trois-Rivières, Montréal et Québec.

C'est jeudi dernier que les 45,000 débardeurs de la côte Atlantique et du golfe du Mexique sont entrés en grève. Le litige porte sur la garantie de salaire annuel. Les entrepreneurs de chargement et de déchargement ont décidé d'abolir la clause du contrat qui garantissait un salaire annuel de \$9,568 annuellement, peu importe le travail assigné aux débardeurs. Les employeurs désirent opter pour un nouveau système qui garantirait 2,080 heures de travail annuellement.

La loi Taft-Hartley, invoquée par le président Nixon a été utilisée pour la dernière fois en 1968, sous la présidence de Lyndon B. Johnson, en vue de mettre fin à un bref arrêt de travail des débardeurs de la côte Est.



William Rogers, secrétaire d'État américain, a proposé hier un nouveau plan de paix pour le Moyen-Orient. S'adressant à l'Assemblée générale des Nations unies, M. Rogers a également défendu la politique des deux Chineses proposée par Washington. (Téléphoto AP)

Expulsée du Venezuela, Mme Thelma Frias affirme toujours qu'elle a été enlevée

CARACAS (d'après AFP et AP) — Mme Thelma Frias, consul de Saint-Domingue au Venezuela, qui a simulé un enlèvement par un groupe gauchiste, mercredi dernier, a été expulsée, hier, par le gouvernement de Caracas. Mme Frias et son neveu, le vice-consul Fausto Frias, ont été renvoyés à Saint-Domingue avec le dossier de l'enquête menée par la police vénézuélienne pour être jugés dans leur pays.

Selon les autorités de Caracas, Mme Frias a simulé son enlèvement en accord avec un groupe d'extrême gauche, pensant ainsi obtenir facilement un million de dollars de rançon.

A son arrivée, hier soir, en République dominicaine, Mme Frias a affirmé qu'elle avait été enlevée. Elle a dit aux journalistes qu'elle avait été ensuite la victime d'une machination montée par l'ambassadeur dominicain au Venezuela, M. Rafael Bonilla Aybar. Elle a insisté sur le fait que la rançon exigée n'aurait pas été pour elle.

La presse vénézuélienne donne, quant à elle, diverses versions des événements. Selon un journal du soir, la rançon devait servir à entretenir la subversion à Saint-Domingue et au Venezuela. D'après la radio, le "cerveau" de l'opération serait le journaliste Frank Adam, frère de l'ancien président communiste de la Fédération des étudiants de l'Université centrale du Venezuela et fils du doyen actuel de cette université. Frank Adam a en effet été arrêté par la police à cause de cette affaire. Un autre détail intrigue les observateurs: Mme Frias a été retrouvée chez une ancienne guérillera et activiste gauchiste qui a quitté précipitamment Caracas pour le Mexique, samedi dernier.

Les Vénézuéliens ayant collaboré à cette affaire encourrent quinze ans de prison. Quant aux Dominicains, ils risquent l'expulsion.

Rogers propose un nouveau plan de paix au Moyen-Orient

NATIONS UNIES, N.Y. (AFP, UPI et NYTNS) — Proposant un nouveau plan de paix pour le Moyen-Orient, le secrétaire d'État William Rogers a fait appel aux États d'Israël et d'Égypte hier, afin qu'ils concluent un accord intérimaire sur l'ouverture du canal de Suez, et franchissent ainsi la prochaine étape majeure vers la paix au Moyen-Orient.

Parlant devant les Nations Unies, le secrétaire d'État a détaillé, plus qu'il ne l'avait jamais fait auparavant, les vues américaines sur l'ouverture du canal de Suez, et a insisté sur le fait qu'il s'agissait là de la seule avenue ouverte au progrès, actuellement.

Il a mis l'accent sur l'aspect intérimaire d'un accord éventuel, et a bien précisé qu'il ne s'agirait pas d'une étape vers l'application de la résolution de 1967 du Conseil de sécurité, qui constitue la pierre angulaire des efforts pacifiques déployés par les Nations Unies.

M. William Rogers qui rompt la tradition en prenant la parole hier, a indiqué qu'un accord intérimaire pourrait être obtenu plus facilement, puisqu'il ne requerrait pas une définition aussi élaborée des termes et des conditions.

C'était la première fois depuis le début de l'administration Nixon que le président ne prononçait pas lui-même cette allocution devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

M. Rogers a donné l'assurance que le gouvernement Nixon avait l'intention de poursuivre son rôle comme intermédiaire, dans le conflit du Moyen-Orient, malgré la réponse décevante des États d'Israël et d'Égypte au cours des derniers mois.

Il a énoncé les six principes qui, selon lui, constituent la base d'une ouverture vers la paix. Parmi ces principes figurent la détermination des zones à évacuer. "Il faut souligner à dit M. Rogers, qu'à long terme, la signification essentielle d'un accord intérimaire réside dans le fait qu'il établit le principe de l'évacuation, plaçant ainsi un accord d'ensemble dans une perspective factuelle et non théorique".

M. Rogers a également évoqué le problème de la présence militaire égyptienne sur la rive orientale du canal. "Les possibilités d'un compromis entre l'Égypte et Israël sur les modalités d'une présence militaire égyptienne sur la rive orientale du canal ne sont pas négatives", a-t-il dit.

LA CHINE

Le Moyen-Orient et la Chine se sont partagés la moitié du discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

C'est avec vigueur que le secrétaire d'État américain a défendu la cause de Taiwan, actuellement menacée d'expulsion.

de l'organisme des Nations Unies où elle détient un siège depuis 25 ans.

M. Rogers a insisté sur le fait que l'expulsion de la Taiwan créerait un dangereux précédent.

Il a dit à l'assemblée des Nations Unies qu'elles ne devraient pas être la première à expulser un membre. La route de l'expulsion est dangereuse a-t-il dit. La choisir pour un pays, serait ouvrir pour plusieurs".

"COMITE SUR LES PHOQUES ET LA CHASSE AUX PHOQUES"

Le Comité sur les phoques et la chasse aux phoques tiendra des assemblées publiques dans la ville de Québec, au Château Frontenac, le mercredi 20 octobre 1971, à 2h.30 p.m., et à Montréal, à l'Hôtel Seaway, le jeudi 21 octobre 1971, à 9h.30 a.m. Toute personne qui désire être entendue par le Comité sur tout sujet qui touche les phoques et la chasse aux phoques est invitée à assister à l'assemblée.

M. T.I. Hughes, Secrétaire, Comité sur les phoques et la chasse aux phoques, Suite 405A, 696 Yonge Street, Toronto, Ontario.

bei BANQUE D'EXPANSION INDUSTRIELLE

BUREAU DE CHICOUTIMI
152 est, rue Racine
Téléphone 543-0261

Un représentant de la Banque sera au bureau de Chicoutimi

Les 6 et 7 octobre
Les 20 et 21 octobre

Si vous désirez solliciter un emprunt à terme pour financer des nouvelles affaires ou des entreprises déjà existantes, nous vous invitons à communiquer avec lui.

Dans tous les départements nous avons

CE QU'IL VOUS FAUT

pour vous tenir

AU CHAUD

PENDANT L'HIVER

Pour toutes les occupations, pour tous les sports, pensez G.-E. Ruelland.

MEMBRE DE LA CAGNOTTE D'OR!

G.-E. RUELLAND

94-96, rue Jacques-Cartier, Chicoutimi, Tél.: 549-3612
130, rue Collard, Alma, Tél.: 668-8303

Irlande du Nord

Une explosion fait un mort et huit blessés

BELFAST (D'après l'AFP, AP et UPI) — Deux femmes figurent parmi les huit personnes blessées dans la terrible explosion qui a détruit hier après-midi à Belfast un poste militaire dans le quartier catholique des Upper Falls. L'un des trois soldats britanniques grièvement blessés est mort pendant son transfert à l'hôpital. Les autres victimes de l'explosion ne souffrent que de blessures légères.

La puissance de la bombe était telle que l'immeuble de deux étages abritant le poste militaire s'est presque entièrement effondré. Les victimes n'ont pu être dégagées qu'après de longues minutes.

Six des blessés étaient des passants qui furent frappés par des débris projetés par le souffle de l'explosion de ce que les porte-parole de l'armée estimaient être d'une bombe d'une centaine de livres de gélinite.

D'autre part, on apprend que l'état du saut du policier nord-irlandais blessé hier matin d'une balle dans le dos par un tireur isolé alors qu'il patrouillait dans un autre quartier catholique de la capitale, n'inspire pas d'inquiétude.

BATAILLE RANGEE
Cet acte de violence suivait une bataille de six heures qui opposa hier à l'aube des hommes de troupe à des tireurs isolés et des lanceurs de bombes. Un porte-parole de l'armée a déclaré qu'un tireur isolé avait été blessé et amené par un des siens. Aucun soldat n'a été blessé.

Une bande armée dirigée par une jeune femme dans la vingtaine a dévalisé hier matin également, un camion postal et s'est emparée de \$26,400.

Toujours selon l'armée, un arsenal important de pistolets, de grenades, de gélinite et de roquettes lumineuses a été mis à jour et un fusil de grande puissance muni d'un télescope, de même qu'un fusil de chasse furent saisis ailleurs.

A Londonderry, les chirurgiens luttèrent toujours hier matin pour sauver la petite fille de six ans qui a reçu dimanche une balle tirée par un soldat britannique qui croyait qu'une bombe avait été lancée dans sa direction à partir de la voiture dans laquelle voyageait l'enfant et sa mère.

Des hommes masqués forcèrent à Belfast les employés d'un bureau de location de voitures de Grosvenor Road de sortir et ils firent exploser une bombe qui mit le feu à l'édifice. D'autres bombes éclatèrent dans le quartier protestant de Belfast.

A la suite de l'explosion contre le poste militaire des Upper Falls, une nouvelle vague de violence déferla à Belfast et cinq autobus furent arraisonnés et enflammés par la foule en furie, dans les districts catholiques de Anderstown et Ballmurphy.

CONCOURS 25^e ANNIVERSAIRE

LE SOLEIL DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN

LE SOLEIL
DU
SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN
offre à ses lecteurs la chance de gagner
\$5,000

En certificats d'achats chez les marchands de leur choix annonçant régulièrement dans Le Soleil du Saguenay-Lac-St-Jean, (une liste des annonceurs à contrat sera fournie à chaque gagnant). Chaque semaine durant 10 semaines, du 20 septembre au 27 novembre 1971.

12 prix de 25⁰⁰ 2 prix de 50⁰⁰ 1 prix de 100⁰⁰
seront accordés, et les noms des gagnants seront publiés dans votre quotidien Le Soleil du Saguenay-Lac-St-Jean. Tous les coupons (ou fac-similés) que vous aurez expédiés seront accumulés pour le

GRAND PRIX 25^e ANNIVERSAIRE
Un voyage à Miami

EN COLLABORATION AVEC
AIR CANADA
PLUS \$1000

POUR
FRAIS
DE SEJOUR

QUEBEC AIR TRANSPORTERA LES GAGNANTS GRATUITEMENT DE BAGOTVILLE A MONTRÉAL, ALLER-RETOUR.

Tous les jours vous trouverez 5 coupons de participation dans votre quotidien Le Soleil du Saguenay-Lac-St-Jean.

TIRAGE LE VENDREDI DE CHAQUE SEMAINE.

Aucune preuve d'achat nécessaire. Vous pourrez également vous procurer des coupons de participation à nos bureaux de Chicoutimi, Jonquière et Alma.

Les employés du Soleil et les membres de leur famille ne sont pas éligibles.

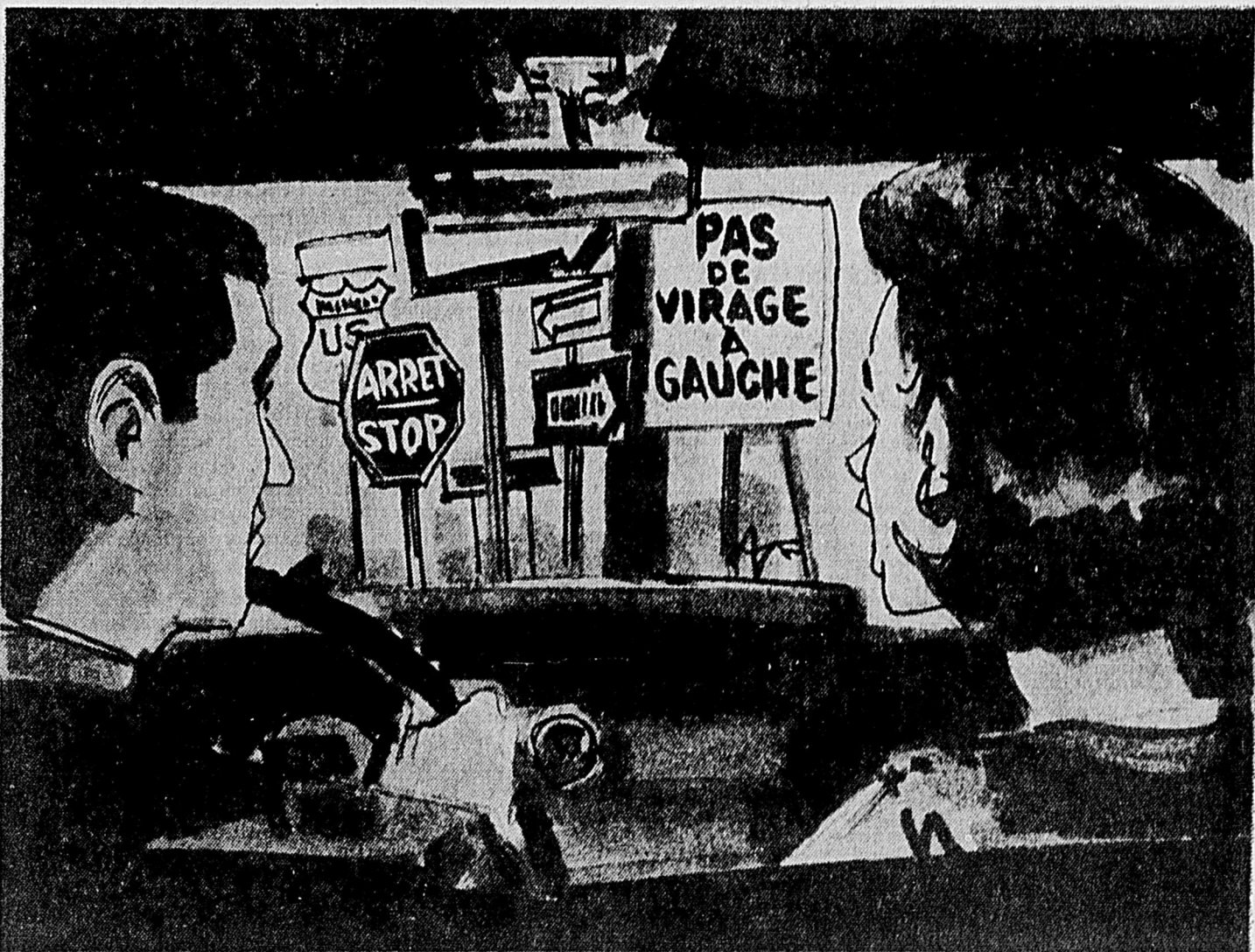
NOM

ADRESSE

TEL:

Toutes les enveloppes contenant les coupons du concours doivent être adressées comme suit:
CONCOURS 25^e ANNIVERSAIRE,
C.P. 580,
CHICOUTIMI.

Vous ne pouvez connaître toutes les bonnes routes
Mais le Club Automobile Québec les connaît.
Nous les avons parcourues avant vous.



Chaque année, les inspecteurs de la CAA-AAA parcourent plus d'un million de milles de route. Lorsque vous êtes membre des Clubs CAA-AAA vous êtes bien dirigés. Nous vous faisons connaître les ennemis. Nous préparons votre voyage selon vos goûts personnels. Et ce ne sont que les débuts. Au nombre des autres services avantageux, il y a les tarifs protégés quant à la location de chambres, les hôtels, motels et restaurants recommandés pour leur qualité et leur bon service. Service de voyages international. Permis de conduire international. Document-

ation personnelle, complète et à jour. Service de dépannage. 24,000 garagistes CAA-AAA à votre service à l'extérieur du Québec, au Québec le garagiste le plus rapproché. Assurance-accident. Cautionnement jusqu'à \$5,000. Rabais de 20% sur location de voitures "Tilden". Assistance-collision en voyage (jusqu'à \$200). Prime antivol. Magazine Autoclub et Guides de route, etc. Pour de plus amples renseignements, communiquez avec l'un de nos représentants régionaux ou remplissez la demande d'adhésion ci-contre.

Je désire devenir membre et je joins mon chèque.

Nom

Adresse

Ville..... Comté

Date de naissance

JOUR MOIS ANNÉE

Cotisation de membre à part entière: \$15.

club automobile québec
871, chemin St-Louis, Québec 6, P.Q. Tél.: 688-3400




SIMPSONS-SEARS
\$19⁹⁹
 ch.
 (batterie type "C",
 comme ci-dessous)

tant qu'il y en aura!



Notre garantie: cette batterie vous assurera des démarrages foudroyants durant les prochains 547 jours, sinon elle sera remplacée gratis!

Certains de la qualité des batteries Premium Simpsons-Sears, nous sommes prêts à les remplacer gratis si une défectuosité survenait dans les 18 mois suivant l'achat*. Nous offrons aussi des modèles garantis 54 mois! Et nos bas prix constituent un précédent en ce qui a trait à la vente des batteries. Carcasse polypropylène mince et légère, laissant plus de place pour l'acide et les plaques. 45% plus de puissance que les modèles d'origine! Les robustes batteries Premium de Simpsons-Sears ne vous décevront pas... N'attendez plus, car en cas d'urgence vous aurez à payer un supplément. Tandis que maintenant:

● Installation gratuite! ● Vérification gratuite du système électrique!

Type "C" **19⁹⁹** Types "A" et "E" **20⁹⁹** Types "K" et "H" **23⁹⁹**
 (avec échange) (avec échange) (avec échange)

*Seulement sur autos privées.

TABLEAU DES BATTERIES

Marque, année, modèle de l'auto	Type	Marque, année, modèle de l'auto	Type	Marque, année, modèle de l'auto	Type	Marque, année, modèle de l'auto	Type
Aladdin 62-66 exc. 283, 327	C	Chrysler 56-66 exc. Wind., Saratoga	K	Ford 56-64	B	44-70 6 cyl.	C
62-66 283, 327	A	56-64 Windsor, Newport, Saratoga	A	65-70 exc. 351, 352, 390 autom. et 427,	C	66-70 435	K
67-70 exc. 327, 350, 390	C	67-70 exc. 440	A	428, 429	C	66-70 435	K
67-70 327, 350, 390	A	67-70 440	K	65-70 351, 352, 390 autom.	A	69-70 6 cyl. V8 290, 304	C
Beumont 64-69 exc. 327, 350, 396	C	Comet 60-63 exc. 63 V8	C	65-70 427, 428, 429	H	69 V8 360, 390	K
64-69 327, 350, 396	A	63 V8 64	E	Mercury 56-64	B	70 V8 360, 390	A
Buick Special à partir ci-dessous	L	65-70 6 cyl. et 289, 302, 351, 390 a	C	65-70 exc. 352, 390 autom. et 410, 427,	C	Tempst 61-70 V8	C
59-62	C	transmission standard	C	428, 429	C	61-70 6 cyl.	A
63-68 exc. 64-68 Le Sabre	K	65-70 351, 390 autom.	E	65-70 352, 390 autom.	E	Thunderbird 56-64	B
64-68 Le Sabre exc. 425, 430	A	65-70 427, 428, 429	H	65-70 410, 427, 428, 429	H	65-67 exc. 428	E
64-68 Le Sabre 425, 430	K	Corvair 60-64	F	Meiser 56-61, 64	B	68-70	H
67-70 exc. 430, 455	C	65-69	C	62-63 6 cyl.	C	Valiant, Willys 58-70	A
69-70 430, 455	K	Cougar 67-69 exc. 351, 390, 428	C	V8	E	AUTOS IMPORTÉES	
Buick Special 61-63 exc. 63 V8	C	67-70 351, 390 autom.	E	65-69 exc. 352, 390 autom. et 427, 428,	C	Austin 55-65, A40, A50, A55, A60	K
63 V8, 64-65	A	67-70 428	H	429	C	55-68, Mini, Cooper	A
66-70 6 cyl.	C	Dodge, Plymouth 56-70 exc. 426, 440	A	65-69 352, 390 autom.	C	Datsun 61-66, 160, 160, 160	A
66-70 V8 exc. 401	A	65-70 440, 426	K	65-69 427, 428, 429	H	61-68 exc. 160, 160, 160	F
66-70 401	K	Fairlane 62-67 exc. 62-64 V8 ET	C	Mustang 64-70 exc. 390 autom. 428 et	C	Envoy 60-68 exc. Epic	F
Camaro 67-69 6 cyl. et 302, 307 V8	C	65-67 390 autom.	C	1970 6 cyl. 200	C	64-68 Epic	A
V8 exc. 302, 307	A	62-64 V8	E	64-70 390 autom.	E	Fiat 62-69	C
Chevelle 64-70 exc. V8 indiqués	A	66-67 390 autom.	E	64-70 428	H	Hillman 59-68	A
64-70 327, 350, 396, 400, 434	A	68-70 exc. 351, 390 autom. et 428,	C	Oldsmobile 1965 à partir ci-dessous	C	Morris 60-68, 830 auto	A
Chevrolet, Pontiac 48-54	T	429	C	54-64 exc. Jet Star	K	Renault 63-69 exc. RS-RS 10-R 16	A
55-65	A	68-70 351, 390 autom.	E	65-67 exc. Delmont 88	K	Simca 62-70	A
66-70 6 cyl. et 283, 307 V8	C	68-70 428, 429	H	64-67 Jettur et Delmont 88	A	Toyota Land Cruiser	A
66-70 327, 350, 396	A	Falcon 60-70 exc. 63-64 V8	C	68-70 exc. 350	K	Vauxhall 64-68, Viva	D
Chevy II 62 6 cyl.	C	63-64 V8	E	Oldsmobile F85 61-63	C	Volkswagen 36-66	P
62-66 V8	A			64-65	A		
67-70 exc. 327, 350, 396	C			66-70 exc. 6 cyl. et 435	A	Velo 63-70	H
67-70 327, 350, 396	A						